

## Chili, 1973 : l'autre 11 septembre



**DRAME EN SUÈDE**  
Anna Lindh, ministre des affaires étrangères, assassinée en plein Stockholm p. 7

**AL-QAIDA**  
Une vidéo d'Oussama Ben Laden p. 5

**SUPPLÉMENT**  
Le Monde  
**DES LIVRES**  
Lydie Salvayre  
Rencontre avec Raoul Vaneigem

**OMC À CANCUN**  
Heurts violents entre police et manifestants, suicide d'un Coréen p. 6

**ATTENTATS EN ISRAËL**  
La fin tragique du docteur Applebaum p. 4

**NATIONALISME CORSE**  
Entretien avec Talamoni et Sargentini p. 10

**SPORTS**  
Les Bleus gagnent en basket, en volley et en football p. 22



**SALON DE FRANCFORT**  
Priorité au classicisme, marché automobile morose p. 17 et 24

**PORTRAIT**  
Marc Ducret, la guitare à percussion p. 29

International.....	2	Marchés.....	20
Union européenne.....	7	Aujourd'hui.....	22
France-Société.....	8	Météorologie-Jeux.....	25
Régions.....	12	Culture.....	26
Horizons.....	13	Carnet.....	30
Entreprises.....	17	Abonnements.....	30
Communication.....	19	Radio-Télévision.....	31

### ARTS

#### Le génie de Dürer



**PEINTURES**, dessins, gravures : à Vienne (Autriche), une grande exposition donne à voir l'immense talent d'Albrecht Dürer (1471-1528). Ci-dessus un autoportrait. Lire page 26

**C'ÉTAIT** il y a tout juste trente ans. Le 11 septembre 1973, au Chili, un sanglant coup d'Etat renversait le gouvernement institutionnel de Salvador Allende. Brutalement, le général Augusto Pinochet et les militaires chiliens mettaient fin à une aventure politique qui avait enthousiasmé la gauche européenne et latino-européenne. En France, l'Union de la gauche faisait ses premiers pas et, au Chili, l'Unité populaire prétendait réconcilier le socialisme et la démocratie.

Dans un entretien accordé au Monde, Ricardo Lagos, le président de la République du Chili, revient sur cette expérience. Membre du Parti socialiste, dont Salvador Allende fut l'un des fondateurs, il estime que réaliser « un tel programme était impossible sans une ample majorité ». L'extrême gauche regrette, à l'inverse, que le pays n'ait pas résisté au putsch les armes à la main.

Arrêté à Londres en 1998 et renvoyé au Chili en 2000, Augusto Pinochet a pour l'heure échappé à toute poursuite judiciaire. Il pourrait être jugé en France par contumace pour la disparition de cinq Français.

Dans un supplément de 24 pages



DAVID BURNETT/CONTACT PRESS IMAGES

réalisé avec la collaboration du quotidien espagnol *El País*, *Le Monde* profite de cet anniversaire pour montrer, aujourd'hui, combien le sous-continent latino-américain, où s'est jouée la scène inaugurale de la mondialisation, a à nous apprendre. Le chemine-

ment du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva n'est-il pas lui aussi une manière de réinventer la politique contre les démons qui ont si souvent ravagé l'Amérique latine ?

En page VIII du « Monde des livres », nous proposons une recen-

sion de quelques-uns des ouvrages qui sont publiés à l'occasion de cet anniversaire.

Lire pages 2 et 3, le Kiosque page 16 et notre cahier spécial de 24 pages

« C'était à Santiago, deux semaines après le coup d'Etat, raconte le photographe David Burnett (Contact). Les militaires ont invité la presse au stade où ils avaient entassé des milliers de prisonniers. J'ai entendu des cris. J'ai voulu y aller. »



### Le continent latino de A à Z

**APRÈS** le temps des dictatures, le temps des réformes. Dans un cahier spécial de 24 pages, *Le Monde* propose, sous la forme d'un abécédaire, un grand voyage de découverte sur ce continent de plus de 500 millions d'habitants.

## La carte de la France du chômage

**ALORS QUE LE TAUX** de chômage pourrait, selon les experts, atteindre le seuil symbolique des 10 % de la population active d'ici à la fin de l'année (contre 9,6 % actuellement), Jean-Pierre Raffarin multiplie les initiatives pour essayer de conjurer la menace. Il devait se rendre à Londres, jeudi 11 septembre, pour débattre avec son homologue britannique, Tony Blair, de ce dossier de l'emploi et du projet d'une initiative européenne de croissance - un projet qui sera aussi débattu le 18 septembre à Berlin lors d'une réunion des gou-

vernements français et allemand. Face aux syndicats, qui lui reprochent souvent d'attendre la reprise économique et ne pas avoir de politique de l'emploi, le gouvernement français cherche ainsi à démontrer qu'il ne reste pas inerte.

La carte de la France du chômage confirme, en tout état de cause, que la conjoncture sociale se dégrade. Le marché du travail est marqué par de très grandes disparités régionales, une exclusion de plus en plus forte des jeunes, et notamment des moins qualifiés, ou encore des salariés les plus âgés.

► Radioscopie d'un mal français

► Il n'y a pas de politique de l'emploi, selon les syndicats

► Région par région, les disparités

Lire pages 8 et 9 et notre éditorial page 15

## Les malheurs de Mahamadou, qui rêvait de visiter l'Australie

### SYDNEY

de notre correspondant

« Quand je pense que j'ai économisé mes sous pendant deux ans et que j'ai travaillé comme un chien pour vivre ce cauchemar, je suis dégoûté. » Mahamadou Sacko est en colère. Ce Français né à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) il y a tout juste vingt-trois ans, de parents maliens, rêvait de venir en Australie. Cariste chez DHL, il avait économisé 4 000 euros, soit trois mois de salaire, pour s'offrir deux mois de formation d'anglais dans une école réputée de Sydney.

Il avait préparé son séjour avec soin. Lorsque le douanier lui demande ses papiers, à son arrivée, dimanche 31 août à 18 h 30, il présente toute une batterie de certificats. « Passeport, visa électronique, des factures comme quoi j'avais payé mes cours, une assurance médicale et une attestation certifiant qu'une personne de l'école m'attendait à l'aéroport », explique ce fan de hip-hop qui rêve d'ouvrir un magasin de vêtements. J'avais tout prévu de A à Z ! »

C'est tout du moins ce qu'il pensait... Une petite égratignure sur la photo du passeport intrigue le fonctionnaire de l'immigration. Mahamadou est prié de passer dans un bureau pour être interrogé. Sa valise

est fouillée, et le voilà accusé de voyager avec un faux passeport et d'avoir remplacé le cliché original. A 3 heures du matin, il est transporté dans une fourgonnette grillagée à Villawood, où sont parqués, parfois pendant plusieurs années, les clandestins. « La saleté des toilettes était repoussante », explique-t-il

Suivent quatre jours d'interrogatoires. « On m'a demandé le nom du président de la République française, relate M. Sacko, le nom de la plus haute de montagne de France et qui était d'Artagnan. Quand on m'a ordonné de chanter la Marseillaise, j'ai refusé en disant qu'on n'était pas dans une école de comédie. » Le consulat de France à Sydney, prévenu seulement mardi 2 septembre, s'est empressé de présenter à Canberra des papiers prouvant l'identité de son ressortissant. Son employeur a également confirmé que M. Sacko était bien un de ses salariés. Mahamadou sera finalement relâché le 4 septembre. Il est bien décidé à attaquer le gouvernement australien en justice. « Ils m'ont traumatisé, avoue-t-il. Je n'ai toujours pas eu le courage de dire à ma mère ce qui m'était arrivé. J'en suis à me demander si je ne dois pas rentrer chez moi tout de suite. »

Frédéric Therin

### ENQUÊTE

## La bataille de la canicule à Paris, racontée par ceux qui l'ont vécue



POMIERS DE PARIS

« IL FAIT très, très chaud, ce jeudi 7 août. Entre les rideaux de fer baissés du marché de la rue du Poteau, M. Bernardin, tout petit, tout cassé, chemine en direction de son bistrot habituel... »

Véronique Maurus a enquêté dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris et raconte ce que fut l'insupportable combat de tous ceux qui, épuisés mais fiers, ont réussi à sauver des milliers de personnes.

En page Régions, arrondissement par arrondissement, *Le Monde* détaille le bilan de ce mois d'août 2003, au cours duquel 2 317 personnes sont mortes, à Paris. Lire pages 12 et 13

### POINT DE VUE

## Oui à l'esprit de Cancun ! par Dominique Strauss-Kahn

**FAUT-IL FAIRE** échouer le sommet de l'Organisation mondiale du commerce qui s'est ouvert à Cancun ? Faut-il brûler l'OMC ?

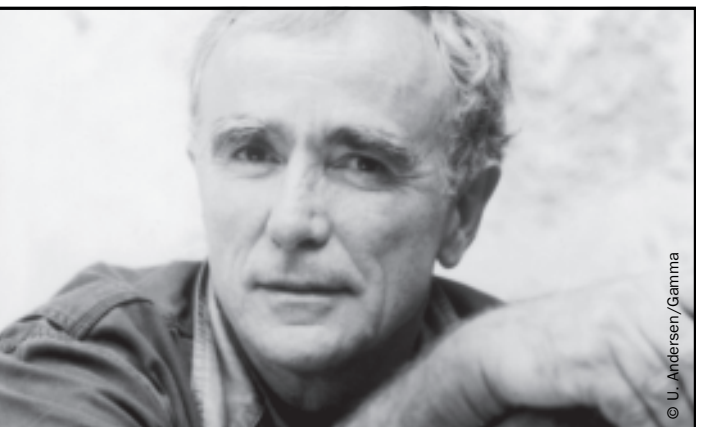
Certains le pensent. L'extrême gauche, qui voit dans l'OMC l'incarnation institutionnelle de cette mondialisation honnie. L'extrême droite, pour qui l'OMC est la pièce maîtresse de ce complot internationaliste qui cherche à détruire la nation. La plupart des conservateurs, aussi, qui craignent l'orientation peu libérale prise par les négociations. Beaucoup d'Américains, enfin : Gulliver s'est, à tort, laissé enchaîner aux règles multilatérales.

Mais d'autres pensent autrement. Je coprésède les travaux du Trade and Poverty Forum, une mission internationale qui a pour objectif de mettre le commerce au service de la lutte contre la pauvreté. Nous publions un premier rapport, « Les enjeux de Cancun ». Quelle est notre analyse ? Le point fondamental est que l'objectif des négociations en cours à l'OMC peut changer radicalement. Lors du lancement du cycle du Millénaire, fin 1999 à Seattle, c'était la libéralisation à marche forcée. Il fallait à la fois supprimer les obstacles au commerce des marchandises, libéraliser

de nouveaux secteurs (investissement et concurrence, notamment), ouvrir les marchés des pays en développement, avec comme « arme fatale » l'accord général sur le commerce des services (AGCS).

Lire la suite page 14 et les points de vue de Jean-Hervé Bradol et de James D. Wolfensohn

**DOMINIQUE STRAUSS-KAHN**, ancien ministre de l'économie et des finances, est député (PS) du Val-d'Oise.

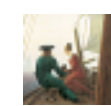


© U. Andersen/Gamma

## Jean-Claude Guillebaud

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

LE GOÛT DE L'AVENIR



SEUIL

LE GOÛT DE L'AVENIR

Un livre libre contre le fatalisme et le renoncement

Seuil

www.seuil.com

# INTERNATIONAL

## AMÉRIQUES

Le 11 septembre 1973, une junte militaire renversait le gouvernement de Salvador Allende et le Chili s'installait dans une longue période de dictature. **ARRESTATIONS, TORTURES, ASSASSINATS** : trois mille per-

sonnes sont **MORTES OU DISPARUES** durant les années Pinochet. Trente ans plus tard, le président chilien Ricardo Lagos, socialiste, a choisi de commémorer officiellement le renversement de Salvador Allende

« pour montrer au monde combien le Chili a changé depuis le retour de la démocratie ». Mais cette célébration est fortement **CRITIQUÉE** par les partisans du général Pinochet, par l'opposition de droite et par les

alliés de la démocratie chrétienne. Les questions des droits de l'homme et des réparations aux victimes et à leurs familles demeurent sensibles. Beaucoup dénoncent « **L'IMMUNITÉ** » assurée aux tortionnaires.

## Le Chili commémore dans la douleur le renversement d'Allende

Le 11 septembre 1973, un putsch militaire installait la dictature d'Augusto Pinochet. Trente ans plus tard, cette période qui a fait plus de 3 000 morts et disparus continue de diviser le pays. Les familles des victimes de la répression dénoncent « l'immunité des tortionnaires »

### SANTIAGO

de notre envoyée spéciale

Au Chili, il y a trente ans, le 11 septembre 1973, un sanglant coup d'état renversait le gouvernement de Salvador Allende. Le général Augusto Pinochet mettait fin à une expérience qui avait galvanisé la gauche internationale.

Salvador Allende prétendait réconcilier le socialisme et la démocratie. Prisonnière de la guerre froide et du glacié soviétique, l'Europe peinait à réinventer l'espoir. En France, l'union de la gauche faisait ses premiers pas. Après avoir trouvé à Santiago un levier pour la gauche française, le dirigeant communiste Georges Marchais s'empressait de préciser que « la France n'est pas le Chili ».

En Amérique latine, l'extrême gauche semblait avoir le vent en poupe. La révolution cubaine restait une

référence majeure. Le coup d'Etat au Chili marque un point d'inflexion. Les militaires dominent désormais tout le cône Sud. Après le Brésil, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay, ce sera bientôt le tour de l'Argentine.

Le président chilien Ricardo Lagos a choisi de commémorer officiellement le trentième anniversaire, « pour montrer au monde combien le Chili a changé depuis le retour de la démocratie » en 1990. Deuxième président socialiste de l'histoire chilienne, élu en janvier 2000, M. Lagos est accusé de vouloir rendre hommage à l'ex-président non seulement par les partisans du général Pinochet et par l'opposition de droite, mais également par ses alliés politiques de la démocratie-chrétienne. Il s'agit « d'un acte œcuménique », répond le président Lagos, dont la cote de popularité est en baisse.

Cette page tragique de l'histoire du pays, qui a fait plus de 3 000 morts et disparus, continue de diviser les Chiliens, reconnaît Ricardo Lagos. Il estime toutefois que le Chili n'est plus divisé pour dire « *nunca mas* », jamais plus aux violations des droits de l'homme. Depuis l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres, en octobre 1998, les procès contre les anciens tortionnaires se sont multipliés au Chili. La justice instruit actuellement trois cents procès contre des militaires accusés d'enlèvements, de tortures et d'assassinats d'opposants sous la dictature, entre 1973 et 1990. Une douzaine ont d'ores et déjà été condamnés.

En revanche, toutes les poursuites contre le général Pinochet au Chili ont cessé. Le 1<sup>er</sup> juillet 2002, la Cour suprême de justice a estimé que le

vieux dictateur, âgé de 87 ans, était atteint d'une démence sénile modérée, l'empêchant d'assurer sa défense. Une des grandes dettes du Chili est la réforme de la Constitution, héritée de la dictature militaire, qui n'a pas pu être modifiée, treize ans après le retour à la démocratie.

### GRÈVE DE LA FAIM

A la veille du trentième anniversaire, les dernières propositions en matière des droits de l'homme du président Lagos, qui seront soumises au Parlement où la droite est majoritaire, ont entraîné une vive polémique avec les associations de défense des droits de l'homme. Ces propositions visent à mieux indemniser les familles des victimes et à atténuer les condamnations des militaires collaborant avec les tribunaux pour élucider le sort d'un mil-

lier de disparus. « Elles assurent l'immunité des tortionnaires », accuse Lorena Pizarro, présidente de l'association des familles de détenus-disparus, dont plusieurs membres ont entamé une grève de la faim en signe de protestation.

Le président Ricardo Lagos affirme qu'« il n'y a pas d'impunité » au Chili, mais admet qu'il est impossible de remettre en cause l'amnistie imposée par le général Pinochet pour les crimes commis par les militaires entre 1973 et 1983. Se félicitant du compromis du gouvernement, visant à augmenter le nombre de juges spéciaux chargés des procès des militaires, Nelson Caucoto, avocat des droits de l'homme, s'oppose également aux allègements des peines et à un éventuel pardon présidentiel pour les militaires. Dans un entretien accordé au *Mon-*

de, il a regretté que les propositions en matière de réparation économique soient « *dérisoires* ».

Un premier pas vers la vérité avait été fait en mars 1991, sous le gouvernement de Patricio Aylwin (démocrate-chrétien). Le rapport de la commission Rettig avait identifié 2 279 cas d'exécutions politiques et de disparitions entre 1973 et 1990. A l'époque, les forces armées et la droite niaient encore l'existence des disparus, des camps de détention illégale et de la torture.

Le trentième anniversaire du coup d'Etat a motivé un déploiement médiatique inédit. Mais un climat tendu règne dans le pays, où plus de 27 000 policiers ont été mobilisés dans la crainte d'incidents violents jeudi 11 septembre.

Christine Legrand

### La France réaffirme sa solidarité

L'Europe avait généreusement accueilli les exilés chiliens après le coup d'Etat de septembre 1973, avec une belle unanimité, du nord au sud du continent, qui contraste avec la frilosité actuelle en matière de droit d'asile. A l'époque, le nom de Salvador Allende avait été attribué à de nombreuses rues ou équipements de la « ceinture rouge » parisienne et d'autres municipalités de gauche.

Jeudi 11 septembre, la place Santiago-du-Chili du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris devenait à son tour la place Salvador-Allende. La décision du maire de la capitale, Bertrand Delanoë, ne fait pourtant pas l'unanimité. Une pétition regrette la disparition d'une place qui « *représentait tout un pays et son peuple* », au profit d'un personnalité qui divise toujours les Chiliens. Le quotidien conservateur de Santiago, *El Mercurio*, s'est fait l'écho de la protestation. A Lyon, le Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation présente jusqu'au 26 octobre une exposition, « Mémoires d'exil », consacrée aux Chiliens qui ont trouvé refuge en France.

### Ricardo Lagos, président de la République du Chili

## « La gauche a opéré des changements culturels très profonds »

### SANTIAGO

de notre envoyée spéciale

Le président Ricardo Lagos appartient au Parti socialiste chilien, dont Salvador Allende a été un des fondateurs. La coalition gouvernementale réunit la gauche et les démocrates-chrétiens.

Trente ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la gauche fait-elle une autocritique ?

Le projet d'Allende était inédit, car il se proposait de construire le socialisme par la voie parlementaire, constitutionnelle. Ce n'était pas le projet marxiste classique. Trente ans après, l'autocritique que l'on peut faire est qu'un tel programme était impossible sans une ample majorité, c'est-à-dire sans la démocratie-chrétienne (DC). Allende et Eduardo Frei Montalva (DC), avant lui, sont les présidents qui incarnèrent le rêve de changement social et de modernité au Chili. Ils étaient amis. Malgré cela, l'entente n'a pas été possible. Pour les Etats-Unis, Frei incarnait la voie correcte pour l'Amérique latine. Cependant, le Chili était divisé en trois tiers - un tiers de gauche, un tiers DC et un

tiers de droite - et chaque tiers était convaincu de détenir la vérité absolue, ce qui entraînait une forte polarisation. Nous avons manqué d'humilité. Il y avait beaucoup d'intérêts en jeu, ceux de l'oligarchie et de la banque, mais aussi le contexte mondial de la guerre froide. Le rêve d'Allende était sans doute possible, mais avec un rapport de forces différent.

Qu'est-ce qui a finalement rapproché les socialistes et les démocrates-chrétiens ?

Il a fallu de longues années après le coup d'Etat pour que les socialistes et les démocrates-chrétiens travaillent ensemble. J'étais convaincu personnellement qu'il fallait nous unir pour vaincre la dictature et récupérer la démocratie. Les discussions ont parfois été difficiles. La transition chilienne suppose le changement substantiel de mentalité de la gauche dans le monde. Nos exilés politiques ont découvert à la fois la France de François Mitterrand, les pays scandinaves et l'Espagne de Felipe Gonzalez, des expériences assez diverses. En trente ans, la gauche a opéré des changements culturels très profonds.

Pour vous, qu'est-ce être socialiste aujourd'hui ?

Rechercher l'égalité des citoyens, mettre l'accent sur l'éducation pour garantir à tous des chances égales. Pour la droite, ce serait plutôt de donner un coupon pour aller acheter l'éducation à l'étranger. Aujourd'hui, le socialisme c'est le nombre de biens publics que vous êtes capable de fournir



« Il est incorrect de dire que le Chili incarne le modèle néolibéral »

RICARDO LAGOS

aux citoyens. Il est incorrect de dire que le Chili incarne le modèle néolibéral. Certes, nous avons ouvert notre commerce, car nous sommes un petit pays, et nous avons des comptes équilibrés. Mais nous avons également appliqué depuis les années 1990 des politiques sociales pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Avec une Constitution héritée de la dictature, comment qualifier la démocratie chilienne,

treize ans après la fin du régime militaire ?

Nous avons encore beaucoup à faire pour en finir avec des enclaves d'autoritarisme. Ce n'est pas une démocratie à 100 %, mais j'espère avancer davantage jusqu'à la fin de mon mandat, en 2005. Nous avons désormais des forces armées subordonnées au pouvoir civil. La ministre de la défense est une femme, Michelle Bachelet, socialiste et fille d'un général victime de la dictature. Nous avons beaucoup avancé sur les droits de l'homme. Les militaires ont reconnu que des crimes avaient été commis. Aujourd'hui, personne n'ignore que des disparus ont été jetés à la mer. Il y a des centaines de procès en cours contre des militaires.

Le Chili reste pourtant divisé ? Bien sûr, mais pas pour dire « *nunca mas* », jamais plus aux violations des droits de l'homme. Il n'y a pas de division non plus pour affirmer que la démocratie est fondamentale. Au bout de trente ans, le Chili est parvenu à un consensus sur des questions essentielles.

Propos recueillis par Ch. Le.

## Au Brésil, l'équipe de Lula reconsidère l'expérience chilienne

Marco Aurelio Garcia, aujourd'hui conseiller du président brésilien, était à Santiago en 1973

COMMENT, trente ans plus tard, la gauche brésilienne de Luiz Inacio Lula da Silva, parvenue au pouvoir, considère-t-elle l'expérience Salvador Allende ? « *La principale leçon à retenir du Chili est qu'un projet de transformation politique a besoin d'un système d'alliances fort*, déclare Marco Aurelio Garcia. Nous n'avons pas gagné l'élection présidentielle pour échouer au gouvernement. Or, sans stabilité gouvernementale, rien n'est possible. »

Le conseiller diplomatique du président brésilien était aux premières loges à Santiago, lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973, comme beaucoup de réfugiés latino-américains. Parmi eux, l'adversaire de M. Lula da Silva au second tour, José Serra, du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), marié à une Chilienne. Marco Aurelio Garcia a vu le bombardement du palais présidentiel de la Moneda depuis la terrasse de son bureau du centre-ville. Lorsqu'il est allé chercher femme et enfant, la résidence privée du président Allende, rue Tomas Moro, à trois cents mètres de son propre foyer, venait d'être attaquée.

Marco Aurelio Garcia a entendu à la radio la dernière allocution présidentielle, avec une pointe d'irritation. Militant à l'époque du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), l'universitaire brésilien refusait l'aveu de la défaite et regrettait l'absence d'appel à la résistance. Aujourd'hui, membre

fondateur du Parti des travailleurs (PT), de M. Lula da Silva, il ne peut écouter l'enregistrement des derniers mots de Salvador Allende sans émotion. Il partage l'admiration d'Eric Hobsbawm, comme lui historien, pour l'immense espoir et la mémorable expérience représentés par le socialiste chilien.

Jadis, M. Garcia épousait le point de vue de l'extrême gauche, qui envisageait le 11 septembre 1973 comme l'échec d'un « projet

### L'avenir de l'Amérique latine se joue sur l'intégration régionale

réformiste de conciliation de classes ». Désormais, il y voit une défaite plus générale, qui englobe aussi bien le MIR que la démocratie-chrétienne. Une bonne partie de la gauche chilienne était tentée par la « fuite en avant ». « *Nous analysons la situation sous l'optique de la Révolution russe de février 1917* », ce qui plaçait Salvador Allende dans le rôle d'un Kerenski, « certes plus sympathique ». De là découlait « la problématique du double pouvoir, percevant dans la formation des "cordons industriels" l'embryon

de soviets ». Or, la gauche n'avait pas les moyens d'une telle perspective. Il n'y a quasiment pas eu de résistance au coup d'Etat, encore moins de guerre civile à l'espagnole, comme fantasmaient certains.

Le prix exorbitant payé par les Chiliens amène inévitablement à s'interroger : la tragédie aurait-elle pu être évitée ? « *Le dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer a remarqué d'emblée qu'on ne peut pas gouverner avec une faible majorité* », rappelle Marco Aurelio Garcia. « *L'Unité populaire (UP), la coalition qui a assuré la victoire d'Allende, était un noyau dur important. A sa gauche, le MIR se cantonnait dans une position erronée, voulant constituer une alternative absolue, au lieu d'être le versant critique de l'UP. A droite, la démocratie-chrétienne (DC), qui avait pourtant commencé la réforme agraire, a fini dans les bras de la droite.* »

Les parlementaires de la DC avaient joint leurs voix à celles de la gauche, indispensables pour confirmer l'élection de Salvador Allende, après l'assassinat du général Schneider, le commandant de l'armée, en 1970. « *Pourquoi l'alliance esquissée à cette occasion n'a pas été consolidée ?* », se demande M. Garcia. Question d'autant plus pertinente aujourd'hui, sous la présidence de Ricardo Lagos, puisque la gauche chilienne gouverne en coalition avec la DC. L'alliance nécessaire et légitime pour assurer la transition vers la démocratie

n'aurait-elle pas pu éviter la dictature ? L'historien brésilien voit chez les différentes forces politiques autant d'occasions perdues ou de rendez-vous ratés (« *desencontros* », dit-il).

Marco Aurelio Garcia sait qu'on ne réécrit pas l'histoire, mais il est permis d'en tirer les leçons. Ainsi, la gauche brésilienne place au centre de sa réflexion la question des alliances, en distinguant celles indispensables lors des élections de celles qu'il faut nouer pour gouverner. « *Le gouvernement Lula n'est pas de centre gauche, mais de gauche et du centre, c'est le PT qui donne le "la"* », précise M. Garcia. Avant les élections municipales de 2004, qui auront valeur de test national, il lui semble prématuré de spéculer sur l'éventuelle alliance entre le PT et le PSDB, appelée de ses vœux par le philosophe José Artur Giannotti, ami personnel de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso.

Cependant, l'artisan de la politique extérieure du président Lula va plus loin. En ces temps de mondialisation, l'avenir de l'Amérique latine ne se joue pas sur le terrain national, mais sur celui de l'intégration régionale. « *Là aussi, il faudra nouer des alliances avec des gouvernements aux origines différentes* », conclut Marco Aurelio Garcia, juste avant de prendre l'avion pour Bogota.

Paulo A. Paranagua

# Augusto Pinochet pourrait théoriquement être jugé par contumace en France

Arrêté à Londres en 1998, renvoyé au Chili en 2000, l'ancien dictateur a échappé à toute poursuite

Le 11 JANVIER 2000, les autorités britanniques douchaient les espérances qu'avait éveillées au Chili l'arrestation surprise d'Augusto Pinochet à Londres, cinq cents jours plus tôt. L'ancien chef de la junte, annonçait le ministre de l'intérieur britannique, ne serait finalement pas extradé vers l'Espagne où le juge Baltasar Garçon le réclamait pour le juger, mais renvoyé dans son pays, pour des raisons « humanitaires » relatives à son état de santé.

Pour beaucoup de victimes et parents de victimes de la dictature, la décision britannique enterrait tout espoir. Seule une justice étrangère aurait pu juger Pinochet ; le Chili, à leurs yeux, n'était pas en mesure de le faire. Ils n'avaient pas tort : en dépit des courageux efforts du juge de Santiago Juan Guzman, qui allait obtenir la levée de son immunité et l'inculper, l'ancien dictateur devait définitivement échapper à toute poursuite en juillet 2002, lorsque la Cour suprême décréta qu'il n'était plus en état d'affronter un procès.

Le seule hypothèse d'un jugement de Pinochet est aujourd'hui celle d'un procès par contumace en France. Une enquête sur la disparition de cinq Français pendant

la dictature, ouverte en 1998 par le juge Roger Le Loire, a été close en juillet dernier. Elle met en cause l'ancien chef de la junte et 17 autres personnes, contre lesquelles ont été délivrés des mandats d'arrêt internationaux.

Théoriquement, un procès par contumace pourrait donc être mené en France, faute d'obtenir une extradition. Politiquement, on l'imagine toutefois difficilement, s'agissant d'un pays qui n'est plus passif par rapport à cette période noire de son histoire et dont le président, Ricardo Lagos, affirmait ces derniers jours encore qu'« il n'y a pas d'impunité au Chili ».

## UNE BRÈCHE OUVERTE

M. Lagos, en tant que candidat socialiste à la présidence, avait plaidé auprès de Londres pour le retour de Pinochet à Santiago. Pour lui, il appartenait au Chili de faire la lumière et de rendre la justice. De fait, l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998 avait produit une sorte d'électrochoc dans le pays. La peur avait reculé, les langues se déliaient, les plaintes affluaient auprès de juges qui allaient s'engouffrer dans la brèche ouverte par Juan Guzman dans le mur de l'impunité.

Aujourd'hui, le bilan est encore en demi-teinte. Les mesures prises dans ce domaine par Ricardo Lagos sont infiniment plus précautionneuses que la révolution opérée en Argentine par Nestor Kirchner qui, à peine arrivé à la présidence en mai dernier, faisait le ménage dans la hiérarchie de l'armée et demandait au Congrès de lever les lois d'amnistie protégeant les militaires.

L'amnistie décrétée au Chili par Pinochet n'a pas été remise en cause. Elle a cependant été contournée juridiquement par le juge Guzman et ses émules. Dans les cas de disparitions, font-ils valoir, le crime se perpétue tant que les corps n'ont pas été retrouvés et il ne saurait donc être question d'amnistie.

Plus de trois cents anciens membres des forces armées chiliennes sont aujourd'hui poursuivis. En juillet, vingt-deux d'entre eux avaient été condamnés. Ils ont fait appel. De la décision que prendront les chambres d'appel et, en dernière instance, la Cour suprême dépendra non seulement le sort de ces vingt-deux militaires, mais l'issue de toutes les procédures en cours.

Dans un récent rapport, l'organisation Human Rights Watch

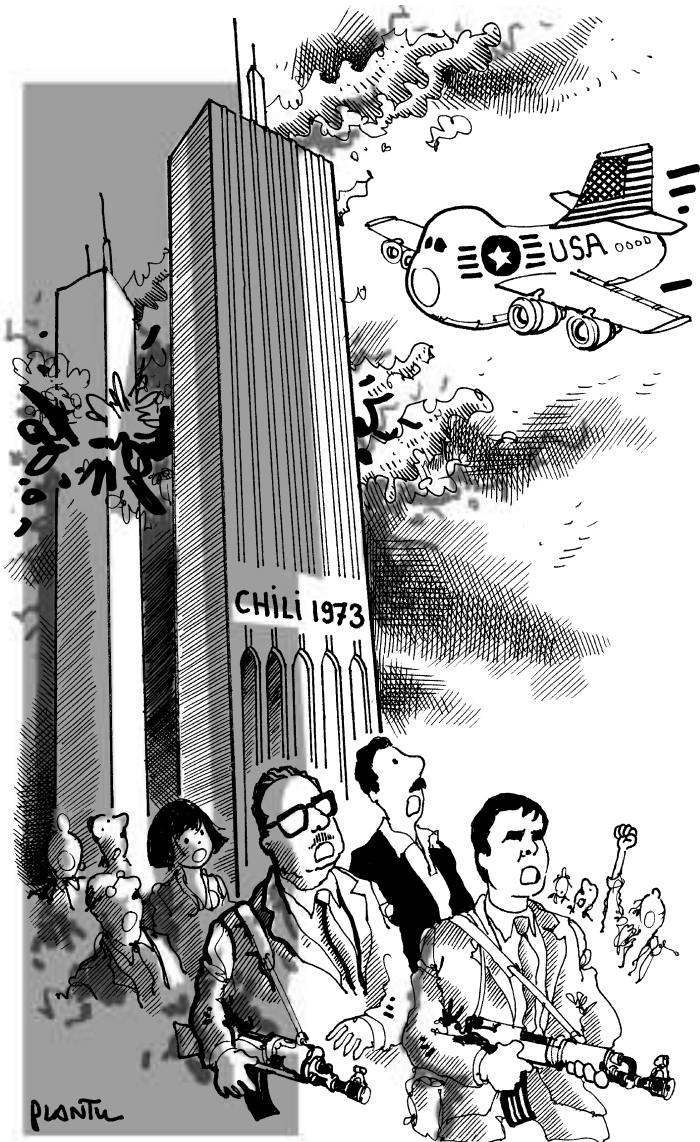
(HRW) évoque les mesures proposées le 12 août par Ricardo Lagos, qui s'était borné jusque-là à laisser faire les tribunaux. Elle met en garde contre l'idée de garantir l'immunité ou des remises de peine à qui fournira aux tribunaux des informations sur les disparitions.

## UNE « ÉVOLUTION POSITIVE »

Cette mesure est légitime, estime HRW, « si elle contribue à briser le mur de silence qui entoure ces crimes depuis un quart de siècle », mais elle doit obéir à des règles précises si on veut qu'elle renforce la justice et non l'impunité. L'organisation salue par ailleurs la proposition de créer une commission chargée de dresser la liste des victimes de la torture, jusqu'ici totalement ignorées bien qu'elles subissent toujours durement les séquelles de la dictature. C'est « le premier geste officiel en direction de ceux qui n'ont cessé de souffrir des conséquences de la torture », note HRW.

Human Rights Watch conclut à une « évolution positive » du Chili : « Les prochaines années diront si cette approche plus calme [que celle, récente, de l'Argentine] mène aussi à la justice. »

Claire Tréan



## Plus de seize ans de dictature

- 4 septembre 1970 : l'Unité populaire (UP), formée par les partis socialiste et communiste, les radicaux et les chrétiens de gauche, obtient la majorité relative à l'élection présidentielle, avec 36,2 % des voix.
- 22 octobre 1970 : assassinat du général René Schneider, commandant en chef de l'armée.
- 3 novembre 1970 : investiture de Salvador Allende à la présidence de la République.
- 11 juillet 1971 : nationalisation des mines de cuivre appartenant à des entreprises américaines.
- octobre 1972 : la grève des camionneurs désorganise l'économie, le gouvernement décrète l'état d'urgence, les travailleurs occupent les usines et forment les « cordons industriels », des coordinations horizontales.
- 4 mars 1973 : l'Unité populaire obtient 43,4 % des suffrages aux élections législatives.
- 29 juin 1973 : le soulèvement

d'une unité de tanks à Santiago fait 22 morts.

● 11 septembre 1973 : le coup d'Etat dirigé par le général Augusto Pinochet renverse le gouvernement de Salvador Allende.

● 5 octobre 1988 : échec du régime au plébiscite sur la continuité des militaires au pouvoir.

● 14 décembre 1989 : élection du démocrate-chrétien Patricio Aylwin à la présidence de la République, à la tête d'une coalition de centre-gauche. Il est entré en fonctions en mars 1990.

● 16 octobre 1998 : arrestation du général Pinochet à Londres, à la demande de la justice espagnole.

● 19 septembre 2000 : l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) reconnaît sa participation à la conspiration contre Salvador Allende et à la répression.

● 1<sup>er</sup> juillet 2002 : la Cour suprême du Chili classe l'affaire Pinochet.

## SANTIAGO

de notre envoyée spéciale

« Trente ans après, je crois que l'erreur du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) a été de

## ■ PORTRAIT

### Andres Pascal Allende, fondateur et dirigeant du MIR, voulait radicaliser le gouvernement de son oncle

ne pas distribuer des armes au peuple pour défendre le gouvernement populaire de Salvador Allende », déclare Andres Pascal Allende. A 59 ans, il est le seul survivant du noyau de jeunes étudiants qui fondèrent en 1965 l'organisation d'extrême gauche au Chili. Le MIR regroupait « de vieux dirigeants du mouvement ouvrier, des anarchistes, des trotskistes, des dissidents des partis socialiste et communiste » et n'a jamais fait partie de l'Unité populaire (UP), renversée par le coup d'état du général Pinochet. Mais le MIR a apporté un soutien critique au gouvernement dès son investiture en 1970 et formé la garde rapprochée de Salvador Allende.

Neveu du président, Andres Pascal Allende et ses camarades avaient des contacts quotidiens

avec le leader socialiste. « Allende se réclamait du marxisme, mais il appartenait à une génération politique qui croyait au Chili au mythe de la démocratie et à la subordination de l'armée au pouvoir politique. C'était un démocrate qui rêvait d'effectuer des réformes dans le respect des institutions parlementaires et qui, par conséquent, devait négocier avec les secteurs les plus réactionnaires liés à l'oligarchie », dit-il aujourd'hui.

Le MIR était « très critique à l'égard de l'Union soviétique, admirait la révolution cubaine mais contrairement à d'autres mouvements révolutionnaires en Amérique latine, il n'était pas partisan des foyers de guérilla ». Pour l'ancien dirigeant du MIR, qui vit à Cuba et revient régulièrement à Santiago, le « tournant décisif » a été le 29 juin 1973, la première tentative de coup d'Etat militaire contre Salvador Allende. Ce putsch a avorté « parce que quelques officiers constitutionnalistes et beaucoup de sous-officiers qui avaient une grande sympathie pour Allende s'y sont opposés ». Le MIR avait des contacts avec ce secteur militaire : « Cela a été un moment culminant de la mobilisation populaire, avec des centaines de Chiliens qui sont sortis dans les rues de Santiago pour réclamer que les putschistes soient punis. » Selon le dirigeant du MIR, « après avoir consulté le Parti communiste, Allende s'y est opposé ».

« Le MIR aurait dû alors armer le peuple avec les armes qu'il pouvait retirer des casernes, avoue-t-il. Le MIR ne l'a pas fait car il savait qu'il aurait eu contre lui le Parti communiste, le gouvernement de

l'Unité populaire et un secteur de l'armée. Nous craignons une guerre civile. » Moins de trois mois plus tard, le putsch réussissait. L'erreur du MIR est de « ne pas avoir réalisé que les classes dominantes avaient besoin du coup d'état ».

La droite affirme que le coup d'état a été une réponse à la violence du MIR. Dans son livre sur Salvador Allende, *Comment la Maison Blanche a provoqué sa mort*, la journaliste de gauche Patricia Verdugo affirme que la CIA a versé de l'argent au MIR pour « détruire l'image modérée d'Allende ». « Ce sont des mensonges », répond Andres Pascal Allende. « Le MIR n'a jamais fait une seule action armée pendant le gouvernement de l'UP. Nous occupions des usines, nous avions organisé des mouvements d'autodéfense. Mais tous les sabotages et les assassinats ont été le fait de l'extrême droite. » Si après le 29 juin 1973 le MIR est passé à la clandestinité, c'est qu'« il était persécuté ».

Le coup d'Etat « nous a surpris », admet le dirigeant du MIR, car « nous étions convaincus qu'Allende était parvenu à un accord avec la démocratie-chrétienne ». Salvador Allende pensait convoquer le 11 septembre 1973 un référendum « qu'il aurait sans doute perdu et qui aurait débouché sur de nouvelles élections ». Fin 1976, Andres Pascal Allende quittait le Chili, pour revenir deux ans plus tard avec d'autres exilés. Il dirigea l'« opération retour » pour organiser la résistance, qui coûta la vie à de nombreux militants du MIR.

Christine Legrand

## En Israël, les attentats de Tzrifin et de Jérusalem relancent le débat sur l'expulsion de Yasser Arafat

Le premier ministre Ariel Sharon entretient l'incertitude mais désigne le président de l'Autorité palestinienne comme le « principal responsable » des attaques qui ont fait 15 morts

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ariel Sharon, le premier ministre israélien, de retour d'une visite officielle en Inde, devait réunir, jeudi 11 septembre dans l'après-midi, son cabinet de sécurité afin d'étudier une riposte aux deux attentats meurtriers qui ont coûté la vie à 15 Israéliens, mardi. L'entourage du premier ministre, qui a écourté de vingt-quatre heures son voyage à la suite des attentats de Tzrifin et de Jérusalem, a entretenu l'incertitude sur le sort du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) a beau avoir revendiqué la responsabilité d'opérations terroristes, décidées à la suite de la tentative d'assassinat perpétrée par l'armée israélienne contre le chef spirituel du mouvement, le cheikh Ahmed Yassine, l'entourage de M. Sharon a assuré, selon la presse israélienne de jeudi, que M. Arafat était « le premier responsable » de la situation, en se référant notamment à la démission du premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, qui a abandonné ses fonctions le 6 septembre.

### LES ÉTATS-UNIS HOSTILES

Le débat sur l'opportunité d'une expulsion devrait donc faire une nouvelle fois rage au sein du gouvernement israélien et être soulevé au cours de la réunion du cabinet de sécurité. Celle-ci pourrait également porter sur l'hypothèse d'une opération d'envergure à Gaza.

A en croire la presse israélienne, une majorité nette de ministres soutient l'expulsion de M. Arafat, alors que les Etats-Unis y sont toujours officiellement hostiles. « Les

choses vont peut-être bouger, surtout si de nouveaux attentats surviennent dans les prochains jours », a indiqué, mercredi, au Monde un responsable du ministère israélien des affaires étrangères. « S'il y a un vote au cabinet, il y aura une majorité [pour un bannissement d'Arafat] mais je ne suis pas sûr que la question sera portée au vote », a déclaré, jeudi, le chef de la diplomatie, Sylvan Shalom. « Des responsables de la sécurité qui se sont opposés dans le passé à cette mesu-

### M. Bush : M. Qoreï doit lutter contre le terrorisme

Le président américain George Bush a réaffirmé, mercredi 10 septembre, son soutien à la « feuille de route » au Proche-Orient et souligné qu'il attendait de la part du premier ministre palestinien désigné, Ahmed Qoreï, de lutter contre le terrorisme. « Je continue fermement de penser que la vision de deux Etats vivant en paix côte à côte est toujours une vision d'espoir pour le Proche-Orient (...). La question fondamentale est de voir si des gens épris de paix resteront toujours engagés » dans le processus, a indiqué M. Bush, soulignant que « l'un des points essentiels de la "feuille de route" est qu'il incombe aux parties de créer les conditions nécessaires pour que la paix triomphe ». « La condition la plus importante pour que la paix triomphe est que toutes les parties combattent le terrorisme, démantèlent les organisations qui veulent détruire cette vision de paix », a-t-il ajouté.

La tâche d'Ahmed Qoreï « est de consolider le pouvoir au sein de son administration, de contrôler les forces de sécurité et de les tourner contre les tueurs ». Quant à Israël, a ajouté M. Bush, il « a la responsabilité de protéger ses citoyens mais aussi de créer les conditions nécessaires pour que ceux qui, au sein de l'Autorité palestinienne, croient en la paix, croient en cette vision, triomphent. » — (AFP.)

re y sont maintenant favorables ; tous la soutiennent aujourd'hui, mais je ne suis pas sûr qu'il y aura un vote », a-t-il ajouté. Toutefois, d'après le ministre palestinien de la culture, Ziad Abou Amr, « quelques militaires israéliens ont occupé jeudi matin le septième étage du bâtiment du ministère de la culture à Ramallah », situé à environ 300 mètres du quartier général de M. Arafat.

Le successeur pressenti de M. Abbas, Ahmed Qoreï, président

du Conseil législatif palestinien, a fait savoir qu'il était disposé à constituer rapidement « un gouvernement de crise ». Sollicité par M. Arafat le 7 septembre, M. Qoreï avait tenté d'obtenir « des garanties » de la part des Etats-Unis et demandé qu'Israël « change de politique » vis-à-vis des Palestiniens, y compris M. Arafat. Les nouvelles menaces d'expulsion que les ministres israéliens agitent pourraient contraindre M. Qoreï à modifier ses plans et à remplir le

du Hamas. Mahmoud Al-Zahar, qui se trouvait à son domicile, a été légèrement blessé à la jambe. En revanche, son fils aîné et un garde du corps ont été tués et une dizaine de personnes, dont sa femme et des enfants ont été blessés. C'est le deuxième raid infructueux de l'armée israélienne contre un responsable politique du Hamas en moins d'une semaine, après celui qui avait visé le cheikh Ahmed Yassine.

### « GUERRE TOTALE »

Les Israéliens ont déclaré une « guerre totale » contre le mouvement radical et annoncé leur intention d'éliminer tous ses responsables politiques, qui, contrairement aux activistes, jouissaient jusqu'à présent d'une relative immunité.

En attendant les décisions du cabinet de sécurité, l'armée israélienne a multiplié, mercredi, ses opérations en Cisjordanie et à Gaza. Un jeune Palestinien a été tué près de Jénine, selon des sources palestiniennes, alors qu'il se trouvait à proximité de la « clôture de sécurité » en cours d'édification. Toujours selon des sources palestiniennes, deux jeunes Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse. L'armée israélienne, qui a démenti avoir opéré dans ce secteur, a mené une incursion à Ramallah, dans la nuit de mercredi à jeudi. Elle y a détruit la maison d'un activiste du Hamas.

Selon le décompte dressé par l'AFP depuis le début de la deuxième Intifada, en septembre 2000, les dernières violences ont porté à 2 597 le nombre de morts palestiniens, et à 818 celui des victimes israéliennes.

Gilles Paris

## Vague d'émotion après la mort d'un médecin urgentiste qui allait marier sa fille

Le kamikaze de Jérusalem a tué cinq autres personnes

### JÉRUSALEM

de notre correspondante

La fin tragique de Nava, 20 ans, et de son père, le docteur David Applebaum, a ému tout le pays. Ils

### ■ PORTRAIT

## Le 9 septembre, l'attentat les a fauchés en pleine préparation de la noce

s'étaient retrouvés devant un verre, au café Hillel de Jérusalem, dans l'un des rares quartiers commerçants jusqu'alors épargnés par les attentats, pour mettre au point les derniers détails du mariage de la jeune femme, prévu le lendemain. Le kamikaze palestinien, qui s'est fait exploser mardi 9 septembre en fin de soirée, à l'entrée du bar, les a fauchés en pleine discussion. Il a tué cinq autres personnes.

Juifs pratiquants, le père et la fille ont été enterrés ensemble, accompagnés par plusieurs centaines de personnes, quelques heures avant la cérémonie nuptiale prévue. Effondré, le fiancé de la jeune femme a voulu lui passer l'alliance au doigt ; un geste auquel s'est opposé le rabbin.

La personnalité de M. Applebaum a amplifié l'aspect poignant de ce drame familial. Figure connue du milieu médical, ce quinquagénaire d'origine américaine dirigeait depuis plusieurs années le service des urgences d'un des hôpitaux de Jérusalem, Shaare Zedek. A ce titre, il avait pris en charge des dizaines de victimes, blessées lors de précédents atten-

tats. Il avait même créé un centre de médecine d'urgence et élaboré de nouvelles procédures pour traiter les patients victimes d'infarctus. « Il a consacré toute sa vie à sauver des vies humaines », a confié l'un de ses cinq enfants survivants, lors des funérailles.

Comme la plupart des ses collègues, le docteur Applebaum avait coutume de se rendre immédiatement sur le lieu d'une explosion pour aider à l'évacuation des blessés. Son absence à l'entrée des urgences de l'hôpital, mardi soir, a d'emblée inquiété le directeur de l'établissement, Yonathan Halevy. « Le fait qu'il ne se présente pas à l'hôpital dès l'annonce de l'attentat m'a tout de suite fait penser qu'une terrible tragédie avait eu lieu », a-t-il déclaré à la presse. Confronté à ce que tous les secouristes redoutent dans ce type de situation, l'un des collègues urgentistes de M. Applebaum, dépêché dans les décombres du café, a rapidement reconnu le médecin parmi les victimes. « C'était terrible de voir la tristesse sur les visages des personnels du service des urgences, alors même qu'ils prenaient en charge les victimes de l'attaque », a poursuivi M. Halevy.

Professionnel reconnu par ses pairs dans le domaine de l'urgence médicale, et fort de l'expérience israélienne en la matière, le docteur Applebaum rentrait tout juste d'un voyage aux Etats-Unis, où il avait participé à une conférence organisée dans le cadre du deuxième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. Quelques heures avant sa mort, il expliquait à ses collègues américains la manière dont son service prenait en charge les victimes d'attaques terroristes.

Stéphanie Le Bars

# Al-Jazira diffuse une vidéo montrant Oussama Ben Laden

Dans le film que s'est procuré la chaîne de télévision satellitaire arabe, le chef du réseau terroriste Al-Qaida apparaît avec son second, Ayman Al-Zawahri. Le commentaire de ce dernier promet de nouvelles attaques contre les Etats-Unis

**LA PREMIÈRE IMAGE** vidéo depuis deux ans, montrant Oussama Ben Laden, le chef du réseau terroriste Al-Qaida, et son second, Ayman Al-Zawahri, a été diffusée mercredi 10 septembre par la chaîne satellitaire arabe Al-Jazira, la veille de l'anniversaire des attentats antiméricains du 11 septembre 2001. Les deux hommes y apparaissent en tenue traditionnelle afghane, un fusil d'assaut en bandoulière. Ils arpentent lentement une colline rocailleuse, parsemée de verdure. Dans l'une des prises

## Menace en France, selon la DST

Le terrorisme islamiste constitue « assurément une menace persistante » pour la France, « une menace d'un niveau assez élevé » estime le directeur de la Surveillance du territoire (DST), Pierre Bousquet de Florian, interrogé jeudi 11 septembre sur RTL. Toutefois, il a souligné que la France « n'est pas en première ligne » des objectifs visés par le terrorisme islamiste.

Selon les renseignements généraux, la France n'arrive en effet qu'« en troisième ligne » des cibles potentielles du terrorisme, derrière les Etats-Unis, Israël et la Grande-Bretagne en premier lieu, puis l'Allemagne en deuxième ligne (*Le Monde* du 8 août 2003).

Les positions diplomatiques de la France sur la crise irakienne « nous placent dans l'opinion politique musulmane et arabe à un certain niveau de sympathie », a expliqué le directeur de la Surveillance du territoire.

En revanche, la France reste une cible potentielle « en tant que pays occidental (pour) le terrorisme aveugle », a-t-il ajouté.

de vue, Ben Laden s'appuie sur une canne qu'il tient à la main droite. Sa barbe a blanchi et il semble avoir vieilli depuis la dernière vidéo diffusée en 2001. Les prises de vues sont de bonne qualité, apparemment filmées avec la coopération de Ben Laden qui regarde la caméra par-dessus son épaule à plusieurs reprises. D'après Al-Jazira, la vidéo a été tournée en avril ou mai. La chaîne affirme que le film a été produit par une société dénommée Al-Sahhab, qui, selon la chaîne, a fait sa spécialité de « la préparation de films pour Al-Qaida ». Les deux hommes demeurent muets.

Toutefois, dans une cassette audio de huit minutes diffusée parallèlement, une voix supposée être celle de Ben Laden rend hommage à « la générosité et au courage pour faire triompher la religion » dont ont fait preuve selon lui les auteurs des attentats de 2001, dont il donne cinq noms. « Ces hommes ont fait beaucoup de mal aux ennemis et perturbé leurs plans », dit-il, invitant d'autres à suivre leur exemple : « Ceux qui ne sont pas disposés à mourir doivent céder la place (...) à ceux qui sont convaincus. (...) Ceux qui craignent d'escalader les montagnes vivront à jamais dans des trous », ajoute-t-il, sans proférer de nouvelles menaces.

Dans une autre séquence sonore, d'une douzaine de minutes celle-là, une voix supposée être celle d'Ayman Al-Zawahri avertit qu'il y aura d'autres attaques contre les Américains. « Ce que vous avez vu jusqu'à maintenant ne sont qu'escarmouches (...). La vraie épopée



REUTERS / AL-JAZIRA

n'a pas encore commencé », dit la voix, tandis qu'un chant religieux peut être entendu en fond sonore. « Nous ne sommes pas des adeptes des assassinats et des destructions, mais nous allons, avec l'aide de Dieu, couper toute main qui nous agressera (...). Voici venu le deuxième anniversaire des raids de New York et Washington, deux défis à l'Amérique (...) qui chancelle de ses blessures en Afghanistan et en Irak (...). Préparez-vous à être punis pour vos crimes », ajoute le supposé Al-Zawahri à l'adresse des Occidentaux qu'il appelle à « observer une pause, à se remémorer [leurs] crimes contre les musulmans et à interroger [leurs] dirigeants sur la nature réelle de [leurs] pertes en Irak et en Afghanistan ». « Nous

conseillons aux mères des soldats croisés qui souhaitent les revoir vivants de demander à leurs gouvernements de les rapatrier, car ils risquent de revenir dans des cercueils. »

### APPEL AUX PALESTINIENS

Et d'enchaîner sur un appel aux Palestiniens les invitant à « continuer sur la voie du djihad ». « La blessure de la Palestine fait saigner le cœur de tout musulman et, avec l'aide de Dieu, nous ne laisserons pas l'Amérique jouir de la sécurité aussi longtemps que la Palestine et tous les pays d'islam n'en auront pas bénéficié. » Il conseille aux Palestiniens de « ne pas se laisser bernier par les tromperies de l'Amérique et de ses agents ».

Le présumé Al-Zawahri « salue » par ailleurs « les frères moudjahidines en Irak et demande à Dieu de bénir leurs sacrifices dans la lutte contre les croisés ». Il les invite à « dévorer les Américains comme les lions dévorent leurs proies et [à] les enterrer dans les cimetières d'Irak ».

D'après des experts du terrorisme, de tels enregistrements visent à réaffirmer aux sympathisants d'Al-Qaida que le réseau terroriste demeure une force et que ses chefs sont toujours actifs et en apparence bonne santé : une vidéo montrant Ben Laden est cruciale et le choix du moment de la diffusion, à la veille de l'anniversaire du « 11/9 », est hautement symbolique, disent ces experts. - (AFP, AP.)

## Le procès de l'attentat de Bali montre la complexité du terrorisme régional

### BANGKOK

de notre correspondante en Asie du Sud-Est

Le procès des auteurs de l'attentat de Bali (Indonésie), qui a fait 202 victimes dont une majorité de touristes étrangers, le 12 octobre 2002, se poursuit sans anicroche. Une deuxième condamnation à mort, mercredi 10 septembre, pour « crime contre l'humanité » - celle d'Imam Samudra, présenté comme le « cerveau » de l'opération - a reçu l'approbation des grandes organisations musulmanes indonésiennes, qui cultivent une image modérée et pacifiste de l'islam.

Mais le comportement d'un individu violent, qui annonce la « destruction » des Etats-Unis et de l'Australie « dans moins de dix ans », qui présente la mort de musulmans à Bali comme « un effet collatéral » et qui accuse « Américains et juifs » de « tyrannie » et de « terrorisme », n'a pas seulement contribué à choquer l'opinion publique indonésienne. Il souligne aussi la complexité du terrorisme coiffé par la Jemaah Islamiyah (JI), réseau islamiste régional qui ne semble reculer devant rien pour tenter d'imposer un Etat islamique.

L'itinéraire d'Abdul Aziz, alias Imam Samudra, aujourd'hui âgé de 33 ans, originaire de Java Ouest, est loin d'être exemplaire. A 16 ans, enfant déjà studieux, il se referme sur lui-même quand son père, un islamiste, épouse une deuxième femme. En 1990, à 20 ans et une fois terminées ses études dans un pensionnat coranique, il part en Malaisie. Il ne fera qu'une seule réapparition au domicile familial en 2000, accompagné de sa femme malaisienne et de leurs trois enfants : une visite de quelques heures, le temps de récupérer tous ses papiers et de disparaître pour de bon.

### ORGANISER ET COORDONNER

Dans l'intervalle, Samudra a vécu plusieurs années en Malaisie et le reste en Afghanistan et au Pakistan. En 1991-1992, il ne séjourne que sept mois dans un camp d'entraînement sur le sol afghan et ne fait pas partie des militants qu'Abdullah Sungkar, futur cofondateur de la JI, a envoyés sur place pour les former. Samudra a démenti appartenir à la JI, comme il a nié avoir organisé directement l'attentat de Bali.

Il reste que, à défaut d'être intégré

au sein de la JI, Samudra a accepté la mission d'organiser et de coordonner, sur place, les explosions de Bali. Il a même, en utilisant des voyous, dévalisé une bijouterie pour financer l'opération. « J'ai agi seul et sur l'ordre de personne », a-t-il affirmé, selon ses avocats, deux semaines après son arrestation.

Le tribunal l'a présenté comme un « intellectuel ». En fait, selon plusieurs témoignages, il s'est comporté, lors de la préparation et de l'exécution de l'attentat de Bali, comme le chef intransigeant d'une bande d'une vingtaine d'hommes dont certains ne se sont rencontrés pour la première fois qu'en prison, soit après les explosions. Dans les heures qui ont suivi l'attentat, Samudra s'est installé dans un café pour « surfer » sur Internet avant d'aller manger une soupe dans son restaurant préféré en y regardant, avec intensité, dit-on, les nouvelles sur le petit écran.

On l'a classé « informaticien », ce qui reste à démontrer et, en tout cas, n'explique pas comment il s'est laissé repérer en utilisant son portable, ce qui a permis de l'arrêter le 21 novembre 2002 alors qu'il s'appropriait à prendre le ferry qui relie Java à Sumatra.

L'essentiel de l'encadrement militaire de la JI a été formé en Afghanistan. Il s'agit de recrues sélectionnées par Sungkar, qui a présidé la JI jusqu'à sa mort en 1999. A cette époque et jusqu'à la fin de 2002, le relais a été pris par Abou Bakar Baachir, qui vient d'être condamné à quatre ans de prison en Indonésie. Sungkar et Baachir ont aussi été, en 1971, les fondateurs d'un pensionnat coranique islamiste à Ngruki (Java Central) par lequel ont transité de nombreux poseurs de bombes.

Samudra, aussi impliqué dans des attentats perpétrés il y a trois ans, n'a pas suivi cette filière, même s'il a rencontré Sungkar et Baachir en Malaisie, où les deux prédicateurs indonésiens s'étaient enfuis en 1985. Il appartient à un petit groupe, celui de Banten (Java Ouest), héritier d'un mouvement de révolte des années 1950 en faveur d'un Etat islamique. Son parcours, comme l'existence de réseaux terroristes autonomes dans le sud des Célèbes, fait de la JI une nébuleuse dont certaines racines sont au moins vieilles d'un demi-siècle et qui a choisi la violence pour faire prévaloir ses objectifs.

Jean-Claude Pomonti

## Irak-ONU : Paris et Berlin proposent leurs amendements au texte américain

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Les cartes sont désormais sur la table : trois jours avant le sommet de Genève sur l'Irak, la France et l'Allemagne ont remis, mercredi 10 septembre, aux membres du Conseil de sécurité, leurs amendements au projet de résolution déposé par les Etats-Unis pour obtenir l'aide de la communauté internationale. Ces propositions sont très éloignées du projet américain. La Russie a aussi fait circuler un texte, qui est plus proche des positions de Washington.

Dans leur texte, la France et l'Allemagne font disparaître le rôle politique de l'administrateur américain, Paul Bremer, pour le confier au secrétaire général de l'ONU (une idée avancée la semaine dernière par le Mexique et le Chili). Kofi Annan est chargé de définir avec le gouvernement irakien le calendrier de transfert de pouvoir.

Une nouvelle logique est mise en œuvre. Le Conseil décide de lancer « sous les auspices des Nations unies un nouveau processus menant rapidement à l'entière restauration de la souveraineté irakienne ». Sur le plan économique, les deux pays demandent la création d'urgence du Conseil consultatif (IAMB) qui devait superviser depuis fin mai la transparence des fonds consacrés à la reconstruction de l'Irak.

Les amendements russes visent, eux aussi, à donner un rôle de facilitateur de la transition politique à Kofi Annan mais « en consultation avec l'autorité » américano-britannique. La force multinationale qui serait déployée aurait un mandat d'un an. A New York, les diplomates se demandent si les Etats-Unis vont réussir à diviser les pays de l'ex-« camp de la paix ». La France sera la plus exposée, l'Allemagne ne faisant pas partie du club des « cinq » qui se réunira avec Kofi Annan à Genève.

Corine Lesnes

■ Un soldat américain a été tué, mercredi 10 septembre, à Bagdad et trois autres ont été blessés par l'explosion de deux engins au passage de leur convoi sur la route entre Kirkouk et Tikrit. D'après un porte-parole militaire, les forces de la coalition ont subi 22 attaques durant les dernières 24 heures.

## L'Argentine parvient à un accord avec le FMI

**BUENOS AIRES.** Le président argentin Nestor Kirchner a annoncé, mercredi 10 septembre, que Buenos Aires était parvenu à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) permettant au pays d'alléger considérablement le montant de ses remboursements aux organismes de financement multilatéraux au cours des trois prochaines années. Cet accord intervient au lendemain de l'annonce faite par l'Argentine du non-paiement d'une échéance de 3 milliards de dollars. L'Argentine, qui traverse une grave crise économique, réclamait du FMI un accord qui n'étouffe pas la fragile reprise en cours et tienne compte de sa difficile situation sociale. Le directeur général du FMI, Horst Köhler, a indiqué qu'il allait recommander l'accord conclu aux instances dirigeantes du FMI. - (AFP.)

## Déficits français : M. Prodi fait pression sur M. Raffarin

**BRUXELLES.** Romano Prodi, président de la Commission européenne, a téléphoné, mercredi 10 septembre, à Jean-Pierre Raffarin pour lui faire part de « sa préoccupation vis-à-vis des récentes déclarations de presse à propos des budgets français ». Dans un communiqué diffusé en anglais, selon une procédure inhabituelle, la Commission a indiqué que ses services et les autorités françaises devraient rester « en contact permanent ». M. Prodi a insisté sur la nécessité « d'agir et de coopérer de la part des Etats-membres et de la France en particulier ». La veille, c'est Pedro Solbes, le commissaire aux affaires économiques et monétaires, qui avait téléphoné à Francis Mer, ministre français des finances, pour lui faire comprendre qu'il n'était pas acceptable que la France n'accomplisse pas un effort budgétaire supplémentaire en 2004. M. Raffarin a, selon un communiqué, « rappelé » à M. Prodi que la France « ferait preuve de toute sa détermination pour atteindre le plus rapidement possible les engagements du pacte de stabilité ». - (Corresp.)

## Belgrade et Zagreb échangent des « excuses » pour la guerre

**BELGRADE.** Le président croate, Stipe Mesic, a effectué, mercredi 10 septembre, la première visite officielle d'un chef d'Etat croate à Belgrade depuis la guerre (1991-1995). M. Mesic (à gauche sur la photo) et le président de Serbie-Monténégro, Svetozar Marovic, ont échangé publiquement des « excuses » pour « le mal » que leurs pays se sont causé l'un à l'autre. Les propos des deux hommes ont d'autant plus surpris que la visite de M. Mesic ne semblait susciter qu'un optimisme prudent, tant à Belgrade qu'à Zagreb. En Croatie, des représentants de familles de disparus ont accueilli ce geste avec froideur. « Il s'agit d'un pas positif, mais il sera sans effet tant que le sort des 1 200 personnes toujours portées disparues ne sera pas élucidé », a déclaré l'un d'eux. « Des questions restent ouvertes. Elles sont toutes douloureuses et difficiles, comme le retour des réfugiés, la restitution de leurs biens ou le sort des disparus », a déclaré Stipe Mesic. Quelque 200 000 Serbes ont été contraints de fuir la Croatie en 1995. Le retour des réfugiés serbes en Croatie est une question prioritaire pour Belgrade et l'une des conditions pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. - (AFP.)



MARIO DJURIC/REUTERS

## Maroc : des co-accusés disculpent « l'émir » Richard Robert

**RABAT.** Neuf des 33 complices présumés de « l'émir » Richard Robert, tous poursuivis pour activités terroristes devant la chambre criminelle de la Cour d'appel de Rabat, ont nié, mercredi 10 septembre, à la fois leur appartenance à la Salafia Jihadia et toute relation avec le Français, résident à Tanger (nord) et chef supposé d'un réseau islamiste. Ils ont déclaré ne pas connaître Richard Robert ou l'avoir seulement rencontré à l'occasion de fêtes religieuses. Seul Mohammed Neggaoui, sans impliquer Richard Robert, a reconnu avoir réceptionné et caché des armes acheminées dans le royaume chérifien par des membres du Mouvement des moudjahidins au Maroc, mais en assurant qu'elles n'étaient pas destinées à des actions terroristes. Les prévenus sont passibles de la peine de mort. Le ministre marocain de la justice, Mohammed Bouzoubaa a précisé par ailleurs, également mercredi, que 606 personnes ont été déferées devant les tribunaux depuis les cinq attentats-suicides du 16 mai à Casablanca, qui ont fait 43 morts. - (Corresp.)

# Le suicide d'un manifestant sud-coréen plonge la réunion de l'OMC dans de nouvelles inconnues

La première manifestation contre la conférence de Cancun a été marquée par des heurts avec la police

**CANCUN**  
de notre envoyée spéciale  
Assis par terre, emplissant la petite rue qui borde l'hôpital général de Cancun, quelque 200 personnes, bougie à la main, chantent pour Lee Kyang-hae. Quelques heures auparavant, ce paysan sud-coréen de 55 ans s'est donné la mort en se faisant hara-kiri au sommet d'une des palissades métalliques installées par les autorités mexicaines pour bloquer l'accès des manifestants au boulevard Kukulkan, qui mène au Centre de convention où se déroule la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans la foule consternée, les compagnons de Lee, agriculteurs comme lui ou membres du puissant syndicat de salariés KCTU, sont les plus nombreux. Ils étaient en première ligne dans cette action qui a dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre. Aucun d'eux n'avait imaginé que Lee puisse commettre ce geste.

« Personne ne savait », confirme Jeong Hynn-chan, président de la Ligue des paysans coréens, à laquelle appartenait ce militant engagé et qui aurait déjà tenté de se suicider au siège du GATT, en 1993, selon des déclarations faites par un membre de l'OMC, peu après le drame. Au printemps dernier, il s'était

installé pendant plus d'un mois devant l'entrée principale de l'OMC en guise de protestation pacifique.

« Dans notre culture, l'individu est toujours prêt à se sacrifier pour la communauté », explique Jeong Hynn-chan, et nous avons une tradition de martyrs. Lee Kyang-hae a choisi, à son tour, de se sacrifier pour que soient entendus les millions de paysans coréens qui ne peuvent tout simplement plus vivre depuis les accords de libéralisation de l'Uruguay Round. »

Un tiers des petits producteurs de riz coréens seraient menacés par le démantèlement progressif des barrières douanières et des subventions qui les préservaient, il y a encore quelques années, d'importations bien meilleur marché.

### « MURS DE LA MORT »

Le Hondurien Rafael Alegria, porte-parole du syndicat paysan Via Campesina, qui organisait cette première marche des paysans contre l'OMC, a le visage fermé et la parole dure. « C'est un assassinat de l'OMC. Il est le produit de la désespérance. Ces murs que les gouvernements érigent pour nous tenir à distance sont des murs de la mort », affirme-t-il sans oser prédire ce qui pourrait maintenant se passer. Au milieu de la foule, quelques représentants de la délégation officielle de la

Corée du Sud sont venus présenter leurs condoléances et s'informer. Eux aussi s'interrogent, inquiets. « Que faut-il faire ? », demande, l'air perdu, l'un d'eux.

Devant l'hôpital central de Cancun, dans l'obscurité de la nuit, l'heure n'est pas encore aux décisions. Des veillées funèbres se préparent. Les paysans coréens ont décidé de rejoindre leur hôtel pour organiser leur propre cérémonie, selon leurs coutumes.

De leur côté, les Mexicains vont rejoindre la Casa de la Cultura, où attendent les autres « compañeros » et offrir à Lee Kyang-hae une veillée indigène. Plus tard dans la nuit, il sera alors temps pour les représentants de Via Campesina de se réunir en assemblée générale. « Nous attendrons de toute façon de connaître la volonté de la délégation coréenne », explique Paul Nicholson, qui a fait partie des manifestants blessés par la police. Cette volonté transpire dans la colère qui se lit sur les visages : marcher de nouveau sur le Centre de convention et réclamer l'ajournement de la conférence. Les paysans coréens ont d'ores et déjà demandé à leur délégation ministérielle de quitter Cancun.

Jeudi pourrait ainsi être une nouvelle journée de manifestations. Rafael Alegria ne le cache pas. Il

est prêt. Mais à quel prix ? Au lendemain du lancement officiel des travaux de l'OMC, la tension est déjà à son comble et trois jours séparent encore de la « grande marche » prévue le 13 septembre.

Les risques de violences sont réels. « Les jeunes anarchistes n'ont pas respecté notre accord : c'était notre manifestation. Ils ne devaient rien faire qui puissent nous mettre en danger. Et certainement pas s'attaquer aux forces de l'ordre à coups de pierres alors que nous étions sur le point de passer les barrages », déplore Emilie Ferreira, de Foro contadino-altragricultura, qui avait participé à la négociation de ce pacte désormais rompu. Et nul ne sait ce que les uns et les autres feront.

Isolés par un cordon de sécurité de plus de 10 kilomètres, les négociateurs, au milieu des touristes insoucians venus profiter du « Eat, drink and have fun ! » (« Mangez, buvez, et amusez-vous ! ») que promet Cancun à ses visiteurs, n'ont pas senti le fracas de la rue ni la douleur des manifestants qui ont perdu l'un des leurs.

Au nom des 146 membres de l'OMC, le directeur général de l'Organisation, Supachai Panitchpakdi, a simplement déclaré : « Nous regrettons tous ce triste incident. »

Laurence Caramel

## Kofi Annan à la rescousse du Sud contre les subventions des pays riches

**CANCUN**  
de notre envoyée spéciale

C'est à 17 h 15, au beau milieu d'une table ronde sur les enjeux de la libéralisation du commerce, que Luis Ernesto Derbez, ministre mexicain des relations extérieures et hôte de la conférence, a annoncé le suicide du paysan coréen, provoquant la stupeur dans l'assemblée. Supachai Panitchpakdi, qui était à son côté, a aussitôt pris la parole : « Nous regrettons tous ce triste incident ; c'est une blessure volontaire qui a eu pour conséquence la mort du manifestant. »

« Nous espérons que cet incident ne conduira pas à d'autres et nous sommes ouverts pour discuter avec ceux qui souhaitent manifester », a ajouté le directeur général de l'OMC. Dans le Centre de convention, la nouvelle s'est répandue parmi les journalistes. Mais les délégués encore présents dans le grand auditorium où continuaient à ronronner les discours d'ouverture, ou ceux qui avaient abandonné ce long et fastidieux protocole pour des réunions bilatérales ou des débats, n'ont appris la tragédie que tard dans la soirée. La journée avait débuté comme prévu, à 10 heures, par les discours des têtes d'affiche devant quelque 2 000 délégués. Et l'intervention d'une trentaine de manifestants, qui

se sont soudain levés pendant le discours de Supachai Panitchpakdi, en brandissant silencieusement des pancartes blanches où on pouvait lire « L'OMC contre le développement », « OMC obsolète » ou « OMC antidémocratique », avant de se retirer dans le calme, fermement encadrés par les agents de sécurité, avait à peine troublé la cérémonie.

### APPEL À LA TRANSPARENCE

Seul Kofi Annan manquait à cette cérémonie d'ouverture. La situation en Irak tout comme la préparation de l'Assemblée générale des Nations unies, dans une dizaine de jours à New York, avaient trop lourdement chargé le calendrier du secrétaire général pour qu'il puisse faire le déplacement. Il n'en a pas moins été présent. Et avec quelle force !

Sachant mieux que quiconque les dangers que court le système multilatéral, le secrétaire général avait confié au secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), Rubens Ricupero, le soin de lire son intervention. Dénonçant les subventions des pays riches, le secrétaire général a attaqué le système commercial actuel : « Au lieu de règles du jeu négociées par

tous, dans l'intérêt de tous et acceptées par tous, il y a trop de décisions qui sont prises derrière des portes closes, trop de protections d'intérêts individuels, trop de promesses non tenues. »

Cette charge a été accueillie favorablement par les pays en développement. « Nous nous réjouissons du discours de Kofi Annan, a réagi le Gabonais Jean-Robert Gouloujiana, porte-parole des pays du groupe ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), avant d'ajouter : Il est dans l'intérêt de tous les membres, y compris des plus grands, que le processus de négociations soit transparent. » Kofi Annan a malgré tout rappelé que « les pays en développement portent aussi la responsabilité de leur avenir » en les encourageant à « améliorer leur compétitivité en réduisant leurs barrières douanières, notamment à l'égard d'autres pays en développement ». Une façon de souligner que tous les pays en développement ne se trouvent pas dans la même situation. Cette remarque n'aura certainement pas échappé aux négociateurs européens et américains, pour qui une éventuelle bataille « Sud-Sud » permettrait de briser les coalitions auxquelles ils se heurtent.

Babette Stern

LE CARNET DE BORD D'UN NÉGOCIATEUR : JAYMEN CUTTAREE, ÎLE MAURICE

## « Zoellick, Lamy... aujourd'hui, les choses ont commencé à bouger »

**JAYMEN CUTTAREE**, ministre de l'industrie et du commerce international de l'île Maurice, président et porte-parole, depuis juin 2003, du groupe de l'Union africaine pour les questions de commerce international (53 pays), raconte sa journée du 10 septembre à Cancun.

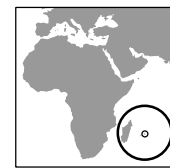
**Première journée : rencontres avec [Robert] Zoellick, le négocia-**

**teur américain, et [Pascal] Lamy, le commissaire européen.** Arrivée à Cancun, neuf heures de décalage horaire mais, dans ce sens-là, ça va. Je ne suis pas inquiet. L'accord sur les médica-

ments a décané la situation. Mais depuis qu'on est arrivé ici, l'Afrique répète que ça ne suffit pas. Le groupe africain arrive assez combatif.

**10 heures, séance d'ouverture.** Des discours, on en entend beaucoup mais, dans l'ensemble, j'ai remarqué que tous les intervenants se sont empressés d'insister sur la question du développement. C'est bien. Cela montre une certaine volonté ou une compréhension : ce qui est dans la tête de la majorité des pays membres de l'OMC, c'est le développement. Alors, on va voir. Aujourd'hui, les deux principaux rendez-vous sont avec les Américains et les Européens parce que tout le monde sait que les grandes choses passent par eux.

**12 heures : Robert Zoellick.** Ce n'est pas la première fois qu'on le voit. Sujet principal : l'agriculture. Grosso modo, il dit qu'il est tombé d'accord avec les Européens sur un « package » et il nous a expliqué le « deal ». Mais voilà, le problème du coton est venu sur la table. Et la question du coton devient un symbole pour les Africains. On lui fait comprendre qu'on souhaite un mouvement assez conséquent sur ce dossier. Il a entendu le message.



Mais l'impression que j'ai est que, du côté des Américains, à ce stade, il n'y aura pas de grandes avancées parce qu'ils lient l'arrêt des subventions sur le coton à l'élimination des tarifs douaniers sur le textile. Et nous, nous savons que l'Afrique n'a pas la capacité de concurrencer la Chine sur les marchés américains et européens sans le filet de protection que nous donnent les préférences commerciales que nous avons.

**14 heures : fin de la réunion.** Je n'ai pas déjeuné. J'ai raté l'invitation du ministre du commerce extérieur français. On pensait qu'il était à 14 heures et c'était à midi. Réunion de travail avec la délégation.

**17 heures : Pascal Lamy.** L'atmosphère est détendue. Les Africains sont plus habitués à rencontrer les Européens que les Américains. Alors, on a parlé du développement avec beaucoup de passion. La grande question est toujours l'agriculture. Lamy explique les limites de son mandat. On discute de la possibilité d'avoir des réductions de tarifs sur les produits d'intérêt pour les pays africains. Il y a eu aussi beaucoup de passion sur le coton mais, à la différence des Américains, l'Europe dit qu'elle soutient totalement la position africaine. Aujourd'hui, les choses ont commencé à bouger. On a compris qu'il y a une volonté des Etats-Unis et de l'Europe de concilier les préoccupations des pays africains avec les leurs. Et puis, à l'OMC, un

pays, petit ou grand, peut bloquer. Si un groupe est fort, les autres parties doivent en tenir compte. Et le groupe africain est très solidaire.

**19 heures : la journée n'est pas encore finie.** Il y a un dîner ce soir, à 20 heures, à l'invitation du ministre mexicain des affaires étrangères. J'ai peut-être le temps d'aller prendre une douche et de changer de chemise.

## La Suède est bouleversée par l'assassinat d'Anna Lindh

Frappée à coups de couteau par un inconnu, à Stockholm, la ministre des affaires étrangères a succombé, jeudi matin, à ses blessures. Elle était l'une des principales dirigeantes du Parti social-démocrate et était très engagée dans le référendum pour l'euro, prévu dimanche.

### STOCKHOLM

de notre correspondant

L'une des principales personnalités politiques suédoises, la ministre des affaires étrangères Anna Lindh, a été assassinée à coups de couteau, mercredi 10 septembre, en plein Stockholm. Transportée grièvement blessée à l'hôpital, elle y a subi une opération de près de dix heures qui s'est prolongée tard dans la nuit en raison de complica-

### Polémique sur la protection

L'attaque mortelle contre le chef de leur diplomatie a renvoyé les Suédois aux souvenirs de l'assassinat d'Olof Palme, en 1986. Comme le premier ministre social-démocrate, assassiné par un inconnu à la sortie d'un cinéma de Stockholm, Anna Lindh se promenait, sans garde du corps, dans un lieu public.

Une polémique est née sur l'absence de protection de M<sup>me</sup> Lindh, en pleine campagne électorale, sur un thème aussi controversé que celui de l'euro. Depuis la mort de M. Palme, seul le chef du gouvernement est protégé par des agents de la Säpo (police secrète). Cette dernière juge s'il est nécessaire d'accorder une protection à d'autres ministres, en fonction d'éventuelles menaces. M<sup>me</sup> Lindh n'aurait pas été menacée. — (Corresp.)

tions provoquées par un saignement intense du foie. Elle a succombé jeudi matin à ses blessures.

Âgée de 46 ans, social-démocrate, Anna Lindh passait pour l'un des successeurs possibles de l'actuel chef de gouvernement, Göran Persson. Elle était également très respectée dans les milieux européens.

L'attentat a plongé la Suède dans la stupeur à quatre jours d'un référendum sur l'adoption de l'euro dont la ministre, très populaire dans le pays, était l'une des plus ferventes supportrices. La campagne a été suspendue et les dirigeants politiques devaient discuter, jeudi dans la journée, d'un éventuel report du scrutin.

Le motif de l'agression et l'identité de son auteur, qui a réussi à prendre la fuite, restaient un mystère jeudi matin. La police possède cependant un signalement assez précis de l'agresseur. L'attaque a eu lieu peu après 16 heures devant une quinzaïne de témoins, dans une boutique de vêtements située au premier étage du grand magasin chic de Stockholm NK (Nordiska Kompaniet).

La ministre faisait du shopping avec une amie – sans garde du corps – le temps d'une courte pause dans la campagne pour le référendum. Un homme vêtu d'une veste de treillis s'est jeté sur elle. Il lui a asséné plusieurs coups de cou-

teau dans le ventre, la poitrine et le bras. Sans rien dire, l'individu, « *de type suédois* » selon des personnes présentes, cheveux bruns, la trentaine, a quitté les lieux devant la foule médusée.

Des recherches ont été immédiatement déclenchées pour retrouver l'agresseur, qui a abandonné un couteau, ainsi qu'une veste et une casquette, retrouvées dans le grand magasin. Aucune hypothèse

n'était écartée quant aux motifs de l'agresseur. « *Il semblait savoir ce qu'il faisait* », a déclaré, mercredi soir, un porte-parole de la police de Stockholm, Björn Pihlblad.

L'attentat rappelle aux Suédois le meurtre, dans des circonstances peu différentes, du premier ministre social-démocrate Olof Palme, il y a dix-sept ans. Ce meurtre, qui avait traumatisé le pays, n'a jamais été élucidé. En Suède, où le fossé

entre la population et les responsables politiques reste relativement limité, les hommes politiques ont l'habitude de se déplacer sans protection particulière. Il n'est pas rare de croiser un membre du gouvernement marchant seul dans la rue, ou dans un bus. Une image qui risque bientôt d'appartenir au passé de ce pays d'ordinaire paisible. « *C'est une attaque contre notre société ouverte* », a déclaré pen-

dant la nuit M. Persson, visiblement ému.

Chacun s'interrogeait jeudi matin, à Stockholm, sur un possible lien entre l'attentat et le référendum sur l'euro, prévu dimanche. M<sup>me</sup> Lindh a joué l'un des premiers rôles dans la campagne pour le « oui », au côté du premier ministre Göran Persson. Ses affiches sont présentes dans tout le pays.

Respectée pour son dynamisme, son sérieux, sa simplicité, M<sup>me</sup> Lindh a toutefois été critiquée pour certaines des initiatives qu'elle a prises pour combler le retard des partisans de l'euro dans les sondages. Elle avait notamment cosigné avec le président directeur général de la firme Ericsson un appel pour mettre en garde contre les conséquences d'un rejet de l'euro. Cette action a surpris une partie de la population, étonnée de cette « *alliance entre la social-démocratie et le grand capital* ».

La question du report du référendum devait faire l'objet, jeudi, de consultations entre les chefs des partis. Un tel report « *est un pas très grand et compliqué à faire* », a commenté M. Persson dans la nuit. *En même temps, beaucoup de gens ressentent, comme moi, un profond malaise face à cet événement.* »

A. J.

Antoine Jacob

## Entre populisme et intégration, Trévise offre les deux visages de l'Italie à ses immigrés

Gérée par la Ligue du Nord, la ville de Vénétie sait qu'elle doit une partie de sa prospérité à la main-d'œuvre venue des ex-pays de l'Est ou d'Afrique

### TRÉVISE (Vénétie)

de notre envoyée spéciale

Trévise joue à la Venise champêtre. Délicats palais de brique rose, cours d'eau assagis en canaux où

### REPORTAGE

### « Le nombre croissant d'immigrés inquiète, mais leur intégration est vitale pour nous »

nagent des cygnes immaculés : la parfaite carte postale de l'opulente Vénétie où bat le cœur financier du nord-est de l'Italie. Cette réussite récente, pour ces anciens agriculteurs pauvres, a été durement acquise, lire après lire, par un réseau de petites entreprises et d'artisans de génie. Qui le croirait ? Dans ces villages, entre vignobles et campaniles, s'est niché Luxotica, numéro un mondial de la lunetterie, et Benetton. Ici sont fabriqués les trois quarts des chaussures de ski et de la poudre de marbre du monde et, à elles seules, les provinces de Trévise et de Vicence exportent plus que la Grèce.

Ces chiffres, Mouloud n'en a jamais eu connaissance. De toute façon, il ne pourrait pas les lire : à 20 ans, il est presque illettré. Comme tant d'autres, attiré par ce mirage d'une Vénétie au chômage inexistant (2,4 %) où les immigrés, beaucoup venus de l'Est et d'Afrique, assurent 25 % des besoins de main-d'œuvre, il est venu par étapes depuis Casablanca : docker ici, maçon là-bas, clandestin toujours.

Son oncle, établi à la périphérie de Trévise, lui a fait dire : « *Viens : ce n'est pas le paradis, mais on peut vivre* ». Alors, ce matin, à la gare, il tentait sa chance en vendant des briquets jetables. La semaine prochaine, il fera la plonge dans une



cantine de Tunisiens. Et après ? « *On verra, dit-il, ici, il y a du travail. L'essentiel c'est d'être discret : un immigré voyant dans ces rues soi-gnées, pour eux, c'est plus incongru qu'une crotte sur un tapis de soie* ».

L'expression plairait à Gianfranco Gentilini, le « patron » de la mairie. Comment l'appeler, d'ailleurs ? Elu maire deux fois, triomphalement, il était devenu inéligible. Pour le garder, Trévise l'a promu... adjoint au maire. Comme cela, il gouverne encore. Tout le monde est content, y compris ses lointains « fans » texans qui envoient des chapeaux à celui qu'ils appellent avec déférence le « *shérif vénitien* ».

### SCANDALE NATIONAL

Car Gianfranco Gentilini est, à 74 ans, une « célébrité ». Ancien avocat et chasseur alpin, nouveau zélote de la xénophobe Ligue du Nord qui règne sur la province, il s'est fait connaître par ses sorties sur les « *gros bras nègres* » qu'il conviendrait à l'occasion de « *tirer comme lapins à la chasse* ».

Le tout dit sans animosité particulière, car M. Gentilini pratique un racisme « spontané ». N'a-t-il pas « *incorporé* » comme il dit, dans sa ville, 3 800 immigrés « légaux » sur 80 000 habitants ? Ceux-là sont « *les miens* » dit-il aussi. Les autres,

« *clandestins* », que Caritas évalue à plusieurs milliers dans une province où, en un an, les « *étrangers* » ont augmenté de 18,5 %, sont une « *nuisance* ». Et il éclate de rire dans son bureau tapissé de ses propres photos : « *On me dit raciste ? Je m'en fiche. Devant mon miroir, je me dis : "Gianfranco tu fais juste ton devoir. Si être raciste, c'est ne pas tolérer drogue, prostitution et bachanales tribales de ces personnages, alors je suis raciste !"* » Suit l'annonce de sa dernière trouvaille : armer ses 100 vigiles urbains. Jusque-là, il s'était contenté de faire retirer les bancs situés devant la gare, pour que les immigrés n'y dorment pas, et de faire abattre les maisons précaires de 18 familles de Marocains « légaux » qui s'étaient réfugiés dans la cathédrale. Un scandale national.

Alors, ce serait « cela » les coulisses du miracle de la Vénétie ? Non, répond, un peu gêné, le sociologue Daniele Marini, directeur de la Fondation Nord-Est, l'un des meilleurs observatoires de la région. « *Le maire est un épiphénomène qui amplifie, par son discours, certaines frilosités de son électorat de vieille province laborieuse. Tout comme la Ligue du Nord a su interpréter ce besoin d'autonomie de gens habitués à se débrouiller seuls* ». Et il ajoute : « *Il y a quelques années, la Vénétie était une terre d'émigration. Beaucoup sont revenus. Mais il y a un gros problème de natalité. Nous en sommes à 1,1 enfant par femme ; dans les années 1960, c'était 2,6. L'absence de main-d'œuvre est criante : d'ici à 2021, il manquera un million de personnes. Alors la réponse est double : le nombre croissant d'immigrés inquiète, mais il existe aussi un grand mouvement d'entraide car leur intégration est vitale pour nous* ».

Les premiers à l'avoir compris, car très intéressés, sont les entrepreneurs qui réclament au gouvernement des quotas plus grands de « *réguliers* ». Sergio Bellato, président de l'Unindustria, association à laquelle sont inscrites 2 560 entreprises, a pris le problème à bras-le-corps : « *L'intolérance vient d'une mauvaise gestion des immigrés. Pour nous, industriels, ces immigrés sont une richesse. Ici, on exporte dans le monde entier, mais personne ne veut faire certains travaux. Alors, face aux diatribes populistes du maire et aux carences de cette société qui voudrait la richesse sans voir sa tranquillité troublée, on s'organise* ».

De fait, l'association a créé sa propre société immobilière et monté, pour 90 maires de villages, un voyage à Strasbourg en vue d'étudier les foyers Sonacotra. Car, ici, dit en-

core M. Bellato, le principal problème, c'est le logement. « *Les immigrés, au début, ont parfois dégradé, mais rien ne justifie les prix exorbitants que l'on demande. Certains en profitent pour s'enrichir. De plus, on ne veut pas créer de ghettos* ». La solution ? Les industriels louent pour leurs employés immigrés. De même, avec certaines communes et associations d'accueil, ils réhabilitent ou construisent des maisons.

### « J'AI EU DE LA CHANCE »

A l'extérieur, des camions rutilants se livrent à un véritable ballet. Pour entrer dans les bureaux, il faut franchir une passerelle moussue qui enjambe un ruisseau ; l'entreprise familiale Zorzi, troisième fabricant italien de remorques, est un exemple d'intégration réussie à Trévise : 85 ans de tradition, adaptée aux nouvelles réalités de la production. La Zorzi a été une des premières à embaucher un Sénégalais

et deux Ivoiriens dans les années 1990. Aujourd'hui, sur 150 ouvriers, un sur six est immigré. Et ça marche ? « *Sans problème, il suffit d'être à l'écoute* », dit Giovanni Zorzi. Et cet homme affable d'expliquer comment, par manque de soudeurs, un cours de formation a été organisé pour 14 Centrafricains, dont 13 ont été embauchés. « *Pour qu'ils s'intègrent mieux, on fait des équipes de deux, un Italien, un immigré* ». Et la langue ? Il sourit : « *Beaucoup d'Africains sont passés directement de leur langue d'origine au dialecte vénitien !* » Pour le reste, il y a des menus spéciaux à la cantine et une salle réservée aux prières des musulmans : « *Nous, Vénitiens catholiques, respectons leur foi* ». De plus, raconte aussi M. Zorzi, « *ils priaient dans un coin, sur des cartons : pour recevoir les clients, ce n'était pas pratique...* »

Vivre et travailler ensemble, c'est possible : Thiam Massamba en est

convaincu. Une longue errance en Italie depuis les années 1980 lui a enseigné une certaine sagesse. Ce Sénégalais de 42 ans vit avec femmes et enfants à Conegliano, près de Trévise. Il est même chef d'une équipe de nuit, dans sa fabrique de composants plastiques. « *J'ai eu de la chance, dit-il : j'ai profité d'une régularisation de clandestins, il y a treize ans, après avoir tout fait, vendeur, boulanger, garde-malade* ».

Sa conclusion est porteuse d'espoir : « *Je n'aime pas le mot "racisme". Depuis cinq ans, la politique exploite la peur et trouble la perception des gens, ici. Pourtant ce sont les mêmes qui nous ont accueillis, il y a dix ans à bras ouverts. Sans notre travail, nos femmes qui soignent leurs vieillards, nos enfants qui peuplent les écoles, il n'y aurait plus cette richesse en Vénétie. Petit à petit, ils vont le comprendre* ».

Marie-Claude Decamps

# FRANCE - SOCIÉTÉ

## SOCIAL

Après dix-sept mois de progression presque ininterrompue du chômage, **JEAN-PIERRE RAFFARIN** tente de relancer sa politique de l'emploi. Le premier ministre se rendait à Londres, jeudi 11 septembre,

pour défendre un **PLAN FRANCO-ALLEMAND** d'un plan de relance de la croissance et de l'emploi. Depuis son entrée à Matignon, M. Raffarin a privilégié le traitement économique (baisse des charges,

créations d'entreprises, contrats-jeunes), mais il a dû aussi recourir aux **EMPLOIS AIDÉS** (CES, CEC) dans le secteur non marchand. La situation du chômage, qui touche 9,6 % de la population active, apparaît très

contrastée d'une région à l'autre. La moitié nord du pays et les régions méditerranéennes sont les plus affectées. Les statistiques attestent le niveau pré-occupant du chômage des **MOINS DE 25 ANS**.

## Chômage : radioscopie d'un mal très français

A l'heure où Jean-Pierre Raffarin défendait, jeudi à Londres, l'idée d'un plan européen de relance de la croissance et de l'emploi, le gouvernement redoute de voir 10 % de la population active privés de travail. Le Nord et le Sud sont les plus touchés, la précarité s'aggrave

**CONFRONTÉ** à une hausse régulière du chômage depuis dix-sept mois, Jean-Pierre Raffarin cherche à reprendre l'initiative sur le dossier de l'emploi. Attendu à Londres, jeudi 11 septembre, le premier ministre va plaider pour l'initiative de relance européenne auprès de son homologue britannique, Tony Blair. Ce projet, initié avec Gerhard Schroeder, devrait aussi être évoqué le 18 septembre à Berlin, lors d'un séminaire gouvernemental franco-allemand.

Pour le gouvernement français, dont les syndicats critiquent l'« absence » de toute politique de l'emploi, il y a urgence à occuper le terrain, quand la cascade de plans sociaux accrédite l'idée d'une impuissance des pouvoirs publics. D'autant que l'économie française ne crée plus d'emplois. Au deuxième trimestre, l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel non agricole a pratiquement stagné (+ 7 000 postes), après une perte de 48 000 au premier trimestre, selon les statistiques définitives de l'Insee publiées jeudi. Les licenciements dans l'industrie expliquent cette dégradation.

A quelques mois des élections cantonales et régionales du printemps 2004, le chômage, longtemps escamoté par la réforme des retraites, reste bien le premier dossier social français. Il touche près d'un actif sur dix (9,6 %), pénalise toutes les classes d'âge et affecte l'ensemble du territoire – sans que les directions régionales du travail et de l'emploi entrevoyent des signes d'amélioration.

► **Le Nord et le Sud sont les plus touchés.** La géographie du chômage révèle de surprenantes permanences. Quelle que soit la conjoncture, la moitié nord du pays et les régions méditerranéennes sont, depuis des lustres, les plus affectées. En mars 2003, six régions sur 22 affichaient un taux de chômage à deux chiffres : le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Normandie, le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse. Les plus épargnées restent le Limousin, emblématique du « désert français », l'Alsace et la Franche-Comté – ces deux dernières, très vite touchées par la récession allemande, continuant toutefois de souffrir de la hausse du chômage.

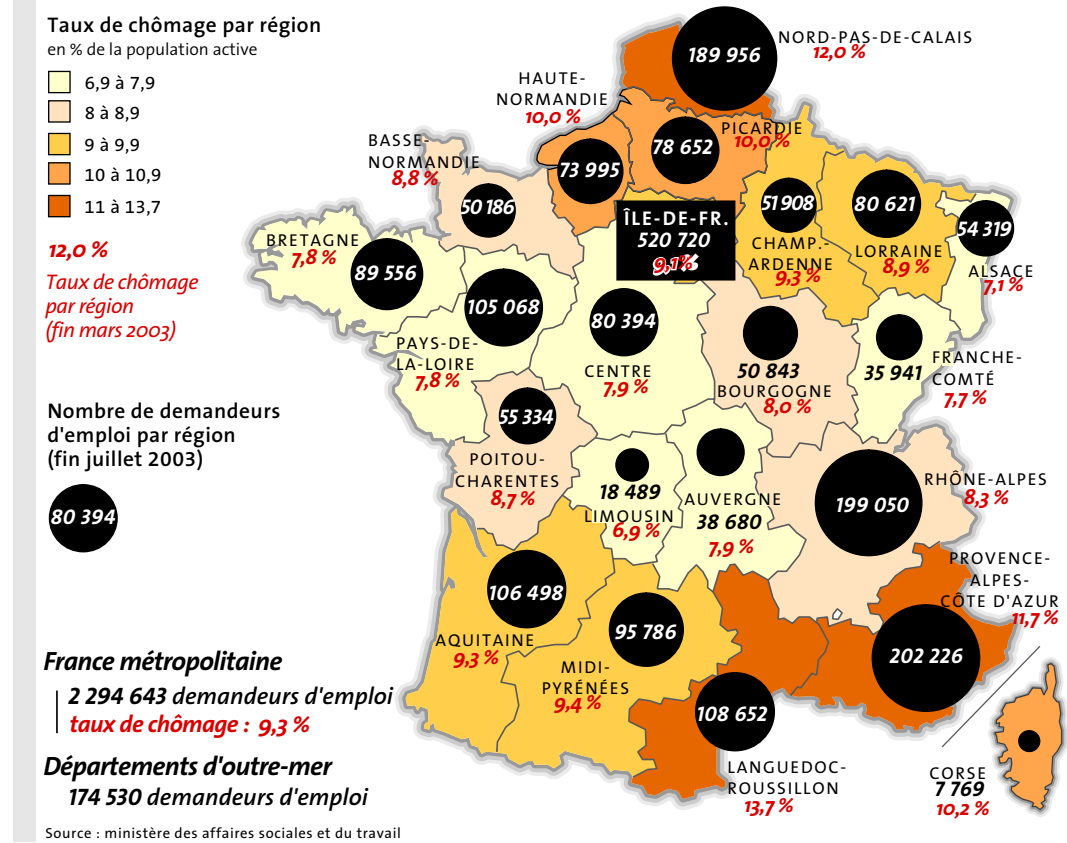
Avec le ralentissement économique, les écarts entre régions se réduisent. Fin 2000, près de 9 points séparaient le taux de chômage le plus faible du taux le plus élevé. Aujourd'hui, il y a moins de 6 points entre les 6,9 % du Limousin et les 13,7 % du Languedoc-Roussillon. Les statistiques recourent, au demeurant, des réalités très diverses. La crise des industries traditionnelles, attestée par les plans de licenciements de Metaleurop et de Comilog, pèse sur le marché du travail dans le Nord-Pas-de-Calais. A l'inverse, un tissu de PME préservé des grandes mutations économiques et le dynamisme de l'emploi ont permis au Languedoc-Roussillon de mieux résister au chômage. Retrouver du travail est moins difficile dans l'Hérault – qui bat le record départemental du chômage (14,8 %) – que dans le Nord (12,2 %).

► **Chômage des jeunes : les non-qualifiés d'abord.** Avec 410 900 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en juillet, la France est l'un des plus mauvais élèves européens en matière d'emploi des jeunes. Des premiers plans Barre, au milieu des années 1970, aux contrats-jeunes de François Fillon, tous les gouvernements se sont attaqués au problème avec des résultats mitigés : dès que la conjoncture se dégrade, le chômage de moins de 25 ans repart – en un an, il s'est accru de 4, 2 %.

Près d'un jeune actif sur cinq est demandeur d'emploi. Mais comme la majorité des moins de 25 ans poursuivent leurs études, le chômage frappe, en réalité, moins d'un jeune sur 16. Les moins de 25 ans restent deux fois moins longtemps que leurs aînés au chômage et sont peu exposés au chômage de longue durée.

En revanche, une étude de l'ANPE, publiée au mois de février, a montré qu'ils sont particulièrement touchés par la précarité. En juin 2002, pointe le chercheur Jean-Louis Zanda dans son « portrait statistique », les moins de 25 ans représentaient 14 % des chômeurs, mais 27 % des demandeurs d'emploi enregistrés et 25 % des sorties du chômage. Ces proportions n'ont pas fondamentalement varié. Pour les moins de 25 ans, l'alternance de courtes périodes de

### LE LANGUEDOC-ROUSSILLON LE PLUS FRAPPÉ, LE LIMOUSIN LE PLUS ÉPARGNÉ



chômage et d'emplois à durée limitée est pratiquement devenu la règle et les difficultés d'insertion sont directement liées au niveau de qualification.

► **Des seniors en difficulté.** Il ne fait pas bon perdre son emploi à l'approche de la cinquantaine. Malgré la volonté réaffirmée du gouvernement d'inciter les entreprises à garder leurs salariés pro-

ches de l'âge de la retraite et de faire de l'emploi des seniors une cause nationale, les statistiques sont impitoyables. A la fin juillet, 366 500 personnes de 50 ans et plus étaient inscrites à l'ANPE – soit 2,7 % de plus qu'un an auparavant. C'est dans cette tranche d'âge que l'ancienneté moyenne au chômage est la plus longue, et que le risque de basculer dans le

chômage de longue durée (plus d'un an) ou de très longue durée (deux ans et plus) est le plus fort.

Chez les cadres, le retour à l'emploi après 50 ans est jugé « quasi impossible ». « Huit mois après s'être inscrits comme demandeurs d'emploi, 55 % des cadres âgés de 30 à 49 ans ont retrouvé un travail », analyse Jacky Châtelain, directeur général de l'Association pour l'em-

ploi des cadres (APEC). Cette proportion tombe à moins de 10 % chez les quinquagénaires. Les habitudes de recrutement sont très ancrées et, à partir de 45 ans, la discrimination joue à plein. » Compte tenu de la persistance des difficultés économiques, les seniors ont peu de chances de voir leur situation s'améliorer rapidement.

► **Une précarité accrue.** Au-delà des difficultés structurelles, pointées mois après mois, les statistiques mensuelles du ministère du travail mesurent mal un phénomène pourtant massif : la précarité. Le chômage frappe d'abord les salariés les plus fragiles : travailleurs intérimaires – qui, dans l'industrie automobile, servent de variable d'ajustement aux fluctuations de la demande – et salariés en contrat à durée déterminée. Entre juillet 2002 et juillet 2003, les licenciements économiques ont diminué de plus de 16 %. Dans le même temps, les entrées au chômage à la suite d'une fin de CDD progressaient de 8,1 %. En juillet 2003, elles concernaient plus de 118 000 personnes.

Or les salariés précaires sont aussi les chômeurs les moins bien protégés. Ils peinent à accumuler les durées d'activité suffisantes pour pouvoir être indemnisés. La dernière convention d'assurance-chômage leur complique la tâche. Aujourd'hui, un chômeur indemnisé sur deux par l'Unedic (plus d'un million de personnes) est issu du travail précaire. Selon FO, les entreprises d'intérim versent 1,4 million d'euros en cotisations chômage. Mais les allocations versées aux travailleurs précaires représentent, elles, quelque 7 milliards d'euros...

Claire Guélaud

## Le gouvernement n'a pas pu renoncer au traitement social

La création d'emplois marchands demeure son objectif principal

« C'EST une erreur de dire que le gouvernement n'a pas de politique de l'emploi », martèle Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement. « Au contraire, poursuit-il, toute notre politique économique a pour seuls objectifs l'emploi et l'augmentation du pouvoir d'achat. Toutes nos décisions, toutes les

mesures que nous prenons vont dans ce sens : la baisse des déficits ou la réduction des effectifs dans la fonction publique seront des conséquences de notre politique en faveur de l'emploi marchand. » Et le ministre de balayer les « fausses solutions » de la gauche : « Mais ce n'est pas en réduisant le temps de travail ou en décrétant les licenciements illégaux qu'on réduira le chômage. C'est en réhabilitant la place du travail dans notre société et en encourageant la création d'entreprises. »

C'est dans cet esprit que dès son arrivée aux affaires, conformément aux promesses de Jacques Chirac, le gouvernement Raffarin donne un coup d'arrêt au déploiement de la loi sur les 35 heures dans les petites entreprises et détricote la loi de modernisation sociale, qui durcissait notamment les procédures de licenciement. Dans le même temps, il conduit une politique de réduction des charges sociales mais aussi de revalorisation de la « valeur travail ». C'est ainsi que le gouvernement décide de l'harmonisation des smic par le haut et l'augmentation, à trois reprises, de la prime à l'emploi, un impôt négatif qui permet de compléter la rémunération des salariés les moins bien payés.

Au sein du gouvernement, ce changement de cap par rapport aux politiques précédentes fait l'objet de débats. Le 11 juillet au cours d'un séminaire gouvernemental, Francis Mer s'oppose ainsi au projet de son collègue des affaires sociales, François Fillon, de créer une cellule de veille chargée de prévenir les licenciements. Dans son entretien télévisé du 14 juillet 2002, le chef de l'Etat soutient son ministre des affaires sociales en retenant l'idée d'une structure destinée à assurer « une meilleure gestion en amont des plans sociaux ». Celle-ci sera finalement confiée mi-octobre à Claude Viet. Mais, un an plus tard, M. Viet

se retire sur un constat d'échec.

Si la politique du gouvernement rencontre ses premiers succès en termes de création d'entreprises (+ 7,8 % sur le premier semestre 2003 et une perspective d'un million de création d'entreprises sur cinq ans), elle se heurte au brutal retournement de la conjoncture. La baisse de 0,3 % du PIB au second trimestre entraîne mécaniquement la hausse du chômage. Celui-ci atteint désormais 9,6 % de la population active et le gouvernement redoute le franchissement du seuil symbolique des 10 % au cours des prochains mois.

Le gouvernement a donc dû assouplir progressivement sa doctrine et se résigner, au moins à

« Nous sommes des pragmatiques et pas des idéologues »

JEAN-FRANCOIS COPÉ

court terme, à poursuivre les politiques de « traitement social du chômage », c'est-à-dire de faire financer par la collectivité une partie du coût de certains emplois. « Nous sommes des pragmatiques et pas des idéologues » décrypte M. Copé.

Alors que le gouvernement avait annoncé, en septembre 2002, une forte baisse du nombre de contrats emploi-solidarité (CES) et des contrats initiative-emploi (CIE) et une forte réduction de leur prise en charge, il recule un mois plus tard. Par ailleurs, il met en outre en place les « contrats-jeunes » en entreprises qui permettront en six mois la création de 50 000 emplois.

La multiplication des plans sociaux au début 2003 (Metaleurop, Daewoo, ACT Manufacturing

et Matra Automobiles) oblige le gouvernement à réagir. Mais c'est davantage l'« Etat gendarme » qui promet de « faire respecter la loi » aux patrons voyous que l'Etat brancardier. « On a trop laissé croire que l'Etat pourrait empêcher les entreprises de licencier », explique François Fillon, le 27 janvier.

Face à la dégradation de la situation économique, le gouvernement entame alors une véritable marche arrière quelques mois plus tard. Le 20 février 2003, M. Raffarin invite ses ministres à se « décarcasser » et, le 18 mars 2003, il organise une conférence sur l'emploi qui réunit représentants patronaux et syndicaux. MM. Raffarin et Fillon annoncent le déblocage de 300 millions d'euros consacrés aux mesures d'urgence de lutte contre le chômage. Le contrat initiative-emploi est relancé et le nombre de CES est revu à la hausse (240 000 contre 160 000).

Six mois plus tard, le gouvernement semble en être au même point. Jeudi 4 septembre, au cours d'un nouveau séminaire interministériel, M. Raffarin réclame à chaque membre du gouvernement « des idées pour aider l'emploi » une réflexion collective qui doit permettre d'aboutir, le 2 octobre, à de nouvelles annonces. Ce plan devrait rester modeste. Matignon considère que, au vu des signaux de reprise économique en provenance des Etats-Unis et du Japon, il s'agit de mesures d'accompagnement strictement conjoncturelles. L'essentiel est de préparer l'économie française à bénéficier au plus vite de la reprise. « Les mois négatifs en termes de chômage se comptent désormais sur les doigts d'une main », veut croire M. Fillon. Une manière de dire que pour le gouvernement, il n'y a pas de politique du chômage mais une politique de l'emploi.

Pascal Ceaux et Christophe Jakubyszyn



## Dans une session de formation de l'ANPE, paroles de ceux qui « sont tombés du navire »

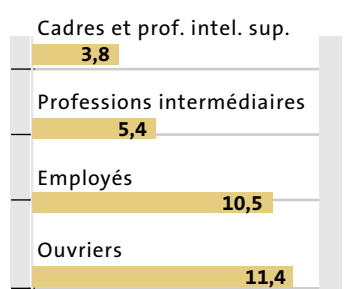
Mercredi 10 septembre, aux portes de Paris, un groupe de chômeurs dresse un « bilan d'étape » ; l'un d'eux raconte avoir « perdu ses moyens » quand on lui a dit : « On est une boîte jeune »

**ILS SONT NEUF** sur les douze qui ont suivi la formation : trois semaines d'entraînement à la communication orale, dispensé par des acteurs professionnels et une artiste lyrique. L'idée de cette prestation a germé il y a treize ans, dans l'esprit d'un responsable d'agence ANPE de la banlieue parisienne, lui-même comédien amateur à ses heures perdues. Neuf, sagement assis en demi-cercle. Face à eux : Jacques, l'animateur du stage, ainsi que deux responsables de l'ANPE, qui leur ont permis d'accéder à cette formation. Des trois stagiaires manquant à l'appel, l'un a déjà retrouvé un emploi, un autre est en train de passer un concours ; le dernier n'a pas donné de nouvelles. Ce mercredi 10 septembre en milieu de matinée, au premier étage d'un immeuble de l'Est parisien, c'est l'heure du « bilan d'étape ».

Christian, 52 ans, est le premier à livrer son expérience. Administrateur de biens pendant vingt ans, il avait si souvent pris la parole en public qu'il croyait avoir « la science infuse » en la matière. Au prix d'une « remise en cause difficile », il revoit aujourd'hui les « échecs » qu'il a essayés en deux années de recherche d'emploi comme autant d'« occasions gâchées ». « Avant de restructurer, il faut déstructurer », dit-il. Il faut être vrai vis-à-vis de soi-même. Il vient de décider d'« activer ses réseaux » pour donner corps à un vieux projet : « Aller vivre en Chine... pour ne surtout pas y faire de l'immobilier ». Grâce à « un

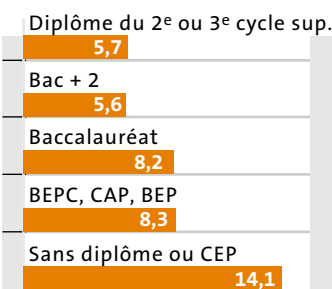
### LES DIPLÔMÉS SONT PLUS À L'ABRI DU CHÔMAGE

Taux de chômage en mars 2002, en % de quelques catégories sociales



Source : Insee, enquête emploi

par diplôme



copain », Christian espère « aller sur le terrain en Mandchourie » pour se mettre au service d'une entreprise de distribution de plantes aromatiques...

#### « ÉPUISEMENT »

Tout le monde n'en est pas là. Roselyne, 51 ans – dont vingt passés dans le secteur de la communication – évoque « l'épuisement » accumulé depuis qu'elle est « tombée du navire, il y a quelques années ». Ses mots expriment un rétrécissement à la fois professionnel – « Je m'aperçois que ce secteur n'est plus fait pour moi » – et personnel – « Quand on n'a plus le standing pour suivre, le réseau amical diminue comme peau de chagrin ». Roselyne voudrait s'« orienter vers les achats et l'international » ; mais à mi-voix, dans un soupir, elle laisse échapper son désarroi face à la concurrence des « jeu-

nes diplômés ». « Tout est dans le corps, tout est dans la tête », se reprend-elle aussitôt, en élève également assidue. Elle-même a « mal dormi » et a « mal au dos ».

Pascale, 41 ans, a travaillé quinze ans dans l'informatique, et un an dans une bibliothèque. « J'ai les outils, la technique, mais pas les réseaux », concède-t-elle, décrivant le « stress » qui la gagne au cours des entretiens au fur et à mesure que « l'enjeu » augmente. Jacques intervient. Il sollicite un autre membre du groupe pour « [l']aider à décrocher son téléphone ». Nathalie, 35 ans, se propose, avant d'évoquer sa propre expérience : 13 ans passés dans le secteur de la communication et de la publicité, sans emploi depuis douze mois. « La dernière fois, c'était en 1993, après la guerre du Golfe », raconte-t-elle. Mon objectif ici, c'est de me recentrer et de me

retrouver. » Puis c'est le blanc. Jacques : « On a compris ton émotion. Tu souffles, tu te détends. »

Nathalie : « J'ai fait du chant. Mais j'ai oublié de respirer pendant environ sept ans... » La jeune femme poursuit, se dit consciente de la nécessité d'oublier un peu son niveau d'étude – un BTS – pour mieux « valoriser son expérience ». Vient le tour de Claude, 48 ans, un informaticien qui, lui aussi, a « du mal à prendre le téléphone pour démarcher ». Il relate l'un de ses échecs. Un premier entretien, avec un directeur des ressources humaines, s'était « très bien passé » : « Curieux », commente-t-il. Mais « avec le PDG, ça n'a duré que deux minutes ; la cata ! » Que s'est-il passé ? Il rassemble ses souvenirs, se rappelle avoir d'emblée perdu tous ses moyens : « Je ne sais pas... Le bureau était un peu sombre, et il y avait ce monsieur qui en imposait beaucoup. Il m'a dit : "On est une boîte jeune, la moyenne d'âge est de 30 ans"... »

Le tour de table se poursuit avec Philippe, 48 ans, dont vingt-trois dans le secteur bancaire, Bernard, 47 ans, ingénieur, Christine, 26 ans, plusieurs fois recalée pour cause de « surqualification », et enfin Sadia, 35 ans, ingénieur en informatique qui « a perdu son poste l'an dernier à la suite de la récession ». Aucun d'entre eux n'a terminé là son parcours. Prochaine étape : quinze nouvelles séances, autour du thème : « Oser réaliser son projet ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## Jean-François Mattei annonce des amendements « canicule » à son projet de loi sur la santé

Il a été entendu, mercredi, par les députés

**ACCUSÉ** de ne pas avoir réagi assez vite aux conséquences de la canicule qui a sévi la première quinzaine d'août, le gouvernement cherche désormais à montrer qu'il tire rapidement les premières leçons de ce drame. Mercredi 10 septembre, le ministre de la santé, Jean-François Mattei, a assuré que des dispositions contribuant « à éviter que de tels drames se reproduisent » figurent dans le projet de loi relatif à la politique de santé publique, adopté le 21 mai en conseil des ministres et qui sera soumis aux députés dès l'ouverture de la session parlementaire, début octobre. « Ce projet comporte déjà des dispositions relatives à la prévention et à la gestion des crises sanitaires. Je proposerai au Parlement plusieurs amendements afin de renforcer ou compléter les mesures prévues, à la lumière de la crise de cet été », a annoncé M. Mattei, qui était auditionné par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

A propos des amendements qui seront introduits dans son projet de loi sur la santé publique, M. Mattei a cité en exemple la mise en place d'un système de remontée des certificats de décès « informatisés » et « en temps réel » entre le médecin qui constate le décès et le centre d'analyse des décès de l'Inserm. « C'est sur la base d'un circuit de ce type, complété par des dispositifs sentinelles auprès des services d'urgence et de centres de sapeurs-pompiers, que l'on pourra mettre en place le système d'alerte sanitaire », a-t-il plaidé. Le ministre a précisé à la commission qu'« un plan de protection de la santé des personnes vulnérables » figurera parmi les plans de santé publique nationaux rattachés à son projet de loi – comme le plan cancer.

#### « FAIBLESSES STRUCTURELLES »

Le président (UMP) de cette commission, Jean-Michel Dubernard, avait pourtant annoncé, en préambule, que le sujet de la canicule ne devait pas être abordé, dans la mesure où M. Mattei devait à nouveau être auditionné, jeudi 11 septembre dans la matinée, cette fois par la mission parlementaire d'information « sur la crise sanitaire et sociale déclenchée par la canicule ». Cette mission a été initiée par l'Assemblée le 26 août. « Chacun mesure ici le contexte particulier dans lequel s'inscrit le projet de loi relatif à la politique de santé publique, a toutefois relevé d'emblée M. Mattei. Si l'ensemble des conséquences de cette canicule pouvait difficilement être anticipé, il n'en reste pas moins que notre système de santé

publique souffre de faiblesses structurelles profondes. » « Ma première analyse de ces événements dramatiques est qu'ils ont brutalement mis en lumière, en quelques jours, la plupart de ces faiblesses », a ajouté le ministre, « nous avons besoin de proximité et de rassembler les moyens sur le terrain », car, « ce qui manque, c'est la remontée des informations, la synthèse, la réaction ».

En réponse « aux questions soulevées cet été », M. Mattei a d'abord cité celles qui « demandent du temps de réflexion et de concertation », comme la réorganisation des urgences, ou la politique à l'égard des personnes âgées. Il a promis un « plan dès le début du

### Une autre audition jeudi pour le ministre

Le ministre de la santé, Jean-François Mattei, devait être entendu, jeudi 11 septembre dans la matinée, par la mission parlementaire d'information sur la crise sanitaire et sociale déclenchée par la canicule. La création de cette mission avait été décidée le 26 août. Présidée par Denis Jacquat (UMP), elle est composée de onze membres. Outre M. Jacquat, y figurent cinq autres députés UMP, trois socialistes (dont l'ancien ministre de la santé Claude Evin), un UDF et un communiste. La mission doit rendre un rapport dans deux semaines. Ses recommandations pourraient être introduites par voie d'amendements dans les projets de loi sur la santé publique et sur le financement de la Sécurité sociale.

mois d'octobre » pour les urgences. C'est aussi le calendrier retenu pour les personnes âgées.

Le deuxième élément de réponse porte sur la mise en œuvre d'un « plan de prévention, l'alerte et la gestion de crise en cas de chaleur extrême », impliquant services sanitaires et sociaux et collectivités locales. « J'ai demandé au directeur général de la santé de préparer ce plan qui devra être disponible et avoir été éprouvé pour l'été prochain », a rappelé M. Mattei.

Le ministre, enfin, a expliqué qu'il fallait disposer d'un « système de vigilance et d'alerte » qui permette « de prévenir des risques sanitaires qui ne seraient pas nécessairement identifiés a priori ». « J'ai demandé au directeur de l'Institut de veille sanitaire de me faire, à brèves délais, des propositions concrètes », a-t-il souligné.

Philippe Le Cœur

## Ces 180 000 chômeurs qui perdront leur allocation au 1<sup>er</sup> janvier 2004

**SOPHIE T.**, 34 ans, ancienne responsable ressources humaines, est au chômage depuis le 4 avril 2002. Quand elle a signé son plan d'aide au retour à l'emploi (pare), on lui a dit qu'elle avait droit à un maximum théorique de 914 jours d'indemnisation, à raison de 64,58 euros par jour. Partie, quelques mois, en province pour suivre son mari, la jeune femme revient à Paris et s'aperçoit que l'Assedic lui coupera les vivres le 1<sup>er</sup> mars 2004 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet... « C'est un ami qui m'a alerté cet été », explique-t-elle. Radié par erreur de l'ANPE, il a réussi à se réinscrire. Mais, à cette occasion, un conseiller lui a demandé de prendre contact avec l'Assedic pour vérifier combien de temps allait lui être versée son allocation chômage. (...) Il perdra six mois d'indemnisation. »

Martine N., 41 ans, travaillait dans le marketing. Chômeuse, elle s'attendait à percevoir l'allocation d'aide au retour à l'emploi pendant une durée maximale de 900 jours. Début janvier, une lettre de l'Assedic l'avertit

que la nouvelle convention d'assurance-chômage, signée le 20 décembre 2002, peut changer sa situation. Le 25 août, nouveau courrier : « Dans l'hypothèse où vos démarches pour retrouver un emploi n'auraient pas abouti d'ici le 31 décembre 2003, votre indemnisation au titre de l'assurance-chômage prendra fin à cette date ». Martine a perdu trois mois et demi d'indemnisation.

#### UNE SÉCHERESSE TOUTE STATISTIQUE

D'ici à 2005, des centaines de milliers de personnes seront, comme elles, touchées par les nouvelles règles qui durcissent les conditions d'ouverture des droits et qui entrèrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Dans une note du 28 mai d'une sécheresse toute statistique, l'Unedic avait estimé que, « parmi ces allocataires présents le 30 juin 2003, soit 1 557 000, 856 700 devaient être informés au fil de l'eau à partir du mois de juillet 2003 » du basculement prochain dans un nouveau système. Elle évaluait, alors, à 613 900 le nombre de chô-

meurs « réellement impactés » par la mesure en 2004, dont 250 000 perdant toute allocation avec la nouvelle année.

Depuis lors, l'Unedic a revu son chiffre à la baisse, en prenant en compte le retour à l'emploi d'un certain nombre de chômeurs. Le président du régime, Michel Jalmain (CFDT), pense que « 150 000 à 180 000 personnes » perdront leur allocation chômage au 1<sup>er</sup> janvier. « Au total, en deux ans et demi, quelque 500 000 personnes verront leurs droits à indemnisation réduits de un à sept mois », ajoute-t-il, en rappelant que les signataires de la convention – le patronat, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC – avaient préféré cette solution au rétablissement de la dégressivité des allocations. De son côté, l'Unedic assure avoir tout mis en œuvre pour informer les chômeurs et pour les aider à se reclasser. Mais il y a un monde entre ses certitudes et la manière dont les chômeurs ressentent leur situation.

Claire Guélaud

## Retrouvailles discrètes entre M. Thibault et M. Chérèque

QUATRE mois après la rupture, les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT, Bernard Thibault et François Chérèque, se retrouvent. Le principe de cette rencontre avait été annoncé par M. Chérèque lors de sa conférence de presse de rentrée, le 3 septembre. Les deux hommes, qui ne s'étaient plus reparlé depuis le jeudi 15 mai – le jour où la CFDT avait décidé d'approuver le projet du gouvernement sur les retraites –, devaient se voir vendredi 12 septembre.

En fait, si MM. Thibault et Chérèque n'ont eu aucun contact direct depuis le printemps dernier, les deux centrales n'en ont pas moins continué de communiquer sur la formation professionnelle, les retraites complémentaires ou les questions internationales.

Loin des médias, dans un lieu « neutre », ce vendredi, les deux hommes, en tête à tête, auront beaucoup à se dire : Bernard Thibault, l'homme qui s'est senti « trahi » par le ralliement express du secrétaire général de la CFDT au projet de réforme des retraites ; et François Chérèque, qui s'est dit « abandonné » en pleine négociation par une CGT ne pensant qu'à la mobilisation. Tels sont les griefs que les deux leaders se sont faits à plusieurs reprises et, parfois, sans modération dans l'expression.

Mais, au-delà d'une probable mise au point sur la qualité des relations intersyndicales, de leur franchise et de leur constance, les deux responsables discuteront sans doute de la nature du dialogue social et de la nécessité ou non d'accords majoritaires ; des négociations en cours, sur la formation professionnelle notamment, où chacun tentera de savoir à quelle condition l'autre est prêt à signer un accord avec le patronat. Enfin, sur l'emploi, les deux hommes pourraient se retrouver dans une critique commune de la politique de Jean-Pierre Raffarin. Et la menace d'un « conflit important » adressée par M. Chérèque au gouvernement, mercredi 10 septembre, sur la question des retraites, ne peut que renforcer d'éventuelles convergences.

Rémi Barroux

Jean-Guy Talamoni, chef de file des élus de Corsica Nazione, et François Sargentini, porte-parole d'Indipendenza

## Une « solution par étapes » pour « garantir la paix »

Les nationalistes misent sur les élections territoriales de 2004 et espèrent, avec une liste unique, atteindre 30 % des voix

**Les récents attentats de l'été n'ont pas fait de blessés mais auraient pu tuer. Beaucoup craignent un accident...**

**Jean-Guy Talamoni** : Cela fait trente ans que les adversaires des nationalistes agitent cette menace. On ne peut pas donner de garanties ; mais les clandestins ont toujours montré qu'ils étaient soucieux de préserver les vies.

**François Sargentini** : On ne peut pas s'interroger à longueur d'année pour savoir s'il y aura un jour un dérapage. Faisons plutôt en sorte que l'Etat prenne ses responsabilités et respecte ses engagements.

**Indipendenza a rencontré les « non-violents » du Parti de la nation corse (PNC), avec lesquels vous souhaitez faire liste commune en 2004. Trois jours avant, le FLNC-Union des combattants, bras armé d'Indipendenza, avait indiqué qu'il « accompagnerait » les débats en « ajustant [sa] présence politico-militaire ». Avez-vous progressé sur la clandestinité ?**

**J.-G. T.** : Les points de vue se sont rapprochés. Le communiqué de l'Union des combattants a été

considéré comme positif par les participants.

**Vous seriez prêts à déclarer que la lutte armée est inutile ?**

**F. S.** : Sur le fond, nous n'avons pas changé de position. Mais le contexte politique a évolué. Les nationalistes sont plus forts. Aujourd'hui, un projet politique de l'ensemble du mouvement nationaliste



« Les clandestins ont toujours montré qu'ils étaient soucieux de préserver les vies »

JEAN-GUY TALAMONI

liste, validé électoralement et accompagné par l'Etat français, serait de nature à garantir la paix.

**Un « compromis historique » ?**

**F. S.** : Une solution par étapes négociées.

**Mais quand vous perdez une élection, comme le référendum, vous traitez de « harkis » les élus qui avaient défendu le « non »...**

**J.-G. T.** : Premièrement, nous n'avons pas perdu une élection,

c'était le projet du gouvernement français. Deuxièmement, « harkis », ce n'est pas une insulte, c'est une référence politique. Ce sont ceux qui se maintiennent dans leur fief électoral en volant les voix et qui vivent des deniers publics. Les autres, nous les respectons.

**De plus en plus de nationalistes font aussi des affaires.**

**F. S.** : Pas un des nôtres n'a détourné de l'argent. Malgré les instructions, jamais l'un de nous n'a été inculpé. Est-ce qu'un nationaliste n'a pas le droit de travailler, d'avoir une entreprise ? C'est drôle, on ne se pose jamais la question pour un membre de l'UMP ou du Parti socialiste.

**Le ministère de l'intérieur ne cache pas qu'il a Charles Pieri dans le collimateur.**

**J.-G. T.** : Nicolas Sarkozy veut criminaliser le mouvement nationaliste.

**Qui est Charles Pieri aujourd'hui ?**

**J.-G. T.** : Un responsable du mouvement national. Je le connais, ça fait des dizaines d'années qu'on travaille ensemble.

**F. S.** : Un militant d'Indipendenza, membre de Corsica Nazione.

Une voix qui compte, comme celle de Jean-Guy ou la mienne. Nous espérons que Charles va continuer à assumer ses responsabilités, comme il l'a toujours fait. Surtout qu'on n'espère pas nous diviser.

**Quel objectif vous fixez-vous pour les élections territoriales ?**

**F. S.** : Devenir la première force politique de Corse.

**J.-G. T.** : Au minimum, devenir un des piliers de la prochaine Assemblée. Arithmétiquement, c'est simple : nous avons fait 20 % en 1999. Tous ensemble, nous ferons au moins 25 % à 30 %. Certains chez nous rêvent même d'un conseil exécutif nationaliste. C'est le scénario optimiste...

**Vous êtes courtisés ?**

**J.-G. T.** : Ça fait vingt ans ! Emile Zuccarelli nous proposait déjà de faire alliance avant les élections municipales de 1995, même si aujourd'hui il refait l'histoire à sa manière. En 1994, il nous avait envoyé le radical de gauche Michel Scarbonchi au Café du centre, à Bastia. J'ai un témoin : Max Simeoni, le frère d'Edmond, était présent.

**Le mouvement clandestin est de nouveau divisé, comme au**

**début des années 1990. Le nouveau FLNC, né en octobre 2002, fait de l'ombre à l'Union des combattants. Les dissidents sont-ils des ennemis ?**

**J.-G. T.** : Des ennemis, sûrement pas.

**F. S.** : Il n'y a pas aujourd'hui de situation conflictuelle. Les nationalistes ont été tragiquement vaccinés il y a quelques années. Le danger est écarté. Je sais de quoi je parle.

**Votre frère, Noël Sargentini, a en effet été abattu à Corte le 31 août 1995, en pleine « guerre »**



« Pas un des nôtres n'a détourné de l'argent. Malgré les instructions, jamais l'un de nous n'a été inculpé »

FRANÇOIS SARGENTINI

**nationaliste. Le procès de ses assassins a lieu bientôt devant la cour d'assises spéciale de Paris. Serez-vous partie civile ?**

**F. S.** : Non. J'y ai renoncé. J'étais présent à la reconstitution, où j'avais accompagné ma mère.

**La politique avant l'émotion ?**

**F. S.** : En tant que responsable et militant, il faut que mes actes soient en conformité avec mon discours et nos accords politiques de « réconciliation » de 1999.

**Compterez-vous des « prisonniers politiques » sur votre liste ?**

**F. S.** : C'est très possible.

**Vous avez choisi de répondre à ces questions à deux. Jean-Guy Talamoni, allez-vous être placé sous la surveillance de François Sargentini dans la prochaine Assemblée de Corse ?**

**J.-G. T.** : C'est ridicule ! C'est moi qui ait eu cette idée, pour montrer la cohésion entre Corsica Nazione et Indipendenza. Pour le reste, je ne serai peut-être même pas à l'Assemblée de Corse. A l'heure où je parle, je ne suis candidat à rien.

**F. S.** : Jean-Guy est modeste. Je suis sûr qu'il jouera dans la prochaine assemblée territoriale un rôle important. Mais votre question est totalement absurde.

Propos recueillis par Ariane Chemin

Pascal Ceaux

## Les nationalistes veulent devenir la première force électorale de l'île

C'EST en quelques lignes d'un langage on ne peut plus officiel que l'ensemble des nationalistes corses, réunis mardi 9 septembre à Corte (Haute-Corse), ont résumé les résultats d'une rencontre organisée pour rapprocher les points de vue des différents mouvements en vue des élections territoriales de mars 2004. « *Le dialogue engagé a permis, progressivement, de rapprocher les points de vue, chacun s'accordant à juger que l'importance des enjeux exige d'aller au fond des problèmes* », est-il notamment écrit.

Dans l'une des rares confidences qui ont suivi ce huis clos, un responsable nationaliste se montrait un peu plus explicite : « *Un accord est en vue* », assurait-il. La centaine de membres de Corsica Nazione, Indipendenza, de l'Accolta nazionale corsa (ANC), de la Chjama nazionale, des Verts corses et du Partitu di a nazione corsa (PNC), qui représentent l'ensemble des tendances de la mouvance nationaliste, se retrouveront mercredi 24 septembre. L'objectif principal est de présenter une liste unique aux élections du printemps 2004 et de « *devenir la première force politique de Corse* », comme le revendique

le porte-parole d'Indipendenza, François Sargentini. Et d'avancer vers l'autodétermination. En 1999, cinq listes nationalistes avaient obtenu un total de 23,41 % des suffrages au premier tour, mais, une seule, celle d'Indipendenza avait pu se maintenir au second : avec 16, 76 % des voix, elle avait eu huit élus.

### « NOUVEAU CONTEXTE HISTORIQUE »

Dans ce communiqué, les organisations nationalistes affirment leur volonté « *de prendre en compte un nouveau contexte historique, marqué par une attente croissante des Corses et la construction d'une Europe des peuples* ». La question de la violence reste cependant le point d'achoppement entre ceux qui, comme Indipendenza et Corsica Nazione, les principales formations, en défendent le principe et ceux qui, comme le PNC, l'ANC, ou la Chjama nazionale, en réclament l'arrêt. Après leur échec lors de la consultation du 6 juillet, l'été a été marqué par un nombre record d'attentats.

Figure historique de la mouvance nationaliste, Edmond Simeoni, dont le fils, Marc, soupçon-

né d'avoir prêté assistance à Yvan Colonna lors de sa fuite, a été mis en examen et écroué le 1<sup>er</sup> septembre à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, était l'un des partisans les plus fermes de la renonciation à la violence clandestine avec le PNC. Au nom de la Chjama nazionale, il s'est prudemment félicité de la rencontre de Corte. « *C'est un processus difficile et long, mais les discussions ont été constructives* », a-t-il déclaré.

En marge de la réunion, les dirigeants d'Indipendenza ont réaffirmé leur soutien à la principale organisation clandestine, le FLNC-Union des combattants. Dans un communiqué rendu public le 6 septembre, les clandestins avaient revendiqué plusieurs attentats, tout en affirmant leur souci « *de ne jamais mettre en péril des vies humaines* ». Ils s'étaient aussi déclarés « *solidaires* » de tous « *les nationalistes publics* », et avaient insisté sur « *la nécessité d'une union stratégique* » rassemblant tous les courants pour « *travailler à un projet politique commun de réforme fondamentale des institutions* ».

## Depuis un an, 30 personnes nées sous X... ont pu connaître l'identité de leur génitrice

Le premier bilan du Cnaop a été présenté mercredi

ELLES ne savaient rien de leur mère, la cherchaient parfois depuis des décennies. Trente personnes nées sous X... ont enfin pu connaître l'identité de leur génitrice, et sept d'entre elles ont même pu la rencontrer grâce au Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (Cnaop), dont les ministres de la santé, Jean-François Mattei, et de la famille, Christian Jacob, présentaient, mercredi 10 septembre, le premier bilan.

Ces résultats sont encore quantitativement modestes, mais le Cnaop, créé à l'instigation de l'ancienne ministre déléguée à la famille, Ségolène Royal, n'a été effectivement installé qu'en septembre 2002. Présidé par le professeur Roger Henrion, le Cnaop a pour mission de faciliter l'accès aux origines personnelles des gens adoptés et des pupilles de l'Etat. Il peut donc, notamment, communiquer l'identité de la mère ayant accouché secrètement dès lors que cette dernière - « *contactée, dans le respect de sa vie privée* », a assuré M. Mattei - a exprimé sa volonté de lever le secret concernant cette identité.

Depuis un an, 609 demandes d'accès aux origines ont été adressées au Cnaop. Elles émanent très majoritairement de femmes (63 % des requêtes) et de personnes au moins trentenaires. Seuls 19 % des demandeurs ont moins de 29 ans. Le nombre de dossiers adressés chaque mois au Cnaop, d'abord

proche de 100, se stabilise autour de 40 depuis le mois de mai. Marie-Christine Le Boursicot, secrétaire générale du Cnaop, évalue à 400 000 personnes la population directement concernée, « *mais l'expérience de la Grande-Bretagne et du Québec montre que seuls 1 % à 1,5 % d'entre elles se lancent dans la recherche* ».

### REFUS DE QUATRE MÈRES

Seulement 80 demandes ont été réellement traitées, faute de temps. Dans quasiment la moitié des cas, l'identité des mères figurait au dossier de l'enfant détenu par l'administration. « *Une heureuse surprise*, a déclaré M. Mattei, *d'autant que le nombre de refus opposés par les mères de naissance à la levée du secret est relativement faible*. » Seules quatre mères contactées par le Cnaop ont refusé de lever le secret de leur identité. Mais certaines ont accepté de confier leur histoire.

Pour M. Mattei, « *ces premiers mois de fonctionnement sont de nature à apaiser les inquiétudes*. » Celles des adoptés et pupilles de l'Etat, « *qui se demandaient si la création de ce nouvel organisme, plutôt que de faciliter l'accès aux origines, n'allait pas créer de nouveaux obstacles*. » Et celles des femmes « *auxquelles un secret alors absolu avait été garanti il y a vingt, trente ou quarante ans* ».

Pascale Krémer

## Deux ans de prison ferme requis contre l'homme qui voulait se faire exploser à la Mosquée de Paris

Interpellé en février, Florian Schekler, un militant d'extrême droite, s'était vanté de vouloir se tuer « à la manière des kamikazes palestiniens ». « Une démarche terroriste », selon le parquet



**FLORIAN SCHEKLER**, de son vrai nom Jean-Florian Trouchaud, a-t-il réellement eu l'intention de commettre un attentat-suicide contre la Mosquée de Paris ? La question était au centre des débats, mercredi 10 septembre, devant la 16<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, où l'homme, âgé de 31 ans, comparait pour infractions à la législation sur les explosifs, et pour son projet d'attentat. Des délits qui, selon l'accusation, ont été commis « *intentionnellement* » en relation avec une entreprise terroriste.

Proche des groupuscules néonazis et des milieux catholiques intégristes, Florian Schekler ne cache pas son engagement à l'extrême droite, depuis l'âge de 15 ans. Il connaissait notamment Maxime Brunerie, un sympathisant d'Unité radicale qui avait tenté de tuer Jacques Chirac, le 14 juillet 2002.

Florian Schekler avait été interpellé en février, sur la base d'une

information recueillie par les renseignements généraux au sujet de la préparation d'un attentat contre un lieu de culte musulman. Des proches du jeune homme avaient confirmé lors d'interrogatoires qu'il s'était vanté de vouloir se tuer en se faisant exploser, « *à la manière des kamikazes palestiniens* » à la Grande Mosquée. L'action devait se dérouler un vendredi, jour de grande prière, afin de tuer un maximum de musulmans.

### « UNE DÉPRESSION ABYSSALE »

Le cas de Florian Schekler avait fait l'objet d'une bataille de procédure entre le parquet et le magistrat instructeur, Gilbert Thiel. Le premier a toujours défendu l'idée selon laquelle les délits reprochés au militant d'extrême droite relevaient d'une qualification terroriste, alors que le second avait rendu, deux mois après sa saisine, une ordonnance d'incompétence, estimant que le dossier relevait du droit commun. Le juge motivait notamment sa décision par l'état de santé mentale du jeune homme, qui avait des antécédents psychiatriques. L'expert qui l'a examiné avait d'ailleurs conclu que le discer-

nement de Florian Schekler avait été altéré au moment des faits.

A l'audience, le prévenu a fondé toute sa défense sur sa fragilité psychologique, expliquant être entré dans « *une dépression abyssale* » après le suicide, en octobre 2002, de Nicolas D., un ami âgé de 16 ans, qui fréquentait les mêmes milieux (*Le Monde* du 10 février). « *J'aurai pu faire n'importe quoi*, assure-t-il. *Ce que je voulais, c'était me suicider*. » Dans un texte de 25 pages, intitulé « *Testament* », retrouvé lors d'une perquisition, Florian Schekler développe ses thèses extrémistes et évoque, dans le détail, son projet d'attentat. « *J'ai écrit cela sous l'emprise de l'alcool et des neuroleptiques*, soutient-il. *J'ai vécu quatre mois de folie, tout ça, c'est des élucubrations*. »

« *Ça s'est arrêté au bout de quatre mois, parce que vous avez été interpellé* », le coupe le président du tribunal, Jean-Claude Kross. Dans son interrogatoire, il rudoie à plusieurs reprises le prévenu. « *Dans ce texte, vous vous dites violemment antisémite et vous êtes en partie d'ascendance juive, vous vous présentez comme homophobe et vous avez une*

*relation homosexuelle avec un skin-head, vous vous prétendez catholique fervent, mais vous êtes hanté par le suicide* », ironise-t-il. A bout d'arguments, le prévenu lâche : « *Vous savez, l'extrême droite, c'est beaucoup de paroles*. »

Pour le vice-procureur, Christophe Teissier, le prévenu est pourtant bel et bien « *dans une démarche terroriste* » puisqu'il va jusqu'à acheter du matériel pour confectionner des explosifs et qu'il fait des essais dans une forêt de la région parisienne. « *Il a élaboré son plan d'action et s'est donné les moyens de fonctionnement pour que son plan puisse marcher le moment venu* », a-t-il insisté avant de requérir quatre ans de prison dont deux ferme.

Pour l'avocat de la défense, M<sup>e</sup> Sophie Soria, qui plaide la relaxe, le prévenu a voulu lancer « *un cri de détresse, de douleur, parce qu'il avait perdu un ami. Si vous devez le condamner pour ses écrits alors il fallait enfermer Sade et Céline*. Florian Schekler, c'est d'abord un extrémiste du malheur ».

Jugement le 24 septembre.

Acacio Pereira

## Faibles manifestations des enseignants

L'INTERSYNDICALE de l'éducation (FSU, UNSA-Education, SGEN-CFDT, FAEN et FERC-CGT) a indiqué, mercredi 10 septembre, à l'issue d'une journée de manifestations, qu'elle déciderait de la suite à donner à son action le vendredi 26 septembre, au lendemain de la présentation du budget. 4 000 enseignants selon les organisateurs - 2 200 d'après la police - ont manifesté à Paris, mercredi 10 septembre, et à peu près autant en province, à l'appel de l'intersyndicale. Une faible mobilisation pour ces manifestations de remobilisation lancées le 1<sup>er</sup> septembre.

L'essentiel des revendications portait sur les trop faibles effectifs dans les établissements pour encadrer les élèves, et notamment le manque d'aides éducateurs.

### DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION : le président de la République a souhaité, mercredi 10 septembre en conseil des ministres**, que le débat national qui s'ouvre sur l'éducation (*Le Monde* du 11 septembre) « *soit l'occasion, à partir d'un diagnostic partagé, de resserrer les liens entre les Français et leur école et de bâtir ensemble un projet commun pour notre système éducatif, permettant de faire mieux vivre l'égalité des chances*. » « *L'école est le ciment de la nation* », a-t-il également déclaré.

■ **MATIGNON : le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin a reçu à déjeuner, mercredi 10 septembre, Michel Rocard et Jacques Delors**, ainsi qu'une quinzaine d'autres personnalités pour « *réfléchir à ce que sera la France dans vingt ans*. » Evolution démographique, risques de désindustrialisation, avenir du monde rural ont notamment figuré au menu des discussions, qualifiées de « *passionnantes* » par M. Rocard.

■ **UDF : François Bayrou a affirmé qu'il n'y avait « pas de partenariat » dans la majorité**, mercredi 10 septembre sur France-Inter. Le président de l'UDF répondait ainsi au président de l'UMP, Alain Juppé, favorable à un partenariat « *dès lors qu'il s'agit clairement de soutenir l'action du président de la République et de faire réussir le gouvernement* ». M. Bayrou estime qu'il « *n'y a pas de partenariat*. (...) Il y a le fait que l'on considère que le pouvoir doit être concentré entre les mains d'un seul parti, celui du président de la République ».

■ **ELECTIONS : le maire de Marmande (Lot-et-Garonne) Gérard Gouzes (PS) a annoncé**, mercredi 10 septembre, son intention de saisir le Conseil d'Etat, après l'annulation de l'élection municipale partielle du 9 mars, par le tribunal administratif de Bordeaux, au motif que l'invalidation des bulletins de l'UMP était de nature à « *altérer la sincérité du scrutin* ». L'appel étant suspensif, l'équipe municipale continue à assurer ses fonctions jusqu'à l'examen du dossier par le Conseil d'Etat.

■ **ACTION DIRECTE : le juge d'instruction antiterroriste Gilbert Thiel a ordonné, mardi 9 septembre, la remise en liberté** de Catherine Bastard, mise en examen en juin pour « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste* ». L'ancienne militante d'Action directe, Hellyette Bess, s'est présentée spontanément devant le juge Thiel le 5 septembre pour lui expliquer que les faux papiers trouvés chez son amie Catherine Bastard lui appartenaient.

■ **INCENDIES : un jeune sapeur-pompier volontaire de Salvat-sur-Agout (Hérault), interpellé mercredi 10 septembre**, a reconnu avoir allumé plusieurs feux de forêt, afin de toucher la prime d'intervention. Placé en détention provisoire, il sera jugé vendredi matin en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Béziers pour incendies volontaires.

■ **VIOLS : un homme interpellé au domicile de sa compagne**, dimanche 7 septembre à Reims, pourrait avoir commis six ou sept viols ou agressions sexuelles depuis sa libération de prison en 2002. Il avait été condamné en 1992 à 20 ans de réclusion criminelle pour deux viols commis en 1990 dans le Calvados.

Entendu en avril 2003 dans une affaire d'agression sexuelle sur une fillette de 9 ans, il avait été laissé en liberté par le juge d'instruction. Le ministre de la justice a souhaité, mercredi 10 septembre, « *des explications précises sur ce qui s'est passé* » et convoqué le procureur général.

## Sécheresse : la récolte de blé est en baisse, mais sa qualité est exceptionnelle

Les rendements de maïs sont affectés

TRENTE MILLIONS de tonnes de blé ont été récoltées en 2003, soit une baisse de 20 % par rapport à 2002. Les chiffres rendus publics, mercredi 10 septembre, par l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) confirment les conséquences de la sécheresse et de la canicule sur les rendements, même si ces volumes restent très supérieurs aux besoins.

Les aléas climatiques ont cependant eu un effet bénéfique : les blés récoltés sont d'excellente qualité. « Le millésime 2003 est sans doute le meilleur de la dernière décennie », affirme l'ONIC. Au total, 75 % de la récolte sont constitués de blés de qualité supérieure (où le taux de protéines est important), contre 54 % en 2002.

La hausse des prix du blé, d'environ 20 %, ne profite pas forcément aux producteurs, affirme-t-on à l'ONIC et chez les producteurs. Les baisses de production sont variables. Dans le nord et l'ouest de la France, la récolte est équivalente à la précédente. Mais, dans certaines régions (Auvergne, Rhône-Alpes) ou pour certains producteurs, la baisse peut atteindre 50 %.

Dans la Beauce (Loiret et Eure-et-Loir), la nappe phréatique, qui offre depuis plusieurs mois un niveau très supérieur à la normale, a contribué à limiter la crise. Même sans restriction d'irrigation, le bilan est pourtant « très lourd », selon Jean Knibbe, responsable de la FDSEA du Loiret. « La perte de revenu chez les céréaliers du département est estimée à 70 millions d'euros », affirme-t-il. La chute des rendements dans ce département serait, toujours selon le syndicat, de 29 %. Le gel de l'hiver y est pour beaucoup, mais le coup de chaud du mois de juin a été néfaste. « Un blé souffre à partir de 25 °C », précise M. Knibbe. C'est une année catastrophique, avec une succession d'accidents climatiques.

La compensation par les prix n'est que partielle, estime la FDSEA. « L'essentiel des grains est vendu à la récolte. La hausse de prix de 20 % annoncée - mais nous attendons de voir - ne concerne qu'une partie infime des volumes. La moitié des céréaliers vendent leur récolte au moment de la moisson pour des raisons de trésorerie », explique le responsable syndical. Même avec une hausse de 20 %, « le prix du blé reste encore à un niveau extrêmement bas », affirme-t-il. La situation de « calamité agricole » du Loiret n'a pas encore été reconnue par les pouvoirs publics.

### « J'AI DE LA PROTÉINE »

Membre de la Confédération paysanne, Jean-Jacques Cardona, céréalier à Artenay (Loiret), reconnaît « une année moyenne pour les rendements, mais bonne pour la qualité ». « J'ai de la protéine », observe-t-il. Il estime néanmoins sa perte à 11 500 euros sur une exploitation de 75 hectares (dont 40 hectares de céréales). Le gel l'a contraint à racheter des semences. « Moi, j'ai les reins solides, mais pour les jeunes qui s'installent, c'est difficile », affirme-t-il.

« La chute des rendements est moins importante pour le bio (-15 %) qu'en conventionnel (-30 %), constate François Lhopiteau, qui exploite en bio près de 170 hectares à Néron (Eure-et-Loir). Nos sols, qui reçoivent beaucoup de matières organiques ont mieux résisté », explique-t-il. « Le positif, c'est que les prix semblent remonter, y compris dans le bio. Et j'ai vendu tous mes fourrages en quelques jours. J'ai même une liste d'attente de trente producteurs », précise-t-il.

L'ONIC espère que les besoins en céréales pour l'alimentation animale, habituellement couverts par les stocks d'intervention de céréales de l'Union européenne. Autre enjeu pour les céréaliers dans la campagne 2003-2004, rester présents sur leurs marchés traditionnels à l'exportation.

En ce qui concerne la production de maïs, elle devrait être durement touchée par la sécheresse. Selon les prévisions des producteurs, les cultures de maïs-grain (destiné à l'alimentation des porcs et des volailles) non irriguées devraient être en baisse de 50 %. Les cultures irriguées pourraient subir une baisse de rendement de 15 % à 30 % là où des restrictions ou des interdictions d'arroser ont été décidées. La récolte devrait baisser de 4 à 4,5 millions de tonnes, soit un recul d'environ 25 % par rapport à 2002 (16,4 millions de tonnes).

Des transferts d'utilisation du maïs-grain vers l'ensilage (la plante, récoltée en entier et broyée, est dans ce cas destinée à nourrir les bovins) ont lieu. Le maïs d'ensilage, très peu irrigué, a en effet été fortement affecté par la sécheresse. Les récoltes de maïs-grain devraient être terminées fin septembre, avec un mois d'avance sur la calendrier habituel. Là encore,

### Toujours plus d'eau pour l'irrigation ?

Les cultures irriguées, qui occupent 6 % de la surface agricole utilisée (SAU) française, ont aussi souffert de la sécheresse et de la canicule. Le rendement du maïs irrigué (qui représente 65 % de la surface irriguée totale) devrait baisser de 10 % à 20 %, selon l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM, affiliée à la FNSEA).

Les producteurs souhaitent relancer, à cette occasion, le débat sur les réserves d'eau destinées à l'agriculture, insuffisantes selon eux. Ils souhaitent introduire dans le projet de loi sur l'eau en préparation au ministère de l'écologie un volet sur l'organisation de cette ressource. Il s'agit de conforter les surfaces irriguées existantes, et non de les augmenter, précisent les producteurs, conscients de l'opposition des écologistes. Les barrages ne sont pas la seule solution, selon la FNSEA, qui milite pour la multiplication de petites réserves d'eau, sous forme de « lacs collinaires » où les pluies d'hiver sont stockées, ou de retenues bâchées, qui demandent des investissements plus importants.

pas de pénurie à craindre : la France exporte traditionnellement en Europe, en particulier vers l'Espagne et l'Italie. Des stocks sont également disponibles. Mais le prix du maïs est, comme celui du blé, en hausse, ce qui pourrait conduire les clients habituels de la France à chercher d'autres approvisionnements. Cette hausse de 20 % environ devrait profiter aux agriculteurs qui ont maintenu leurs rendements. En revanche, « elle ne compensera pas la perte pour les baisses très importantes de récolte », rappelle Christophe Terrain, président de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM). Dans tout le secteur céréalier, l'aval des filières devraient souffrir des baisses de volumes. Les professionnels n'excluent pas des restructurations dans le domaine de la collecte de céréales.

Gaëlle Dupont et Régis Guyotat (à Orléans)

## La canicule aurait tué plus de 1 000 personnes à Paris durant le mois d'août

Avec un quasi-doublement des décès par rapport à la même période de 2002, la capitale n'a pas été épargnée. Le Conseil de Paris du 22 septembre consacra une partie de ses débats à cette crise

PRESQUE deux fois plus. Avec 2 317 morts au mois d'août, contre 1 176 pendant la même période de 2002, la chaleur a fortement meurtri la capitale, où vivent 58 635 personnes de plus de 85 ans, soit 2,8 % de la population de la capitale.

Les arrondissements les plus touchés sont ceux du sud de la capitale. Le 14<sup>e</sup>, le 13<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> enregistrent à eux trois 884 décès. Deux raisons expliquent ce phénomène : le nombre élevé de personnes de plus de 85 ans qui résident dans ces quartiers et l'implantation de quelques-uns des plus grands hôpitaux parisiens.

A l'inverse, le 11<sup>e</sup> arrondissement, où vit un nombre important de personnes âgées, enregistre un nombre moindre de disparitions. En effet, les hôpitaux Lariboisière et Saint-Louis sont situés dans le 10<sup>e</sup>, qui, lui, accuse une hausse de 211 % des décès par rapport à l'année précédente. Le 20<sup>e</sup>, le 12<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> ont aussi été fortement affectés.

A Paris, comme dans toute la France, la gravité de la situation n'est pas apparue immédiatement aux yeux des responsables. « C'est la chute des premières branches d'arbre qui nous a d'abord alertés sur l'intensité et le caractère inhabituel des températures enregistrées dans Paris intra-muros », reconnaît-on au cabinet de Bertrand Delanoë. Le maire (PS) de Paris venait alors de quitter son bureau pour deux semaines de congés. Alerté en permanence sur son lieu habituel de villégiature en Tunisie, M. Delanoë ne rentrera à Paris que le 18 août, mais est resté officiellement « informé » de la situation par la cellule de crise mise en place autour de Pierre Guinot-Delery, le secrétaire général de la Ville de Paris, et de Geneviève Guédon, la directrice adjointe de cabinet du maire.

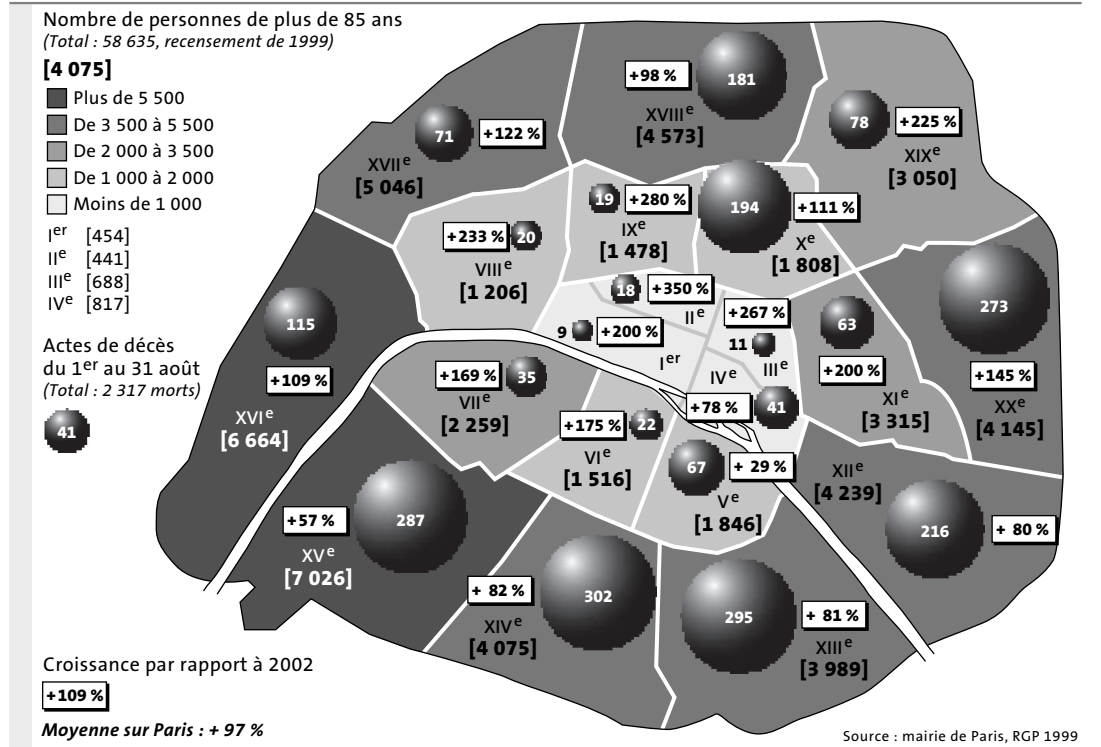
A partir du milieu de la première semaine de canicule, l'action de la mairie se limite à la diffusion de messages sur les panneaux d'information de la Ville. Des conseils de bon sens comme « Pensez à vous hydrater » ou « Ne vous exposez pas trop longtemps au soleil ».

Dans les résidences médicalisées pour personnes âgées qui dépendent de la Ville, des « protocoles de prévention des risques de déshydratation » avaient été mis en place dès le mois de juin, et la plupart des matériels de ventilation ont été livrés avant le début de la canicule. C'est le centre d'action sociale (CAS) qui s'est retrouvé à la pointe de l'action d'urgence en direction des personnes âgées. La moyenne d'âge dans les résidences gérées par le CAS est de 87,5 ans et le taux de mortalité annuel y est « habituellement » de l'ordre de 25 %.

Lundi 11 août, le maire de Paris donne son feu vert pour l'embauche de 38 vacataires afin de renforcer les équipes des résidences santé du CAS, qui accueillent 2 500 personnes âgées. Les gardiens des cent résidences logements visitent alors systématiquement les appartements où vivent 4 800 personnes. Des conseils et des mises en garde personnalisés sont communiqués par téléphone aux 4 000 bénéficiaires d'une aide-ménagère ou du service de repas à domicile. Un courrier est adressé aux 3 800 personnes bénéficiaires de la prestation de téléalarme, pour les inviter à téléphoner aux représentants du CAS dans leur arrondissement en cas de problèmes.

Côté médical, on estime qu'entre 200 et 300 médecins pouvaient assurer les consultations durant le mois d'août. Pour pallier l'absence des praticiens en vacances, il y

### PRÈS DE LA MOITIÉ DES DÉCÈS ONT EU LIEU DANS LE SUD DE LA CAPITALE



avait ceux de la garde médicale, composée de médecins libéraux, ceux des Urgences médicales de Paris (UMP) et ceux de SOS-Médecins, dont les effets de la canicule ont représenté un quart de l'activité lors des plus fortes chaleurs.

Mais tout cela n'a pas empêché un bilan catastrophique dans la capitale. Débordés par le nombre de victimes, les services funéraires de la Ville devront prendre des mesures d'urgence pour gérer l'afflux des cadavres. Une « cellule de recherche des familles » est mise en place le 25 août. Elle permet de contacter les proches de près de 400 personnes retrouvées mortes, isolées, à leur domicile.

Mais 57 corps, restés « sans famille », seront finalement inhumés, le 3 septembre, dans le carré

des indigents du cimetière parisien de Thiais (Val-de-Marne). M. Delanoë a voulu une cérémonie « sobre et digne », en l'absence des micros et des caméras. Jacques Chirac, « venu témoigner de la solidarité de l'ensemble de la nation », s'est joint au dernier moment à la cérémonie organisée par la Mairie de Paris.

### ENQUÊTE

M. Delanoë a aussi pris conscience qu'il devait rapidement mettre en place des mesures pour répondre à ce type de catastrophe. Une commission d'information et d'évaluation a été mise en place, le 8 septembre. Elle doit réaliser, d'ici novembre, une sorte de géographie des blessures dues à la canicule et l'analyse des réactions des services de la Ville.

Enfin, M. Delanoë ouvrira la séance de rentrée du Conseil de Paris, lundi 22 septembre, par une longue communication sur la gestion de cette crise. Il devrait annoncer le lancement d'une enquête de santé publique sur la canicule et la mise en place d'un plan « chaleur extrême ». Celui-ci devra permettre de coordonner l'action de tous les secteurs impliqués lors d'une telle situation de crise : les services de la Ville, les préfectures de police et de région, les ministères, l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris, et toutes les associations en contact avec les personnes les plus vulnérables dans les situations prolongées de fortes chaleurs.

Françoise Chirot et Christophe de Chenay

### DÉPÊCHES

■ **ENVIRONNEMENT** : Roselyne Bachelot, ministre de l'écologie, a annoncé, mercredi 10 septembre à La Baule, des actions ciblées contre les sacs en plastique de supermarchés et les prospectus publicitaires, lors d'assises nationales qui ont mis en relief l'explosion du coût du traitement des déchets. Les actions proposées par la ministre font partie d'un plan visant à stabiliser une production de déchets qui menace de saturation les capacités de traitement de plus de 70 départements.

■ **Une pollution au plomb provenant d'une ancienne fonderie située dans un hameau du village d'Us (Val-d'Oise) a été révélée**, mardi 9 septembre, par le préfet et plusieurs services de l'Etat, au cours d'une réunion avec les habitants. La pollution a touché le voisinage de l'usine, soit environ 100 habitants, selon Denis Chéron, maire de la commune. L'ancienne fonderie, située au cœur du hameau, a fonctionné de 1951 à 2000.

## LA BATAILLE

**L** fait très, très chaud ce jeudi 7 août. Entre les rideaux de fer baissés du marché de la rue du Poteau, M. Bernardin, 95 ans, tout petit, tout cassé, chemine en direction de son bistrot habituel. Il porte sous son veston (en laine) une chemise et un épais tricot de corps. La touffeur, il ne la sent pas, dit-il, non plus que la soif ; à cet âge, les sens s'émeussent. Un peu groggy quand même, il ne sait plus très bien s'il a pris ses psychotropes mais il se force à manger. Quand l'appétit va...

De l'autre côté de la butte Montmartre, Céline, elle aussi, pense que « c'est faisable ». Cloîtrée dans son quatrième sans ascenseur entre ses livres et ses souvenirs, elle attend patiemment son départ en vacances, le 15. Née en Egypte, « du temps des Anglais » (elle n'en dira pas plus sur son âge), elle sait qu'il faut boire, beaucoup, ferme les stores et prend douche sur douche. Elle porte en permanence un « très joli pendentif donné par la mairie », une téléalarme ; Céline a déjà eu une alerte cardiaque mais refuse l'aide ménagère : « Que quel'un fasse mon lit, je ne pourrais pas ! » Comme M. Bernardin, elle fait partie de ce que les gériatres nomment les « frères », des personnes très âgées, pas assez dépendantes pour être prises en charge par les services d'action sociale ou de santé, mais pas assez solides pour tenir le coup. En ce mois de désert urbain, ce sont eux qui paieront le plus lourd tribut à la canicule.

Ce jour, Céline va frôler le pire. Passant devant le miroir, elle avise « deux pommes rouges » sur ses joues. Elle a toujours eu le teint pâle. « Là, c'est grave. » Sans hésitation, elle renonce à la téléalarme (trop long) et appelle SOS-Médecins. « J'ai gagné cinq minutes vitales. » Transportée aux urgences de l'hôpital Bichat, elle découvre l'ampleur du désastre sanitaire sur un brancard rangé le long d'un couloir – « Je me suis retrouvée pour la première fois de ma vie sur une charrette, nue, avec des sortes de Pampers qu'ils nous mettaient de force. » Avec le recul, elle ne veut pas « incriminer ces pauvres gens débordés, crevés, qui n'avaient même pas le temps de manger ». Ils l'ont sauvée. Mais quand même : « Je suis coquette, je veux paraître, les Pampers, je ne l'ai pas supporté ! » Le 7 août, à Bichat, les urgences n'ont pas encore atteint la saturation. Des Céline, il en arrive pas mal, mais il reste quelques « lits » – c'est-à-dire des brancards dans les couloirs.

L'ordinaire. Ou presque. « A l'accueil, j'ai repéré deux vieilles dames, raconte M<sup>me</sup> Bichara, cadre du service. Elles ne pouvaient même plus donner leur nom ! Je me suis dit, si ça continue, ils vont être complètement déshydratés. » Les personnes âgées, c'est le quotidien des urgences. Elle s'inquiète, mais elle est loin de se douter de ce qui l'attend.

Lorsqu'elle reprend son service pour le week-end des 9 et 10 août, elle trouve un message d'alerte : il faut désengorger les urgences. L'hôpital a ouvert une dizaine de lits dans un service voisin, mais les victimes continuent d'affluer. Le dimanche, malgré quinze lits de plus, les couloirs bondés et la mobilisation de toutes les bonnes volontés pour faire boire les malades – « on a même embauché les visiteurs ! » –, l'affolement la gagne. Après 18 heures, les voitures de pompiers charrient un flot continu de vieillards au bord du coma. « Je me souviendrai toujours d'une dame, la langue tellement desséchée qu'elle ne pouvait plus parler. Je n'arrivais pas de dire : "on est des pros, on s'en sortira !" ». Avant de rentrer chez elle, ce soir-là, épuisée, blême et « pas très fière », elle voit le directeur et lui dit : « Il faut mobiliser l'armée, monsieur, ce qui se passe là est très grave ! »

Le pire reste à venir, lundi 11, et surtout mardi 12 août, le « mardi noir », pour ceux qui luttent sur le front de la canicule. Car il n'y a pas que les urgences : les pompiers, la police, les travailleurs sociaux, les gériatres, les infirmières et les aides-ménagères, les employés de l'état civil ou des pompes funèbres, chacun, à son niveau, fait de petits miracles. Dans cet arrondissement hybride, qui reproduit tous les contrastes de la capitale, l'état d'alerte s'est imposé naturellement, « crescendo », sans attendre les consignes. Avant le 8 août et jusqu'au 18, pendant ces dix jours terribles qui ont transformé Paris en enfer, chacun a fait son métier – « et même plus ». « La France d'en bas a très bien fonctionné, pendant que la France d'en haut dormait sur ses transats », rigole un pompier.

Premiers en ligne, les pompiers justement n'ont pas attendu les communiqués officiels pour réagir. Dès le 6 août, et surtout après le 8, la routine du centre de secours du XVIII<sup>e</sup> arrondissement est bouleversée. La gymnastique est remplacée par des jeux d'eau dans une petite piscine



POMPIERS DE PARIS

**Du 8 au 18 août, sur le front de la canicule, il a fallu improviser. Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, tout le monde s'y est mis et de petits miracles ont été accomplis**

# DU 18<sup>e</sup>

improvisée, le port du short rendu obligatoire dans les bureaux – « dès qu'on enfilait l'uniforme, on ruisselait », explique le capitaine Raas –, des centaines de bouteilles d'eau stockées, une séance de formation à la déshydratation organisée. Le 9, un téléx tombe : pour rafraîchir les victimes, il faut des glaçons, beaucoup de glaçons, sous la nuque, sous les aisselles, à l'aîne.

Mais des glaçons, dans une caserne ? On bricole : pendant que ses troupes dégagent un congélateur pour y geler des bouteilles d'eau à moitié remplies, le capitaine Raas écume les magasins Picard et rafle tous les sacs isothermes. Cela suffira pour passer le week-end, avant que l'armée de terre prête une vraie glacière. Enfin, presque : à partir du 11, les appels explosent, les missions aussi. De 40 interventions par jour au maximum, le centre passe à 80 et même, le fameux « mardi noir », à 90.

Les soins ordinaires ne suffisent plus, il faut innover. Le 12 août, à 19 h 30, une équipe sauve in extremis un homme de 33 ans, tombé dans la rue avec 42,4 °C de fièvre : allongé sur un brancard surélevé grâce à des chaises de bistrot, la victime est aspergée à l'aide de lances d'incendie et rafraîchie par un gros ventilateur coupe-feu. La réussite est si spectaculaire que le film de l'opération est aussitôt mis sous plastique et affiché dans tous les véhicules de secours. Le lendemain soir, même scénario, Porte de la Chapelle, avec un livreur. Hélas, la glace fond trop vite : pendant que les

pompiers tentent l'impossible, les policiers présents organisent une noria dans tous les bistrot du coin pour ramasser les précieux glaçons.

Dévouement, improvisation et système D. Face à l'urgence, tout le monde s'y met, sans souci de préséance, de secteur ou de rivalité de services. Les flôtiers se transforment en visiteuses sociales, les visiteuses sociales informent les flôtiers, les commerçants, les plombiers – il y a beaucoup de fui-

visites. A la moindre alarme, assistantes sociales, conseillères familiales, cadres administratifs, « et même la chef de service » grimpent les étages, des litres d'eau au bout du bras, tandis que des agents de gestion parcourent les bouis-bouis de Barbès pour repérer les rares ventilateurs encore disponibles, le plus souvent dans les arrière-boutiques – « il y avait un marché noir du ventilo », raconte Martine, une aide-ménagère, mobilisée pour signaler les cas douteux et

« La France d'en bas a très bien fonctionné, pendant que la France d'en haut dormait sur ses transats »

UN POMPIER

–, les passants même parfois donnent l'alerte : ici une vieille dame seule et manifestement épuisée est entrée dans un immeuble dont on a noté le numéro, là c'est un habitué qu'on n'a pas vu depuis trois jours. Dans les modestes bureaux du centre d'action sociale, aux effectifs réduits de moitié par les vacances, tout le monde se démène pour contacter les personnes âgées signalées ou les plus fragiles, qui figurent déjà dans les fichiers : 2 500 appels téléphoniques en dix jours et beaucoup, beaucoup de

voler au secours de « ses mamies ».

Le 11 août, 150 ventilateurs arrachés de haute lutte équipent déjà les maisons de retraite de l'arrondissement. Est-ce le fruit de cette « opération commando », comme on l'a baptisée ? En tout cas, on ne comptera pas un mort de plus qu'en 2002 dans les établissements publics ou municipaux. Non plus qu'à l'hôpital Bretonneau, le « Ritz » des hôpitaux spécialisés en gériatrie, entièrement rénové il y a trois ans, ou parmi le réseau de maintien à domicile qu'il pilote.

Mardi 12 août, 19 heures : sauvetage par les pompiers d'un homme en hyperthermie rue du Faubourg-Saint-Martin.

« C'était une bataille et, pour nous, c'est une victoire », triomphe Georges Joniaux, le directeur des soins. Une victoire payée de fatigue allant jusqu'au malaise, dont les employés des services publics se régalaient d'autant mieux que le seul établissement « concurrent », appartenant au secteur libéral, a vu, lui, le nombre de ses morts doubler, faute de moyens. « Moi, je suis contente de ce que j'ai fait », dit simplement Martine.

« Bataille », « combat », « mobilisation générale », « psychologie de catastrophe », tous usent des mêmes mots, tous méprisent la polémique qui a suivi, épuisés mais fiers. « On ne parle que des morts, pas de tous ceux qu'on a sauvés ! », soupire une conseillère familiale. Cette bataille, ils pensent l'avoir gagnée, malgré tout. Bien sûr, il y a eu 181 morts, c'est beaucoup, presque deux fois plus qu'en 2002, mais, dans la moyenne parisienne – « compte tenu de la sociologie de l'arrondissement, de son vieillissement, de sa précarité, je craignais le pire », avoue le maire (PS) Daniel Vaillant.

« On a pu sauver pratiquement tous ceux qui étaient suivis, assure le commissaire divisionnaire Alain Gibelin, les victimes étaient en grande majorité des personnes fragilisées mais totalement isolées, sans entourage familial ou de voisinage présent, qui s'étaient coupées de tout, y compris des services sociaux. » Bref des « frères », des indépendants, ou ce qu'on nomme des « ermites sociaux ». Dans son cabinet, le docteur Cucchiara, qui a remplacé le meilleur généraliste du quartier, confirme. La plupart de ses patients étaient bien entourés, soit par leur famille, soit par des aides-soignantes ou familiales, il a donc pu prévenir le mal et n'a eu qu'un seul cas d'hyperthermie. Il est presque déçu : « J'étais en alerte, prêt à intervenir, mais les gens se sont d'emblée adressés aux urgences. » Le 13 août, le pire est fait. Les familles, prévenues mais trop tard, se bousculent dans les bureaux des pompes funèbres, littéralement submergées, qui depuis trois jours ne savent déjà plus où entreposer les morts et sont incapables de les enlever dans les délais prescrits. Là aussi, on rameute toutes les bonnes volontés, les porteurs bénévoles, les retraités, les collègues de province qui envoient des corbillards, de Brest, de Béziers. Au service de l'état civil de la mairie, c'est l'affolement. On a dédoublé les guichets, les files s'allongent.

« C'était dur, vraiment, raconte le chef du service, le visage amaigri par la fatigue. Le 13 août, les policiers déclaraient les décès par six ou sept, on avait des coups de fil des familles, et des trucs horribles, des propriétaires de voyageurs qui se renseignaient, à tout hasard ! » La canicule n'est pas encore tout à fait finie que la polémique s'amorce. Les proches en vacances, les vieillards s'inquiètent, compliquant le travail des professionnels. La police entre en jeu, pour le travail le plus ingrat : découvrir les corps – morts à domicile pour 90 % –, faire le constat, attendre sur place le transport vers l'institut médico-légal où les fourgons font la queue des heures, identifier les victimes, rédiger les dossiers de décès à la file – mais pas trop, il y eut aussi un nombre anormalement élevé de suicides et pas mal d'accidents du travail sur les chantiers.

**A** partir du 15 août, la police de proximité tourne au côté de la Croix-Rouge. Avec des fortunes diverses, faute d'expérience. Tel cet flôtier qui, avisant une dame affalée dans un Abrisbus, se précipite : « Ne bougez pas, j'appelle le secouriste, on va prendre votre tension. » Le secouriste tâte le pouls, teste les réflexes, le regard. Pas de problème, il repart. La vieille dame se redresse : « Et ma tension ? » « Elle a fait un scandale pas possible ! », raconte en souriant le commissaire Gibelin. Il y a aussi des satisfactions : sauver des vies est plus gratifiant que de chasser les voleurs. « Ils se sentaient utiles », ajoute le commissaire.

Début septembre, la température est retombée. M. Bernardin, 95 ans, tout petit, tout perdu, attend dans les locaux de l'association chargée de l'aide au maintien à domicile. Il a survécu, mais il n'a pas pris ses médicaments, explique une amie. Il oublie tout, perd tout, il lui faut d'urgence une aide-ménagère, ne serait-ce que pour lui rappeler son traitement. Hélas, les délais de dossier sont longs et l'association ne fait plus d'avance. En attendant, il faudra payer, lui explique gentiment la responsable. Un vieux monsieur pendant la canicule a pris un crédit pour pouvoir assurer sa survie. Un autre n'a pas pu. Il est mort. Hors de tout circuit.

Véronique Maurus

# Un enjeu crucial pour les pauvres

par James D. Wolfensohn

**R**ÉUNIS à Cancun (Mexique), dans le cadre de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, les ministres du commerce négocient les prochaines étapes de l'Agenda de Doha pour le développement. La promesse de Doha sera-t-elle tenue ? Les Etats membres de l'OMC feront-ils preuve de courage et de volonté politique pour arriver à des compromis qui sortiraient des millions d'individus de la pauvreté ?

Les enjeux sont cruciaux pour les pauvres de la planète. C'est lors du cycle de négociations lancé à Doha (Qatar), en novembre 2001, que, pour la première fois, les intérêts des pays en développement ont été placés au cœur des négociations commerciales multilatérales. Ce cycle est l'occasion d'éliminer les nombreuses injustices que subissent les pays en développement du fait du système mondial des échanges.

Or, depuis deux ans, les négociations ont abouti à une impasse sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et ceux à forte intensité de main-d'œuvre, les droits de propriété intellectuelle sur les médicaments, la nature du traitement différencié pour ces pays. Les propositions conjointes formulées récemment par les Etats-Unis et l'Union européenne dans le domaine des négociations commerciales agricoles sont encourageantes, de même que le terrain d'entente trouvé par le Canada, l'UE et les Etats-Unis sur l'accès aux marchés des produits non agricoles.

Un « bon » accord qui réduise les pics et les moyennes tarifaires dans les pays riches et pauvres pourrait générer jusqu'à 520 milliards de dollars de recettes et profiterait à tous les pays. Cet accord doperait la croissance des pays en développement et permettrait à 140 millions d'individus de sortir de la pauvreté à l'horizon 2015. Les

ministres du commerce devront trouver un moyen de sortir de l'impasse. Tous les pays devront participer à cet effort mais les pays riches doivent ouvrir la voie en réduisant leurs barrières protectionnistes. Plus de 2,7 milliards de pauvres survivent avec moins de 2 dollars par jour se heurtent à des barrières commerciales deux fois plus élevées que dans les pays riches.

Les pays riches maintiennent des politiques commerciales qui dénaturent les échanges. Aux Etats-Unis, les subventions à la production du coton se chiffrent à plus de 3 milliards de dollars par an et, ajoutées aux subventions des autres pays, font baisser les prix du coton de 10 % à 20 %, causant des pertes sèches pour les exportations d'environ 250 millions de dollars par an pour la seule Afrique de l'Ouest. Les subventions budgétaires

importants pour ouvrir leurs marchés et ils attendent une action réciproque des pays développés. Mais le commerce est une activité à double sens et l'avenir de l'Agenda de Doha n'est pas uniquement de la responsabilité des pays riches. Si les négociations aboutissent, riches et pauvres devront honorer leurs engagements en faveur du développement.

La protection dans le domaine agricole est souvent plus faible et a moins d'effets de distorsion dans les pays à revenus intermédiaires, en revanche les tarifs moyens sont élevés dans les autres secteurs et les services sont soumis à restrictions. Alors que le volume des échanges entre pays du Sud augmente, cette protection affecte les partenaires commerciaux pauvres, affaiblit leur productivité. Dans le secteur industriel, 60 % des tarifs

pourraient en outre utiliser le commerce pour améliorer leur production nationale en ouvrant leurs marchés dans le cadre d'un programme de croissance et de réduction de la pauvreté.

L'allègement des barrières commerciales ne suffira pas à tenir la promesse de Doha. Dans chaque

**JAMES D. WOLFENSOHN** est président de la Banque mondiale.

pays, le commerce doit s'insérer dans une stratégie de développement qui accorde l'attention nécessaire aux politiques macroéconomiques, à l'infrastructure, à l'éducation, à la santé et à une gouvernance responsable. Un exemple pour les procédures douanières : la réduction d'une seule journée de la durée du transit dans les ports et les douanes équivaut pratiquement à une réduction de 1 % des tarifs douaniers.

La Banque mondiale s'est engagée à soutenir une issue qui aiderait les pays en développement à tirer profit de tout nouveau marché s'ouvrant à la suite des négociations multilatérales. Aujourd'hui, nous adaptons les outils existants et formulons de nouveaux programmes afin de dégager des ressources pour aider les pays qui réforment leurs régimes commerciaux, améliorent leurs institutions commerciales et investissent dans les infrastructures nécessaires à la mise sur les marchés des produits des pays pauvres.

L'aboutissement de l'Agenda de Doha en faveur des pauvres ne sera que le premier pas vers un monde plus solidaire. Il est important. La communauté internationale a déployé de grands efforts pour créer cette opportunité. Il revient aux décideurs réunis à Cancun de ne pas rater cette occasion.

*Traduit de l'anglais par Anne-Laure Henry-Gréard et Anne-Claire Goupy.*

## Les pays riches maintiennent des politiques commerciales qui dénaturent les échanges

res directes que l'UE accorde aux producteurs coûtent environ 100 milliards de dollars par an et provoquent une chute des cours du sucre, des céréales et des produits laitiers.

Le Japon subventionne son riz à hauteur de 700 % du prix de production, fermant la porte aux exportations des pays en développement. Le total des subventions accordées aux agriculteurs des pays riches est supérieur au PIB de l'Afrique tandis que le coût total du soutien aux agriculteurs des pays de l'OCDE est 6 fois supérieur à celui de l'aide au développement. De plus, ces subventions coûtent plus de 1 000 dollars par an au ménage actif européen, japonais ou américain moyen.

Les pays pauvres ont fait des

douaniers payés par les exportateurs d'Asie de l'Est vont à d'autres pays en développement. Les exportateurs d'Amérique latine sont soumis dans leur propre région à des tarifs moyens 7 fois supérieurs à ceux appliqués par les pays industrialisés. Les pays en développement seront donc les premiers bénéficiaires de leur libéralisation.

Les pays à faibles revenus bénéficieraient d'un accès non discriminatoire à tous les marchés pour les produits où ils ont un avantage comparatif (au lieu de dérogations et de régimes préférentiels pour certains marchés). Ils bénéficieraient aussi d'une feuille de route adaptée et d'une aide au développement leur permettant de mettre en œuvre des réformes commerciales et de supporter les coûts de l'ajuste-

bénéficiant pour leurs exportations de l'ouverture commerciale que procurent les règles de l'OMC.

C'est aussi la logique de l'initiative européenne « *everything but arms* » : l'idée est d'accorder un droit d'accès aux marchés occidentaux à taux zéro pour toutes les marchandises en provenance des pays les moins avancés, sans réciprocité. Cancun doit entériner cette initiative.

C'est la logique, enfin, de l'accord trouvé fin août sur les médicaments génériques.

3) La réorientation de la négociation. Jusqu'ici, seuls les sujets offensifs des pays riches étaient traités à l'OMC : libéralisation des marchandises, des services, des capitaux... A Cancun, on aborde un sujet crucial pour le Sud : les flux de main d'œuvre temporaire à l'échelon international. Un programme, même modeste, de visas temporaires de travail dans les pays riches générerait un accroissement massif de revenus pour les travailleurs des pays pauvres. On n'en est pas encore là, mais le sujet est pour la première fois sur la table de négociation.

Un esprit nouveau souffle donc à Cancun. Le libre-échange était considéré comme bon par nature pour le développement ; aujourd'hui, il est analysé à l'aune de son impact réel. Nombre de négociateurs ne se demandent plus : « Comment maximiser l'ouverture des marchés ? » Ils commencent à se dire : « Comment faire sortir les pays les plus pauvres de la misère ? » Cette évolution, on la doit beaucoup à l'Union européenne, et je rends hommage au travail du commissaire au commerce Pascal Lamy, qui en est l'artisan.

Bien sûr, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Le sommet de Cancun, même s'il est un succès, sera loin de tout régler. D'abord, l'OMC n'est qu'au début de sa mue. Certains compromis ne sont pas encore à la hauteur des enjeux. C'est le cas de l'accord sur les médicaments.

Parallèlement, l'institution de l'OMC doit être réformée. Les pays en développement ont du mal à y participer pleinement. Ils n'ont pas les ressources administratives pour suivre les 25 négociations qui se déroulent en parallèle – une vingtai-

# OMC et médicaments : le faux succès

par Jean-Hervé Bradol

**P**OUR comprendre le sens des mesures adoptées le 30 août dernier dans le domaine de l'importation de médicaments génériques au cours des réunions préparatoires au sommet de l'Organisation mondiale du commerce de Cancun, il faut rappeler à quels problèmes elles sont censées répondre.

Les médecins exerçant dans les pays à faibles revenus sont quotidiennement en situation d'échec. Ils ne disposent pas des outils (tests diagnostiques, vaccins et traitements) leur permettant d'assurer la survie de leurs malades atteints par les maladies infectieuses les plus meurtrières et les plus courantes.

Le nombre total des morts dues à ces maladies est estimé à 14 millions par an, selon l'Organisation mondiale de la santé. La catastrophe n'est pas que des millions d'individus décèdent chaque année d'infections virales, parasitaires ou bactériennes mais que plusieurs millions d'entre eux pourraient rester en vie si des politiques adaptées se mettaient en place.

Ce n'est pas le cas. A qui en revient la responsabilité ? En réalité, c'est toute une chaîne d'acteurs démissionnaires qu'il faut décrire. Le premier maillon de cette chaîne est le médecin. Force est de constater que de nombreux médecins s'accrochent aisément de prescriptions inefficaces. Au sein d'une institution médicale, soulever cette question garantit le plus souvent de passer pour un idéaliste irresponsable. Qui mettra en jeu sa carrière pour traiter correctement ses patients ? Notre expérience – y compris en interne – confirme que les candidats à cet exercice sont peu nombreux.

Si on arrive à franchir ce premier obstacle, c'est pour se heurter de plein fouet à tel ministre de la santé. En effet, quand ce dernier ne nie pas tout simplement la nécessité de changer les protocoles thérapeutiques, il fait immédiatement remarquer qu'il n'a pas les moyens de financer le changement parce que les budgets publics sont trop faibles et les prix des nouvelles molécules trop élevés.

## Le plus puissant impose sa volonté en tordant quelques bras en coulisses

Ne nous y trompons pas : même si l'environnement international joue un rôle important, la responsabilité des questions de sécurité publique, en l'occurrence de santé publique, revient en premier lieu aux Etats concernés. Dans ce domaine, la simple observation permet de constater que la démission est la règle et la mobilisation l'exception.

Dans un environnement international peu favorable (quasi-abandon de la recherche pour les malades les plus pauvres, budgets publics notablement insuffisants sous la pression des institutions financières internationales et prix des médicaments trop élevés), plusieurs pays ont néanmoins apporté des réponses adaptées.

C'est le cas du Brésil pour le sida à l'échelle nationale, celui du Cameroun et du Malawi, également pour le sida, mais à une échelle réduite à quelques expériences locales.

Au Botswana, une tentative de mise en place des trithérapies à l'échelle nationale se développe mais se heurte à de nombreuses difficultés.

L'expérience réalisée pour le paludisme au Kwazulu-Natal, en Afrique du Sud, a été un succès impressionnant mais elle demeure isolée.

Si ces exemples montrent que la volonté politique nationale peut être déterminante, leur caractère exceptionnel souligne qu'elle fait le plus souvent défaut. A l'échelle nationale, aucun pays africain – le continent le plus touché est en effet l'Afrique – n'a réussi à mettre en place en matière de sida ou de paludis-

me une politique de traitement efficace réellement accessible à la majorité des malades. Pourtant, ces deux maladies sont responsables d'environ la moitié des décès dus aux maladies infectieuses.

Quelle est, dans un tel tableau, la responsabilité des autorités internationales de la santé, du commerce

**JEAN-HERVÉ BRADOL**, docteur, est président de Médecins sans frontières

et de l'aide publique ? Celle de prendre des mesures susceptibles de créer un environnement favorable à la multiplication des exemples locaux et nationaux qui ont fait la preuve de leur efficacité.

Dans le domaine du commerce du médicament, nous devons distinguer deux périodes : avant et après 2001.

Avant 2001, les multinationales n'avaient aucune stratégie particulière pour les pays en voie de développement et y vendaient le traitement contre le sida au même prix que dans les pays riches. Ainsi, une trithérapie coûtait alors plus de 10 000 euros par an et par patient.

Après 2001, la pression de campagnes d'opinion et d'une offre concurrentielle de médicaments génériques, le prix a été divisé par 30. Depuis, les multinationales pharmaceutiques basées dans les pays nantis n'ont de cesse d'exercer une pression, parfaitement relayée par le gouvernement américain, pour que, malgré cette baisse des prix, l'accès aux médicaments génériques soit le plus limité possible.

Nous assistons au passage d'une stratégie du plus cher possible à une stratégie de prix revus à la baisse, mais le moins souvent et le plus lentement possible.

L'accord signé il y a quelques jours par les membres de l'OMC a été présenté comme un succès, notamment parce que beaucoup pensaient que l'accès aux génériques était bloqué par l'absence d'accord. Mieux vaut un accord moyen que pas d'accord du tout, entend-on ainsi. Or il n'en était rien, entre autres raisons parce que l'Inde peut exporter légalement ses génériques vers l'Afrique jusqu'en 2005 et que des pays africains importaient déjà des génériques. Cancun est censé résoudre le problème particulier des pays en développement qui n'ont pas de capacités de production pharmaceutique suffisantes et qui doivent se fournir en génériques sur le marché international. En fait de lever une barrière, le texte qui sera présenté au Mexique alourdit les procédures d'importation.

Dès 1995, les accords internationaux sur la propriété intellectuelle permettaient aux Etats de sortir du cadre des brevets pour des raisons de santé publique qu'ils pouvaient eux-mêmes définir. Les Etats-Unis ne se sont jamais privés d'utiliser ces mesures. Mais quand les pays pauvres ont voulu faire de même, les règles du jeu sont devenues subitement plus restrictives.

Ces obstacles supplémentaires sont dressés alors que ces médicaments sont déjà présents mais en faibles quantités et à des prix encore trop élevés au regard des millions de malades à traiter et des maigres ressources publiques disponibles. C'est le véritable sens du texte imposé, lors des réunions préparatoires à Cancun, par la pression américaine et sous les applaudissements des représentants de l'industrie.

Le jeu n'est ni égal ni transparent. L'intimidation par la menace de représailles économiques et diplomatiques est la règle. Le plus puissant impose sa volonté en tordant quelques bras en coulisses.

Interrogés sur leur rôle dans ces négociations, les dirigeants européens déclarent que, face aux Etats-Unis, « ils n'étaient pas demandeurs » dans le domaine du médicament, selon les propos tenus récemment par le commissaire européen et le ministre français du commerce.

Hostilité et démission caractérisent la position des pays les plus riches et seules d'intenses campagnes de communication créent l'illusion du contraire.

## Oui à l'esprit de Cancun !

Suite de la première page

Cancun n'apportera aucune avancée dans ces domaines. Au sommet de Doha (en 2001), un autre objectif politique a été retenu : le cycle est devenu l'Agenda pour le développement.

Que s'est-il passé entre Seattle et Doha ? Deux choses :

1) La prise de pouvoir des pays en développement à l'OMC. En nombre, ils y sont ultramajoritaires : 121 pays sur 146. Dans une institution qui fonctionne sur le principe « un Etat, une voix », ils sont potentiellement seuls maîtres à bord. Ils se sont rendus compte de leur pouvoir à Seattle, où ils ont fait capoter le sommet. En poids politique, aussi, ils sont devenus incontournables, avec comme porte-drapeaux l'Inde, le Brésil et désormais la Chine, qui représentent 40 % de la population mondiale.

2) Il y a eu une prise de conscience occidentale après le 11 septembre 2001. Certes, il fallait combattre le terrorisme par la répression. Mais il fallait aussi s'attaquer à ses racines : la pauvreté. Deux milliards de personnes sur la planète vivent avec moins de deux dollars par jour. La priorité ne peut pas être l'ouverture des marchés pour ce tiers de l'humanité qui n'a pas les moyens de consommer. La priorité doit être le développement. Le sommet de Doha l'a reconnu ; c'est un tournant majeur.

A Cancun, des avancées importantes pour le Sud sont en jeu :

1) L'application des règles de l'OMC au profit des pays en développement. Jusqu'à présent, les pays occidentaux maniaient sans honte l'hypocrisie : « Faites ce que je dis et pas ce que je fais. » « Ouvrez vos marchés au nom du libre-échange pendant que je ferme les miens au nom de la protection de mes intérêts économiques. » Les choses changent doucement. Cancun vise ainsi à supprimer les « pics tarifaires » avec lesquels les pays développés protègent leurs industries sensibles des exportations du tiers-monde.

Dans le domaine agricole, les pays

## Irak, Corée du Nord : quel rôle pour l'Europe ?

DANS SA GUERRE contre « l'axe du Mal », George W. Bush n'est pas au bout de ses peines, et il n'y a pas lieu de s'en réjouir. En Irak, la situation échappe au contrôle des puissances occupantes.

L'arrestation ou la mort des responsables de l'ancien régime figurant dans le jeu de cartes du Pentagone n'y change rien, et l'on peut se demander si la capture mort ou vif de Saddam lui-même constituerait à cet égard un événement majeur. L'action contre l'ambassade de Jordanie le 7 août, la destruction du quartier général des Nations unies et l'assassinat de Sergio Vieira de Mello le 19, l'attentat contre la mosquée chiite de Najaf et la mort de l'ayatollah Mohamed Bakr el Hakim dix jours plus tard sont autant de coups de bélier contre la présence étrangère, quelle qu'elle soit. Le sabotage d'installations économiques – distribution de l'eau ou acheminement du pétrole – vise également à discréditer Américains et Britanniques et, plus généralement, les étrangers. Les auteurs de ces opérations peuvent appartenir aux réseaux Al-Qaïda, à ce qui reste des circuits baassistes ou à d'autres groupes, tous entretenant vraisemblablement des relations.

Force est de constater qu'en cette fin d'été, les terroristes ont marqué

des points en Irak. Kofi Annan a affirmé que l'ONU ne s'en irait pas, mais la présence de l'organisation risque de diminuer et de se faire plus discrète. Et beaucoup d'ONG se sont retirées.

Il est facile de dire que la solution consiste à s'en remettre à l'ONU et à confier le pouvoir à un gouvernement choisi par le peuple irakien. Mais cela ramènerait à la case départ. Dans l'état actuel des choses, aucune issue démocratique n'aurait de chance. L'armée de Saddam ayant été détruite, une solution interne mal préparée conduirait d'abord au chaos, ensuite à une dictature. Quant à l'ONU, outre le fait que les récents événements montrent sa vulnérabilité, on ne répètera jamais assez qu'elle est une boîte vide sans le concours des Etats. Dans l'entre-deux-guerres, les mandats ne furent pas attribués par les Etats à la Société des Nations (SDN), mais confiés par la SDN à des Etats précis, comme la Grande-Bretagne en Irak et en Palestine, ou la France en Syrie et au Liban.

Pour la situation présente, il serait vain de continuer de polémiquer sur les circonstances de l'intervention anglo-saxonne. Les instances démocratiques des deux pays concernés se chargeront elles-mêmes de sanctionner leurs dirigeants s'il y a lieu.

On peut en dire autant des dissensions européennes. La voie de la sagesse, me semble-t-il, est de prendre pleinement acte du rôle des Américains dans cette affaire. Le vrai risque n'est pas que les Etats-Unis fassent de l'Irak une colonie. Il est que, sous la pression de leur opinion publique, ils se déchargent prématurément de leurs responsabilités alors que la « communauté internationale » n'est guère en mesure de prendre le relais sur un terrain aussi miné. En particulier, les Européens n'ont aucun intérêt à réclamer une partie du pouvoir à Bagdad aux dépens des Etats-Unis. Le mieux qu'ils puissent faire est d'aider Washington en apportant leur expertise, leur bonne volonté, et bien entendu des moyens concrets. Tout cela, évidemment, dans le cadre légal de l'ONU.

### LE BUT DU CHANTAGE

A l'autre bout de la planète, Washington hésite sur l'attitude à tenir vis-à-vis de la Corée du Nord. Alors que Saddam Hussein niait disposer d'armes de destruction massive, la stratégie de Kim Jong-il est diamétralement opposée. Il prétend disposer de bombes nucléaires, et comme il n'a procédé à aucun test, nul ne sait ce qu'il en est. Le but de ce chantage – qui reproduit un scénario déjà joué il y a près de dix ans après la mort de Kim Il-sung – est d'obtenir des Etats-Unis des garanties de sécurité et une aide matérielle massive. Si les cas irakien et nord-coréen sont aussi contrastés, c'est en raison de la différence des situations régionales.

L'Irak avait attaqué l'Iran en 1980 et le Koweït en 1990, mais, depuis l'armistice du 27 juillet 1953, la Corée du Nord n'a agressé personne. L'Irak est au cœur d'une région rongée par un conflit ininterrompu depuis plus d'un demi-siècle et par l'héritage des rivalités occidentales ou Est-Ouest. La situation de la Corée du Nord est totalement différente. En matière de terrorisme, elle n'a jamais été impliquée que dans des actions liées à sa situation intérieure. Or aucun des Etats proches, directement concernés par un éventuel dérapage, ne souhaite prendre le risque d'un changement de régime imposé de l'extérieur, comme le préconisent certains faucons de la Maison Blanche.

Les voisins de l'Irak ne pesaient pas lourd lorsque les Etats-Unis ont examiné le pour et le contre d'une intervention contre le régime de Saddam Hussein. Il en va tout autrement avec des pays comme la Corée

du Sud, le Japon, la Russie et la Chine. Leurs intérêts sont en partie contradictoires, mais aucun ne souhaite une conflagration.

Aucun ne veut s'en remettre totalement à l'Amérique pour la recherche d'une solution, mais ni la Russie ni surtout la Chine elles-mêmes ne sont aujourd'hui disposées à soutenir Pyongyang face à la superpuissance. Ainsi comprend-on que les diplomates de Pékin aient déployé tant d'efforts pour obtenir une première – certes très brève – conférence à six dans la capitale chinoise, alors que, précisément pour éviter l'isolement, le dernier régime stalinien de la planète ne voulait négocier qu'avec les Etats-Unis.

Du point de vue international, l'importance de la question nord-coréenne se ramène à la question de la prolifération des armes de destruction massive. Aucun des voisins immédiats de la Corée du Nord n'a intérêt à voir ce pays accéder à l'arme nucléaire, ce qui déstabiliserait la région. Au-delà, il s'agit d'interdire à Pyongyang de se développer comme un centre de trafic de produits sensibles. A chacun de ces deux niveaux, la clé du succès tient avant tout dans la capacité de cinq pays à s'entendre : les Etats-Unis, la Corée du Sud, la Russie, le Japon et la Chine. Face à un tel dossier, il serait souhaitable que les Etats membres de l'Union européenne s'expriment clairement et d'une seule voix, d'une part pour encourager la recherche d'une solution entre les six Etats directement concernés, d'autre part pour indiquer quelle contribution collective ils pourraient apporter dans ces conditions.

Tôt ou tard, la secte des dirigeants de Pyongyang s'effondrera. La situation économique et sociale de la Corée du Nord est tellement désespérée que, même en l'absence d'une guerre, les conséquences pour la région et même pour le monde seront considérables. Au-delà de la crise immédiate avec son air de déjà-vu, il faut se préparer activement à cet événement, dont la date et les modalités sont imprévisibles, mais qui est certain dans son principe. Qu'il s'agisse de l'Irak ou de la Corée du Nord, les membres actuels ou futurs de l'Union européenne ont l'occasion de démontrer qu'une politique commune échappant au dilemme de l'alignement ou de l'opposition vis-à-vis des Etats-Unis est possible.

Thierry de Montbrial  
pour le Monde

## Précaution PAR PESSIN



## La paradoxale liberté de la presse algérienne

À DES DEGRÉS DIVERS, la presse des trois pays du Maghreb est la cible régulière des régimes en place. Filatures, harcèlements, interpellations, emprisonnements, tortures, atteintes à la vie privée sont le lot d'un certain nombre de journalistes, en particulier en Tunisie... L'Algérie est montrée du doigt, comme la Tunisie et le Maroc. Et pourtant la liberté d'expression y est infiniment plus grande que chez ses voisins, sans doute même que dans l'ensemble du monde arabe. C'est le paradoxe de ce pays qui souffre de tant de turpitudes.

Six quotidiens privés algériens – francophones et arabophones – se retrouvent depuis cet été dans le colimateur du gouvernement. Ils ont en commun d'être violemment hostiles, voire franchement injurieux, envers le président Bouteflika et son « clan ». Pour les rappeler à l'ordre, le pouvoir n'a rien trouvé de mieux que d'ordonner leur suspension, mi-août, au motif qu'ils avaient des dettes avec les imprimeries d'Etat.

La méthode employée pour ramener les récalcitrants à la raison n'est pas nouvelle à Alger. C'est ainsi que La Nation de Salima Ghozali s'est éteint en novembre 1996, sous le même motif de factures impayées. Quatre des six titres récemment sanctionnés ont pu régler leurs dettes et faire leur réapparition dans les kiosques après une dizaine de jours de suspension. Les deux autres restent aux abonnés absents.

La « leçon » donnée par le pouvoir à ses détracteurs sera-t-elle productive ? C'est peu probable. Son principal effet aura sans doute été d'entacher un peu plus l'image de l'Algérie à l'étranger et d'aggraver la fracture existante entre le président Bouteflika et la presse privée algérienne. L'un et l'autre entretiennent

en effet des rapports exécrables depuis le tout début du mandat du chef de l'Etat, en 1999. Abdelaziz Bouteflika n'a d'ailleurs jamais tenu de conférence de presse avec les journalistes algériens, pas plus qu'il ne leur a accordé d'interview. Entre eux, le malentendu semble de longue date irréversible.

D'un côté, un président d'une autre époque, autocrate, méfiant, plus grande que chez ses voisins, exaspéré par les tâtonnements et les excès d'une presse privée jeune, encore en période de rodage. De l'autre, des journalistes souvent de talent mais qui manquent de formation professionnelle pour nombre d'entre eux, encore peu habitués aux règles du métier (en particulier au recoupement de l'information et au débat contradictoire), toujours sous pression, de plus sous-payés, sans moyens..., bref dans l'incapacité d'exercer correctement leur métier, le reconnaissant et le déplorant.

### AUCUNE PEUR, AUCUN TABOU

Pire que tout : le silence auquel ils se heurtent. Un silence qu'ils interprètent comme du mépris, et qui bloque leur recherche de l'information. Face à eux, un régime opaque, l'un des plus indéchiffrables du monde. Non pas un centre de pouvoir, mais plusieurs, mal délimités. Pas ou peu d'interlocuteurs. Des lignes rouges ? Quelques-unes (en particulier l'armée et surtout la sécurité militaire), mais infiniment moins nombreuses et moins infranchissables qu'on le croit.

Dans les conversations privées, en revanche, il n'y a aucune peur, aucun tabou, ce qui différencie radicalement l'Algérie de la Tunisie. Revers de la médaille : Alger bruisse de rumeurs, souvent télégraphiques. Sitôt répandues, celles-ci sont tenues

pour des informations. Peu importe leur source et qu'elles ne soient que des règlements de compte d'un clan à un autre. Il n'est pas rare qu'elles atterrissent à la une de certains journaux, comme des ballons d'essai.

En pages intérieures : peu de faits, en dépit des réels efforts de quelques-uns, mais une avalanche de commentaires, d'accusations rarement étayées, de scénarios... Résultat : l'espace de liberté qu'est la presse privée a souvent des allures d'exutoire, justifié par le postulat selon lequel « si un démenti ne vient pas après publication, c'est que l'information était vraie ! ».

Fait nouveau : la présidence de la République semble décidée à mener dorénavant des actions judiciaires. Jusque-là, elle s'y était refusée, à l'inverse du ministère de la défense, qui a déjà poursuivi plusieurs titres. Les scandales dont M. Bouteflika et ses proches ont été les protagonistes cet été ont sans doute conduit la présidence à changer d'avis. Le quotidien Liberté va devoir répondre devant la justice d'accusations de diffamation et « d'offenses contre le chef de l'Etat ». Objet du délit : un « dossier » du 1<sup>er</sup> août, insinuant que lui, son frère, son ministre de l'intérieur et son directeur de cabinet, notamment, sont « des voleurs ».

La rédaction du Matin, elle, a dénoncé tous ces derniers mois, sous forme de feuilleton, les fraudes et la corruption supposées du cercle présidentiel. Dans un premier temps, la sanction a été indirecte. Mohamed Benichou, le directeur de ce journal, s'est retrouvé placé sous contrôle judiciaire, fin août, pour une affaire de bons de caisse retrouvés en sa possession à son retour d'un voyage à l'étranger. Interdit de sortie du territoire, soumis à de multiples convocations de police,

Benichou, réputé pour son talent et son opposition radicale au président Bouteflika, vient d'être inculpé d'« offense au chef de l'Etat », de même que le caricaturiste de Liberté, Ali Dilem.

Le nouveau code pénal, publié en juin 2001, a singulièrement alourdi les sanctions encourues par les journalistes algériens. Il prévoit des peines de trois à douze mois de prison et de lourdes amendes en cas d'insulte, d'outrage et de diffamation envers le président de la République, les corps constitués et les institutions publiques, qu'il s'agisse d'écrits, de dessins ou de déclarations.

Que des journalistes aient à répondre de leurs écrits, y compris devant la justice, n'est ni nouveau ni surprenant. Mais, parce que cette mesure va à l'encontre de l'engagement solennel du président Bouteflika – « Je ne poursuivrai ni ne suspendrai aucun journal », avait-il dit au début de son mandat –, elle risque d'être totalement contre-productive. Soit il aurait fallu que le chef de l'Etat se décide beaucoup plus tôt à poursuivre ses détracteurs en justice, – les occasions n'ont pas manqué –, soit qu'il respecte sa promesse jusqu'au bout.

Car le contexte actuel en Algérie, avec la crise qui déchire le FLN entre les partisans du secrétaire général, Ali Benflis, et ceux du président Bouteflika, rend suspecte toute initiative de ce genre. Légitimes au départ, ces poursuites judiciaires sont interprétées comme des règlements de comptes, et comme la volonté acharnée du président-candidat de s'opposer à quiconque tenterait de lui barrer la route pour un second mandat.

Florence Beaugé

Le Monde  
ÉDITORIAL

## L'emploi sans politique

LE CHÔMAGE est revenu au premier rang des préoccupations des Français. Les chiffres attendus pour août assombrissent encore les perspectives. Plus de 2,4 millions de personnes cherchent vainement un emploi, soit 9,6 % de la population active. La barre symbolique de 10 % semble devoir être irrémédiablement franchie dans les tout prochains mois. Pour la première fois depuis dix ans, l'économie française a détruit 60 000 postes dans le secteur concurrentiel au premier semestre. C'est le cœur de la machine de l'emploi qui est atteint.

L'erreur est originelle. Le candidat Chirac avait multiplié les promesses en comptant sur une croissance régulière de 3 % l'an et sur la manne que ce dynamisme devait apporter aux caisses de l'Etat. Sans voir que les courbes du chômage étaient reparties à la hausse depuis un an déjà (mai 2001), il estimait que la question était devenue secondaire. Depuis l'élection, la croissance ne cesse de s'effondrer : 1,2 % en 2002, et sans doute la moitié cette année. D'où la panique visible du gouvernement.

Sur le plan économique, il hésite sur la stratégie et disperse ses moyens (baisse des impôts en espérant que les ménages consommeront plus, petites aides aux entreprises en espérant qu'elles investiront) et, surtout, laisse filer à vau-l'eau le déficit budgétaire quitte à provoquer une très grave crise avec nos partenaires européens.

Sur le plan social, il remonte les crédits pour les emplois aidés qu'il avait fortement

réduits il y a un an. Pour sauver Alstom dont la disparition est mise à sang plusieurs régions déjà dévastées par le chômage (notamment Belfort), il décide de prendre 31 % de son capital, une nationalisation partielle elle aussi en rupture avec les règles européennes. Sur le front administratif, il ne sait que faire face aux plans sociaux, comme en témoigne le départ précipité et inexplicable de Claude Viet, nommé il y a un an « M. Mutations économiques ».

Les syndicats dénoncent cette absence de politique d'emploi : la CFDT s'en prend à la « passivité » gouvernementale, la CGT évoque le recours à un « arrosoir » pour éteindre « l'incendie » du chômage. Les élus de la majorité s'inquiètent ouvertement.

Face à cette pression, le gouvernement veut afficher une mobilisation. M. Raffarin va à Londres plaider pour un plan de relance économique au niveau européen. Il va créer une mission pour favoriser une meilleure coordination entre les différents organismes chargés de l'emploi (ANPE, Unedic, collectivités locales...). En réalité, le gouvernement continue de ne savoir que faire, sans choisir et sans se donner les moyens de définir de politique forte.

Au début de l'année, M. Raffarin avait expliqué que chacun des ministres devait « se décarcasser » pour lutter contre le chômage. Une expression qui résumait son désarroi. En cette rentrée, il n'a toujours pas d'autre politique que celle d'attendre la reprise américaine et ses retombées en Europe.

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel  
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Jean-Paul Besset, Alain Frachon, Laurent Mauduit, Franck Nouchi  
Rédacteurs en chef délégués : Laurent Greilsamer, Michel Kajman  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lolichon ; chef d'édition : Françoise Tovo  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Directeur informatique : José Bolufer ; chef de production : Jean-Marc Houssard

### Rédaction en chef centrale :

Jacques Buob, Gérard Courtois, Sylvain Cypel, Alain Debove, Eric Fottorino, Sylvie Kauffmann, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre, Anne-Line Roccati

### Rédaction en chef :

François Bonnet (International), Hervé Gattegno (France), Jérôme Fenoglio (Société), Jean-Louis Andréani (Régions), Frédéric Lemaitre (Entreprises), Serge Bolloch (Aujourd'hui), Anne Chemin (Culture), Josyane Savigneau (Le Monde des Livres), Serge Marti (Le Monde Economie), Jean-Pierre Giovenco (Suppléments)

### Médiateur : Robert Solé

Directeur commercial : Jean-Claude Harmignies  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Marie-Béatrice Baudet, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)  
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Bertrand-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino



Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975  
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschou  
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corre  
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Florence Beaugé

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

## ■ LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard

L'Europe va mal, très mal. Trois responsables, au moins : les Etats-Unis, la France, les nouveaux arrivants. Paradoxalement, c'est le remarquable succès de l'euro qui est à l'origine de nos mécomptes actuels. Les néonationalistes américains ne cachent pas leur inquiétude devant une monnaie qui menace la fabuleuse rente de situation dont jouit depuis un demi-siècle le dollar. Face à un affrontement monétaire qui pourrait être la grande affaire de la décennie à venir, l'Europe a besoin de discipline et de cohésion. Le moins que l'on puisse dire est que la France donne le mauvais exemple. Enfin, les nouveaux arrivants n'en ratent pas une. L'Europe, qui était censée être l'objet de tous leurs amours, est en passe de devenir leur souffre-douleur, avec la complicité des atlantistes. Pour faire l'Europe, il faut des Européens, non des sous-marins et des pique-assiette. Mieux vaut faire l'Europe à six que le bordel à vingt-cinq.

## ■ RTL

Alain Duhamel

La politique européenne de la France souffre d'un dédoublement de personnalité caractérisé. Jacques Chirac et Dominique de Villepin mènent une stratégie ambitieuse, concentrée sur un petit nombre de grands objectifs : la Constitution européenne, un noyau pour l'Europe de la défense et la présentation [avec l'Allemagne] d'une initiative de croissance. Simultanément, Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin mènent malheureusement une politique quotidienne a-européenne, pour ne pas dire anti-européenne. Tout se passe comme si le lobe gauche du cerveau de l'exécutif français voyait grand et loin, et comme si le lobe droit multipliait les obstacles et les oppositions. Le résultat est que la France arrivera nettement affaiblie à la grande négociation sur la Constitution européenne.

## Le Chili déplore que son image reste liée à celle de Pinochet

A la veille de l'anniversaire du coup d'Etat de 1973, le quotidien libéral « La Tercera » exprime les interrogations des Chiliens sur ce passé et souligne l'importance du chemin parcouru depuis le retour à la démocratie en 1990



quement à une dictature brutale, impulsé une économie de croissance et mis fin à la division comme le Chili ». Il poursuit en rappelant qu'en Amérique latine « les pays qui sont passés de la dictature à l'ordre démocratique ont vécu des expériences traumatisantes » dans leur vie politique et économique. Et d'ajouter qu'il « est préférable de ne pas parler de cas similaires en Afrique ou en Asie », alors qu'il n'y a qu'en Europe que l'on peut « rencontrer des succès comparables à l'expérience chilienne », comme l'Espagne, le Portugal « et la Grèce dans une certaine mesure ». Mais le succès du Chili, explique **La Tercera**,

n'en est que plus remarquable car il n'existait pas de « roi comme Juan Carlos ni de bloc économique comme la Communauté européenne » pour faire pression, appuyer et consolider le processus démocratique.

Le Chili a seulement eu « le désir de vivre en démocratie » et il y est parvenu avec le pouvoir de persuasion de la Concertation démocratique, cette alliance qui regroupe tous les partis du centre droit à la gauche du Parti socialiste. « Qui sait aux Etats-Unis que leur pays a signé un traité de libre échange avec le Chili ? », s'interroge le quotidien avant de relever que, malheureusement, « notre image se confond avec celle de la région », qui n'est pas bonne.

Ces questions n'empêchent pas

quelques polémiques de surgir sur la responsabilité de chacun dans ce qui s'est passé en 1973. Ainsi, comme le rapporte *La Tercera*, les déclarations du sénateur et président de la Démocratie chrétienne, Adolfo Zaldívar, accusant la gauche et Salvador Allende d'être responsables de ce qui s'est passé le 11 septembre 1973, ont provoqué la colère du Parti socialiste. Ses dirigeants ont dénoncé des propos qui constituent, selon eux « un motif de rupture à l'intérieur de la coalition » qui a permis depuis 1990, date du retour à la démocratie, la stabilité politique du pays.

## « VERSION MANICHÉENNE »

Dans une longue analyse intitulée « Nous avons tous tué Allende », Roberto Ampuero résume

« la version manichéenne de l'histoire récente du Chili », qui se résumerait à la déstabilisation organisée par les Etats-Unis contre le gouvernement de l'Union populaire, la sédition de la droite et ensuite le rôle répressif du régime militaire. « Cette vision qui condamne à juste titre l'intervention américaine, la conspiration et la violation des droits de l'homme se nourrit d'une interprétation éloignée de ce qui est arrivé, qui empêche la rénovation de la gauche et occulte quelque chose de crucial : la propre responsabilité de la gauche dans la fin tragique de l'Unité populaire et d'Allende. »

Alain Abellard

★ www.tercera.cl

## LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

## Allende vu par la presse latino-américaine

Le continent semble glorifier, aujourd'hui, l'ancien président renversé par Augusto Pinochet

TRENTE ANS, ce n'est pas rien. Et la presse, qui aime les commémorations, tente aujourd'hui d'exorciser les blessures ouvertes lors du renversement de Salvador Allende et de l'instauration de la dictature militaire au Chili. En témoignent les pages, les photos, les suppléments, les analyses, qui ressassent dans la presse latino-américaine les tragiques heures du 11 septembre 1973.

Le dernier discours de Salvador Allende est disponible in extenso sur nombre de sites Internet de journaux de la région. Des photos historiques, inédites ou pas, sont publiées à foison. « Il se passe quel-

que chose d'étrange, l'ambiance de ce mois de septembre 2003 semble différente », note le magazine indépendant chilien **Rocinante**.

Le continent tout entier semble aujourd'hui glorifier, sans plus de retenue, la stature d'homme d'Etat d'Allende. « Il existait une vérité qui semblait jusque-là inaltérable : le général Augusto Pinochet avait réussi, en une matinée, à vaincre et à faire mourir le président Salvador Allende. Or il apparaît aujourd'hui que cette affirmation s'est effritée, petit à petit, de manière inexorable. Lors de ces heures tragiques, ce que Salvador Allende a pensé, a dit, a fait, lui permet aujourd'hui de gagner la bataille de l'histoire », écrit l'éditorialiste Leon Valencia dans le quotidien colombien **El Tiempo**.

Il fallait évidemment que les Chiliens fassent le premier pas. Ce qui ne fut pas facile. « Figure historique longtemps évanescence, l'image de Salvador Allende est aujourd'hui celle d'un héros qui a préféré mourir les armes à la main plutôt que de se rendre aux putschistes », explique le grand quotidien populaire brésilien de Rio de Janeiro **O Globo**, qui titre cependant : « Le Chili réhabilite Salvador Allende mais vénère encore Pinochet. »

« Pour la première fois, Pinochet ne célébrera pas le 11 septembre », se réjouit le journal mexicain **Reforma**. L'hebdomadaire colombien **Semana** cite l'écrivain national Gabriel Garcia Marquez : « Le drame survenu au Chili, pour le malheur des Chiliens, doit passer dans l'histoire comme quelque chose qui nous est arrivé à nous tous et qui restera gravé dans notre vie pour toujours. » Le journal satirique bolivien **El Juguete Rabioso** rappelle la mise en place du plan Condor : en 1975, les services de renseignement des dictatures d'Amérique

latine s'étaient engagés à coopérer pour éliminer leurs opposants. Jorge Rios Dalenz, militant bolivien qui avait fui la dictature de Hugo Banzer et s'était réfugié au Chili, « fut arrêté à Santiago le 11 septembre quelques heures après le coup d'Etat et représenté de fait la première victime du plan Condor, puisque l'ordre de l'assassiner provenait directement de Banzer, depuis La Paz », souligne **El Juguete Rabioso**.

## « NI PARDON NI OUBLI »

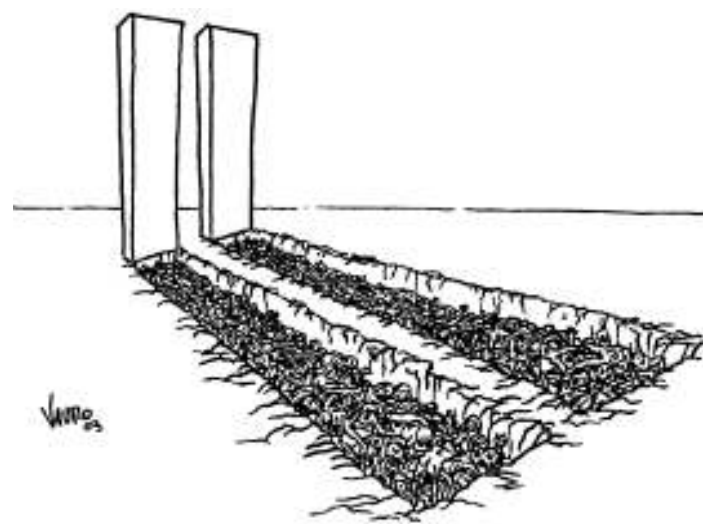
En Argentine ou en Uruguay, cette commémoration renvoie les journaux à l'histoire de leurs propres dictatures. A Buenos Aires, ils se sont félicités de l'annulation récente de l'amnistie qui protégeait jusque-là les généraux, espérant qu'il en sera de même au Chili : « Il ne s'agit pas d'un 11 septembre de plus. Nous sommes à un

moment crucial. Plus de 200 procès sont en cours, près de 70 militaires sont en prison, dont au moins dix officiers supérieurs », souligne le quotidien **Clarín**. Mais à Montevideo, où le putsch du 30 juin 1973 a, lui aussi, 30 ans, « l'expérience de la dictature a marqué la société uruguayenne avec une telle force que ses traces en sont encore perceptibles », regrette **Brecha**.

Peu de journaux se font en revanche l'écho de la grève de la faim, à Santiago du Chili, des enfants de disparus, qui rappellent qu'il ne peut y avoir « ni pardon ni oubli » et soulignent que « les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles et ne peuvent faire l'objet d'amnistie ». Aussi, le quotidien de gauche mexicain **La Jornada** publie la longue liste des crimes pour lesquels Pinochet n'a toujours pas été jugé...

Anne Proenza

## « IL MANIFESTO » (Italie)



Terrible anniversaire.

DESSIN DE VAURO

## AU COURRIER DES LECTEURS

## La maison des Goncourt

Le Monde a publié une série d'intéressants articles sur les frères Goncourt et le prix Goncourt, éléments indiscutables de notre patrimoine culturel et qui méritent, à ce titre, d'être considérés avec un minimum de respect. Cette notion n'est pourtant pas la première qui s'impose au piéton parisien lorsqu'il lui arrive de passer devant le 67, boulevard de Montmorency, où se tient la maison des Goncourt (mentionnée dans le premier article de la série).

Cette belle demeure du dix-neuvième siècle est en effet dans un état de quasi-abandon. Elle offre un spectacle désolant : façade décrépée, vieux volets rouillés, végétation grimpant de façon anarchique le long des murs (...). La maison donne l'impression de s'être refermée sur la désolation et le silence. On n'y entrevoit jamais le moindre signe d'activité. Sa seule raison d'être actuelle, comme l'indique un écriteau fixé sur le portail d'entrée, est d'abriter un club de karaté...

Cette maison, propriété de l'Académie Goncourt (comme l'indique le *Dictionnaire historique des rues de Paris*, de J. Hillairet), donne un reflet de la négligence dans laquelle sont tenus chez nous trop d'édifices chargés d'histoire.

Michel Denis

Paris

## Ministre de l'impromptu

Dans *Marbre ou les mystères d'Italie* (Robert Laffont, 1953), l'écrivain André Pieyre de Mandiargues évoque la figure imaginaire « du Père Athanase, jésuite hanovrien, qui fut longtemps ministre de l'impromptu » à la cour du dernier duc régnant d'une capitale transalpine. Avant d'ajouter : « N'allez pas frocer votre poil à ce mot d'impromptu, qui désigne, selon le dictionnaire, tout ce qui se fait sur-le-champ et sans préparation. »

Face à la canicule, aux incendies et aux inondations, aux mouvements telluriques, aussi imprévisibles que récurrents, je suggère à l'actuel gouvernement Raffarin de se doter d'un opportuniste « ministre de l'impromptu ».

Christian de Maussion

Paris

## Réhabiliter le préfet

Est-il judicieux de démunir obstinément les préfets de leur pouvoir régional au profit des potentats régionaux, départementaux et municipaux ?

Des services pléthoriques (que la décentralisation a multipliés) alourdissent et neutralisent les circuits d'alerte, d'analyse et de conduite des opérations de secours. Il aura fallu le cri d'alarme d'un médecin « au front » pour que les choses s'organisent tardivement et prennent à contre-pied les autorités gouvernementales. La hiérarchie des responsabilités n'est plus respectée.

Pour la rétablir, il faut cesser d'affaiblir et de cloisonner l'autorité du représentant de l'Etat dans nos régions, nos départements et nos territoires. Seuls les préfets sont en mesure de voir (même un 1<sup>er</sup> janvier, un 1<sup>er</sup> mai ou un 15 août !) les voyants rouges s'allumer ici ou là, d'informer précisément et rapidement les autorités nationales et de mobiliser instantanément face à l'événement les premiers moyens locaux dont ils disposent. (...)

Michel Castelin

La Ciotat (Bouches-du-Rhône)



# ENTREPRISES

## AUTOMOBILE

Le Salon automobile de Francfort a ouvert ses portes, jeudi 11 septembre, dans un climat d'incertitudes pour l'industrie européenne. Les constructeurs redoutent une **DÉRIVE** à l'américaine du marché du Vieux

Continent, avec une généralisation de la guerre des prix. Le patron de **VOLKSWAGEN** accuse les constructeurs français « d'acheter des parts de marché en Europe avec des remises de 15 à 20 % ». Son homologue de

PSA Peugeot Citroën lui a rétorqué en comparant la **RENTABILITÉ** du groupe français avec celle, nettement plus dégradée, de Volkswagen. La concurrence, particulièrement vive en Europe, va encore s'accroître

avec la montée en puissance de Toyota. Le PDG de **BMW**, Helmut Panke, explique dans un entretien au « Monde », comment il compte élargir l'offre de la marque sans galvauder son image de marque.

## Volkswagen accuse Peugeot, Citroën et Renault de casser les prix

Bernd Pischetsrieder, le président de la firme allemande, dont la rentabilité est en chute libre, soupçonne ses concurrents français « d'acheter des parts de marché en Europe avec des remises de 15 à 20 % ». Dans une conjoncture difficile, l'offre accrue de nouveaux modèles exacerbe la concurrence

### FRANCFORT

de notre envoyé spécial

« Nous n'avons pas l'intention d'acheter des parts de marché en Europe avec des remises de 15 % à 20 %, contrairement à nos concurrents français. » En lâchant cette petite phrase à la veille du Salon de Francfort, qui a ouvert ses portes au public jeudi 11 septembre, Bernd Pischetsrieder, le patron de Volkswagen, est sorti de sa réserve naturelle à la surprise générale.

Si le numéro un européen de l'automobile est sur la défensive, c'est avant tout parce que le marché n'a jamais été aussi concurrentiel. Le fait que, au premier trimestre, PSA Peugeot-Citroën ait raté un trapé Volkswagen, en volume d'immatriculations, a dû agacer du côté de Wolfsburg, siège de VW en Allemagne. La réponse de Jean-Martin Folz, le président de PSA, ne s'est pas fait attendre. Pour lui, il n'y a pas de mystère : « La façon d'acheter des parts de marché se voit immédiatement dans les résultats, il suffit de comparer l'évolution des marges

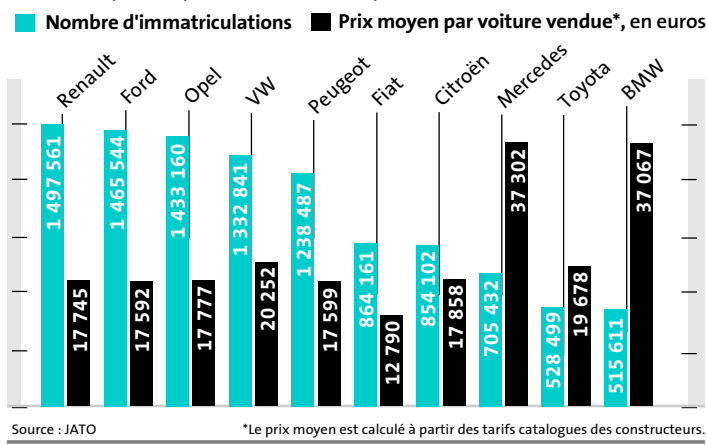
opérationnelles. » Or, au premier semestre, la marge opérationnelle de PSA a baissé de 27,4 %, celle de Renault de 65 %, et celle de Volkswagen de 75,4 % - à normes comparables comparables.

« Au-delà de la polémique, personne n'a intérêt à déclencher une guerre des prix, estime un expert. Quand on fait le tour des constructeurs généralistes, on se rend compte que Fiat, Opel et Ford perdent déjà de l'argent, Renault en gagne peu et Volkswagen et PSA beaucoup moins qu'auparavant. Je doute qu'il y ait un des joueurs qui ait envie de se ruiner... » Le marché européen pourra-t-il éviter de sombrer dans une situation comparable à celle des Etats-Unis ? Les constructeurs américains voient leur rentabilité laminée à cause des ristournes qu'ils sont obligés de proposer pour maintenir le marché à flot et soutenir la concurrence avec les Européens et les Japonais.

L'hypothèse de vivre une telle situation est catégoriquement rejetée par le patron de Renault, Louis

### LA VALEUR DES MARQUES

Les 10 marques les plus vendues en Europe, en 2002



Source : JATO

\*Le prix moyen est calculé à partir des tarifs catalogues des constructeurs.

Schweitzer. « Le système de production en Europe est beaucoup plus flexible qu'aux Etats-Unis où les coûts fixes sont très élevés, ce qui incite à faire du volume et donc à faire des rabais. »

Reste que le marché européen

est actuellement fragile. Sur les 8 premiers mois, les immatriculations ont baissé de 2,2 %. « Nous avions prévu une baisse située entre -3 % et -4 % cette année, rappelle M. Schweitzer. Je pense que nous serons plutôt dans le bas de la four-

chette. » Son homologue de PSA n'est guère plus optimiste : « Aôût a été mauvais avec -4,7 %, reconnaît M. Folz, mais la moitié de cette baisse est imputable au marché français qui a lourdement chuté de 15 % ».

Dans ce contexte, les plus flexibles s'en sortiront le mieux. PSA a d'ores et déjà annoncé une réduction de 73 000 unités de sa production. Ford et Opel sont en cours de restructuration pour rendre plus efficaces leurs usines afin d'abaisser les coûts. Mais les effets de cette rationalisation tardent à se faire sentir. « Le marché européen est très compétitif, nous avons encore beaucoup à faire sur le plan de l'offre produit et des économies », explique Nick Scheele, numéro deux de Ford. Car si le groupe américain a commencé à regagner des parts de marché en Europe, il a creusé ses pertes au premier semestre à 774 millions de dollars (693 millions d'euros). « Si nous ne revenons pas aux bénéfices au quatrième trimestre, nous serions très déçus », a ajouté le président de Ford Europe,

David Thursfield.

L'autre américain, General Motors, n'est pas beaucoup mieux loti. Sa filiale européenne Opel repousse d'année en année son retour aux bénéfices. A Francfort, son patron Carl Peter Forster a une nouvelle fois promis de sortir du rouge en 2004. Pour cela, Opel, comme les autres constructeurs, compte sur ses nouveaux produits, notamment l'Astra, qui sort au printemps 2004. Cependant, là encore, la nouveauté est une condition nécessaire mais pas suffisante pour gagner de l'argent. Car le paysage européen est devenu très embouteillé. L'Astra devra se battre principalement contre la Renault Mégane, la Peugeot 307 et la Golf de Volkswagen.

### MARCHÉ PLUS CONCURRENTIEL

Le marché est aujourd'hui beaucoup plus fragmenté et beaucoup plus concurrentiel qu'il y a quelques années. Par exemple, la première Golf, lancée en 1974, avait dix fois moins de concurrentes dans son segment que la cinquième génération, présentée à Francfort. Cette compétition acharnée a déjà conduit à la sortie de route de Fiat.

Et, dans le même temps, il faut désormais compter avec un joueur de poids supplémentaire : Toyota. Le numéro un japonais va atteindre cette année ses objectifs de vente en Europe avec deux ans d'avance sur ses prévisions, et vise désormais la vente de 1,2 million de véhicules à l'horizon 2010. Depuis le début de l'année, Toyota a vu ses ventes augmenter de 9,2 % et les Coréens sont à +13,6 %. M. Pischetsrieder n'a pas fini de pester contre la concurrence.

## BMW veut élargir sa gamme sans brader son image

**L'AVEVENTURE** Rover soldée, BMW est à nouveau en pleine accélération. Après avoir englouti plus de 4 milliards d'euros dans le britannique, le constructeur bavarois s'en est débarrassé pour 10 livres symboliques en 2000. Le directeur financier du groupe, Stefan Krause, s'est montré prudent, lors du Salon de Francfort, en déclarant que les résultats 2003 pourraient être en léger recul. En revanche, 2004 s'annonce sous les meilleurs auspices.

La firme est en train de lancer une impressionnante série de nouveaux modèles. Outre la nouvelle Série 5, qui a commencé à être commercialisée cet été, le groupe a présenté à Francfort un nouveau petit 4x4, le X3, qui sera lancé en janvier et un coupé Série 6 dont la sortie est prévue pour l'an prochain. Enfin BMW prépare une inédite Série 1, concurrente directe des best-sellers européennes, les Golf, 307, Mégane, pour l'automne 2004. Ces lancements en cascade devraient doper les profits de BMW de 20 % l'an prochain, estime

une analyse de Lehman Brothers.

La métamorphose du groupe ces deux dernières années est profonde. Alors qu'au début des années 1990, la gamme de BMW se résumait à trois modèles et une marque, le groupe disposera l'an prochain d'une dizaine de modèles sous les badges Mini, BMW et Rolls-Royce. Alors que beaucoup d'observateurs ne voyaient pas d'autre issue pour BMW que de se marier avec un concurrent, le groupe de Munich est en train de faire la preuve qu'on peut être à la fois petit, très rentable et connaître une croissance interne dynamique. « Le sauvetage de Rover accaparait beaucoup de nos forces et de nos ressources, admet Didier Maitret, président de BMW France. Aujourd'hui nous sommes concentrés sur notre propre croissance, c'est ce qui fait toute la différence ».

La barre du million de véhicules vendus par an vient d'être franchie et Helmut Panke, le président de BMW, s'est fixé comme objectif à cinq ans de parvenir à 1,4 million d'unités par an, soit une augmenta-

tion de 40 %. Son marché de prédilection, le haut de gamme, devrait, selon le groupe, croître de 50 % dans les dix ans à venir.

Mais BMW a aussi fait des choix audacieux. Il a su par exemple faire de la Mini, seul vestige de l'époque Rover, le « remake » réussi d'une voiture de légende. La Mini s'est vendue à 144 000 exemplaires en 2002, loin des 100 000 prévues initialement par le constructeur, qui vient encore de relever ses objectifs pour cette année de 150 000 à 165 000 unités.

### LE GRAND PARI

Autre solution inédite : le choix de sous-traiter l'assemblage du X3. Alors que le petit 4x4 était dans les cartons, le groupe n'avait pas l'usine pour le fabriquer. Au lieu de perdre plusieurs précieuses années à la construire, le constructeur bavarois a préféré faire appel à l'équipementier canadien Magna Steyr, qui disposait des capacités nécessaires dans son usine autrichienne de Graz.

Le lancement de la Série 1, en

2004, sera le grand pari. Avec ce petit modèle, certains commencent à se demander si le blason bleu et blanc de BMW ne va pas finir par être galvaudé. Un risque assumé pour conquérir de nouveaux publics. « Il ne s'agit pas de faire du volume à n'importe quel prix, prévient M. Maitret. Notre but est d'enrichir la liste de possesseurs de BMW avec des clients plus jeunes à qui nous pourrions proposer de monter en gamme. »

Parallèlement à l'enrichissement

de sa gamme, BMW mise sur la forte croissance de la demande pour le haut de gamme dans les pays émergents. Une nouvelle usine a été inaugurée, début septembre, à Shengyang, dans le nord de la Chine. De quoi donner un nouveau coup d'accélérateur dans ce pays qui représente déjà le troisième marché du monde pour la grande berline Série 7, derrière les Etats-Unis et l'Allemagne.

S. L.

Stéphane Lauer

Helmut Panke, président du directoire de BMW

## « Dépasser Mercedes sera bientôt possible »

**Vous allez lancer en 2004 une petite voiture, la Série 1, concurrente de la Golf ou de la Peugeot 307. C'est une première pour BMW : n'y a-t-il pas un risque d'écorner votre image de marque ?**

« Quand on regarde notre portefeuille de produits actuel, on s'aperçoit que nous n'arrêtons pas de renforcer notre cœur de gamme avec des véhicules qui sont positionnés de plus en plus haut. La nouvelle Série 5, commercialisée cet automne, ou le roadster Z4 ont des prestations supérieures à leurs prédécesseurs. Nous complétons aussi notre gamme avec une nouvelle Série 6 et le tout-terrain X3, qui consolident notre image haut de gamme. »

Du point de vue de l'histoire de notre marque, c'est avec la Série 02, dans les années 1960, puis la Série 3 que nous avons construit notre image de marque. Ce n'est donc pas une question de taille. D'ailleurs quand on regarde l'actuelle Série 3, elle a les mêmes dimensions que la première Série 5 d'il y a quinze ans. La Série 1 sera une voiture plus petite, mais pas une « petite voiture ».

**Qui dit voitures plus petites, dit marges inférieures. Votre rentabilité ne va-t-elle pas en pâtir ?**

« Pour chacune de nos marques, BMW, Mini ou Rolls Royce, nous avons les mêmes objectifs de rentabilité. Une fois un projet adopté,

les dépenses pour le réaliser doivent être proportionnelles à ce qu'il rapportera. »

**Votre grand rival reste Mercedes, que vous avez dépassé une seule fois dans l'histoire, en volumes. Pensez-vous pouvoir rattraper devant et quand ?**

Dans une entreprise, il y a deux types de d'objectif. Sur le plan économique, il y a la rentabilité, qui nous pousse à être vigilant sur les volumes, mais il y a aussi des res-



« BMW vaut 22 ou 23 milliards d'euros, ce qui n'est pas très loin de DaimlerChrysler qui tourne autour de 28 milliards »

sorts psychologiques qui peuvent être importants. Le volume peut être un facteur de motivation. Mais il y en a d'autres, comme la capitalisation boursière. BMW vaut actuellement 22 ou 23 milliards d'euros, ce qui n'est pas très loin de la valeur de DaimlerChrysler qui tourne autour de 28 milliards. En matière de ventes, personne ne sait quelle sera l'évolution de Mercedes. Maintenant, quand on regarde les produits que nous sommes en train de lancer, on peut se dire que dépasser Mercedes sera possible dans un avenir proche.

**Les constructeurs allemands se sont livrés, ces dernières**

Propos recueillis par S. L. (à Francfort)

## Le gouvernement engage la réforme du statut d'Aéroports de Paris

Pierre Chassigneux, président, a été limogé. Son successeur aura pour mission de transformer cet établissement public en société anonyme

**LE CONSEIL** des ministres a mis fin, mercredi 10 septembre, aux fonctions de Pierre Chassigneux, président d'Aéroports de Paris (ADP). Son successeur, qui n'a pas été encore officiellement nommé, devrait être Pierre Graff, actuel directeur de cabinet du ministre français de l'équipement et des transports, Gilles de Robien. M. Graff devrait être nommé par décret au journal officiel au conseil d'administration d'ADP dans les prochains jours, avant que le conseil ne l'élise au poste de président et que cette décision soit entérinée par le conseil des ministres. Le conseil d'administration de l'entreprise publique, qui se tient traditionnellement le dernier jeudi de chaque mois, devrait, selon des sources syndicales, se tenir jeudi 18 septembre.

Le mandat de M. Chassigneux, préfet, ancien directeur des renseignements généraux et directeur de cabinet de François Mitterrand de 1992 à 1995, devait prendre fin le 8 juillet 2004. Aucune raison n'a

été donnée pour justifier cette décision prise en conseil des ministres. M. de Robien a juste déclaré, mercredi, à l'issue d'une rencontre avec les organisations syndicales de transport public, que cela n'aurait pas du tout d'une future privatisation. « Mais, à nouvelle politique, nouvelle équipe », a-t-il affirmé.

Au mois de mai, M. de Robien avait également confirmé que Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports, réfléchissait à « une éventuelle ouverture du capital » d'ADP et à une « évolution du statut » des huit grands aéroports français d'intérêt national. Au début de l'été, de source syndicale, avait même été évoquée l'annonce possible, à l'automne, d'un changement de statut de l'entreprise publique en société anonyme détenue à 51 % par l'Etat avec maintien du statut des personnels.

Si certains reprochent à M. Chassigneux la mauvaise gestion de la tempête de neige qui a bloqué les aéroports en janvier, les ratés de

l'ouverture du nouveau terminal de Roissy ou des carences sur la sécurité aéroportuaire, il semble que l'accélération du changement de statut soit la principale raison du limogage de l'ancien président. En effet, le président d'ADP n'a pas de fonctions exécutives, ces dernières relevaient du direc-

« A nouvelle politique, nouvelle équipe », a affirmé Gilles de Robien

teur général, Hubert du Mesnil.

La probable arrivée de M. Graff à la tête d'ADP et le périmètre de ses fonctions seront vraisemblablement aussi un élément important du changement de statut. Aujourd'hui, il semble que le futur statut d'ADP prévoit un poste de président directeur général qui cumule-

rait les deux fonctions. M. Graff et M. du Mesnil ont des profils très semblables, tout deux sont polytechniciens, ingénieurs des Ponts et Chaussées.

Il semble que le secrétariat d'Etat aux transports a hésité. M. Graff devait-il prendre la place de M. Du Mesnil ou de M. Chassigneux ? Le secrétariat d'Etat a préféré la deuxième solution.

M. Graff avait été remplacé à la tête de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) au mois de juillet 2002 par Michel Wachenheim, le directeur de cabinet de M. Chassigneux et de M. du Mesnil.

Dans l'entourage du ministre de l'économie et des finances, Francis Mer, on indique que le changement de statut n'interviendra pas sans concertation sociale et qu'il faut résoudre au préalable des questions juridiques délicates, spécifiques au monde du transport aérien.

François Bostnavaron

## L'ancien trésorier d'Enron condamné et incarcéré

BEN GLISAN (photo),

l'ancien trésorier de l'ex-courtier en énergie Enron du printemps 2000 jusqu'en octobre 2001, a plaidé coupable de fraude boursière devant la justice américaine. Il a été condamné, mercredi 10 septembre, à cinq ans de prison et a été aussitôt placé en détention. C'est le premier haut responsable de cette entreprise en faillite à être incarcéré.



M. Glisan, qui a négocié sa condamnation avec les autorités, a également accepté de rendre 938 000 dollars (833 000 euros) au gouvernement. Près d'une vingtaine de personnes sont désormais inculpées dans l'affaire Enron, dont l'ancien directeur financier Andrew Fastow et son épouse. En revanche, l'ancien PDG et fondateur, Kenneth Lay, n'a pas été, jusqu'ici, inquiété par la justice.

M. Glisan a reconnu avoir contribué à cacher l'état de santé véritable de l'entreprise par des constructions juridiques et financières extrêmement complexes, qui ont permis de placer des dettes d'Enron dans des entités indépendantes ou basées dans des paradis fiscaux. - (AFP.)

## L'accord de sécurisation financière pourrait être retardé à fin 2007

L'ACCORD DE BÂLE II, qui doit fixer pour les banques de nouvelles règles internationales en matière d'allocation de fonds propres afin de sécuriser le système financier, pourrait n'entrer en vigueur que « dans le courant, voire en fin d'année 2007 », a indiqué le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, mercredi. Ce dernier s'est toutefois dit « fermement convaincu » que « cela se ferait ». La mise en application du nouveau ratio financier dit Mc Donough, en remplacement du ratio Cooke, était prévue fin 2006. Mais les critiques formulées par les banques européennes, qui jugent cette réforme complexe et coûteuse, retardent le processus.

En Allemagne, IG Metall, le syndicat le plus influent du pays, s'est récemment inquiété des conséquences de cette réforme sur le financement de l'économie, notamment des PME.

## Carrefour en litige avec Cora sur le « Ticket Cash »

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS, statuant en référé fin juillet, a interdit au groupe de grande distribution Carrefour, sous peine d'astreinte, d'utiliser le nom « Cash Carrefour », dont son « Ticket Cash Carrefour », à la suite d'une plainte de son concurrent Cora, selon la lettre spécialisée *Agra Industrie*, parue jeudi 11 septembre. Le tribunal a jugé qu'il existe un risque de confusion avec la marque « Cash Cora » déposée par le groupe de Philippe Bouriez, et que les clients peuvent croire que les réductions sont réalisées en partenariat. Il a donc condamné Carrefour, en cas de poursuite d'usage de cette marque à verser à Cora 2 000 euros par jour. La décision sur le fond sera jugée le 25 septembre. Carrefour, qui a « pris acte » de cette « décision provisoire », a fait appel.

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes doit rendre prochainement un rapport sur les tickets de réduction, commandé par le secrétariat d'Etat au commerce.

## Le groupe Brioche Pasquier se retire de la Bourse

LE FABRICANT de viennoiseries a annoncé, mercredi, vouloir retirer ses actions de la cote, via une offre publique de rachat d'actions (OPRA) sur les 25,55 % des minoritaires au prix de 55 euros par titre. Introduit en 1985, le groupe familial a expliqué sa décision par « l'environnement plus difficile » auquel il est confronté. Après une croissance du chiffre d'affaires de 20 % par an de 1997 à 2001, l'entreprise doit supporter le fléchissement de son marché en France et les surcoûts de son expansion européenne. En 2003, elle ne prévoit ainsi qu'un profit net de 18 millions d'euros, en chute de 47 %, et a révisé à la baisse sa prévision de chiffre d'affaires à 495 millions (+ 3,3 %) contre 520 millions. Le groupe, qui dispose d'une trésorerie abondante et n'a pas l'intention de faire appel au marché pour financer sa croissance externe, a préféré se mettre à l'écart des soubresauts boursiers. Son action, qui avait grimpé jusqu'à un pic de 90 euros fin août 2001, évolue entre 40 et 50 euros depuis le début de l'année.

### DÉPÊCHES

■ **GIAT INDUSTRIES** : les discussions sur le plan de restructuration du groupe d'armement, qui prévoit la suppression de 3 750 emplois et la fermeture de plusieurs sites, ont de nouveau été interrompues, mercredi. Les responsables syndicaux ont quitté la réunion du comité central d'entreprise, consacré aux réponses de la direction aux propositions alternatives des experts mandatés par les syndicats. De nouvelles manifestations ont rassemblé 400 personnes à Tarbes, 200 à Toulouse et 250 à Versailles-Satory devant le siège.

■ **ALSTOM** : le ministre de l'économie Francis Mer a estimé, mercredi, qu'« il ne serait pas facile » de trouver une solution avec la Commission européenne, compte tenu des critères retenus par Bruxelles. De son côté, la ministre de l'industrie, Nicole Fontaine, a assuré, jeudi : « nous allons discuter pour réaménager le plan dans le sens que veut la Commission ».

■ **LEVI STRAUSS** : le groupe de confection de vêtements en jean's a annoncé, mercredi, son intention de supprimer jusqu'à 650 emplois en 2003, dont quelque 300 en Europe. Début avril, il avait renoncé à fabriquer tous ses vêtements aux Etats-Unis, fermé six de ses huit dernières usines, avec 3 000 licenciements, pour produire dans les pays à bas coûts de main d'œuvre.

■ **BANQUES POPULAIRES** : le groupe mutualiste affiche des profits en hausse de 15 %, à 376 millions d'euros, au premier semestre 2003. Le rebond des marchés et la baisse des charges a notamment profité à sa banque de financement et d'investissement, Natexis Banque Populaire (+ 23 %, 111 millions d'euros).

■ **BANQUE DE FRANCE** : Christian de Boissieu, président délégué du Conseil d'analyse économique (CAE), s'est dit intéressé, mardi 9 septembre, par le poste de gouverneur de la Banque de France, que devrait libérer Jean-Claude Trichet en novembre. « Si on me le demande, pourquoi pas, oui », a-t-il déclaré sur la radio RMC.

Dominique Gallois

## Les tarifs de la réassurance devraient se stabiliser

La profession s'inquiète du poids pris par les agences de notation sur ses activités

### MONACO

de notre envoyé spécial

« Nous avons touché le fond. Si vous regardez les résultats opérationnels des compagnies, vous remarquerez que beaucoup remontent la pente. » En intervenant, mardi 9 septembre, à Monte-Carlo, au « rendez-vous de septembre », traditionnelle rencontre des réassureurs mondiaux, Nikolaus von Bomhard, futur président de Munich Re, numéro un mondial de la réassurance, a voulu enrayer l'opinion défavorable qui pèse sur ce secteur. Pendant cinq jours, 2 500 assureurs, courtiers, réassureurs venus de 78 pays se sont rencontrés pour discuter des renouvel-

lements de leurs traités de réassurance. Après deux années de fortes hausses, plus de 30 % chaque fois, la tendance pour 2004 serait à une stabilisation des tarifs.

Il s'agit d'une première lueur sur un marché affecté par deux années de crise, marquées par l'accumulation d'événements sans précédent, comme les catastrophes naturelles et les attentats du 11 septembre, le tout sur fond de crise boursière. « L'ambiance aurait été très sereine, si les agences de notation n'avaient pas mis toute notre activité sous surveillance négative, constate Olivier du Passage, directeur général de la filiale française du courtier américain Aon Re. Standard & Poor's a

perturbé le congrès en dégradant la note de Munich Re, à la veille de ces rencontres, ce qui paraît une mesure injuste. » La note est un critère d'évaluation de la solidité d'une entreprise important pour son activité ou pour lancer une opération financière.

Depuis deux ans, dix des quinze plus grands réassureurs ont vu leur note baisser et plus aucun européen n'a la plus élevée, le triple A. Cette dégradation généralisée n'est pas sans conséquence, comme le souligne le président du Lloyd's, Lord Peter Levene : « Le responsable du risque chez Nike nous expliquait que sa note était meilleure que celle de son assureur. »

Il se demandait alors si cela avait un sens de transférer son risque à une société financièrement moins forte que la sienne. »

La méthode d'évaluation est aussi contestée. « Les agences de notation ont l'œil dans le rétroviseur, déplore un assureur. La note est abaissée alors que des mesures de redressement ont déjà été prises. » Pour ces raisons, le français Scor, septième réassureur mondial, a jugé, mercredi 10 septembre, « infondée » la dégradation décidée par A.M. Best, et a insisté sur l'amélioration engagée. Cette décision ne fait qu'aggraver une situation. Au début de l'été, Standard & Poor's avait déjà abaissé sa notation à triple B, ce qui est un handicap supplémentaire pour ce groupe en difficulté, certains clients étant réticents à souscrire des traités avec un réassureur sous la barre des A.

### RÉFORMES ENGAGÉES

Autre difficulté, les méthodes de calcul divergent selon les entreprises, les analystes financiers, les autorités de tutelle et les agences de notation. « Nous avons des différences importantes dans l'évaluation du capital-risque disponible ou nécessaire », souligne M. von Bomhard. Le futur patron de Munich Re a réaffirmé, jeudi 11 septembre, au *Financial Times Deutschland*, qu'il envisageait de réduire sa part dans la deuxième banque allemande HypoVereinsbank jusqu'à 10 %, contre quelque 26 %. Cette mesure vise à renforcer ses fonds propres comme le demandent les agences.

Les réassureurs avancent d'autres arguments pour convaincre leurs clients et leurs actionnaires de leur solidité. Des réformes ont été engagées pour améliorer les processus de décision interne et les systèmes d'évaluation des risques. Les modalités de souscription ont été revues et les tarifs réévalués. Auparavant, les gains boursiers masquaient les contre-performances des contrats réalisées pour gagner des parts de marché. « Aujourd'hui, grâce à ces efforts, les marchés mondiaux d'assurance et de réassurance sont proches d'un nouvel équilibre », note Jean-Philippe Thierry, président des AGF, filiale de l'allemand Allianz. Hors catastrophe exceptionnelle, c'en est fini des fluctuations très fortes de tarifs. « Après les pics alpins, nous entrons dans une zone de petites montagnes russes », explique-t-il.

La guerre des prix n'est pas d'actualité. Le marché de la réassurance, qui a perdu près de 200 milliards de dollars (plus de 177 milliards d'euros) de capacité en deux ans, n'a pas encore compensé ses pertes. Les capitaux levés par les réassureurs traditionnels ou par les nouveaux venus, installés systématiquement aux Bermudes, s'élèvent à 31,6 milliards de dollars.

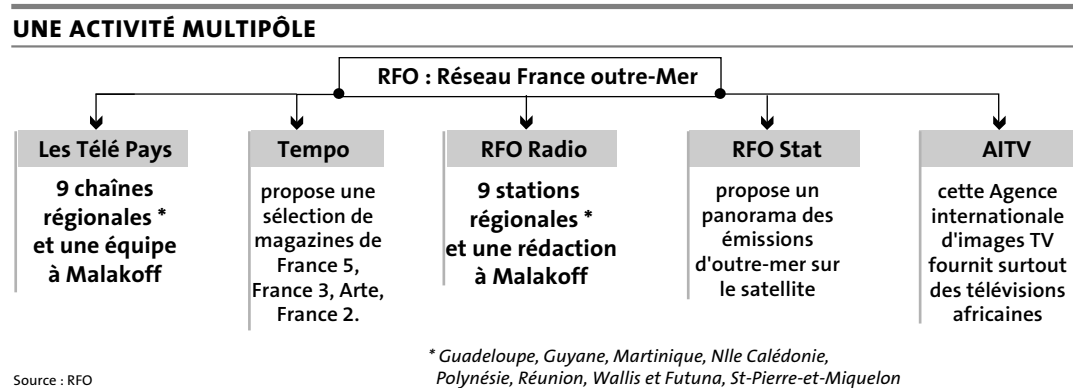
## Les chaînes publiques de RFO s'interrogent sur leur avenir

Le gouvernement envisage une « intégration » des antennes d'outre-mer dans France Télévisions. Le PDG de RFO, André-Michel Besse, y voit l'occasion de négocier des moyens supplémentaires. Les syndicats, eux, attendent d'en savoir plus pour se prononcer

**DRÔLE D'ANNÉE** pour RFO : en mars 2003, le Réseau France outre-mer célèbre ses vingt ans d'existence. En septembre, il s'interroge sur son avenir. Un document de travail à l'en-tête des ministères de la culture et de la communication et de l'outre-mer a en effet circulé dans toute l'entreprise pendant le mois d'août. Intitulé « Une nouvelle ambition pour RFO », il envisage avec insistance « l'intégration » de celle-ci dans France Télévisions « au même rang que France 2, France 3 et France 5 ». Il y a vingt ans, la Société nationale de radio et de télévision des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) quittait précisément le giron de FR3, dont elle n'était qu'une délégation.

Dans un courrier adressé au PDG de RFO, André-Michel Besse, le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, préfère employer le terme d'« adossement à la holding » pour désigner le rapprochement des diverses chaînes publiques. Qu'importent les subtilités de vocabulaire, M. Besse y voit de toute façon l'occasion de négocier avec la tutelle les moyens du développement de RFO. Mercredi 10 septembre, il a réuni les salariés pour leur présenter ce qu'il nomme sa « feuille de route ».

Même si les protagonistes se contentent d'annoncer la constitution très prochaine d'un groupe de travail commun sur ce dossier, les rencontres entre tous les intéressés ont bien commencé. Au ministère de la culture, la direction du développement et des médias a, par exemple, commencé à recevoir les représentants des organisations syndicales de RFO. L'heure n'est pas à la levée de boucliers. La proposition du gouvernement suscite surtout « un climat d'interroga-



tion », selon l'expression de Serge Heckli, délégué CFDT.

Par nature, RFO est une entreprise bien à part. C'est un groupe compliqué qui emploie 500 salariés, dont 450 journalistes, répartis sur trois océans, un ensemble marqué par des heures de décalage horaire, des langues et des cultures régionales diverses et des revenus varia-

bles. La note ministérielle qualifie de « fragile » la situation sociale au sein de l'entreprise, tout en cherchant les « synergies » en matière de programmes télévisuels, de savoir-faire techniques, de gestion.

RFO est en fait déjà très proche du reste de l'audiovisuel public. En 2001, ses grilles étaient composées à environ 80 % d'émissions de Fran-

ce Télévisions. Le public des DOM-TOM peut aussi écouter France Inter en direct, par exemple grâce à RFO Radio. En retour, la société fournit en images ultramarines et en sons les chaînes publiques de métropole, ainsi que Radio France et RFI.

Il ne sera pas forcément simple d'imaginer beaucoup d'autres

« synergies » entre des antennes distantes de milliers de kilomètres et sur des territoires aux statuts différents. De même, la volonté du ministère de diffuser le programme de France 2 sur le canal Tempo de RFO à la place de l'actuelle sélection d'émissions de plusieurs chaînes publiques ne semble pas une bonne idée aux yeux de M. Besse.

Et certains représentants syndicaux s'inquiètent du rôle que pourraient jouer les élus locaux à l'avenir. En mai, la présence un peu trop ostensible de Lucette Michaux-Chevry (UMP) dans le radio-crochet télévisé « Stardom », avait d'autant plus agacé la CFDT que le conseil régional de Guadeloupe, présidé par l'ancienne ministre, contribuait au budget de l'émission.

Pourtant, tout le monde s'accorde sur le constat. En quelques années, RFO a perdu sa situation de monopole avec, d'abord, l'apparition de chaînes commerciales privées, puis avec l'arrivée du satell-

te. Certes, la télévision publique conserve des audiences dont elle serait fière en métropole (43 % de part d'audience pour Télé Guadeloupe, 34,6 % pour Télé Réunion au premier semestre par exemple), mais il lui faut réagir, notamment face à la dégradation des recettes publicitaires.

### LA PRODUCTION LOCALE DIMINUE

Pour beaucoup, le salut de RFO ne peut passer que par une plus grande proximité des neuf « Télé pays » avec leurs publics respectifs, ce qui conduirait logiquement à un accroissement de la production locale. Or celle-ci n'a cessé de diminuer ces dernières années, faute de moyens.

« A l'époque de la création de France Télévisions en 2000, il a déjà été question de rapprochement et nous étions prêts à y aller », témoigne M. Heckli. Aujourd'hui, le délégué se déclare plus réservé. L'ensemble des organisations syndicales s'inquiètent du maintien de l'emploi et du respect des conventions collectives. L'activité de radio aussi se pose des questions sur la place qu'elle pourrait bien occuper dans la vaste holding.

« Voilà vingt ans que nous nous demandons à quelle sauce nous allons être mangés », s'interroge, pour sa part, Didier Givodan, l'un des vingt journalistes permanents d'AITV, et délégué SNJ. Chaque jour, au sein de RFO, cette agence réalise des images d'actualité, reprises en particulier par des chaînes africaines et arabes via Canal France International. C'est là une des clés du dossier : RFO va devoir trouver sa place dans le puzzle de la future chaîne francophone d'information internationale.

Propos recueillis par M. V.

Martine Valo

### TROIS QUESTIONS À... ANDRÉ-MICHEL BESSE

**1 En tant que PDG de RFO, que pensez-vous de l'« adossement » de RFO à France Télévisions, prôné par le ministre de la culture ?**

Pour l'instant, aucune décision n'a été prise, il s'agit de pistes de travail. Nous sommes très favorables à cet adossement, qui existe depuis l'origine : nous utilisons ainsi gratuitement et à notre guise les programmes de France Télévisions.

Mais en retour, notre contribution aux autres chaînes publiques ne cesse d'être réduite. Il est essentiel d'articuler mieux programmations et productions en métropole et pour la future chaîne d'information internationale. Mais serait-il

efficace de chercher des synergies avec des antennes qui s'adressent à des publics très divers, distantes de milliers de kilomètres ? Pour l'outre-mer, la holding, les spécialistes, c'est nous !

**2 Quelles sont les nouveautés de la rentrée pour votre groupe ?**

C'est une rentrée de continuité compte tenu de nos contraintes budgétaires. Il s'agit d'ailleurs d'une donnée relative pour nous : en Nouvelle-Calédonie par exemple, la reprise se fait en mars ! Après avoir progressivement redressé la situation, qui était très dégradée à mon arrivée en 1998, l'entreprise a fait la démonstra-

tion, depuis 2001, qu'elle peut se gérer à l'équilibre. Avec des difficultés. D'autant plus que le président du gouvernement de la Polynésie française vient brusquement de supprimer la subvention qui finançait la reprise satellitaire de RFO dans son immense archipel.

**3 Au sein de RFO, certains regrettent la diminution continue de la production. Est-elle effective ?**

C'est vrai, elle s'explique par des motifs budgétaires, mais elle correspond aussi à un choix éditorial. Pendant longtemps, nous avons réalisé des « émissions de proximité », avec des invités présents sur le plateau. Mais les goûts du

public ont changé avec le développement de chaînes concurrentes, quoique je trouve que nous sommes allés au-delà du souhaitable dans nos réductions de production locale cette année. En outre, nous développons la production de magazines destinés à l'ensemble du réseau et des émissions de bassin : Télé Martinique réalise une émission pour la jeunesse pour toutes les Antilles et la Guyane, par exemple.

Il doit être possible de donner la même dignité aux problèmes des DOM-TOM qu'à ceux des autres régions françaises.

## A la Réunion, la concurrence impose d'évoluer

**SAINT-DENIS DE LA RÉUNION**  
de notre correspondant

Il paraît oublié le temps, pourtant pas si lointain, où, à la Réunion, les mauvaises langues raillaient « RF-zéro ». Un slogan cruel qui disait combien RFO restait à maints égards la voix de la métropole, méprisant les réalités politiques et culturelles locales.

Certes, née en 1983, RFO se démarquait de l'outil de propagande que la télévision publique avait largement été auparavant, sous la bannière de l'ORTF, puis de FR3 Réunion. Mais elle gardait son monopole et son image institutionnelle. Une situation dont la chaîne pirate Télé FreeDom, lancée en 1986 par Camille Sudre, aujourd'hui premier vice-président (divers gauche) du conseil régional, vint révéler crûment les faiblesses. La saisie des émetteurs de FreeDom, en 1991, provoqua d'ailleurs des émeutes dans le quartier du Chaudron, à Saint-Denis.

Il faudra l'ouverture officielle du paysage audiovisuel, la même année, avec l'arrivée de la chaîne privée Antenne Réunion, pour que s'assainissent les rapports des Réunionnais avec le petit écran.

Depuis sa création, Antenne, dont le principal actionnaire est l'industriel local Jacques de Chateaueux, PDG de Groupe Bourbon, a gagné des parts de marché. Le dernier sondage réalisé par Médiamétrie (avril-juin 2003) la créditeait d'environ 25 % de parts d'audience et de 50 % d'audience cumulée, contre respectivement 33 % et 55 % pour sa principale rivale, Télé Réunion (RFO 1), et 5 % et 18 % pour Tempo (RFO 2). Avec sa liberté de ton et son souci de proximité (grâ-

ce à 35 % de production locale), la chaîne privée a contraint sa concurrente publique à évoluer.

L'une et l'autre enregistrent leurs pics d'audience lors des journaux télévisés. « Il y a une très forte demande d'informations », indique Philippe Roussel, directeur général d'Antenne Réunion. *Le Réunionnais aime les faits divers, les histoires locales.* Egalement grands amateurs de télé-réalité et de *télenovelas* – ces feuilletons populaires latino-américains –, selon M. Roussel, les Réunionnais (de plus de 15 ans) passent aujourd'hui quotidiennement beaucoup de temps devant leurs télévisions : trois heures et demie en moyenne en 2002, soit autant qu'en métropole, mais beaucoup plus qu'il y a quinze ans.

### RENFORCER L'ANCRAGE LOCAL

L'offre, il est vrai, a explosé ces cinq dernières années. Aux trois chaînes classiques hertziennes (Télé-Réunion, Tempo, Antenne Réunion) et à Canal+ s'ajoutent depuis 1998 deux bouquets satellitaires : CanalSatellite (62 000 abonnés dans l'île) et Parabole Réunion (38 000 abonnés), une société contrôlée par la holding Mediacom International, à l'actionnariat entièrement mauricien.

Face à cette évolution et à l'arrivée prévisible des chaînes publiques nationales, les deux principales chaînes hertziennes ne peuvent que s'attacher à renforcer leur ancrage local, prévoit un professionnel de RFO : « On devra être une chaîne de proximité, valoriser l'identité réunionnaise et s'intégrer dans la zone de l'océan Indien. »

Hervé Schulz

### DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ** : le groupe Havas a annoncé, mercredi 10 septembre, le gain par sa filiale MPG d'une partie du budget d'achat d'espace de Carrefour, au détriment de Carat. Havas va créer un second réseau média, baptisé Euromédia, pour servir ce nouveau client.

■ **PRESSE** : André Bercoff a été nommé, mercredi, directeur de la rédaction de *France Soir*. Il succède à Jean-Luc Leray, en poste depuis janvier 2002. Philippe Bouvard a aussi annoncé son départ.

■ **TÉLÉVISION** : Michèle Cotta, présidente d'AB Sat, a été chargée par la Ligue de football professionnel d'une étude « préliminaire » sur le projet de création d'une chaîne consacrée au football.

# LA TENDANCE FINANCIÈRE

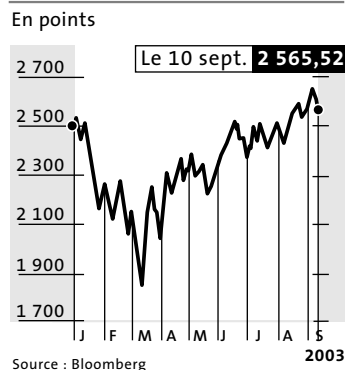
## Les places financières prudentes avant le 11 septembre

LA BOURSE DE TOKYO a conclu la séance de jeudi 11 septembre sur une nette baisse, l'indice Nikkei perdant 2,86 % à 10 546,33 points, dans le sillage du recul de Wall Street.

A la veille du deuxième anniversaire des attentats de New York et Washington, les marchés américains ont terminé la séance de mercredi en baisse, le mouvement s'accéléralant en fin de parcours, suite à l'annonce de la diffusion d'un nouvel enregistrement d'Oussama Ben Laden sur la chaîne Al-Jazira.

L'indice Dow Jones a perdu 0,91 % à 9 420,46 points, tandis que le Nasdaq plongeait de 2,65 % à 1 823,83 points. Dès le début de la journée, les valeurs de technologie ont été orientées à la baisse, ce secteur s'étant fortement apprécié depuis le début de l'année.

### INDICE DJ EUROSTOXX 50



Texas Instruments a ainsi chuté de 7,5 % à 23,42 dollars, bien que des prévisions optimistes aient été annoncées. Tendance analogue pour Cisco : malgré une hausse de 14 % de son carnet de commandes, début septembre, par rapport à la même période de l'an dernier, la valeur a perdu 1,5 % à 20,46 dollars.

En Europe, mercredi, la Bourse de Paris a connu une deuxième séance de baisse, après la forte progression des deux dernières semaines. Le CAC 40 a cédé 1,38 % à 3 328,71 points. Les volumes d'échanges ont été plus fournis que lundi et mardi, avec 3,96 milliards d'euros sur le service à règlement différé (SRD). A Londres, le recul était moindre pour le FT 100, qui n'a perdu que 0,28 % à 4 252,10 points. L'indice Dow Jones Stoxx 50, qui intègre 50 grandes valeurs de la zone euro, s'est déprécié de 1,48 % à 2 565,52 points.

Judi, sur le marché des changes, les investisseurs étaient dans l'expectative. Dans la matinée, l'euro s'échangeait à 1,1220 dollar contre 1,1210 dollar la veille. Le dollar se négociait à 117,1 yens contre 117,07 yens mercredi soir.

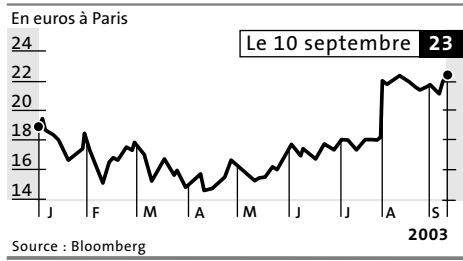
Au cours de cette journée du 11 septembre, les Bourses américaines devaient respecter quelques minutes de silence pour commémorer les attentats.

Dominique Gallois

## Bataille boursière surprise pour le contrôle de GrandVision

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

#### ACTION GRAND VISION



EN ATTENDANT que le canadien Alcan lance vraiment l'offensive contre Pechiney pour tenter de prendre le contrôle du français, c'est l'offre publique d'achat (OPA) mouvementée du financier français Paribas Affaires Industrielles - rebaptisé PAI Partners - sur le français GrandVision qui anime la Bourse de Paris. Ouverte en août, l'opération qualifiée d'« amicale » se présentait jusqu'au début du mois de septembre sous les meilleurs auspices. Mais un trublion - la société d'investissement Hal Holding, enregistré dans les Antilles néerlandaises - s'est mêlé in extremis de la partie et pourrait bien, selon des analystes, faire échouer l'OPA.

#### POUR QUITTER LA BOURSE

Propriétaire des enseignes GrandOptical, Générale d'Optique ou Solaris, GrandVision est un poids moyen du premier marché (500 millions d'euros de capitalisation boursière) qui a plutôt bien résisté à l'éclatement de la bulle en 2000 (l'action se maintenant entre 15 et 20 euros depuis mi-2001). En 2001, la société se sépare des enseignes Photo Service et Photo Station et devient un spécialiste comme les aime la Bourse, concentré sur les métiers de l'optique. Avec un capital flottant important (de l'ordre de la moitié à mi-juillet 2003), « l'entreprise est dès lors considérée comme une proie et son titre devient spéculatif », selon un analyste qui suit régulièrement la valeur.

De fait, les dirigeants et les fondateurs de l'entreprise, qui possèdent, au 31 décembre 2002, environ un quart du capital et 36 % des droits de vote, veulent quitter la Bourse. Ils estiment que la société (574 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2002, 7 000 salariés) a atteint « un stade de son développement qui n'intéresse pas suffisamment les investisseurs ». Ils se mettent

d'accord avec PAI, acteur important du secteur en France. PAI propose de racheter, dans le cadre d'une « offre publique d'achat volontaire », l'intégralité des actions GrandVision au prix de 21 euros (soit une prime entre 17 % et 27 % par rapport aux cours de 2003).

#### COUP DE THÉÂTRE

Industriels ou financiers ont jusqu'au vendredi 5 septembre pour surenchérir sur l'offre de PAI. Hal Holding, qui a franchi le seuil des 5 % du capital de GrandVision en août 2002 et apparaît comme un prédateur possible - il possède déjà des intérêts dans l'optique en Europe -, ne se manifeste pas. Mais le 7 septembre, alors que les analystes s'attendent à ce que le cours de l'action GrandVision s'équilibre autour du prix de l'offre de PAI, du fait des ventes des actionnaires minoritaires au français, le titre dépasse les 21 euros. Hal Holding est en train d'acheter à presque 22 euros des millions d'actions GrandVision. En deux jours, le néerlandais passe de moins de 9 % à plus de 24 % du capital de l'opticien (et 21,59 % des droits de vote).

Le 10 septembre, l'action GrandVision termine à 23 euros, un acte bon connaisseur de la valeur soupçonnant Hal d'être monté jusqu'à 30 % du capital de l'opticien. Le financier néerlandais déclare ne pas vouloir apporter ses titres à PAI. Or, le français doit racheter au moins deux tiers du capital et des droits de vote de GrandVision d'ici le 12 septembre au soir, pour faire son OPA. « J'ai peur que l'OPA de PAI soit déjà ratée », déclarait jeudi 11 septembre au matin un analyste, il va peut-être se trouver un investisseur institutionnel qui refusera de céder ses quelques pour cent à PAI pour moins cher que le prix du marché ».

#### OPA DANS L'IMPASSE ?

Mardi, la société néerlandaise se contente d'indiquer, qu'« à ce stade » et « dans les circonstances actuelles », elle n'envisage pas de prendre le contrôle de GrandVision ni de déposer une offre publique sur les actions de la société. Quelles sont ses intentions réelles et celles de PAI si l'OPA de PAI échoue ? Hal est peu connue des analystes. Ils craignent cependant que la société, qui, si elle réussit à faire capoter l'OPA de PAI, aura délégué les dirigeants de GrandVision, ne relance pas une OPA plus généreuse pour les actionnaires minoritaires. Elle pourrait se contenter d'une participation conséquente au capital de l'opticien. Les actionnaires minoritaires seraient alors coincés entre deux gros blocs d'actionnaires (Hal et les dirigeants), a priori en mauvais terme. Une impasse qui pourrait peser sur le cours de GrandVision. Quant à PAI, « ces sont des financiers, ils n'auront peut-être pas envie de relancer une OPA en relevant leur offre » suggère un analyste.

Cécile Ducourtieux

## LES BOURSES DANS LE MONDE 11/9, 9h39

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2003	Mini 2003	PER
<b>UNION EUROPÉENNE</b>						
ALLEMAGNE	DAX Index	3499,24	11/9 -1,06	3676,87	5/9 2188,75	12/3 18,00
	Euro Neu Market Price IX	612,73	11/9 -2,12	659,39	9/9 352,89	12/3
AUTRICHE	Austria traded	1371,86	11/9 0,03	1388,28	8/9 1115,31	13/3 12,90
BELGIQUE	Bel 20	2068,42	11/9 -0,19	2119,55	8/9 19,18	30/5 11,40
DANEMARK	Horsens Bnex	246,86	11/9 0,02	257,23	4/9 166,75	12/3 13,00
ESPAGNE	Ibex 35	7087,70	11/9 -0,40	7314,29	9/9 5447,70	12/3 14,70
FINLANDE	Hex General	5749,77	11/9 -0,57	6274,70	9/9 4517,41	11/3 17,50
FRANCE	CAC 40	3306,25	11/9 -0,67	3435,79	3/9 2401,14	12/3 15,20
	Mid CAC	1758,70	10/9 -0,94	1793,92	9/9 1084,00	12/3 20,10
	SBF 120	2346,79	11/9 -0,66	2434,51	9/9 1696,13	12/3 15,70
	SBF 250	2259,21	10/9 -1,37	2326,15	9/9 1630,06	12/3 15,80
	Indice second marché	2075,78	10/9 -0,18	2097,59	5/9 1484,36	13/3 12,90
	Indice nouveau marché	623,47	11/9 -0,86	647,77	9/9 392,55	13/3
GRÈCE	ASE General	2075,21	11/9 0,00	2326,58	25/8 1462,18	31/3 14,70
IRLANDE	Irish Overall	4584,83	11/9 -0,11	4682,06	8/9 3685,78	2/4 12,50
ITALIE	Milan Mib 30	25632,00	11/9 -0,51	26418,00	9/9 20530,00	12/3 17,20
LUXEMBOURG	Lux Index	931,20	10/9 -1,13	978,15	8/8 636,88	13/3 14,80
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	328,21	11/9 -0,86	344,32	4/9 217,80	12/3 13,00
PORTUGAL	PSI 20	5948,14	11/9 -0,21	6096,83	14/1 5193,31	28/2 15,90

## EUROPE Jeudi 11 septembre 9h39

### INDICES SECTEURS EURO STOXX

Indice	% var.
AUTO STOXX 50	-0,72
EURO MOBILITE	-0,74
BANQUES	-0,65
PRODUIT DE BASE	-1,01
TÉLÉCOMMUNICATIONS	-0,28
CONSTRUCTION	-0,51
CONSOMMATION CYCLIQUE	-1,16
PHARMACIE	-0,45
ÉNERGIE	-0,52
SERVICES FINANCIERS	-0,42
ALIMENTATION ET BOISSON	-0,08
BIENS D'ÉQUIPEMENT	-0,94
ASSURANCES	-1,04
MÉDIAS	-0,42
BIENS DE CONSOMMATION	-0,79
COMMERCE ET DISTRIBUTION	-0,55
HAUTE TECHNOLOGIE	-1,32
SERVICES COLLECTIFS	-0,42

### LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	15,96	-0,99
AEGON NV	11,66	-0,85
AIR LIQUIDE	130,90	-0,08
ALCATEL	10,33	-2,27
ALLIANZ AG	82,83	-0,97
AVENTIS	47,96	-0,56
AXA	16,27	-1,81
BASF AG	41,52	-0,31
BAYER	19,54	-1,56
BAYR.HYP.U.VERBK	16,46	-3,46
BBVA	9,64	-0,62
BNP PARIBAS	44,27	-0,78
BSCH	7,77	-0,51
CARREFOUR	43,67	-0,52
DAIMLERCHRYSLER N	33,25	-0,72
DANONE	128,80	-0,78

### DEUTSCHE BANK AG

AL	56,37	-1,12
AL	13,09	-0,46
AL	45,14	-0,33
ES	14,06	-0,28
IT	5,41	-0,53
IT	13,74	-0,22
BE	15,53	0,00
FR	21,97	-0,64
IT	20,67	-1,05
NL	17,97	-0,88
NL	8,57	-3,71
FR	62,10	-0,08
FR	53,55	-0,46
AL	96,93	-1,44
FI	13,65	-0,80
FR	75,70	-0,72
ES	14,95	-0,54
NL	21,00	-2,10
ES	40,51	-0,69
AL	25,04	-0,79
FR	33,71	-0,56
FR	54,75	0,00
IT	8,81	-0,34
AL	54,00	-1,69
FR	61,30	-0,81
FR	14,89	-0,53
IT	2,15	0,00
ES	10,73	-0,83
IT	4,07	-0,49
FR	139,20	-0,64
IT	4,18	-0,24
NL	52,00	-0,29
FR	15,56	-1,39
AL	42,44	-0,98

ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce), CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2003	Mini 2003	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4230,10	11/9 -0,52	4298,00	8/9 3277,50	12/3 13,70
	FTSE techMark 100 index	928,80	11/9 -0,71	966,57	9/9 557,25	12/3
SUÈDE	OMX	592,06	11/9 -1,19	618,41	9/9 430,32	12/3 20,50
<b>EUROPE</b>						
HONGRIE	Bux	9125,11	11/9 -0,39	9395,80	9/9 6958,70	5/3 11,90
ISLANDE	ICEX 15	1766,46	11/9 0,00	1775,18	28/8 1318,57	7/1
POLOGNE	WSE Wig 20	1525,24	10/9 -2,66	1742,68	2/9 1062,71	5/3 21,00
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	629,10	11/9 -0,55	651,90	3/9 452,20	30/12 11,80
RUSSIE	RTS	538,10	10/9 0,26	547,71	2/9 336,07	27/1
SUISSE	Swiss market	5273,20	11/9 -0,62	5374,89	9/9 3618,00	12/3 17,50
TURQUIE	National 100	12287,73	11/9 -0,24	12425,03	10/9 8792,17	24/3 12,60
<b>AMÉRIQUES</b>						
ARGENTINE	Merval	762,61	10/9 4,85	805,53	23/6 520,54	2/1 15,70
BRESIL	Bovespa	15983,27	10/9 1,69	16238,62	8/9 9968,08	14/2 7,60
CANADA	TSE 300	7571,06	10/9 -0,34	7662,27	9/9 6204,93	12/3 17,30
CHILI	Ipsa	1372,18	11/9 -0,04	1405,35	18/8 84,29	30/12 16,60
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9420,46	10/9 -0,91	9609,08	4/9 7416,64	12/3 18,80
	Nasdaq composite	1825,81	10/9 -2,65	1888,65	8/9 1253,21	12/3 38,60
	Nasdaq 100	1332,28	10/9 -2,79	1387,44	8/9 938,52	13/2 37,30
	Wilshire 5000	9794,44	11/9 -1,39	10010,54	9/9 7503,16	12/3
	Standards & Poors 500	1010,92	10/9 -1,20	1032,41	8/9 788,90	12/3 18,60
MEXIQUE	IPC	7734,72	10/9 0,02	7833,04	8/9 5718,20	13/2 13,20

## FRANCFORT

10/9 : 151 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
KUEHNLE KOPP & KAU	11,75	67,62
AGIPLAN TECHNOSECT	0,20	65,83
LIPRO LOGISTIK & I	0,04	59,09
BAEURER AG	0,25	38,12
WIGE MEDIA	0,19	32,50
MANAGEMENT DATA ME	0,14	30,84
WORLDCOM INC	0,09	29,85
<b>Plus mauvaises performances</b>		
KLING JELKO WERTPA.	0,03	-71,11
SOFTSHIP	0,37	-66,96
BGI ZU HOENE KLUSS.	0,30	-40,00
GEDYS INTERNET PRO	0,08	-38,46
MB SOFTWARE	0,04	-32,20
RICARDO DE AG	1,30	-31,58
RTV FAMILY ENTERTA.	0,98	-30,00

## LONDRES

10/9 : 2880 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (£)	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
WOLWORTHS GROUP	0,44	14,47
UNITED UTILITIES	1,10	7,84
DIXONS GROUP	1,46	6,39
TELEWEST COMMUNICA	0,03	5,56
BALTIMORE TECHNOLO.	0,37	2,78
BAA PLC	4,76	2,70
ASSOCIATED BRITISH	5,30	2,62
<b>Plus mauvaises performances</b>		
OXL RICARDO	1,50	-11,76
KINGSTON COMMUNICA	0,61	-10,33
EMBLAZE LTD	1,33	-9,81
ROYAL AND SUN ALLI	1,13	-8,67
DIMENSION DATA HOL	0,29	-7,20
LOGICACMG	2,42	-6,94
SPIRENT	0,44	-6,88

## TAUX

### TAUX D'INTÉRÊT LE 11/9

	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,08	2,15	4,27
ROYAUME-UNI	3,81	3,69	4,73
ITALIE	2,08	2,15	4,36
ALLEMAGNE	2,08	2,15	4,27
JAPON	0,04	0,06	1,57
ÉTATS-UNIS	1,05	1,14	4,23
SUISSE	0,16	0,26	2,87

### MARCHÉS A TERME LE 11/9, 9h39

	Echéance	Premier prix	Dernier prix	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 TER.	9/3	3327,50	3312,00	515668
EURO STOXX	9/3		94,07	0
EURO ST. 50				

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 11 septembre 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code ISIN. Lists various companies like ACCOR, AFFINE, ACF, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code ISIN. Lists companies from various countries like FRANCE TELECOM, ARBEL#.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code ISIN. Lists companies like SODEXHO ALLIANCE, SOPYH (EX DAMART), etc.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

SECOND MARCHÉ

Table of second market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

Table of second market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and various performance metrics.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like AGIPI ACTIONS, AGIPI AMBITION, etc.

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like EUCUR.TECHNOLOGIES, EUCUR.TRIMESTR.D, etc.

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like SICAV 5000, SILVAFRANCE, SILVARENTE, etc.

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like CIC VALNOUVELLES, CIC AMBITION, etc.

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like KALEIS SERENITE D, KALEIS TONUS C, etc.

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var. 31/12, and various fund names like ASSYSYSTEM, STEDIM #, AUGROS CP.#, etc.

# AUJOURD'HUI

## SPORTS

Après **SA VICTOIRE** à Ljubljana contre la Slovénie (2-0), mercredi 10 septembre, l'équipe de France ne peut plus être rejointe en tête du groupe 1 des éliminatoires du championnat d'Europe 2004. Elle est

donc assurée de participer à **LA PHASE FINALE** de la compétition, qui se déroulera au Portugal du 12 juin au 4 juillet 2004. La Bulgarie, la République tchèque et la Suède se sont également qualifiées mercredi

soir, alors que le Portugal l'était déjà, en tant que pays organisateur. Les buts français ont été inscrits par David Trezeguet et Olivier Dacourt. Les Bleus ont su répondre **AU DÉFI PHYSIQUE** lancé par les Slové-

nes et ont montré qu'ils étaient revenus aux valeurs de jeu qui ont fait **LEUR SUCCÈS**. Ils recevront Israël le 11 octobre dans un match sans enjeu, les Israéliens étant d'ores et déjà éliminés de la compétition.

## Jacques Santini a remis l'équipe de France en état de marche

**Football • Les Bleus se sont qualifiés pour la phase finale de l'Euro 2004 à la faveur de leur victoire de mercredi en Slovénie (2-0). Un premier succès pour le sélectionneur national, qui a su redonner des repères à une équipe traumatisée par son échec du Mondial 2002**

### LJUBLJANA

de notre envoyé spécial

Mission accomplie. Et avec un certain brio. Dans le cadre désuet du petit stade de Ljubljana, la capitale slovène, les Bleus de Jacques Santini se sont assurés la première place de leur groupe, se qualifiant ainsi officiellement pour la phase finale de l'Euro 2004, qui se déroulera du 12 juin au 4 juillet au Portugal.

Ce déplacement en Slovénie, qui s'annonçait comme le plus délicat d'un parcours qualificatif jusque-là

« Nous sommes redevenus compétitifs, mais attention, il nous faut encore beaucoup travailler ! »

### BIXENTE LIZARAZU

parfaitement maîtrisé (six victoires en six rencontres), n'a fait que confirmer la supériorité d'une équipe française revenue, depuis quelques mois, à un très bon niveau. Face à des Slovénes solides physiquement, les coéquipiers de Marcel Desailly ont relevé le défi.

« Ce n'était pas un match de bébés, mais on a été combattifs », résumait à sa manière Bixente Lizarazu à l'issue de cette rencontre musclée, logiquement remportée (2-0) par des Bleus bien en place et agressifs. Les progrès affichés en matière de vitesse d'exécution leur ont permis de déborder une équipe slovène qui est pourtant d'un niveau bien supérieur à celui des autres formations de ce groupe 1, qu'il s'agisse d'Israël, de Chypre ou de Malte.

Densité athlétique, maîtrise technique, vivacité : tous les ingrédients du jeu à la française ont été utilisés sur la pelouse en mauvais état du très kitsch Central Sta-

dium. Ce travail collectif a été logiquement récompensé par deux jolis buts. Le premier inscrit dès la 10<sup>e</sup> minute, à la suite d'une action limpide : percée de Lilian Thuram, relai de Sylvain Wiltord, tir placé de l'intérieur du pied gauche de David Trezeguet. Du grand art.

Le deuxième a été signé par Olivier Dacourt, entré en jeu deux minutes auparavant et qui, à l'issue d'une chevauchée culottée au cœur de la défense adverse, a inscrit un but splendide à la 71<sup>e</sup> minute. Deux buts supplémentaires pour une sélection qui en a inscrit 26 depuis le début des éliminatoires de l'Euro et n'en a encaissé que deux. En adoptant un schéma de jeu plus adapté aux qualités de ses joueurs, elle a retrouvé une efficacité qui s'était soudainement envolée sous le ciel coréen, lors d'un triste Mondial disputé il y a quinze mois.

« En 2002, nous avons joué avec un seul attaquant de pointe, sans jamais trouver la solution lors des trois rencontres de la Coupe du monde. Aujourd'hui, Santini a adopté un système à deux pointes. On s'y sent à l'aise », explique David Trezeguet. Les affinités entre le buteur de la Juventus de Turin et « Titi » Henry, le canonier d' Arsenal, sont telles, et le talent des deux hommes si grand qu'ils forment aujourd'hui



CHARLES PLATIAU / REUTERS

Longtemps incertain en raison d'une contracture à la cuisse gauche, Zinedine Zidane a finalement tenu sa place contre la Slovénie. Il fait partie des cadres de l'équipe de France sur lesquels Jacques Santini continue de s'appuyer tout en instillant un peu de nouveauté dans le groupe.

la meilleure paire d'attaquants de pointe d'Europe.

« Nous sommes redevenus compétitifs, mais attention, il nous faut encore beaucoup travailler ! », prévient cependant Bixente Lizarazu, un jugement confirmé par son sélectionneur. Car Jacques Santini n'est pas du genre à s'emballer, même si son bilan à la tête des Bleus (15 victoires en 17 matches) inspire le respect.

« Le sans-faute réalisé depuis le début de ces éliminatoires nous a

permis de franchir une étape importante, explique-t-il. Il nous faut maintenant affiner notre jeu, progresser dans le collectif. Les matches de préparation qui arrivent, face à des adversaires de haut niveau, vont nous y aider. »

Si certains observateurs doutent encore du niveau de cette équipe de France, les tests programmés face à l'Allemagne, en novembre, la Belgique, en février 2004, les Pays-Bas, en mars, et le Brésil, en

mai, devraient apporter des réponses claires. Mais quoi qu'il adienne dans les mois à venir, le travail effectué depuis sa prise de fonctions par Jacques Santini mérite d'être salué.

Discrètement mais fermement, le Franc-Comtois a remis, en quelques mois, de l'ordre dans la maison bleue. Bousculant les anciens, accueillant des jeunes prometteurs, ne se mettant ouvertement à dos que deux joueurs (Nicolas Anelka et Emmanuel Petit), le successeur de Roger Lemerre a rempli la première tâche qui lui a été confiée : qualifier pour l'Euro 2004 une sélection encore traumatisée par son échec au Mondial 2002.

« Je n'ai rien inventé, on savait que le talent était là... », insiste Jacques Santini, qui n'a jamais semblé tenté de se débarrasser de la « vieille garde » bleue. A Ljubljana, huit des joueurs titulaires au coup d'envoi avaient été sacrés champions du monde en 1998 et neuf d'entre eux champions d'Europe en 2000.

Ce conservatisme éclairé est l'une des clés du succès de Jacques Santini. En adoptant un système de jeu plus adapté, sans changer les hommes, il a réussi un coup de maître. « Ce système oblige les

## Bulgarie, Suède et République tchèque qualifiées

**LES QUALIFICATIONS** pour l'Euro 2004, dont la phase finale aura lieu au Portugal du 12 juin au 4 juillet, arrivent à l'heure du dénouement. Avant la dernière journée, fixée au 11 octobre, cinq équipes – sur seize – sont déjà connues. Outre la France, dans le groupe 1, et le Portugal, qualifié d'office en tant que pays organisateur, la République tchèque, la Bulgarie et la Suède ont obtenu, mercredi 10 septembre, leurs billets pour le Portugal.

Dans le match au sommet du groupe 3, la République tchèque a battu les Pays-Bas (3-1) et compte désormais trois points d'avance sur les Néerlandais. Avec un parcours quasiment sans faute (six victoires et un match nul), les Tchèques ont été l'une des équipes les plus impressionnantes des qualifications. Les Néerlandais disputeront un barrage de qualification contre un autre deuxième.

Pour s'assurer la première place – synonyme de qualification directe – de leurs groupes respectifs, la Suède est allée s'imposer en Pologne (2-0) et la Bulgarie en Andorre (3-0). Le suspense demeure en revanche entier dans le groupe 2, où quatre équipes – Danemark, Bosnie, Norvège et Roumanie – se tiennent encore en trois points.

Un match nul contre l'Islande, le 11 octobre, suffira à l'Allemagne, victorieuse de l'Ecosse mercredi (2-1), pour se qualifier. Quant à l'Italie, qui a fait match nul contre la Serbie-Monténégro (1-1), elle devra s'imposer à domicile contre l'Azerbaïdjan, ce qui ne semble pas insurmontable.

La première place du groupe 7 se jouera enfin lors d'un Turquie-Angleterre sous haute tension. Les Turcs comptent actuellement un point d'avance sur les Anglais.

## Boris Diaw propulse les Bleus en demi-finales

**Basket • La France affrontera la Lituanie pour une place aux JO 2004**

### STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Un joueur frustré en vaut deux, voire davantage. Avant de participer au quart de finale contre la Russie, mercredi 10 septembre, à Stockholm, Boris Diaw avait été relativement peu utilisé par le sélectionneur de l'équipe de France, Alain Weisz, au cours du premier tour de l'Euro 2003. A raison de 12 minutes et 35 secondes de jeu en moyenne par match, le compagnon de chambre et meilleur ami de Tony Parker rongeaient son frein. Frustré ?, lui demandait-on. Non, répondait-il. Vraiment ?, insistait-on. Non, répétait-il dans un grand sourire, qui signifiait exactement le contraire.

Boris Diaw a bien fait d'attendre, sans broncher, qu'on lui donne « l'opportunité de jouer ». Mercredi soir, sur le parquet du Globe de Stockholm, on n'a vu que lui. Quatorze points, six rebonds et un travail défensif de tous les instants face au prodige Andreï Kirilenko : la nouvelle recrue des Atlanta Hawks a été l'un des principaux bâtisseurs de la victoire des Bleus sur la Russie (76-69), avec Jérôme Moïso (12 points, 11 rebonds) qui, lui aussi, pouvait en dire long, avant le match, sur la « frustration du joueur sous-utilisé ». « La frustration est normale », soulignait Alain Weisz. Je leur avais décrit les sentiments qu'ils allaient vivre. Je voulais qu'ils transforment cette frustration en énergie. »

Cette victoire propulse le basket français en demi-finales de l'Euro, ce qui ne lui est pas arrivé souvent dans son histoire. Avant de rencon-

trer la Lituanie, samedi 13 septembre, les Bleus avaient prévu de regarder avec un intérêt très partisan le quart de finale entre la Grèce et l'Italie, qui devait avoir lieu ce jeudi 11 septembre. Les Grecs étant automatiquement qualifiés pour les Jeux olympiques d'Athènes, une victoire face aux Italiens pouvait garantir à l'équipe de France l'une des trois places qualificatives aux JO mises en jeu lors de cet Euro. « Il faut que cette équipe aille aux Jeux », insiste Alain Weisz. Elle peut faire de grandes choses. »

### RENOVÉ SUR LE BANC

Le match contre la Russie en aurait été une, « grande chose », si les Bleus, dans un moment de panique, n'avaient vu leur avance de 15 points fondre dangereusement dans le dernier quart-temps. « C'est bien, ça nous laisse sous pression pour la suite. Gagner de 15 points aurait été une victoire en trompe-l'œil », ajoute l'entraîneur.

Boris Diaw n'était plus sur le parquet lorsque ses coéquipiers ont laissé revenir les Russes en toute fin de match. Ses cinq fautes l'avaient renvoyé sur le banc, qu'il avait alors regagné à moitié satisfait : « J'ai pas fait trop de bêtises, mais j'en ai fait quand même », dira-t-il plus tard. Boris Diaw n'est pas un faux modeste, il est seulement le fils de deux anciens athlètes de haut niveau, qui lui ont suffisamment rabâché que rien n'est jamais acquis dans le sport. Sa mère, Elizabeth Riffiod, a été l'une des meilleures joueuses d'Europe dans les années 1970 ; son père, Issa Diaw, fut champion du Sénégal de saut en hauteur. Tout

comme Tony Parker, son histoire est celle d'un enfant de la balle passé par tous les étages du système fédéral français : petit club, centre de formation de l'Insep, équipe de France de jeunes, etc. Boris Diaw est reconnaissant de cet apprentissage qui a fait de lui l'un des meilleurs joueurs européens les plus élégants et les plus polyvalents. « Cela vient du fait que j'ai grandi tardivement, explique le joueur, qui mesure aujourd'hui 2,01 m. J'ai pris subitement beaucoup de centimètres juste avant d'arriver à l'Insep. Ceci m'a permis de travailler tous les postes. J'ai eu la chance, aussi, d'avoir eu des entraîneurs qui ont toujours entrepris cette polyvalence chez moi. »

Son tout premier entraîneur – sa mère – est d'ailleurs présent à l'Euro. Elizabeth Riffiod avait arrêté sa carrière internationale après la naissance de son fils. « Elle suit ma carrière, mais elle essaie d'être en retrait pour pas me "saouler", confie le meilleur joueur du championnat de France 2003, avec Pau-Orthez. Elle me donne des petits conseils de temps en temps, sur la gestion de ma carrière, sur l'hygiène de vie, sur le repos, sur le fait qu'il ne faut jamais se considérer arrivé... Ce sont des choses que je sais. Et elle sait que je les sais, mais bon... » Cet automne, Elizabeth Riffiod viendra s'installer à Atlanta, où son fils fera ses premiers pas en NBA. « Je n'ai pas souhaité qu'elle vienne, c'est plutôt elle qui a souhaité, sourit Boris Diaw. Mon frère joue en universitaire aux Etats-Unis, notre chien est mort, je ne voulais pas la laisser toute seule. »

Frédéric Potet

joueurs à beaucoup travailler sur le plan défensif. Mais tout le monde s'y met. A commencer par David et « Titi », souligne Fabien Barthez, toujours aussi impeccable en équipe de France malgré ses démêlés avec son club de Manchester United, où il n'est plus titulaire.

Désormais qualifiés pour l'Euro, les Bleus vont pouvoir peaufiner les détails pendant huit mois. Un luxe appréciable. Viendra ensuite l'épreuve de vérité au Portugal. La France, championne d'Europe en titre, ne partira pas favorite. Mais, comme le souligne Marcel Desailly : « Par rapport à l'an dernier, l'équipe de France est en train de reprendre une vraie dimension. Psychologiquement, c'est très intéressant. » Autrement dit : les Bleus savent à nouveau se faire craindre.

Alain Constant

### SLOVÉNIE-FRANCE 0-2

Euro-2004 - Qualifications

(7<sup>e</sup> journée - Groupe 1)

- A Ljubljana, Central Stadium
- Mi-temps : 0-1
- Temps doux
- 8 000 spectateurs environ
- Arbitre : M. Messina (Ita)

### BUTS

France : Trezeguet (10<sup>e</sup>), Dacourt (71<sup>e</sup>)

### AVERTISSEMENTS

SLOVÉNIE : Karic (33<sup>e</sup>), Kopic (88<sup>e</sup>)  
FRANCE : Zidane (40<sup>e</sup>), Makelele (43<sup>e</sup>), Vieira (75<sup>e</sup>)

### EXPULSION

France : Makelele (67<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> carton jaune)

### LES ÉQUIPES

- **SLOVÉNIE** (entraîneur : Prasnikar) : Simeunovic • Cipot, Knavs, Vugdalic • Acimovic, Pavlin (cap.), Sukalo (Kopic, 55<sup>e</sup>), Karic • Ceh • Zahovic (Cimirovic, 65<sup>e</sup>), Siljak
- **FRANCE** (entraîneur : Santini) : Barthez • Thuram, Desailly (cap.), Silvestre, Lizarazu • Wiltord (Sagnol, 75<sup>e</sup>), Vieira, Makelele, Zidane (Pires, 79<sup>e</sup>) • Trezeguet (Dacourt, 69<sup>e</sup>), Henry

■ **CYCLISME : l'Italien Alessandro Petacchi (Fassa Bortolo)** a remporté au sprint la 5<sup>e</sup> étape du Tour d'Espagne, mercredi 10 septembre, entre Burgos et Saragosse. Il devient le premier coureur à remporter la même saison au moins deux étapes dans chacun des trois grands Tours. L'Espagnol Isidro Nozal (ONCE) conserve la tête du classement général.

■ **RUGBY : le ministre des sports sud-africain, Ngconde Balfour**, et le président de la Fédération sud-africaine de rugby (Sarfú), Mveleli Ncula, ont annoncé, mardi 9 septembre, que l'enquête sur le racisme dans le rugby était repoussée à 2004 afin de ne pas perturber la préparation de la Coupe du monde. Cette enquête avait été confiée au juge Edwin King à la suite de la révélation de comportement jugé raciste de certains Springboks (*Le Monde* du 10 septembre).

■ **VOLLEY-BALL : l'équipe de France a battu l'Allemagne (3-1)**, mercredi 10 septembre, à Leipzig, lors de la première phase du championnat d'Europe.

■ **LOTTO. Résultats des tirages n° 73 effectués mercredi 10 septembre. Premier tirage** : 15, 24, 27, 31, 37, 44 ; numéro complémentaire : 48. Rapports pour 6 numéros : 1 347 709 € ; 5 numéros et complémentaire : 14 189,40 € ; 5 numéros : 1 066,90 € ; 4 numéros et complémentaire : 44,60 € ; 4 numéros : 22,30 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,80 € ; 3 numéros : 2,40 €. **Second tirage** : 13, 16, 23, 27, 44, 49 ; numéro complémentaire : 41. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et complémentaire : 8 362,40 € ; 5 numéros : 792,80 € ; 4 numéros et complémentaire : 39 € ; 4 numéros : 19,50 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,20 € ; 3 numéros : 2,10 €.

## L'embryon de la mouche drosophile peut être « reprogrammé » par des pressions mécaniques

Selon des travaux « très discutés » au sein de la communauté scientifique, certains gènes du développement de cet insecte sont mécano-sensibles

**CONTRAIREMENT** à une idée couramment répandue, le développement de l'embryon pourrait ne pas être déterminé par son seul patrimoine génétique. Très discutés dans la communauté scientifique, les résultats obtenus par un chercheur français et récemment publiés dans la revue *Current Biology* tendent en effet à montrer que des pressions mécaniques peuvent conditionner le développement précoce de l'embryon de la mouche drosophile, indépendamment de son bagage génétique. L'expérience, qui n'a toutefois pas été reproduite sur d'autres espèces, pourrait ouvrir de nouvelles pistes de recherche dans l'étude de l'embryon.

Au cours de leur développement normal, les cellules embryonnaires se différencient en fonction de l'activation des gènes du développement. La différenciation de ces cellules conditionne le développement morphologique de l'embryon. Les travaux d'Emmanuel Farge, chercheur au sein d'une unité de l'Institut Curie et du CNRS, montrent notamment qu'une pression physique externe appliquée sur l'embryon de drosophile contraint certains gènes du développement à s'exprimer. Et à modifier, ainsi, la croissance ultérieure de l'embryon.

« Après avoir comprimé pendant quelques minutes un embryon de drosophile entre deux lames, on observe que le gène *TWIST* s'exprime dans toutes les cellules », explique Emmanuel Farge. Or *TWIST* code, entre autres, pour transformer les cellules embryonnaires en « cellules ventrales », constitutives du ventre de la drosophile. L'expérience revient donc à « ventraliser » l'embryon par le truchement d'une simple pression mécanique. Il s'agit, selon l'expression d'Emmanuel Farge, « d'obtenir l'équivalent d'un mutant sans altérer le génome ».

« La réponse génétique au stress était bien connue, mais pas du tout dans ce contexte », commente, pour sa part, l'embryologiste Denis Duboule, chercheur au département de biologie animale de l'université de Genève. L'existence

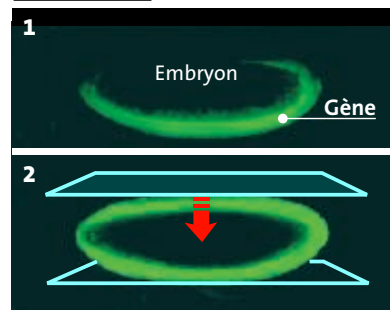
### Le « souvenir » d'un réflexe phagocytaire ?

Outre la fonction de « ventraliser » des cellules embryonnaires – c'est-à-dire de les transformer en cellules constitutives du ventre de la drosophile –, le gène *TWIST* code également pour la formation d'invaginations dans le tissu embryonnaire. Au cours du développement de l'embryon, la formation de ces renforcements permet la construction du début du tube gastrique antérieur.

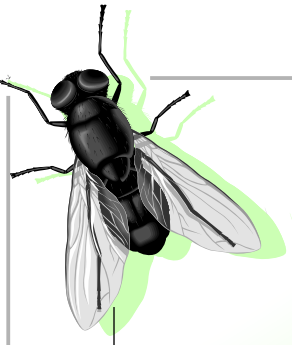
Or, selon les résultats d'Emmanuel Farge publiés dans la revue *Current Biology*, l'application d'une pression extérieure sur l'embryon peut activer le gène *TWIST* et créer ainsi le début d'une invagination. Le chercheur voit dans le « réveil » du gène par simple contact avec un corps externe le souvenir d'un réflexe très primitif des premiers organismes multicellulaires. « Un tel processus pourrait dériver d'une propriété ancestrale des organismes les plus primitifs : le réflexe de phagocyter et créer une structure gastrique en réponse au contact mécanique avec la proie en déformant les cellules », explique M. Farge, ajoutant que ces considérations restent, pour l'heure, spéculatives.

### QUAND LA PHYSIQUE INFLUENCE LA GÉNÉTIQUE

#### Expérience 1

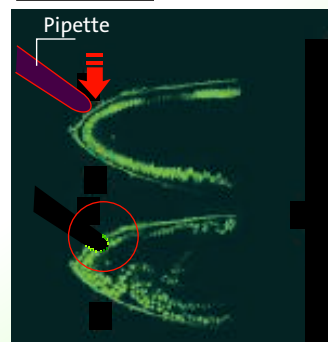


**1-** Au cours du développement normal de l'embryon, le gène *TWIST* ne s'exprime que sur sa face inférieure.  
**2-** Après compression entre deux lames de verre, le gène *TWIST* s'exprime dans toutes les cellules, y compris sur la face supérieure de l'embryon.



Ces expériences ont été menées sur la mouche drosophile, l'un des modèles favoris des généticiens.

#### Expérience 2



La pression exercée d'une pipette sur l'embryon active une autre expression du gène *TWIST*, et crée une invagination des tissus embryonnaires.

Source : Graphics News/Le Monde

d'une réponse génétique de certaines cellules adultes à une contrainte mécanique est en effet connue depuis une dizaine d'années. Mais de tels processus n'avaient jamais été mis en évidence sur des gènes contrôlant la morphogenèse.

« Il n'y a pas de déterminisme génétique absolu. Le devenir d'un être, s'il est lié au génome, peut aussi dépendre de ses échanges avec l'extérieur »

D'autres expériences, menées par Emmanuel Farge, suggèrent en outre que des contraintes physiques internes, induites par le propre développement de l'embryon, pourraient avoir un effet sur l'activation de gènes du développement et, partant, sur la morphogénèse elle-même. Notamment, une autre expression du gène *TWIST* est de former des invaginations dans les tissus embryonnaires. Ces invaginations contribuent à former le tube gastrique antérieur.

Or, une pression appliquée sur l'embryon à l'aide d'une pipette permet de déclencher cette expression de *TWIST*. Et de susciter la formation d'une invagination. Celle-ci, en se formant, crée des pressions mécaniques internes sur les cellules qui pourraient, à leur tour, déclencher l'expression de *TWIST*. « Un tel processus permettrait au génome de contrôler l'état d'élaboration de la formation géométrique de l'organisme », explique Emmanuel Farge. « Pour l'heure, ces considérations restent spéculatives, et font l'objet de travaux en cours avec deux doctorants, Eric Brouzés et Willy Supatto. »

Généralement qualifiée de « novatrice » par les biologistes, l'approche choisie par le chercheur suscite cependant la discussion au sein de la communauté scientifique. « C'est un papier qui est clairement discuté », précise François Schweisguth, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de génétique du développement. « Aucune autre équipe n'a pour l'instant reproduit une telle manipulation, ce qui est normal puisque ce travail repose sur l'utilisation de technologies absentes de la boîte à outils des généticiens. » Rien d'étonnant à cela, car la génétique du développement est généralement décrite d'un point de vue biochimique et non d'un point de vue physique.

« D'autre part, poursuit François Schweisguth, la question se pose de savoir si le phénomène nouveau mis en lumière remplit une fonction importante ou seulement marginale dans le développement de l'embryon. » Ces doutes semblent largement partagés parmi les biologistes. « La validité de ces conclusions, très intéressantes, dans un contexte strictement naturel, c'est-à-dire chez l'embryon non manipulé, reste à démontrer, ajoute ainsi Denis Duboule. Ce que l'on voit est un phénomène induit par l'expérience, et non l'observation d'un phénomène "naturel". Il pose cependant des questions sur son existence dans le développement normal. »

L'approche originale de ces tra-

vaux – cofinancés par l'Institut national supérieur de la recherche médicale (Inserm), l'Institut Curie et l'Institut universitaire de France – tient, en partie, au passé scientifique de leur auteur, physicien de formation.

Une particularité qui peut aussi avoir valeur de handicap. « Emmanuel Farge a eu beaucoup de mal à faire accepter ses recherches, probablement parce qu'il ne faisait pas partie du sérail des biologistes, raconte un chercheur qui a requis l'anonymat. Il y a deux ans, j'étais moi-même très sceptique sur ses premiers résultats, mais je pense aujourd'hui que l'expérimentation est solide et que leur publication est tout à fait justifiée. Même si certaines conclusions sont encore très spéculatives. »

Stéphane Foucart

## Des tests génétiques révèlent le népotisme des babouins du bassin d'Amboseli

Lors de conflits, les pères défendent leurs petits

**MALÉDICTION** de certaines vedettes, les tests de paternité sont la providence des éthologues. Ces spécialistes du comportement animal sont passés maîtres dans le décryptage des conduites les plus subtiles. Mais l'organisation sociale de certaines espèces complique l'observation : la promiscuité sexuelle ou encore l'absence de harem interdisent par exemple de tracer sans ambiguïté l'arbre généalogique des membres d'une colonie.

C'est le cas des babouins de la savane (*Papio cynocephalus*), où les mâles, comme chez d'autres espèces de cercopithèques, prennent soin des petits, qu'ils épouillent, transportent, protègent et séparent en cas de bagarre. Avant la mise au point récente de tests génétiques fiables et rustiques, il était impossible de savoir si ces pères donnaient la préférence à leur descendance. L'équipe de Jeanne Altmann, de l'Institut de primatologie des musées nationaux du Kenya, à Nairobi, vient de lever le mystère : le népotisme est bien la règle chez les babouins du bassin d'Amboseli, au pied du Kilimandjaro, étudiés depuis trente ans dans leur milieu naturel (*Nature* du 11 septembre).

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont dû identifier les liens de parenté entre une centaine de jeunes et des mâles adultes. Ils ont d'abord soumis des échantillons sanguins et des crottes à des analyses génétiques. Ils ont ensuite observé la façon dont les adultes s'interposaient dans les chamailleries. Ils ont constaté que dans 24 cas sur 28 les pères donnaient la préférence à leurs descendants.

Comment ces pères protecteurs reconnaissent-ils leur progéniture ? Les spécialistes considèrent

que les babouins peuvent faire appel à deux types d'indices. La méthode indirecte consisterait pour eux à défendre de préférence les petits des femelles avec lesquelles ils ont préalablement copulé – qu'ils soient ou non le père avéré. Un mécanisme plus direct les conduirait à s'appuyer sur une ressemblance physiologique (odeur, apparence).

### « ASSURER UN RANG SOCIAL »

Les données statistiques de l'équipe de Jeanne Altmann semblent indiquer que la seconde méthode prend le pas sur la première en cas de conflit – dans le cas où il faut intervenir entre deux jeunes issus d'une mère avec laquelle le mâle a eu l'occasion de s'apparier. Mais pour préciser les mécanismes de reconnaissance, il faudrait faire appel à des procédures expérimentales impossibles à mettre en œuvre en milieu naturel.

Reste à expliquer ce népotisme. La théorie de l'évolution fournit une hypothèse : « Soutenir le jeune en cas de conflit assure à celui-ci un rang social et des possibilités de reproduction meilleures », indique Nelly Ménard, chercheuse à la station biologique de Paimpont (CNRS, Université Rennes-I), qui a procédé aux mêmes types d'analyses sur le magot d'Afrique du Nord, au comportement opposé mais répondant à une fonction identique : promouvoir ses propres gènes. Chez *Macaca sylvanus*, les mâles étendent leur protection aux petits sans avantager leurs descendants. « Dans ce cas, précise la chercheuse, la stratégie serait plutôt de créer des liens préférentiels, notamment avec les mères, pour s'attirer leurs faveurs. »

Hervé Morin

## La musique grave et discrète des trous noirs

**ON SAVAIT** le cosmos infini, brillant et parfois invisible. On l'imaginait silencieux parce que le vide ne transmet pas les ondes sonores, et le voilà soudain bruyant. A bien y réfléchir, cela n'est peut-être pas aussi surprenant qu'il y paraît, eu égard aux phénomènes violents qui le secouent. C'est ce que vient de montrer une équipe d'astronomes dirigée par Andrew Fabian de l'Institut astronomique de Cambridge (Grande-Bretagne) en s'aidant d'observations menées en 2002 à partir du satellite américain d'astronomie X Chandra.

Les capteurs de l'engin ont à cette époque été pointés sur une région du ciel, distante de nous d'environ 250 millions d'années-lumière, contenant l'amas de Persée. Dans cette zone existe un trou noir supermassif, un de ces monstres cosmiques fruits de l'effondrement d'une étoile supermassive qui avale toute la matière qui l'entoure à un rythme soutenu. Et là, raconte Andrew Fabian, « nous avons détec-

té des sons en plus des torrents d'énergie et de lumière que crachent ces objets ».

### UN ORCHESTRE COSMIQUE

Des sons totalement inaudibles pour l'oreille humaine puisqu'ils se situent dans une gamme de fréquence « un million de milliards de fois » plus basse que celle que l'homme est capable d'entendre. « Un son si grave », a précisé Bruce Margon, le directeur adjoint du Space Telescope Science Institute de Baltimore, à l'intention des musiciens, qu'il correspond à un *si bémol* situé cinquante-sept octaves en dessous du *do* médian produit par un piano. Par comparaison, cet instrument pourtant riche ne possède que sept octaves. De là à imaginer un orchestre cosmique, il y a un pas que les astronomes se gardent bien de franchir.

Leur intérêt est bien évidemment ailleurs. La découverte de ces ondes sonores et de la quantité phénoménale d'énergie qu'elles trans-

portent – l'équivalent, affirment les chercheurs, de celle produite par une centaine de millions de supernovae, des étoiles en fin de vie – pourrait permettre de résoudre un mystère qui intrigue les astronomes depuis longtemps : pourquoi y a-t-il tant de gaz très chaud dans les amas de galaxies et aussi peu de gaz froid ?

Au fil du temps le milieu aurait dû se refroidir, les nuages de gaz se densifier, créant ainsi dans ces amas des conditions favorables à la naissance d'étoiles. Il n'en est rien. Kim Weaver, astrophysicienne au Centre spatial Goddard de Greenbelt (Maryland), qui dépend de la NASA, et Steven Allen, de l'Institut astronomique de Cambridge, pensent que ces ondes sonores intergalactiques pourraient être à l'origine de ce processus de réchauffement et un début d'explication pour comprendre comment les amas de galaxies, les plus grandes formations de l'Univers, peuvent grossir. – (AFP)



## Prudence et modestie au Salon de Francfort

Dans un contexte économique difficile, la plupart des constructeurs évitent de prendre trop de risques et privilégient le classicisme

### FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Lieu propice à la surenchère entre constructeurs nationaux, le Salon de Francfort, qui se tient du 11 au 21 septembre, est presque devenu raisonnable. Cette soixantième exposition, au rythme désormais biennal, consacre la puissance de l'automobile allemande mais avec moins de faste que lors des précédentes éditions. Certes monumentaux, les stands BMW, Mercedes et surtout Volkswagen ont perdu de leur magnificence et mettent en avant leurs nouveautés avec une sorte de retenue.

De toute évidence, le manque de dynamisme du marché et l'absence de perspectives claires de redémarrage des ventes poussent à la prudence, voire à la modestie. Cet état d'esprit, également perceptible chez les constructeurs non allemands, se lit à travers les nouveautés présentées, qui, moins nombreuses qu'autrefois, témoignent en général de choix esthétiques et architecturaux conservateurs.

Cette année, le grand face-à-face de Francfort oppose les nouvelles Volkswagen Golf et Opel Astra. Cinquième génération d'un modèle culte apparu en 1974, la Golf de

2003 s'inscrit résolument dans la continuité. Elle grandit de 5 cm (4,20 m en longueur), améliore son habitabilité et promet un comportement routier parfait, mais sa ligne n'évolue pratiquement pas, hormis ses projecteurs redessinés et ses flancs plus rebondis.

Le renouvellement du « plus gros succès de l'automobile allemande de tous les temps », dixit VW, frise l'autoparodie. La Golf reste prisonnière de son cahier des charges – une voiture chic et classique – comme si son aura l'exonérait de humer l'air du temps. La génération précédente, longtemps numéro un des ventes en Europe, s'est pourtant fait doubler par la Peugeot 206, et sa carrière s'est achevée péniblement.

La Golf est contestée par des concurrentes (Peugeot 307, Renault Mégane, Alfa Romeo 147) qui, plutôt que de tenter vainement de l'imiter, contournent l'obstacle en cultivant un style personnel et, souvent, une habitabilité record aux places arrière. Or, la star allemande ne change rien, ou presque ; le conducteur continue d'être assis très bas, il est difficile de tenir à trois sur la banquette et les surfaces vitrées n'augmentent pas.

*Le concept-car Peugeot Elixir préfigure à lui seul les trois versions de la future 407 (ci-dessus à gauche). L'Opel Astra va tenter de contester la suprématie de la Golf (ci-contre).*

A cela s'ajoute l'ennui diffus qui émane d'un design Volkswagen manifestement en fin de cycle. Par contraste, l'éternel challenger de la Golf sur le marché allemand semble guilleret. L'Opel Astra, descendante de la Kadett, ne fait plus figure d'éteignoir. Sa partie arrière a été revigorée, la découpe des formes apparaît plus nerveuse et la qualité de fabrication de la planche de bord progresse, sans toutefois égaler les standards VW.

Grande (4,25 m), l'Astra reste conventionnelle et s'inspire de la silhouette de la Golf, mais sa façon d'en rajouter (baguettes chromées tape-à-l'œil, face avant surdésinée) devient vite lassante. Cela ne l'empêchera pas d'aller chasser sur le même territoire que sa rivale.

Moins directe mais beaucoup plus élitiste, l'autre confrontation met aux prises la somptueuse Mercedes SLR McLaren et une revenante, la BMW Série 6. Développé par



la marque de Stuttgart avec son paterne en formule 1, le SLR semble droit sorti d'une bande dessinée avec son interminable capot pointu, ses entrées d'air béantes et ses portes « papillon » à ouverture verticale. Les performances annoncées (le V8 à compresseur développant 626 ch lui permet d'abattre le 0 à 100 km/h en 3,8 s) laissent pantois, comme le prix : 460 000 €.

Reprenant le flambeau d'une série de coupés abandonnée depuis 1989, la BMW Série 6 est basse, compte deux (petites) places à l'arrière, et son style tout en muscles ne passe pas inaperçu. Le V8 de 333 ch lui permet de revendiquer des performances ébouriffantes. Enfin, au chapitre des voitures d'exception, on ne saurait passer sous silence l'apparition de la très belle Aston Martin DB9.

Chez Jaguar, on continue à renverser les tabous de la marque en espérant relancer des ventes en chute libre. La X-Type, la plus « petite » des Jaguar, est non seulement disponible avec un moteur diesel mais aussi sous la forme d'un break – le premier jamais lancé par la marque – dénommé Estate et destiné à la bonne société. « Dans la majorité des cas, la décision d'achat de cette catégorie de voiture n'est pas influencée par un besoin familial », prend soin de préciser le constructeur. Le coffre tendu de moquette épaisse n'est pas destiné à charger des poussettes mais des sacs de golf. Une « Jaguar des familles », cela manquerait de classe...

Elles aussi filiales de Ford, les marques Volvo et Land Rover continuent de tracer leur chemin. La firme suédoise présente une nouvelle V40, voiture de gabarit intermédiaire-



De haut en bas : le concept-car Renault Be-Bop ; la Mercedes SLR McLaren ; l'habitacle de la Volvo S40 ; la cinquième génération de la Volkswagen Golf.

### Les nouveautés témoignent de choix esthétiques et architecturaux conservateurs

re dont l'allure extérieure rappelle beaucoup la S60 (ce qui est plutôt une bonne idée) et dont l'habitacle, très recherché, s'inspire beaucoup de l'univers du mobilier et de la hi-fi. Pour sa part, Land Rover remet au goût du jour son 4x4 Freelander.

Les marques françaises, qui savent la difficulté de créer l'événement en terre allemande, ne forcent que modérément leur talent. Renault déroule le programme Mégane. Après les berlines trois, quatre ou cinq portes et le coupé-cabriolet, le constructeur de Billancourt présente le break appelé (lui aussi) Estate ainsi qu'une version du nouveau Scénic rallongée de 23 centimètres. Cette variante, capable d'accueillir sept personnes grâce à une troisième rangée composée de deux sièges escamotables, élargit le territoire du Scénic, quitte à faire un peu d'ombre à l'Espace.

Connaissant l'intérêt d'une partie de la clientèle locale pour les mécaniques survitaminées, Renault expose aussi une version RS (211 turbo, 225 ch) de la Mégane. Quant aux concept-cars Be-Bop, ils sont là pour faire joli. Ces deux petites bulles allongées qui laissent apparaître une ouverture latérale en forme de goutte d'eau (une inspiration que l'on retrouve sur plusieurs stands du Salon de Francfort) ne préfigu-

rent aucune future petite Renault en particulier. Le Losange n'est pas pressé : il ne daignera pas remplacer la Twingo avant 2006 au plus tôt.

Pour Citroën, c'est le programme minimum. La petite C2 n'est plus une révélation et le concept-car C-Airlounge ne permet de spéculer que sur l'après-demain. Peugeot, qui n'a rien du tout à mettre en vitrine, fait diversion avec un habile et original concept-car « saucisson ».

Le très biscornu prototype Elixir ne verra jamais le jour mais il annonce à lui tout seul la future famille 407 : une tranche de berline à l'avant, une section de coupé au milieu et une rondelle de break à l'arrière. Le résultat d'ensemble est assez indigeste mais, examinée séparément, chaque pièce du puzzle donne envie de connaître la suite.

Jean-Michel Normand



## AUJOURD'HUI

## Retour du beau temps par l'ouest

**VENDREDI 12 SEPTEMBRE**  
 Lever du soleil à Paris : 7 h 24  
 Coucher du soleil à Paris : 20 h 10

Les pressions se renforcent, un front atténué va traverser le pays. Le soleil reviendra largement sur l'Ouest. Sur les régions méditerranéennes le temps restera ensoleillé et le vent faiblira progressivement.

**Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie.** Un temps ensoleillé s'installe sur ces régions. Les températures seront estivales entre 23 et 27 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Après une matinée un peu grise les éclaircies reviennent progressivement par l'Ouest. Les températures seront comprises entre 21 et 25 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** La journée sera plutôt grise avec davantage d'éclaircies sur l'Alsace. En cours d'après-midi, l'impression de grisaille s'estompera un peu. Les températures seront comprises entre 18 et 23 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Après un début de matinée un peu gris, quelques éclaircies perceront. Les températures seront comprises entre 24 et 27 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les nuages seront nombreux le matin puis des éclaircies perceront. Les températures seront comprises entre 17 et 22 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le soleil brillera largement et le vent faiblira un peu. Mistral et tramontane atteindront 70 km/heure. Le thermomètre atteindra 26 à 29 degrés.

## 12 SEPT. 2003 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

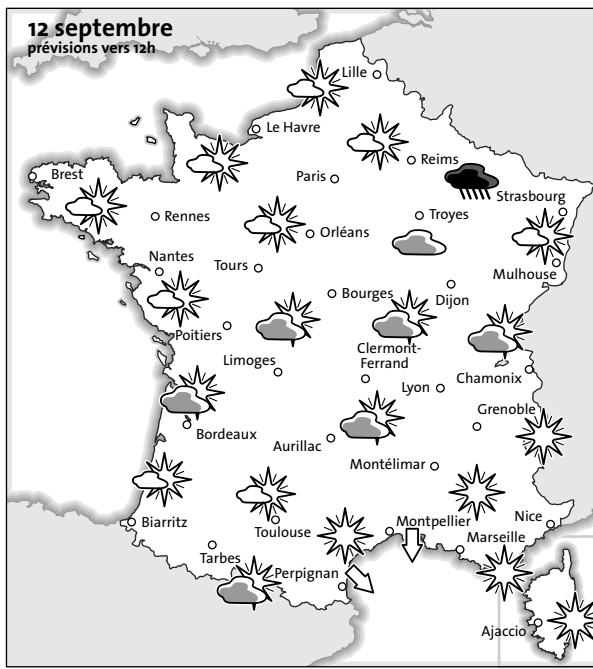
FRANCE MÉTROPOLE	Madrid	16/28 S	
Ajaccio	15/28 S	Milan	15/27 S
Biarritz	16/21 N	Moscou	6/18 S
Bordeaux	16/25 N	Munich	10/15 P
Bourges	14/23 N	Naples	18/26 S
Brest	11/23 S	Oslo	7/16 C
Caen	15/19 S	Palma de M.	19/28 S
Cherbourg	11/20 S	Prague	9/14 P
Clermont-F.	14/19 N	Rome	17/27 S
Dijon	11/19 N	Séville	20/34 S
Grenoble	10/22 S	Sofia	14/18 P
Lille	14/21 S	St-Petersb.	8/18 C
Limoges	14/20 N	Stockholm	9/19 S
Lyon	12/22 N	Ténéfrie	23/28 S
Marseille	15/27 S	Varsovie	11/16 P
Nancy	7/18 C	Venise	12/25 S
Nantes	15/27 S	Vienne	12/18 P
Nice	18/25 S		
Paris	15/24 N		
Pau	13/24 N		
Perpignan	19/25 S		
Rennes	13/26 S		
St-Etienne	13/19 N		
Strasbourg	8/22 N		
Toulouse	16/26 N		
Tours	14/26 N		

AMÉRIQUES	Brasilia	19/28 N
Buenos Aires	9/19 S	
Caracas	26/32 N	
Chicago	18/28 N	
Lima	14/18 S	
Los Angeles	17/24 S	
Mexico	12/22 P	
Montréal	16/27 S	
New York	17/22 C	
San Francisco	17/26 S	
Santiago Ch.	5/22 S	
Toronto	17/25 S	
Washington DC	19/21 P	

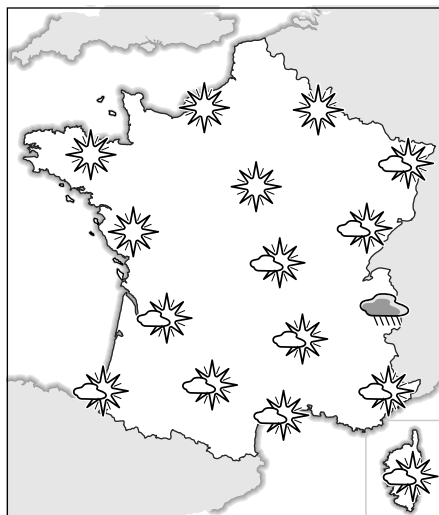
FRANCE OUTRE-MER	Cayenne	23/32 P
Fort-de-Fr.	24/31 C	
Nouméa	18/24 P	
Papeete	23/28 S	
Pointe-à-P.	24/31 C	
St Denis Réu.	20/27 S	

EUROPE	Amsterdam	13/17 P
Athènes	21/29 S	
Barcelone	20/27 S	
Belfast	9/16 C	
Belgrade	13/19 S	
Berlin	13/19 P	
Berne	9/18 S	
Bruxelles	11/17 P	
Bucarest	12/18 P	
Budapest	12/20 C	
Copenhague	12/18 S	
Dublin	9/16 C	
Francofort	13/19 S	
Genève	10/20 S	
Helsinki	10/17 P	
Istanbul	19/23 P	
Kiev	8/17 S	
Lisbonne	21/32 C	
Liverpool	12/17 C	
Londres	13/20 N	
Luxembourg	8/19 N	

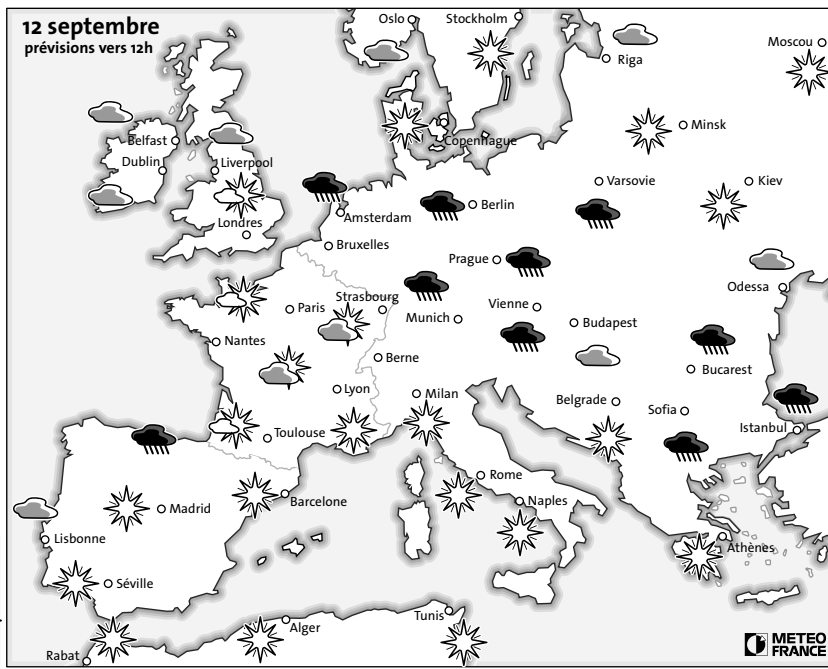
ASIE-Océanie	Bangkok	26/29 P
Beyrouth	25/30 P	
Bombay	26/30 P	
Djakarta	23/32 C	
Dubaï	30/36 S	
Hanoï	25/30 P	
Hongkong	25/30 S	
Jérusalem	20/29 S	
New Delhi	26/33 P	
Pékin	18/28 N	
Séoul	21/23 P	
Singapour	27/29 P	
Sydney	14/22 P	
Tokyo	25/28 P	



**Soleil** **Peu nuageux** **Couvert**  
**Brèves éclaircies** **Averses** **Pluie**  
**Orage** **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



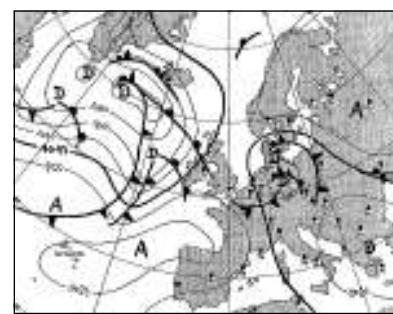
PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE



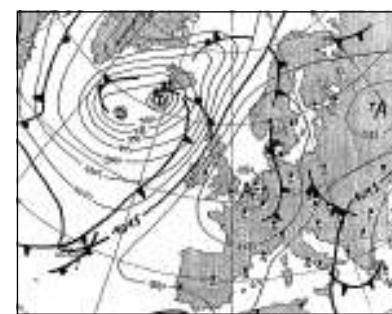
**Soleil** **Peu nuageux** **Couvert**  
**Brèves éclaircies** **Averses** **Pluie**  
**Orage** **Neige** **Brouillard** **Vent fort**

## Billet Electronique : réservez, enregistrez, partez !

**Samedi 13 septembre**  
 Le temps nuageux et un peu instable se décale vers la moitié sud avec des averses sur les Pyrénées-Orientales, des orages en Corse et sur les Alpes. Sur la moitié nord, le temps restera ensoleillé. Les températures sont estivales.



SITUATION LE 11 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU

## Des armes réglementaires proposées au château de Sully-sur-Loire

**VENTES**  
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

DANS la grande famille des armes anciennes, certains collectionneurs privilégient les modèles dits réglementaires, dont la fabrication répond à des critères codifiés par l'armée. Ces réglementations commencent à prendre effet au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis s'imposent de manière systématique à partir de la Révolution.

Outre son uniforme, chaque régiment a ses armes réglementaires, sabres, épées, fusils ou pistolets. Les officiers supérieurs, tenus d'utiliser les mêmes armes que leurs troupes, gardent le droit d'y ajouter des signes distinctifs, ornements ou initiales.

Suivant les progrès de la technique, les armes sont remplacées périodiquement par des modèles plus performants. D'où une grande diversité qui fait la joie des ama-

teurs. Quelques-unes d'entre elles sont proposées lors de la vente annuelle sur le thème de la chasse organisée au château de Sully-sur-Loire, samedi 13 et dimanche 14 septembre.

Armes de cavaliers, les pistolets d'arçon qui se rangent dans les fontes de la selle se présentent en général par paire. Sur le modèle 1763-1766, l'amélioration des poudres a permis de raccourcir le canon, ce qui offre un maniement plus facile (3 000 à 3 500 €). Sous

l'Ancien Régime, la maréchaussée est l'équivalent de ce qui s'appellera ensuite la gendarmerie; leur modèle 1770, à canon rond à pan, se révèle beaucoup plus petit et maniable que l'arme précédente (2 800 à 3 500 €). La Révolution sonne le glas de la maréchaussée, et les pistolets de gendarmerie, modèles An IX (1801), portent les marques de la Manufacture impériale de Maubeuge (2 300 à 2 800 €).

Le pistolet à silex modèle An XIII (1805), très recherché, a pris part à

toutes les grandes batailles de l'Empire (200 à 1 500 € selon l'état). Les platines à silex, en usage depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, sont remplacées à partir de 1820 par le système de mise à feu à percussion, qui marque un progrès considérable. La technique du tir est simplifiée, et les ratés, qui restaient fréquents, deviennent presque impossibles. Cette nouveauté permet aussi de tirer sous la pluie, ce qui n'était pas faisable avec les platines à silex. Sa fabrication est peu coûteuse, et il est

facile de modifier les anciens systèmes. Ainsi le mousqueton des carabiniers italiens à cheval, modèle 1860, est équipé à partir de 1868 d'une percussion à aiguille (300 à 400 €).

Les armes blanches utilisées dans l'armée répondent à la même fabrication réglementaire. Le sabre des hussards, qui faisaient partie de la cavalerie, modèle An IV (1796), a une lame courbe à contre-tranchant (2 800 à 3 000 €). Plus commun, le sabre d'infanterie dit

« briquet », de type An XI (1803), a servi jusque sous le Second Empire. Le modèle présenté est daté 1830-1850 (500 à 600 €).

Contrairement au sabre, qui est une arme de taille, en général à lame courbe, l'épée, arme de pointe, est toujours droite et plus fine. Arme noble par excellence, elle est réservée aux officiers et sous-officiers. Comme les armes à feu, elle aussi continue de s'améliorer. Sur une épée d'officier d'infanterie, modèle 1887, à monture en laiton doré, un fourreau en métal nickelé remplace l'ancien modèle en cuir (300 à 400 €).

Catherine Bedel

★ Château de Sully-sur-Loire, samedi 13 et dimanche 14 septembre. Exposition le vendredi 12, de 14 à 18 heures, le samedi 13, de 10 à 18 heures, et le dimanche 14, de 10 à 12 heures. Maison de vente : Renard, 28, rue Beaubourg, 75003 Paris, tél. : 01-42-72-03-65. Expert : Jean-Claude Dey, tél. : 01-47-41-65-31.

## Calendrier

## ANTIQUITÉS-BROCANTES

- **Bourg-en-Bresse (Ain)**, du jeudi 11 au lundi 15 septembre, tél. : 04-74-22-12-33.
- **Les Arcs-sur-Argens (Var)**, du jeudi 11 au dimanche 14 septembre, tél. : 04-93-84-89-64.
- **Paris, parc floral de Vincennes**, jusqu'au dimanche 14 septembre, tél. : 02-33-47-56-57.
- **Châteaudun (Eure-et-Loir)**, du vendredi 12 au dimanche 14

- septembre, tél. : 02-37-98-70-27.
- **Cassel (Nord)**, du vendredi 12 au dimanche 14 septembre, tél. : 03-28-42-45-90.
- **Compiègne (Oise)**, du vendredi 12 au lundi 15 septembre, tél. : 03-44-40-01-00.
- **Paris, Carrousel du Louvre**, Salon du collectionneur, du vendredi 12 au jeudi 18 septembre, tél. : 01-56-26-52-00.
- **Rouen (Seine-Maritime)**, du

- vendredi 12 au dimanche 14 septembre, tél. : 02-35-18-28-28.
- **Cogolin (Var)**, du vendredi 12 au lundi 15 septembre, tél. : 06-10-29-01-07.
- **Avignon (Vaucluse)**, du vendredi 12 au dimanche 14 septembre, tél. : 04-90-80-80-72.

## COLLECTIONS

- **Capendu (Aude)**, livres et vieux papiers, samedi 13 et

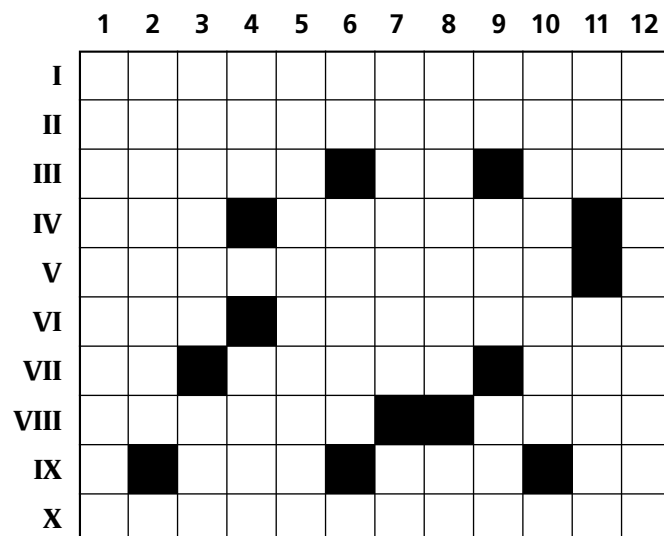
- dimanche 14 septembre, tél. : 04-68-31-50-01.
- **Requista (Aveyron)**, auto-moto, samedi 13 et dimanche 14 septembre, tél. : 05-65-46-11-79.
- **Mulhouse (Haut-Rhin)**, jouets anciens, le samedi 13 septembre, tél. : 03-89-46-32-58.
- **Saint-Pantaléon (Saône-et-Loire)**, minéraux et fossiles, le samedi 13 septembre, tél. : 03-85-52-42-78.

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 03 - 216

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 03 - 216

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



## HORIZONTALEMENT

I. Réduit de longs bavardages inutiles. - II. Réduisent les débordements inutiles. - III. Attaquer la golden. Préposition. Bien situé. - IV. Rouge et doré dans les étangs. Pas développé. - V. Socialement très développée, mais attention aux dégâts. - VI. Fst

tion quand il grossit. - VIII. Ne le laisse pas s'installer, il mine. Assemblée de cardinaux. - IX. Sur le coup après coup. Soutient le pont. Le premier d'une longue liste. - X. Bonne séparation pour la succession.

## VERTICALEMENT

pinson. - 4. Borné mais sympathique. Touché par la maladie. - 5. Descendues par en dessous. - 6. Un brin d'impertinence. D'ur auxiliaire. - 7. Ne fait vraiment pas beaucoup de progrès. Pomes anglaises. - 8. Bloque la sortie. Eaux du Nord. - 9. Pour tuer droit. Division monétaire. Voie prise à contresens. - 10. Sans fantaisies. - 11. Travail de choix. Finit dans le Tarn. - 12. Préparé avant de passer à table.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 03 - 215

## Horizontalement

I. Clientélisme. - II. Largesses. An. - III. Inerte. MLF. - IV. Ni. Ut. Aubade. - V. Sergent-major. - VI. Drue. Oregon. - VII. Crépi. Urne. - VIII. Euh. Cadra. Es. - IX. Iseo. Ledit. - X. Le. Casse-tête.

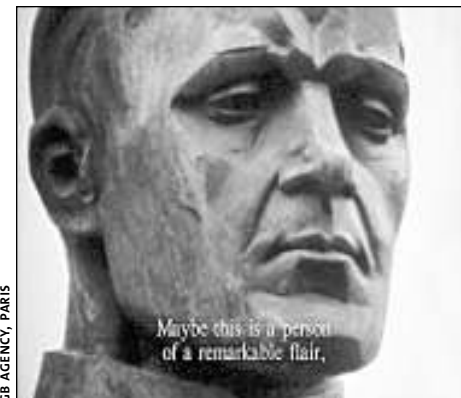
## Verticalement

1. Clins d'œil. - 2. Lanier. Use. - 3. Ire. Ruhe. - 4. Egruger. Oc. - 5. Nette. Fc (ce). - 6. Tsé. Nonals. -

## L'ART EN QUESTION N° 342

EN COLLABORATION AVEC LA Réunion des Musées Nationaux

## « Se déplacer »



« Maybe this is a person of a remarkable flair ». Image tirée du film « Kaimietis » (Countryman, 2002), de Deimantas Narkevicius. Film 16 mm présenté à l'exposition « Déplacements », au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 28 septembre 2003.

thème proposent un regard critique, incitant ainsi les visiteurs à « se déplacer ».

Un autre déplacement est en vue, celui du Musée d'art moderne, qui ferme ses portes en octobre pour d'importants travaux. Dans

quel lieu sera-t-il installé pendant la durée de ces travaux :

- Le couvent des Cordeliers ?
- Le couvent des Récollets ?
- Le palais de Tokyo ?

Réponse dans *Le Monde* du 19 septembre.

Réponse du jeu n° 341 paru dans *Le Monde* du 5 septembre.

C'est au critique Félix Fénéon, ardent défenseur et théoricien du mouvement néo-impressionniste, que la famille de Georges Seurat avait offert le panneau de bois sur lequel l'artiste avait peint, d'un côté, *Paysage au tas de bois* et, de l'autre, le *Paysage avec « Le Pauvre Pêcheur »*.

Le musée de l'Albertina, à Vienne, consacre une grande exposition à Albrecht Dürer (1471-1528). Peintures, dessins et gravures témoignent du génie de cet humaniste, portraitiste novateur

# A Vienne, Dürer ou la révolution du corps

## VIENNE

de notre envoyée spéciale

La mort, il y a 475 ans, d'Albrecht Dürer a fourni le prétexte de l'exposition : comme si besoin était ! Il n'y avait pas eu de grande démonstration du génie de l'artiste depuis la célébration, en 1971, du cinquième centenaire de sa naissance, à Nuremberg, en Allemagne. Le musée viennois de l'Albertina, qui possède un fonds considérable d'œuvres sur papier du maître (140 dessins et aquarelles ainsi que la collection complète des gravures), avait sorti en 1985 un ensemble de ces feuilles à l'occasion d'une exposition portant sur l'étude des animaux et des plantes à la Renaissance. Et c'est tout. Il semble donc naturel que l'une des premières manifestations de ce musée rénové après dix ans de fermeture soit consacrée au maître allemand.

C'est bien évidemment autour de ce fonds que l'exposition a été conçue, par ensembles thématiques pouvant réunir peintures, dessins, aquarelles et gravures, et permettant pour la première fois de comparer études préparatoires et tableaux venus de musées étrangers. Par exemple, les études de visages et de mains pour *Jésus par-*

*mi les docteurs* entourent le tableau de la collection Thyssen-Bornemisza. Même chose pour *La Célébration du rosaire* de la Galerie nationale de Prague, pour le *Saint Jérôme* du Musée d'art ancien de Lisbonne, ou encore pour le *Martyre des Dix Mille* ou le portrait de Maximilien I<sup>er</sup>, ces deux peintures étant conservées au Kunsthistorische Museum de Vienne.

Le parcours sur fond de murs bleus, gris, verts, rouges, excessifs et dérangeants, pointe les facettes multiples de l'œuvre au fil d'un itinéraire respectant grosso modo la

chronologie. Il n'est pas de tout repos, mais fidèle à l'image complexe de l'artiste pris entre plusieurs feux, dans l'assomption du gothique au nord des Alpes et l'emprise des idées humanistes en vigueur en Italie, puis le schisme religieux. Il est, de fait, sans complaisance pour un public qui pourrait en redemander à la rubrique histoire naturelle. L'émerveillement est inévitable devant la cimaise où se côtoient la *Corneille morte*, son aile bleue aux plumes dessinées avec la minutie de l'orfèvre – le premier métier que Dürer a appris dans l'atelier du

père –, les *Hautes herbes* et le *Lièvre*. C'est l'image familière de ce dernier qui a d'ailleurs été choisie entre toutes pour faire l'affiche de l'exposition. Elle rappelle le grand intérêt de Dürer pour le règne animal (et plus généralement pour l'animalité dans la figure humaine) au même titre que tout ce qui est et croît dans la nature.

La part théorique de l'œuvre, couronnée par la publication post mortem, en 1528, de ses *Quatre livres sur les proportions humaines*, est évoquée à travers plusieurs dessins et calculs savants des mesures du corps de l'homme et, nouveauté, de la femme. Celle-ci était jusque-là considérée comme trop imparfaite, puisque née d'Adam et non façonnée par Dieu, pour servir une recherche des canons de la beauté. Ce sont d'ailleurs Adam et Eve, plutôt que le seul Apollon, que Dürer associe à cette démarche d'humaniste se mesurant aux Italiens, d'Alberti à Léonard.

## De Vienne à Chantilly

La gravure colle à l'œuvre de Dürer. D'abord lieu d'expérimentation des techniques nouvelles d'impression et de reproduction, elle est devenue un énorme moyen de diffusion de son œuvre et de ses idées. On connaît ses suites de la Passion du Christ, et par-dessus tout la problématique et passionnante figure de la Mélancolie.

L'exposition de l'Albertina montre largement tous les aspects de l'œuvre gravé de Dürer, mais en relation aux peintures, aux aquarelles et aux dessins. Le Musée Condé de Chantilly se propose, pour sa part, de montrer Dürer en compagnie d'autres graveurs allemands de son temps. Une quarantaine de planches du maître, et des œuvres d'artistes comme Schongauer et Altdorfer seront exposées à l'automne.

★ A partir du 24 septembre. Tél. : 03-44-62-62-62. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Puis de 10 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 5 janvier 2004.



Un autoportrait de Dürer nu, décharné (vers 1500-1505).

## TRADUCTEUR DE PULSIONS

Dürer oublie ces recherches face à la réalité, qu'il observe avec acuité et qu'il s'agit de représenter dans sa mouvance. Il s'y est attelé de bonne heure, scrutant le visage humain mais aussi le paysage, qu'il traite en « moderne », en lui accordant une forme d'autonomie. Les aquarelles de paysages accompagnent ses premiers voyages : vues d'Innsbruck, rochers escarpés pleins d'âme, déjà, dont il note les strates marquant le temps géologique, grands arbres verts ou foudroyés, lacs...

S'il nous épate dans ces exercices, c'est bien évidemment le peintre de portraits et d'autoportraits, le traducteur des pensées et de pulsions profondes, le peintre de l'homme, de son tourment, de ses faiblesses et de son inexorable cheminement vers la mort qui convainc le plus. La fascination per-

sistante de Dürer pour sa propre image est mise en évidence d'entrée de jeu, avec ce premier autoportrait à la pointe d'argent, réalisé en 1484 en se regardant dans une glace. Dürer, dessinateur précoce, n'a alors que 13 ans. Il est encore apprenti chez son père et, déjà, on relève ce geste du doigt pointé d'une personne qui argumente.

Vingt-deux ans plus tard, on le retrouvera décuplé dans le tableau *Jésus et les docteurs*. Le jeu expressif des mains en est le sujet central autour duquel les visages font cercle. L'un d'eux est d'ailleurs l'occasion d'une étude de tête monstrueuse de vieillard à la peau du cou blafarde, fine et ridée.

Les mains sont partout dans l'œuvre de Dürer, admirables de justesse, crispées, jointes, désignant, touchant, tenant la Bible ou une

pomme. Dans la peinture des Italiens, elles ont un tout autre rôle. Elles servent une composition, l'organisation spatiale d'un groupe, la relation des figures entre elles au même titre que le regard. Chez Dürer, et plus généralement au nord des Alpes, les mains participent de l'expressivité des individus.

D'autres apparitions vives du maître à différents âges émaillent le parcours. On le voit au dos d'une Sainte Famille, visage catastrophé, humeur de chien, une main plaquée sur le côté droit du visage qui déforme la joue. Il la reprend dans son *Christ de douleurs*, autre cas de glissement de l'autoportrait à l'image du Christ. Et peut-être encore dans cet étonnant autoportrait nu, debout, le corps tendu, décharné, à la limite de la déformation, en pleine lumière sur un fond noir inachevé, les bras occultés. Cette représentation sans précédent du corps humain, sans prétexte religieux ni mythologique, tient de l'*Ecce homo*. Et d'Egon Schiele !

## TEMPÊTES PHILOSOPHIQUES

Le créateur est toujours là comme être de chair, corps habité, avec ses blessures intérieures et ses états d'âme au cœur des tempêtes religieuses et philosophiques, avec son doute et sa mélancolie. Sa fierté et sa noblesse aussi : le deuxième des trois grands autoportraits peints, l'*Autoportrait du Prado*, réalisé en 1498, de retour de Venise, en atteste.

Père, mère, femme et amis ont aussi servi de modèles : Agnès Dürer, sa femme, sera tour à tour la Vierge et sainte Anne. Les images de jeunesse et de vieillesse alterneront. Un homme de 93 ans incarnera le *Saint Jérôme*, sévère et interrogateur, de 1521, l'un des derniers grands portraits peints, après celui de Maximilien I<sup>er</sup>.

Dans les parages de la figure de l'empereur, l'exposition permet de découvrir des travaux de commande effectués pour sa gloire : trois versions d'un *Grand char triomphant*, et l'*Arc de triomphe* de 1515, la plus grande gravure connue, constituée à l'origine de 195 planches, et dont l'Albertina conserve la quasi-totalité. Sa présentation est l'occasion de mesurer le rôle grandissant de la gravure dans l'œuvre de Dürer, au détriment de l'activité picturale.

Geneviève Breerette

Albertina, 1, Albertinaplatz, 1010 Vienne (Autriche). Jusqu'au 30 novembre. Tél. : +43 (0) 1-534-83-0. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. De 3,50 € à 9 €. Jusqu'au 30 novembre.

Etude de mains tenant une grenade, réalisée pour un portrait de l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> peint en 1519.



WIEN, ALBERTINA

## Une vie d'art et de voyages

- 1471 : Albrecht Dürer naît à Nuremberg. Son père, d'origine hongroise, est orfèvre. A 11 ans, il devient l'un de ses apprentis avant d'étudier la peinture, à 15 ans, chez Wolgemut, le peintre le plus réputé de la ville.
- 1490 : Dürer voyage en Europe pour travailler chez différents maîtres. Il passe par Francfort, Cologne, Flandres, Colmar, où il espère rencontrer Martin Schongauer, qui est déjà mort.
- 1494 : retour à Nuremberg où son père le marie à Agnès Frey, qui est fortunée. Quelques mois après, il reprend seul la route, découvre la mer et décrit le crabe et le homard. Il tombe amoureux de Venise et ses peintres : Giovanni Bellini, Carpaccio, Cima da Congliano, Jacopo de Barbari.
- 1495 : retour à Nuremberg.

Dürer fonde son atelier, où il va s'adonner à la gravure et produire des centaines de dessins et d'aquarelles.

- 1505 : retour en Italie pour deux ans. Il rencontre Bellini à Venise.
- 1506 : naissance du chef-d'œuvre *Jésus parmi les docteurs*.
- 1507 : Dürer travaille à de grandes commandes en Allemagne : *Le Martyre des Dix Mille*, le retable Heller (aujourd'hui perdu) et le retable Landauer.
- 1515 : travaux pour l'empereur Maximilien.
- 1520 : voyage aux Pays-Bas, où il est fêté. Rencontre Erasme.
- 1525 : commence à publier des traités (sur la géométrie, les fortifications).
- 1528 : il meurt à Nuremberg.

## CULTURE

**EXPOSITION** • Le MAC de Marseille présente le travail de ce touche-à-tout canadien, qui recompose jusqu'à l'absurde les références populaires

# L'univers sans queue ni tête de Rodney Graham

## MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Rodney Graham est un artiste épatant. Il prend des photographies, réalise des films, joue à l'acteur, imagine des installations complexes, écrit des livres, conçoit des projets d'architecture, compose de la musique, joue de la guitare, chante comme un crooner ou un troubadour, donne des concerts, publie des disques. Quoi d'autre encore ? Il a failli devenir psychanalyste et il affiche une gueule de play-boy. On peut découvrir cet artiste canadien dans une exposition fort bien faite, à la fois ludique et exigeante, proche de la rétrospective, au MAC de Marseille.

Il est vrai que l'œuvre de Rodney Graham facilite la tâche. On peut y plonger de façon littérale. Elle est alors d'une grande complexité, truffée de citations savantes, suivant un protocole conceptuel empruntant aux sciences, à la philosophie, à la musicologie, à la littérature, à l'histoire, au cinéma. Le visiteur savant, consciencieux ou extrêmement concentré, suivra le fil fragile qui préside à chaque création en s'aidant des textes collés au mur, écrits par Graham lui-même, qui participent de l'œuvre, évoquent Saussure, James Bond, Sigmund Freud, Raymond Roussel, Poe, la musique de *Parsifal*, Hitchcock, la sculpture minimaliste de Donald Judd ou des « actions » de Syd Barrett, l'âme du groupe Pink Floyd. Le catalogue est alors indispensable pour entrer dans les obsessions de Graham, le plus souvent décortiquées par l'artiste lui-même, de façon très claire.

Le visiteur peut aussi laisser de côté cet appareillage de références et se laisser guider par sa propre perception. Soit ouvrir les yeux et les oreilles. Car l'exposition est dominée par des images – photographies, films, vidéos – et du son – les musiques composées par Graham, entre U2 et Bob Dylan. Une double carrière aussi équilibrée et sophistiquée est assez rare. Elle est de l'ordre de la performance, soit le mode artistique central chez Graham.

Au début des années 1970, ce dernier a créé à Vancouver un groupe de rock, UJ3RK5, avec Jeff Wall et Ian Wallace, deux autres artistes qui ont formé avec lui ce qu'on a appelé l'école de Vancouver. « *L'un de mes rêves est d'être une rock star qui fait de la peinture, comme Ronnie Wood et David Bowie* », confesse l'artiste dans le catalogue de l'exposition. Il aurait pu aussi citer Brian Eno.

En réorganisant à sa façon des images et musiques que l'on semble avoir déjà vues et entendues, répétées en boucle, sans début ni fin, donc sans issue, jusqu'à l'absurde mais avec dérision, Rodney

Rodney Graham dans trois images extraites de son film « *Vexation Island* », construit en boucle : inanimé sous un cocotier, Robinson est réveillé par un perroquet, secoue le cocotier, reçoit une noix sur la tête, tombe inanimé, etc.



Graham crée un monde à la fois repéré et sans repères, sens dessus dessous, dont on sort déboussolé au sens strict.

Pour donner le ton, Nathalie Ergino, la directrice du MAC, a eu la bonne idée d'installer, à l'entrée de l'exposition, une machine optique (camera obscura), reconstituée dans une malle-poste américaine rurale du début du XX<sup>e</sup> siècle dans laquelle on découvre un paysage (le monde) à l'envers. Puis elle a accroché cinq photographies de très grand format : des arbres isolés, magnifiés, mais le tronc en haut et les feuilles en bas. On voit aussi un immense diptyque photographique représentant Graham jouant Cary Grant dans *La Main au collet*, en train de pêcher (*Fishing on a Jetty*, 2000) ; une pêche étrange puisque la mer est derrière l'acteur.

### « UNE BLAGUE MUSICALE »

Un petit film magique constitué de lumières blanches se dessinant sur l'écran noir évoque « *un mini-spectacle scintillant, assez semblable à la constellation d'étoiles qui surgit devant nos yeux après un coup sur la tête* », et qui est en fait un crépitement de grains de cannelle sur la plaque électrique de la cuisinière.

Graham a également décomposé et recomposé un fragment de *Parsifal*, l'opéra de Wagner, créant « *une blague musicale* » qui dure « *trente-neuf milliards d'années* », à découvrir dans 24 livres épais. Il a détourné une nouvelle de Büchner, *Lenz*, en jouant avec les mots « *Through the Forest* ». Il projette des diapositives prises à Aberdeen, la ville natale du défunt Kurt Cobain, sur fond de musique qu'il a composée en hommage au chan-

teur de Nirvana. « *Cobain détestait Aberdeen de façon créative, comme Freud détestait Vienne* », dit Graham, qui dit ici son goût pour les entrecroisements de culture et de sens.

On voit encore dans un film Graham donnant une conférence dans laquelle il décortique, jusqu'à l'absurde, l'arbre généalogique de Sigmund Freud, notamment ses liens pécuniaires, osant une correspondance entre l'argent et son interprétation du rêve des cyclamens.

L'exposition est dominée par trois courts métrages qui ont l'apparence de films à gros budgets, en costumes et en Scope, dont Graham est l'« *acteur performeur* » unique. Dans cette trilogie de genre, l'artiste joue tour à tour un Robinson assommé par une noix de coco (*Vexation Island*, 1997), un cowboy qui chante (fort bien) la sérénade à une femme absente (*How I Became a Ramblin Man*, 1999) et un bourgeois du XIX<sup>e</sup> qui botte les fesses d'un paysan venu à la ville (*City Self/Country Self*, 2000).

Chaque narration, en forme d'image d'Épinal, est une boucle. La forme du récit court, le découpage des plans, les décors et objets sont d'une précision phénoménale. C'est bien avec une précision d'horloge que le monde de Graham, pour notre plus grand plaisir, ne tourne pas rond.

Michel Guerrin

MAC, Galeries contemporaines des musées de Marseille, 69, avenue de Haïfa, Marseille (Bouches-du-Rhône). Tél. : 04-91-25-01-07. Du mardi au dimanche, de 11 heures à 18 heures. 3 € et 1,5 €. Jusqu'au 28 septembre. Catalogue, textes collectifs, éd. MAC/Ensba, 122 p., 23 €.

**CINÉMA** • Dans « Pollock », Ed Harris, qui signe là sa première réalisation et incarne le peintre, s'est donné l'ambition d'« être dans le tableau », de filmer la création au plus près de la matière

## Jackson Pollock, naissance et mort d'un mystère : le génie créatif

« PAR TERRE, je suis plus à l'aise. Je me sens plus proche, plus partie prenante du tableau. De cette façon, je peux marcher autour, travailler des quatre côtés, et être littéralement dans le tableau. » Ainsi Jackson Pollock expliquait-il ses célèbres corps à corps avec la toile. « Être dans le tableau », dans la matière, au plus près de ce que l'artiste fait surgir... Tel est le programme ambitieux que s'assigne, pour son premier film comme réalisateur, Ed Harris, dont l'on connaissait déjà le grand talent de comédien (*Abyss*, *The Hours*). Ce programme, il l'accomplit avec une flamme brouillonnie, au long d'un film inégal, mais constamment attachant.

Pollock commence pourtant comme une chronique appliquée, qui fait craindre le portrait trop sage, confit dans l'admiration d'une figure majeure de l'art du XX<sup>e</sup> siècle. A Greenwich Village pendant la guerre, la future star de l'expressionnisme abstrait rencontre sa femme, le peintre Lee Krasner (Marcia Gay Harden). D'emblée, des excentricités stéréotypées posent Pollock comme un être d'exception : il boit trop, se montre colérique, provocateur, obscène.

Enfin, son immense talent apparaît dans quelques scènes prévisibles, comme celle où l'homme de confiance de Peggy Guggenheim, Howard Putzel (Bud Cort), fait montre d'une extase de rigueur devant les toiles qu'il découvre entreposées dans l'atelier. Si le film persistait dans cette voie, il n'aurait pas grand intérêt.



Ed Harris incarne un Jackson Pollock extraordinaire.

Cependant, Pollock semble d'emblée plus complexe que cette ouverture empruntée ne voudrait le laisser croire. L'homme comme l'artiste débordent du cadre que le biographe respectueux aimerait leur imposer. Et Ed Harris est trop profondément habité par son personnage pour ne pas, peu à peu, saisir les grands enjeux auxquels sa vie et son œuvre obligent à se confronter.

Apparaît alors un défi, évident et stimulant. Comment filmer l'avènement de la création, le génie au travail ? Comment suggérer à l'écran la puissance novatrice d'un artiste, sa rage, sa grandeur ?

Avec des hésitations de débutant, Ed Harris apporte plusieurs réponses à ces questions : autant

de tentatives de se confronter au mystère Pollock, certes, mais, au-delà de ce cas particulier, à celui du génie. L'hypothèse de départ (Pollock est un anormal) s'est révélée insuffisante. Assez vite donc, le film cesse de reculer devant son véritable sujet.

### UN BALLET ÉROTIQUE

Tout bascule dans une scène que l'on attendait avec inquiétude, celle où Pollock plonge dans l'action painting. Lors de ce ballet gracieux, puissamment érotique, où le peintre bondissant parsème de jets de couleur la toile blanche posée à terre, le film se trouve. Il entre « dans le tableau », fait ressentir l'effort physique dont chaque œuvre est issue, l'épaisseur de sa pâte.

Désormais, Ed Harris sait où il va : du côté le plus sombre et le plus lumineux tout à la fois, celui des tourments de Pollock qui trouvent une traduction éminemment séduisante en couleurs. Cet embrasement, débarrassé des clichés sur l'artiste maudit, est donné sans ambages comme mystérieux. « Comment savez-vous quand un tableau est fini ? », lui demande-t-on. « Comment savez-vous quand vous avez fini de faire l'amour ? », répond un Pollock malicieux.

Dans ses dernières années, Pollock perd confiance en son art. Le critique Clement Greenberg (Jeffrey Tambor), son premier soutien, le reconforte ainsi : « Tu as eu dix années extraordinaires, miraculeuses. C'est fini maintenant. » Dans le regard du peintre perce la douloureuse conscience de sa finitude.

S'il ne sait plus peindre, alors il ne lui reste qu'à mourir, ou à chercher envers et contre tout le secret perdu. Sa quête forcenée, vouée à l'échec, d'une résurgence de génie mène Pollock tout droit à la mort. Jusque-là profonde et inspirée, l'interprétation d'Ed Harris devient alors franchement extraordinaire. Et Pollock, faute de résoudre le mystère de la création, affirme celui, également miraculeux, de l'incarnation.

Florence Colombani

Film américain d'Ed Harris. Avec Ed Harris, Marcia Gay Harden, Amy Madigan, Jennifer Connelly. (2 h 03.)

**THÉÂTRE** • Le comédien prête voix aux « notes » hétéroclites et provocatrices laissées par le poète

## Blasphème et niaiseries, Jean-François Balmer dans le méli-mélo baudelairien

**RENCONTRE** au sommet : l'acteur Jean-François Balmer dit un choix des journaux de Baudelaire. Un « journal », Baudelaire n'en a jamais tenu. Tout au plus jetait-il des idées comme ça, au passage, sur des feuilles qu'il a appelées « fusées », ou « mon cœur mis à nu ». Le terme d'ensemble le plus juste, Baudelaire l'a donné : des « notes ».

Quelques réactions devant ces notes. André Gide : « Il n'y a pas une ligne qui ne soit d'une lamentable niaiserie. » Pierre Louis : « Absurdisime, dément, gâteux, imbécile. » Proust : « Sadisme du blasphème. » Friedrich Nietzsche, moins aveuglé : « Je me suis demandé s'il y a jamais eu quelqu'un d'assez moderne, morbide, multiple et tordu pour pouvoir se dire préparé au problème que pose Wagner ? Peut-être, tout au plus, en France, Charles Baudelaire, par exemple. » Il n'existe pas de moyen de donner une notion de ce que sont ces notes. Il n'y en a qu'un : les citer. Pièces en main.

### « LA VÉRITÉ SUR LA BELGIQUE »

« Créer un poncif, c'est le génie. Rien de plus beau que le lieu commun... En politique, le vrai saint est celui qui fouette et tue le peuple pour le bien du peuple... Deux qualités littéraires fondamentales : surnaturalisme et ironie... aimer les femmes intelligentes est un plaisir de pédéraste... Dieu est le seul être qui, pour régner, n'ait pas même besoin d'exister... Ce n'est pas particulièrement par des institutions politiques que se manifesterait la ruine universelle, ou le progrès universel, car peu importe le nom. Ce sera par l'avilissement des cœurs... »

Et encore : « La femme est naturelle, c'est-à-dire abominable... Toute révolution a pour corollaire le massacre des innocents... Il n'y a d'intéressant sur la terre que les religions... C'est toujours le gouvernement précédent qui est responsable des maux du suivant, tant qu'un gouvernement puisse être responsable de quoi que ce soit... La pédérastie est le seul lien qui rattache la magistrature à l'humanité... Il est temps de dire la vérité sur la Belgique comme sur l'Amérique, autre eldorado de la canaille française... Pourquoi le spectacle de la mer est-il si infini et si éternellement

agréable ? Parce que la mer offre à la fois l'idée de l'immensité et du mouvement... »

Un peu de tout. Méli-mélo de ce qui nous était annoncé plus haut : blasphème, absurdisime, niaiseries, mais aussi « modernisme », comme dit Nietzsche, et parfois aussi évidence, ou un moment de répit, comme « Les ténèbres vertes dans les soirs humides de la belle saison », qui rappelle que Charles Baudelaire a écrit ses *Fleurs du mal* et ses poèmes en prose.

Pour faire tomber sur la salle cette averse d'énormités et d'éclairs, le metteur en scène François Petit a habillé Balmer en « dandy » d'époque, comme il aimait, haut-de-forme, lavallière, guêtres claires. Il valait mieux, car en complet veston d'aujourd'hui ces aberrations seraient moins écoutables. Mais n'oublions pas que Baudelaire savait aussi se raser la tête ou se peindre les cheveux en vert, pour distraire les amis.

Trois petites tables, trois verres d'eau, quelques carnets, Balmer va de l'un à l'autre, comme se promenant ou travaillant. André Guyaux, qui a donné une remarquable édition de ces « notes » en « Folio » Gallimard, dit qu'« un certain désordre de papiers et d'esprit est imputable à Baudelaire ». Il y a aussi une affinité de visage, d'expression, chez Baudelaire et Jean-François Balmer. Un rictus léger de souffrance. L'acteur dit tout cela d'une voix rugueuse, accentuée, entre cri et provocation.

Baudelaire dit que « l'ivresse est un nombre », que le vin et le haschisch sont « un moyen de multiplication de l'individualité ». Chez Jean-François Balmer, c'est le théâtre qui a l'ivresse, le nombre : Balmer est à chaque instant plusieurs apparitions presque contradictoires. Un enfant terrible de la scène, naturellement baudelairien.

Michel Cournot

Baudelaire dit par Balmer, d'après des notes de Charles Baudelaire. Mise en scène François Petit. Avec Jean-François Balmer. Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> La Muette. Tél. : 01-42-68-64-44. Du mardi au samedi à 20 heures, dimanche à 19 heures. De 18 € à 28 €. Durée : 1 h 20.

**THÉÂTRE** • « L'Archipel Sans Nom » privé de magie et de mystère au Théâtre du Rond-Point

## La poésie de Jean Tardieu en version terre-à-terre

« COMMENT ça va sur la terre ? » Bonne question, posée par Monsieur Monsieur : Monsieur Monsieur sont deux, à moins qu'ils ne soient le même, en double exemplaire, dialoguant avec lui-même – avec Monsieur Monsieur, on ne sait jamais très bien. « Comment ça va sur la terre ? », demandait Monsieur Tardieu, Jean, poète né en 1903 et mort en 1995, qui, fils de peintre et de musicienne, jouait avec les mots comme avec des sons ou des couleurs – pas d'histoires, dans ce théâtre-là.

La poésie de Jean Tardieu est une histoire d'enfance, de jeu, d'étonnement permanent devant les mystères, les doubles croches et les doubles sens du langage. L'auteur de *La Part de l'ombre* ou *D'un mot pour un autre* avait érigé le « principe de rêverie » en précepte de vie et d'écriture, pour paraphraser Gaston Bachelard, qui fut l'un de ses invités au Club d'essai de la radiodiffusion française, de 1946 à 1959.

Domage alors que cette qualité d'enfance, cette poésie drôle et inquiète se traduisent aussi peu scéniquement sur le petit plateau de la salle Jean-Tardieu du Théâtre du Rond-Point. Ni le décor – une façade de maison posée à l'horizontale – ni les costumes, sans invention, ni le travail sur les lumières ne parvien-

nent, dans cette mise en scène de Gilles Guillot, à créer la magie, l'étrangeté nécessaires pour aborder cet *Archipel*. Ni, surtout, le jeu des comédiens (Gérard Bayle excepté), très proche, curieusement, de celui du théâtre de boulevard, quand il faudrait, ici, y aller tout en finesse pour emmener le spectateur en terre imaginaire. Domage, encore, car la poésie de Tardieu, à pas légers, s'approche souvent de cet éternel et irrémédiable mystère : que faisons-nous sur la terre ? « Monsieur, Monsieur, Monsieur, / au-dessus de nos têtes/quels sont ces yeux nombreux/qui dans la nuit regardent ?/ Monsieur ce sont des astres/fils tourment sur eux-mêmes/et ne regardent rien. » Les astres du théâtre, ce soir-là, avaient vraiment décidé de fermer les yeux.

Fabienne Darge

*L'Archipel Sans Nom*, de Jean Tardieu. Adaptation et mise en scène de Gilles Guillot. Avec Gérard Bayle, Rémy Darcy, Gilles Guillot... Théâtre du Rond-Point, 2 bis, av. Franklin-D.-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-21. Du mardi au dimanche à 21 heures, dimanche également à 15 h 30. Jusqu'au 28 septembre. Durée : 1 h 30.

### NOUVEAUX FILMS

## Le Triomphe de l'amour

**AGIS** vit reclus dans une atmosphère ascétique, entouré d'un vieux garçon et d'une vieille fille, frère et sœur, respectivement philosophe et physicienne. Elevé dans la méfiance du monde en général et des femmes en particulier, il est le fils d'un roi et d'une reine détronés par les actuels souverains et veut récupérer sa couronne. Lorsque la belle Léonide, l'héritière du trône, l'aperçoit en train de prendre son bain dans une clairière, elle en est tout émue. Pour ne pas l'effrayer, et ensuite le séduire, elle dissimule non seulement son identité mais aussi son sexe. La première scène de cette adaptation de la pièce de Marivaux est filmée avec grâce et malice, dans un esprit qui évoque, avec les moyens du cinéma, celui de l'auteur. On y découvre Léonide et sa servante en route pour la propriété d'Agis en train d'ôter leurs vêtements dans une joyeuse précipitation, de se délayer l'une l'autre leurs corsets respectifs pour se travestir en hommes.

Mais l'inspiration retombe vite et le film bascule ensuite dans une banale restitution de la pièce originale (dans sa traduction anglaise qui plus est) et une mise en scène arriérée aux codes du théâtre (Léonide ne ressemble aucunement à un homme, elle en symbolise seulement un). Pas déplaisant, mais sans grand intérêt.

Isabelle Regnier

Film italo-britannique de Clare Peploe. Avec Mira Sorvino, Ben Kingsley, Fiona Shaw, Jay Rodan (1 h 47.)

## Les Fantômes du Titanic

**LE TITRE** français le dit bien : *Les Fantômes du Titanic* convoquent la silhouette évanescence de *Titanic*, le film le plus célèbre de son auteur. Fasciné comme au premier jour par le sujet qui l'occupe depuis des années, James Cameron revisite dans ce documentaire la matrice de sa fiction : l'épave qui gît au fond de l'Atlantique nord.

Dans la fiction en effet, un aventurier (Bill Paxton) cherchait un diamant légendaire et exploite le navire grâce à de petites merveilles technologiques. On retrouve ici ces robots téléguidés qui peuvent entrer dans les cabines, se promener sur les ponts et dévoiler ainsi les traces d'intimités brisées au siècle dernier. On retrouve aussi Paxton, à présent narrateur du documentaire et porte-parole du réalisateur. La première demi-heure de *Titanic* est donc devenue l'objet de tout un film, aussi plaisant qu'anodin. Réalisé en trois dimensions, il donne la sensation d'être sous l'eau, assez près du bateau pour pouvoir le toucher. Malgré cette astuce technique, *Les Fantômes du Titanic* échouent là où son prédécesseur réussissait magistralement. Car, sans les instruments de la fiction, Cameron ne saisit jamais la puissance émotionnelle du drame. Se produit au bout du compte un phénomène étonnant : les faiblesses d'un film font apparaître de façon éclatante la grandeur de l'autre.

Fl. C.

Film américain de James Cameron, avec Bill Paxton. (1 heure.)

## Pouvoir et terreur, entretiens après le 11 septembre

**CE COURT** film documentaire se compose d'une série d'entretiens avec le linguiste américain Noam Chomsky, filmés en plan fixe, et de deux conférences données après le 11 septembre 2001. Le spectateur découvrira donc une mise en image de la pensée politique de Chomsky et de sa critique de l'impérialisme américain, déjà exprimée dans de multiples ouvrages, tous traduits en français. Noam Chomsky développe sa thèse sur la responsabilité des Etats-Unis dans les attentats du 11 septembre, rançon selon lui des persécutions dont se seraient rendus coupables les services secrets américains en Amérique latine ou au Proche-Orient. Faute d'un véritable intervieweur, aucune dialectique ne surgit de cet exposé.

Le trouble naît plus encore devant la propension de Chomsky à se poser en messie des peuples opprimés et des bonnes consciences. Ses interventions sont ponctuées de réactions du public où chacun explique combien la parole du linguiste lui a ouvert les yeux. Des extraits d'articles de presse affirment sur l'écran que Chomsky est le plus grand intellectuel vivant. Or, Chomsky semble agir ici davantage en idologue qu'en intellectuel. Et les méthodes qu'il utilise pour marteler son message rappellent celles des « télévangélistes » américains.

S. Bd

Documentaire japonais de John Junkerman. (1 h 15.)

## Disques chanson par Véronique Mortaigne

### CALI

#### L'amour parfait



Une ritournelle d'été, C'est quand le bonheur, délivrée avec une conviction abrupte, une énergie primaire, des petites notes de piano, un violon des rues et des accords de guitare bien tranchés : Cali vient d'apparaître dans le paysage français avec foi et courage. Sur des rythmiques taillées au carré, Cali abat un travail sentimental considérable. Avec une vision entre noirceur et ironie, façon Louise Attaque, un côté latin loser, un débordement vocal qui, sans aller jusqu'à Arno, n'en donne pas moins un charmant sentiment d'imperfection, des empresses hérités de la Mano Negra,

Cali invente un nouveau monde où il n'est pas nécessaire de bien chanter. Il rejoint en cela Vincent Delerm ou Thomas Fersen. Une fois faites toutes ces comparaisons, force est de constater que Cali est lui-même. Original, frais dans un pessimisme de trentenaire qui sent les premiers effets de l'inéluctable vieillissement et se pose des questions sur la notion d'avenir.

1 CD Labels/Virgin/EMI.

### PAULE-ANDRÉE CASSIDY

#### Lever du jour

La Québécoise, qui avait livré dans *Boby Tutti Frutti*, hommage rendu à Boby Lapointe par de jeunes chanteurs (Mercury/Universal), une magnifique version de *Méli-Mérodie*, a la voix chaude, intense.

Interprète, elle inscrit à son répertoire de nouvelles chansons sans

concession (*Au lever du jour*, de Tomas Jensen, témoignage doux-amer de la grisaille moderne), des éclairs amoureux (*Mes draps*, de Stéphane Robitaille). Elle l'enrichit de classiques que l'on retrouve avec bonheur, tels *La Petite Kurde* de Pierre Perret, *La Villanelle du temps perdu* de Gilles Vignault. Elle débute des trésors plus récents, comme *Ça n'se voit pas du tout*, composition drôle et cinglante d'Anne Sylvestre, chante *Quand tu dors* de Jacques Prévert. Guitare, piano, contrebasse, percussions, tout en douceur.

1 CD Sodec.

### ALBIN DE LA SIMONE

#### Albin de la Simone

Tendance sentimentale, parfois minimaliste – boîte à rythmes, clapping, petites touches d'orgue Hammond –, *Avant tout I Want You*

classe le chasseur de dames dans un rayon de faux doux. Je vous veux, je vous aurai. Ailleurs, le jeune homme est aimé sur fond de chœur féminin raffermi par la voix angélique de Feist : « Elle aime les films hongrois sous-titrés en tchèque, Bach, Repac, Bartok, et l'opéra chinois.../Et c'est moi qu'elle aime. » Albin de la Simone est un peu ovni, un peu éthéré, il a gagné de sa fréquentation de l'univers d'Alain Souchon ses manières faussement naïves et gracieuses. Souchon vient ici chanter en duo *Patricia* (« Patricia, mon chihuahua, Patricia tu es mon lapin-chat, Patricia ma bergère, tu sais que je suis cuit. Partons en Angleterre, gobons des œufs de pie ») et Mathieu Chédid achève de nimer *Ton panier* de son étrangeté. Malgré une ouverture bateau (*Ils cueillent des jonquilles*), Albin de la Simone livre avec langueur un travail très original.

1 CD Virgin/EMI.

# Marc Ducret, la guitare à percussion

Le musicien reprend ses activités après s'être « mis en grève » cet été avec les intermittents. Il joue jeudi à la Cité de la musique, à Paris, avec le clarinettiste Louis Sclavis et le batteur Jim Black

C'EST UN PERCUSSIONNISTE qui joue de la guitare. De toutes les guitares : électrique, acoustique, baryton, fretless (sans barrette)... Et le son ne provient pas que des cordes. Une guitare, c'est un bout de bois avec du métal. A partir de là, toutes les libertés sont permises.

Inclassable mais classé au rayon « jazz », Marc Ducret aime « tous les sons : les beaux, les vilains, les très forts, les très doux, les très calmes ». Il extrait de drôles de bruits de ses guitares, dont certaines sont des prototypes – sept cordes, et bientôt huit – fabriquées par son luthier, François Vandramini. Sa musique peut être mélodique, saturée, parasitée, composée ou improvisée... Une belle dissonance. « Je fais de la musique musicale », dit-il, en refusant les étiquettes. « Souvent, les choses passionnantes, et qui restent, échappent à toutes les catégories. Le dernier *Bashung* [L'Imprudence], c'est quoi ? Un disque formidable, rien d'autre. »

Ses influences sont sans limite. Il écoute « de tout », du rock, de la pop, de la musique électronique ou classique (Bela Bartok). Et se dit « avide d'informations », cinéma et littérature compris. L'éclectisme est une façon de résister au temps, ou plutôt d'évoluer avec lui.

Si la musique est un « vecteur », elle est aussi l'histoire de rencontres : le batteur Daniel Humair et le saxophoniste américain Tim Berne ont marqué le parcours de Marc Ducret. Il est aussi proche du clarinettiste Louis Sclavis, avec lequel il se produit à la Cité de la musique, à Paris, jeudi 11 septembre, en compagnie du batteur américain Jim Black. Un trio inédit.

A l'origine, Marc Ducret voulait jouer de la batterie. « Mais, dans les années 1960, les gens qui chantaient avaient une guitare. Une guitare, c'est pas cher, c'est léger. On a l'impression qu'il n'est pas nécessaire d'aller au conservatoire pour apprendre », explique-t-il. De fait, ce « musicien par hasard » s'est formé « tout seul » et « continue d'apprendre ».

Il n'est pas très bavard sur ses premières années. Son passage à l'Orchestre national de jazz (ONJ), en 1986, « c'était il y a longtemps ». « L'ONJ, ce n'est pas une bonne idée, estime-t-il. On n'a pas besoin d'un nouvel orchestre, il vaut mieux donner de l'argent à des salles pour qu'elles organisent des concerts. » Son premier album, *La Théorie du pilier* (Label bleu, 1987) lui paraît aussi lointain, comme les deux suivants (*Kodo* et *Gris*, chez la même maison de disques) : « Je ne les renie pas, mais ils étaient sages. » C'est avec *News from the Front* (JMT, 1992) qu'il a l'impression, pour la première fois, de « réaliser

## BIOGRAPHIE

► 1957  
Naissance à Paris.

► 1990  
Rencontre avec le saxophoniste Tim Berne.

► 1997  
Trio avec Bruno Chevillon et Eric Echapard.

► 2003  
Sortie, le 24 octobre, de l'album « Qui parle ? », chez Sketch.

quelque chose de personnel ». « Je fais partie de cette génération qui a aimé Jimi Hendrix, Led Zeppelin, mais qui a fait son apprentissage en interprétant John Coltrane ou Herbie Hancock. Il faut parfois faire le grand écart pour faire la synthèse entre ces influences-là », explique-t-il.

Marc Ducret aime donner des concerts. De longs concerts qui peuvent s'étirer sur trois ou quatre heures, comme c'était le cas aux Instants chavirés, dans les années 1990, du temps où la petite salle de Montreuil (Seine-Saint-Denis) soutenait le jazz contemporain avant de se tourner vers les musiques électroniques. Sur scène, parfois, son corps semble être le prolongement de son instrument, comme s'il était traversé par les sons qu'il produit.

## « FAIRE VIVRE UN GROUPE »

Mais les tournées sont rares, du moins en France. La faute à « la culture franchouillarde », estime-t-il. « On a une mentalité de festival », souligne Marc Ducret, qui a joué en Europe, aux Etats-Unis et même au Japon avec Louis Sclavis : « En Allemagne, il faut diviser les cachets par trois mais multiplier les dates par dix. Pour nous, l'intérêt n'est pas de faire un festival mirifique très bien payé, puis d'aller se coucher pendant trois mois, mais de faire vivre un groupe. »



GILLES COUDON

C'est avec Tim Berne qu'il travaille le plus. En juin, ils ont enregistré de nouvelles versions de l'album *Big Satan*, sorti en 1996 (Winter & Winter) et de *Science Friction*, paru en 2002 chez Screwgun, le label de Tim Berne. En novembre, avec son ami, Marc Ducret va faire une tournée en Angleterre. Il reprend de l'activité après s'être « mis en grève » cet été pour dénoncer la réforme du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle. Il s'est rendu sur place, dans les festivals, pour « expliquer aux gens » le contenu du texte.

A la Coordination nationale, il a été impressionné de voir « des jeunes de 26 ans décortiquer le protocole, consciencieusement ». « Une conscience politique s'éveille. Face à ce gouvernement extrêmement viril, qui rejette toute une frange d'artistes dans la marginalité, des personnes jusqu'à présent peu mobilisées sont en train de se structurer dans l'opposition », observe-t-il.

Intermittent par intermittence, Marc Ducret se sent menacé. « Et pourtant, je ne suis pas un inconnu, je suis très actif. Avec le nouveau système de calcul, il est impossible de prévoir si on va être indemnisés dans les prochains mois et à quelle hauteur. Si je veux monter un projet, je ne sais pas si j'aurai le temps de chercher les musiciens, d'écrire la musique, de

trouver les financements, car je serai étranglé par des problèmes matériels. »

Sa musique est chronophage. Son prochain album, *Qui parle ?* (Sketch), dont la sortie est prévue en octobre, a mis « plus de deux ans » à aboutir. Marc Ducret y réunit ses complices qui l'ont accompagné ces dernières années : le contrebassiste Bruno Chevillon, le batteur Eric Echapard, le tromboniste Yves Robert (qui « grommelle un truc » en introduction), le saxophoniste Julien Lourau, les clavéristes Benoît Delbecq et Ali Delfau... « C'est un travail sur la mémoire. La plupart du temps, les morceaux mêlent des interprétations qui ont été enregistrées à plusieurs années d'intervalle et par des groupes différents. »

Il faut prendre le temps, aussi, d'écouter sa musique. « Elle ne prend son sens que lorsqu'on l'écoute plusieurs fois. C'est comme cela que je fonctionne, que je lis, que je vois les gens... » Il aime « les chansons des années 1960 qui racontent une histoire ». Ce disque est conçu « comme un film, le dépliant d'une vie ».

Clarisse Fabre

En concert jeudi 11 septembre, à 20 heures, avec Louis Sclavis et Jim Black, à la Cité de la musique. 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 16 €. Tél. : 01-44-84-44-84.

## TÉLÉVISION

### Les Martin, la fin

Trois ans de travail, une réalisation hors normes. Un savant montage d'archives historiques, de films amateurs et de scènes de fiction pour raconter, en six volets, l'histoire d'une famille française fictive entre 1945 et 1975. « La famille Martin n'existe pas ; mais c'est nous. C'est une série à la frontière de tout. Ça ne peut pas se raconter comme une fiction, ni comme un documentaire, ni comme un film d'archives », explique Jean-Claude Guidicelli, le réalisateur de la série documentaire « Les Martin », lancée début août sur France 5.

Le réalisateur et producteur Alain Wieder a imaginé cette saga familiale d'un genre nouveau afin de raconter l'Histoire différemment (« L'Histoire à travers le prisme du quotidien ») et avec humour. Toute l'équipe mobilisée pour ce grand projet y est d'ailleurs parvenue, au vu du succès d'audience qu'elle a connu au fil des semaines. Pour ceux qui auraient manqué le dernier volet, dimanche 7 septembre, ou pour ceux qui souhaiteraient avoir la preuve que l'on peut revisiter l'Histoire sans être ennuyeux, France 5 rediffuse aujourd'hui l'épisode englobant les années 1969-1975 : la fin des « trente glorieuses ». Depuis sa caverne, Julien, le petit-fils, finit l'inventaire de la mémoire de la tribu avant qu'il ne soit né : premiers pas sur la Lune, manifestation des femmes ayant avorté, crise du pétrole... – Ma. D.

« Les Martin » (6/6), 1969-1975, 14 h 50, France 5.

## VENDREDI 12 SEPTEMBRE

► « 100 % citoyens »

18 h 30, LCI

Lancée en mai, « 100 % citoyens » permet une heure et demie de dialogue entre une personnalité politique et des Français.

Aujourd'hui, sur le thème « La culture est-elle menacée ? », c'est Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, que reçoit Laurent Bazin (qui anime cette émission organisée en

collaboration avec *Le Point* et l'Institut de sondages Ipsos).

► « Thalassa » : Escalade à Pondichéry

20 h 55, France 3

Sept reportages centrés autour de Pondichéry et la côte sud-est de l'Inde. Pondichéry fut le premier comptoir fondé au XVII<sup>e</sup> siècle par les Français, qui y restèrent jusqu'en 1954.

► « Les Enquêtes d'Eloïse Rome »

21 h 55, France 2

Forte du succès d'audience de la saison passée, Christine Citti, alias le capitaine Eloïse Rome, revient pour six épisodes. Elle est toujours secondée par Eric Nell (Jean-Baptiste Martin), un jeune policier en admiration devant la rigueur professionnelle de cette femme hors norme. Tous deux forment, avec le commissaire Lespéré (Marc Berman), un trio sympathique, plus proche de la comédie que du thriller.

► « Contre-courant » : Vingt ans, le bel âge (3/3)

22 h 50, France 2

Troisième et dernier volet de l'énergique série documentaire consacrée aux 18-25 ans. Cette fois, c'est dans la banlieue de Strasbourg, l'une des villes les plus jeunes de France, que Rémi Lainé et Sophie Simonot ont enquêté. Pour y découvrir un épatare centre socioculturel et une association en or, les Sonsd'laRue, qui fédère et soutient les élans artistiques des jeunes.

► Sous le sable

0 h 30, Arte

Un grand film de François Ozon (2001). Une femme se retrouve seule du jour au lendemain après la disparition de son mari. Une description subtilement fantastique des effets de l'absence ainsi que de l'impossibilité du deuil. Avec Bruno Cremer et Charlotte Rampling, magnifique.

## LES GENS DU MONDE

■ **Simon & Garfunkel**, le plus célèbre duo de folk-rock américain des années 1960, a décidé de se reformer dix ans après sa précédente réunion à New York. Paul Simon et Art Garfunkel, tous deux âgés de 61 ans, entameront le 18 octobre à Auburn Hills (Michigan) cette tournée de retrouvailles baptisée *Old Friends : 2003*, par allusion à une de leurs chansons vieille de trente-cinq ans. Trente-six dates sont programmées en Amérique du Nord jusqu'à la mi-décembre. Les deux hommes s'étaient retrouvés à New York en février 2003 à l'occasion des Grammy Awards (l'équivalent américain des Victoires de la musique). « Notre amitié s'était délitée, mais les Grammy nous ont donné la chance de tourner la page », a déclaré Paul Simon le 9 septembre à la presse. Les duettistes ont enfin évoqué l'éventualité d'enregistrer un album en studio.

■ A l'inverse, les **Monty Python** n'envisagent pas de se réunir de sitôt. Cité par l'agence américaine Associated Press, **John Cleese**, un des membres du groupe britannique de comédiens, a déclaré : « Il est absolument impossible de réunir ne serait-ce qu'une majorité d'entre nous au même endroit, et je ne plaisante pas. » De fait, John Cleese vit à Santa Barbara (Californie), **Michael Palin** se trouve dans l'Himalaya, **Terry Gilliam** à Prague, **Eric Idle** au Canada et **Terry Jones** « Dieu sait où », selon Cleese – le sixième larron, Graham Chapman, est mort en 1989. Les Monty Python ont pourtant travaillé ensemble pour de nouveaux sketches et les bonus figurant sur le DVD de leur film *Le Sens de la vie* (1983), sorti le 2 septembre. Mais cette collaboration a été réalisée à distance.

■ Après avoir vendu massivement son premier album, *Quelqu'un m'a dit* (Naïve), l'ancien mannequin reconverti dans la chanson **Carla Bruni** fera ses débuts à la scène. Accompagnée de trois musiciens (un contrebassiste, un batteur, un guitariste) et de sa guitare sèche, elle chantera du 17 au 24 février 2004 au théâtre des Bouffes du Nord, à Paris.

■ Le prix Prince des Asturies de la Concorde a été décerné, mercredi 10 septembre, à l'écrivain britannique **Joanne Kathleen Rowling**, « mère » de Harry Potter. Les autres prix Prince des Asturies 2003 vont au président du Brésil **Luis Inacio Lula** (coopération internationale), à l'éthologue britannique **Jane Goodall** (recherche scientifique et technique), au philosophe allemand **Jürgen Habermas** (sciences sociales), au journaliste polonais **Ryszard Kapuscinski** et au théologien péruvien **Gustavo Gutiérrez Merino** (communication), au Tour de France cycliste (sport), aux écrivaines marocaine **Fatima Mernissi** et américaine **Susan Sontag** (lettres) et au peintre catalan **Miquel Barcelo** (arts). Les prix seront remis en octobre à Oviedo (Espagne) par le prince des Asturies, Felipe, fils et héritier du roi d'Espagne, Juan Carlos.

— DOMINIQUE DHOMBRES —

## Deux randonneurs

**OUSSAMA BEN LADEN** et son principal lieutenant, Ayman Al-Zawahiri, marchent avec précaution, un bâton à la main, au flanc d'une hauteur. Le paysage est montagneux et aride, avec de maigres touffes de végétation entre les cailloux. Les deux hommes portent des vêtements afghans traditionnels, une cape de laine rejetée sur l'épaule, un fusil d'assaut en bandoulière. Ils ont l'air en bonne forme physique et Ben Laden sourit même un moment à la caméra. La dernière bande vidéo réalisée par Al-Qaïda et diffusée, mercredi 10 septembre, par la chaîne d'information arabe Al-Jazira à la veille du deuxième anniversaire des attentats du 11 septembre ne donne aucune indication de temps ou de lieu. Elle aurait été tournée ce printemps dans le sud de l'Afghanistan.

On entend, hors champ, la voix des deux dirigeants d'Al-Qaïda. « La vraie bataille n'a pas encore commencé », dit Al-Zawahiri, qui invite les Irakiens « à dévorer les Américains comme les lions dévorent leur proie » et aussi, ce qui est un peu contradictoire mais qu'autorise sûrement une licence poétique, « à les enterrer dans les cimetières d'Irak ». Ben Laden, lui, ne fait aucune allusion à l'Irak,

mais revient sur les attentats du 11 septembre, prononçant l'éloge de leurs auteurs, dont il cite les noms, en particulier celui de Mohammed Atta. « Ces jeunes gens ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi, sur le plan émotionnel, psychologique et matériel. Il faut suivre leur exemple », affirme-t-il. Il dénonce « ceux qui ne sont pas d'accord pour tuer ». Là encore, le langage est allégorique. « Ceux qui ont peur d'escalader les montagnes vivront toujours terrés au fond d'un trou », dit-il.

Ces images sont évidemment un défi aux Américains au moment où ces derniers célèbrent la mémoire des victimes du 11 septembre. Elles étaient diffusées mercredi par Al-Jazira presque simultanément avec un discours prononcé par George Bush devant l'école où sont formés les futurs agents du FBI. « Les menaces qui pèsent sur notre pays sont réelles. L'ennemi est blessé, mais il dispose toujours de moyens, il est toujours dangereux et recrute activement », affirmait le président américain. Sur CNN, un expert expliquait que l'authenticité de la vidéo importait peu, au fond, puisqu'il s'agit avant tout d'attirer de nouvelles recrues. Les deux randonneurs sont des sergents recruteurs.

## DISPARITION

## Edward Teller

Le « père » de la bombe H américaine

**EDWARD TELLER**, le physicien américain considéré comme le pionnier de la bombe H, de la bombe à neutrons et de l'Initiative de défense stratégique (autrement appelée « guerre des étoiles »), est mort mardi 9 septembre à Stanford (Californie). Il était âgé de 95 ans.

Né le 15 janvier 1908 à Budapest (Hongrie), Edward Teller obtient son diplôme de physicien à l'université de Leipzig. D'origine juive, il fuit l'Allemagne nazie pour se réfugier au Danemark, puis au Royaume-Uni, avant de gagner en 1935 l'université George-Washington à Washington (Etats-Unis), où comme professeur il travaille aux côtés de deux grands physiciens, George Gamow et Eugene Paul Wigner, futur Prix Nobel en 1963.

Massif et bourru, le visage barré de sourcils broussailleux, Edward Teller va plus spécialement s'intéresser, avec Gamow, à la puissance énergétique dégagée par la réaction en chaîne lors de la désintégration de l'uranium 235. L'idée que la fission d'un tel isotope puisse donner naissance à une arme progressive aux Etats-Unis, où la guerre en Europe et la lutte contre le nazisme sont au centre des réflexions. Dès 1941, Teller fait partie des physiciens, avec notamment Enrico Fermi (Prix Nobel 1938) et Robert Oppenheimer, du futur projet Manhattan, qui conduira à la fabrication de la bombe A américaine par le laboratoire de Los Alamos (Nouveau-Mexique). La première bombe A expérimentale américaine explose en juillet 1945.

En 1942, la même équipe, au sein de laquelle Teller a pris plus de poids, travaille à la conception d'un engin à fusion, la bombe H, beaucoup plus puissante. La première bombe H expérimentale américaine explose en octobre 1952. En 1950, toutefois, un grave différend opposera Teller à Oppenheimer, qui, avec Albert Einstein, cherche à dissuader le président des Etats-Unis, Harry Truman, de réaliser la bombe H. On est alors en pleine chasse aux sorcières lancée par le sénateur Joseph McCarthy, et Robert Oppenheimer est accusé d'être « très probablement » un agent soviétique. Devant le Sénat, Edward Teller ne défendra pas son collègue, dont il estimait « le jugement confus », et qui sera réhabilité en 1963.

## CAMP DES CONSERVATEURS

Plus tard, Edward Teller expliquera qu'il avait déconseillé le lancement d'une bombe à uranium enrichi sur Hiroshima, puis le tir d'une bombe au plutonium contre Nagasaki, au Japon, en août 1945. Il aurait souhaité, dans un premier temps, une explosion de démonstration, dans le Nevada par exemple, pour impressionner les

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur [lemonde.fr/carnet](http://lemonde.fr/carnet) les nominations, lois parues au Journal officiel et les adresses de sites publiant des documents significatifs.



adversaires japonais et les amener ainsi à conclure la paix.

A la différence de la plupart de ses collègues du monde scientifique, Edward Teller, qui appartient au camp des conservateurs américains, n'a cessé, durant les années 1950 et 1960, de dénoncer le péril soviétique – l'URSS a fait exploser sa première bombe A en 1949 et sa première bombe H en 1953 – et de se faire l'avocat d'une défense forte aux Etats-Unis, face à Moscou.

On le retrouvera donc en pointe de tous les combats technologiques qui visent à moderniser et à accroître les capacités militaires des Etats-Unis. Il est le père des concepts de la bombe à neutrons, dont les effets de rayonnement sont portés à leur maximum d'intensité sur le champ de bataille, et de la bombe abusivement qualifiée de « propre », une bombe nucléaire dont les effets de destruction demeurent pour, au contraire, écarter les retombées radioactives contre les populations. Ce qui en ferait aussi, selon Teller, un engin explosif pour l'exécution de grands travaux civils.

Mais le physicien sera surtout l'instigateur, auprès du président des Etats-Unis, Ronald Reagan, dans les années 1980, de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Il s'est agi de déployer dans l'espace et sur Terre un bouclier antimissile au moyen de systèmes de défense terminale recourant à des têtes nucléaires de faible puissance ou à des lasers, protégeant les Etats-Unis et leurs alliés qui le voudraient. Les adversaires du projet l'avaient baptisé la « guerre des étoiles ». Trop ambitieux sur les plans scientifique et technique, le programme IDS a été abandonné.

George Bush s'en est inspiré d'une certaine manière pour proposer un nouveau bouclier antimissile basé sur le tir, depuis le sol ou à partir de navires, de missiles antimissiles agissant par effet de collision dans l'espace avec un missile assaillant. En 2001, Teller avait approuvé la dénonciation par Washington du traité de 1972 interdisant les essais nucléaires et l'éventualité de coopérer avec la Russie sur un bouclier antimissile.

Depuis, Edward Teller s'était retiré à Stanford, où il est mort. Il était senior consultant en géopolitique au Hoover Institute.

Jacques Isnard

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Anne-Victorine et Alexandre** ont la joie d'annoncer la naissance de

**Erwan TERRIER**

le 5 septembre 2003.

**Sarah et Antoine** sont aux anges depuis la naissance de

**Marco**

le 1<sup>er</sup> septembre 2003,

pour la plus grande joie des familles Coquery-Vidrovitch et Spyridakis.

**Olivier HAGUENAUER** et **Agathe de LASTIC SAINT JAL** ont la joie d'annoncer la naissance de

**Pia,**

le 28 août 2003.

161, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

## Fiançailles

– Tous mes vœux de bonheur pour vos fiançailles le 14 septembre 2003, à

**Florence et Arnaud.**

Otolan.

## Décès

– Le 9 septembre 2003,

**Louis-Marie BARBARIT**, journaliste, écrivain, éditeur,

nous a quittés.

La cérémonie d'adieu aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chantonnay, le samedi 13 septembre, à 14 h 30.

Elisabeth, Matthieu et Simon Barbarit, 20, avenue Georges-Clemenceau, 85110 Chantonnay.

– Jo Cartellier, son époux, Emmanuelle et Alain Gasté, Dominique Cartellier et Etienne Mulliez, Marie-Anne et Jean-Michel Carret, Hélène Cartellier et Didier Chevallier, Jean Cartellier et Solange de Frémenville, ses enfants, Raphaël, Gaëtan et Olga, Sophie, Manon et Camille, Alice et Vincent, Noé et Abel, Fanny et Gabrielle, ses petits-enfants, Ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Les familles Aguesse, Attard, Bastide, Cartellier, de la Fourmière, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Mad CARTELLIER,** née **Marie-Madeleine AGUESSE.**

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 septembre 2003, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

Ni fleurs ni couronnes, dons aux œuvres.

64, boulevard du Roi-René, 13100 Aix-en-Provence.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)  
www.mondepub.fr

– Khenchela (Aurès). Constantine.

Sadek Guellal, vice-président (er) de la Sonatrach, Et sa famille, font part avec une infinie tristesse du rappel à Dieu, le 26 août 2003, de

**Mme Fatima GUELLAL,** née **BOUGOFFA.**

L'inhumation a eu lieu le 27 août au cimetière central de Constantine.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »

8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris.  
5, villa Dar-Essalam, 29000 Djanet (Algérie).

– Paris. Pomérols (Hérault).

Les familles Palatsi et Schenck ont la douleur de faire part du décès de

**Serge PALATSI,**

survenu le 2 septembre 2003, à Pomérols.

L'inhumation des cendres aura lieu à la chapelle de l'Est du Père-Lachaise, le vendredi 12 septembre, à 9 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

38, rue des Bergers, 75015 Paris.

– Les membres du conseil d'administration de l'association l'Etape et les personnels des foyers de jeunes travailleurs Blanqui et Voltaire, ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Danièle PENET,** notre présidente pendant de longues années,

survenu le 7 septembre 2003, à Paris.

Tu continues d'éclairer notre action.

– Paris.

Le conseil d'administration de l'Union des foyers de jeunes travailleurs Ile-de-France, Les associations adhérentes, Les administrateurs, Les personnels et les résidents, ont la tristesse de faire part du décès de leur ancienne directrice régionale,

**Mme Danièle PENET,** chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 septembre 2003, à Paris.

Que chacun apporte un gerbera.

– Athènes. Paris.

**Elias PETROPOULOS,** 1928-2003, écrivain et poète, l'enfant terrible des lettres grecques, auteur d'une merveilleuse anthologie des chants grecs, *Rebétika*, du *Manuel du bon vouloir*, et de l'*Histoire de la capote anglaise*,

nous a quittés en nous disant :

« La grammaire des baisers est aussi nécessaire que celle des mots. »

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le samedi 13 septembre 2003, à midi.

– Hélène Rosenberg, Dinah Rosenberg et Alain Bernard, ont la tristesse de faire part du décès de

**Benno ROSENBERG,** psychanalyste,

survenu le mercredi 10 septembre 2003.

L'enterrement aura lieu le lundi 15 septembre, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

La famille sera présente au domicile de Benno Rosenberg, du lundi 15 septembre après l'enterrement au dimanche 21 septembre.

Ceux qui souhaitent passer sont les bienvenus.

179, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

– L'association Amis de l'école, Mme Françoise Lugassy et ses filles, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. François TOULOUSE,**

survenu le 9 septembre 2003, à l'âge de soixante et onze ans.

L'incinération aura lieu le samedi 13 septembre, à 11 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30**  
**Permanence le samedi jusqu'à 16 heures**  
**www.mondepub.fr**  
**Tél. : 01-42-17-39-80**

## Conférences

**Les Mardis de la philo reprennent le 23 septembre 2003.**

Au programme cette année : **dix-huit thèmes de six conférences** et deux ateliers de lecture.

Quelques-uns des dix-huit thèmes : **Les philosophes modernes, de Kant à Freud. La pensée sociologique. Tocqueville : analyse d'une œuvre. Découvrir l'art contemporain : l'art abstrait. Le Bien le Mal : le regard des philosophes. Les mythes grecs. Les enjeux de l'islam contemporain. Introduction aux sagesse orientales : le bouddhisme.**

**Ateliers de lecture :** Proust, *A la recherche du temps perdu*. « Qu'est-ce que l'homme ?, textes philosophiques ».

Les conférences ont lieu le mardi, 4, place Saint-Germain, Paris-6<sup>e</sup>. Renseignements : 01-47-22-13-00, ou à [www.lesmardisdelaphilos.com](http://www.lesmardisdelaphilos.com)

## Formations

**L'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)** propose des formations diplômantes en cours du soir en **arabe, chinois, hindi, japonais, persan, russe, vietnamien**. Nombre de places limité. N'hésitez pas à nous contacter. **Tél. : 01-55-26-81-10.** Fax : 01-55-26-81-29. Mail : [formation-continue@inalco.fr](mailto:formation-continue@inalco.fr)

## Stages

Reprise de l'Atelier d'écriture **Tisserands des mots. Paris-18<sup>e</sup>.** Tél. : 01-53-28-06-38.

**ATELIERS D'ÉCRITURE Elisabeth BING.** Journées portes ouvertes, 13 et 14 septembre, programme 2004, stages de sensibilisation. Tél./fax : 01-40-51-79-10.

## Communications diverses

**Cercle Amical - Centre V. Medem.**

**Cours de yiddish tous niveaux, au Centre Medem pour le yiddish,** 52, rue René-Boulanger, Paris-10<sup>e</sup>. Renseignements le matin, de 10 heures à 12 heures, au : 01-42-02-17-08.

**CARNET DU MONDE ANNÉE 2003 - TARIF à la ligne**  
**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS : 23 € TTC**  
**TARIF ABONNÉS : 19 € TTC**  
**NAISSANCES, ANNIVERSAIRE DE NAISSANCE, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS : 15 € TTC**  
**TARIF ABONNÉS : 11,50 € TTC**  
**THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € TTC**  
**COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter**  
☎ **01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96**  
**Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)**  
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes  
Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.  
[www.mondepub.fr](http://www.mondepub.fr)

**Abonnez-vous au Monde pour 27,70 € (181,70 F) par mois**

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : **LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

**Oui,** je souhaite recevoir *Le Monde* pour **27,70 € (181,70 F)** par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : \_\_\_\_\_

Offre valable jusqu'au 31/12/2003 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 301MQPAN

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT :** merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

**Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 0 825 000 778 (0,15 € TTC/min) de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.**  
**Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)**  
\*Le Monde\* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year \*Le Monde\* 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03  
Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ces informations (art. 27 de la loi « Informatique et libertés »). Les informations recueillies sont destinées au Monde et à ses partenaires commerciaux, sauf opposition de votre part en cochant cette case

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR  
N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**  
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom .....  
Prénom .....  
N° .....rue .....  
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT  
DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

.....  
N° .....rue .....  
Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 11 SEPTEMBRE

## TF1

**16.25** Invisible Man Série (saison 1, 13/24). Le Miroir aux alouettes **17.15** Beverly Hills Série (saison 10, 26/27). La Dernière Chance ♦ **18.05** Le Bigdil Jeu **19.00** Star Academy **19.50** Météo, Journal, Météo, Tiercé.



**20.55 NAVARRO** FLICS ET TRAFICS Série. Patrick Jamain. Avec Roger Hanin, Laurent Schilling (France, 2003, ♦) 2039169 *Une enquête du commissaire qui met au jour un trafic d'enfants bosniaques, enlevés à leurs parents pour être vendus en France en vue d'une adoption.*

**22.40 LA MÉTHODE CAUET** Présenté par Cauet, avec la participation de Cécile de Méribus. Invités : Christian Clavier, Lio, Michaël Youn, Greg, Marika, Nolwenn Leroy, Luis Fernandez, Clara Morgane. 5506492

**0.40** Star Academy Feuilletton-documentaire. 9597944 **1.25** Les Couilles de l'économie Magazine. 946164 **2.15** Météo **2.20** Appels d'urgence 6525164. **3.20** Reportages Ces messieurs en habit vert [25 min, ♦]. 6773096.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.20** La Passion de Jeanne d'Arc ■■■ Carl Theodor Dreyer (France, 1928, N., 100 min). **cinecinema Classic**  
**17.00** Le Parrain 2 ■■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1974, 195 min) ♦. **TPS Home cinema**  
**17.35** Simple Men ■■■ Hal Hartley (Etats-Unis, 1992, v.o., 105 min). **cinecinema Emotion**  
**20.45** Loin ■■■ André Téchiné. Avec Lubna Azabal, Stéphane Rideau, Mohamed Hamadi (France - Espagne, 2001, 120 min). **TPS Star**  
**20.45** Peggy Sue s'est mariée ■■■ Francis Ford Coppola (EU, 1986, v.m., 100 min). **TPS Cinéculte**  
**20.45** Le Quatrième Protocole ■■■ John Mackenzie (GB, 1987, v.m., 115 min). **cinecinema Frisson**  
**20.45** Lacombe Lucien ■■■ Louis Malle (France, 1974, 135 min). **cinecinema Emotion**  
**20.45** Panique ■■■ Julien Duvivier (France, 1946, 90 min). **cinecinema Classic**  
**21.00** Ran ■■■ Akira Kurosawa (France - Japon, 1985, v.m., 155 min). **cinecinema Auteur**  
**21.00** Amarcord ■■■ Federico Fellini (Italie, 1974, v.m., 120 min). **TPS Cinétoile**  
**23.00** I Vitelloni ■■■ Federico Fellini (Italie - France, 1953, N., v.o., 105 min). **TPS Cinétoile**  
**23.35** Réves ■■■ Akira Kurosawa (Etats-Unis - Japon, 1989, v.m., 115 min). **cinecinema Auteur**

## FRANCE 2

**16.50** Des chiffres et des lettres **17.25** Tout vu, tout lu **18.05** Qu'est-ce qui se passe quand...? **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille **20.00** Journal ♦ **20.35** Question ouverte Avec Dominique Strauss-Kahn.



**21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Françoise Joly. Sommaire : Les flics du ciel. Documentaire ; Paroles de New-Yorkais. Documentaire. Morad Ait Habbouche ; Duo Tonic. Rencontre avec Shirley et Dino ♦. 4488343

**23.05 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT** Magazine présenté par Guillaume Durand, avec la participation de Josyane Savigneau, François Reynaert et Pierre-Louis Rozynes. 6344430

**0.40** Journal. Météo **1.05** Millennium ♦ **1.50** Contre-courant Vingt ans, le bel âge [2/3] : Chacun son destin ♦. 3222102. Jacques-Henri Lartigue : le siècle en positif. 8265947. **3.50** 24 heures d'info, Météo (20 min).

## FRANCE 3

**16.50** TO3 **17.50** C'est pas sorcier Magie des effets spéciaux ♦ **18.15** Un livre, un jour **18.25** Questions pour un champion ♦ **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **19.55** Le Fabuleux Destin de... **20.30** Tout le sport, les dix ans.



**20.55 DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST** Film. Jean Yanne. Avec Coluche, Michel Serrault, Michel Auclair, Mimi Coullérier, Jean Yanne. *Comédie* (France, 1982, ♦). 2024237 *César, en vacances, est confronté à une révolte menée par le garagiste Marcel Ben Hur.* **22.40** Météo, Soir 3.

**23.10 PRIEZ POUR NOUS** Film. Jean-Pierre Vergne. Avec Samuel Labarthe, Delphine Rich, Delphine Legoff, Hélène Scott, Thomas Rochefort. *Comédie* (Fr., 1994, ♦). 1725633 **0.40** Hit Story 6164015 **1.05** Un livre, un jour.

**1.10** Vie privée, vie publique Des couples pas comme les autres. 1863522 **3.10** Culture et dépendances Deux ans après les attentats du 11 septembre, la haine de l'Amérique. 2180980 **4.40** Côté maison (40 min).

## CANAL+

**16.45** Le Journal des sorties **17.00** Glitter Film. Vondie Curtis-Hall ▶ *En clair jusqu'à 21.00* **18.35** Météo **18.40** Journal **18.45** Zapping **18.50** Merci pour l'info **19.50** Météo **19.55** Les Guignols **20.05** 20 h 10 pétantes Magazine.



**21.00 GHOST WORLD** ■■■ Film. Terry Zwigoff. Avec Thora Birch, Scarlett Johansson, Steve Buscemi, Brad Renfro, Illeana Douglas. *Comédie dramatique* (EU, 2001, ♦). 6269512 *Une réflexion juste sur la culture américaine.* **22.45** C du cinéma Spécial Deauville : 29<sup>e</sup> Festival du cinéma américain. Invités : Harrison Ford, John Cusack, etc. 4371459

**23.30 17 FOIS CÉCILE CASSARD** ■■■ Film. Christophe Honoré. Avec Béatrice Dalle, Romain Duris (France, 2002, ♦) 8125527 **1.15** Battle Royale ■■■ Film. Kinji Fukasaku. Avec Takeshi Kitano (2000, ♦) 5881096

**3.05** Golf Circuit européen. Trophée Lancôme (1<sup>er</sup> journée). A Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). 9342909 **5.05** La Nuit de la peur Film. Peter Collinson. Avec Jacqueline Bisset, Christopher Plummer (GB, 1975, 90 min).

## FRANCE 5 / ARTE

**15.50** Révolution rock'n'roll [3/3] ♦ **16.50** Traditions et saveurs Espagne du Sud ♦ **17.50** C dans l'air **19.01** Voyages, voyages L'Oberland bernois **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Rwanda : une justice en otage.



**20.45 SHORT CUTS** ■■■ Film. R. Altman. Avec Andie McDowell, Jack Lemmon, Anne Archer, Matthew Modine. *Comédie satirique* (Etats-Unis, 1993, v.o., ♦) 45917614 *Portraits entrecroisés de quelques Américains, d'après des récits de Raymond Carver.*

**23.45** THEMA - LE VERRE DU SABLE À LA LUMIÈRE... LE VERRE Documentaire. Annie Chevallay (2003). 107972817 **1.20** Théma - De l'art à la révolution... le verre Documentaire. Annie Chevallay. 4941744

**1.45** Théma - Architectures La villa Dall'Ava. Documentaire. Richard Copans et Stan Neumann (France, 1995). 8133305 **2.15** Vida ! Fragment de souvenir Court métrage. Lisa-Marie Dickreiter et Winfried Oelsner (25 min).

## M6

**16.15** Tubissimo **16.55** Génération Hit **17.50** Stargate SG-1 Le Procès **18.45** Smallville Série. Les Fantômes du passé ♦ **19.45** ET **20.40** Caméra café **19.50** Six<sup>e</sup>, Météo **20.05** Notre belle famille Série **20.40** Décrochages info.



**20.50 POPSTARS : LE DUEL** ÉPISODE 3. Feuilletton-Documentaire. 296527

**22.05 JOHN DOE** Le Naufragé ♦ 9637430. En toute confiance 9975256. Série (saison 1, 5 et 6/21). Avec Dominic Purcell, Peter J. Lucas, Sprague Grayden, Jayne Brook, William Forsythe (Etats-Unis, 2002).

**23.50** E = M6 spécial Beauté, forme : comment prolonger l'été? Magazine. 3619140 **1.44** Météo **1.45** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (315 min). 28967744.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Quadrille.  
**21.00** Création musicale contemporaine.  
**22.00** Journal, Multipistes.  
**23.00** Surpris par la nuit.  
**0.00** Du jour au lendemain. Gil Jouanard.

## FRANCE-MUSIQUE

**20.03** Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Kurt Masur : œuvres de Zavarov, Rachmaninov, Dvorak.  
**22.00** En attendant la nuit.  
**23.00** Jazz poursuite. San Francisco [2/2].  
**0.00** Le Cabinet de curiosités.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Lever de rideau. Œuvres de Charpentier, Couperin, Rameau.  
**20.40** 1<sup>er</sup> Rencontres internationales d'ensembles de violoncelle de Beauvais. Mstislav Rostropovich à Beauvais. Œuvres de Chopin, Liszt, Debussy, Satie, Messiaen.  
**21.45** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Bach, Beethoven, Schubert, Weber, Berlioz et Brahms.  
**0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

**22.00** Forum public. La forêt française menacée. Public Sénat

## MAGAZINES

**20.10** L'Invité de PLS. LCI  
**22.25** Contre-courant. A l'écoute de la police. TV 5  
**22.55** Les Dossiers de Téva. Les enfants précoces. Tu seras un génie mon film. Stanford, l'usine à champions. Téva  
**23.10** Recto Verso. Invité : Eddy Mitchell. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

**17.10** Ni travail, ni famille, ni patrie. Journal d'une brigade F.T.P. - M.O.I. Planète  
**17.15** Plaisirs d'amour. [4/4]. L'amour en question, des années 1970 à nos jours. Odysée  
**18.15** Crime Stories. Juge et assassin. Paris Première  
**18.30** Animal caméra. Les grands requins. Nat. Geographic  
**18.30** City Guide. Pékin. Voyage  
**18.55** Témoignages autour du cas Pinochet. [2/5]. Histoire  
**19.00** Le Souffle de l'Histoire. Les Indiens Anasazi. Voyage  
**19.05** La Dynastie Getty, une tragédie de riches. toute l'HISTOIRE  
**19.05** La Fabuleuse Histoire des nains de jardin. Odysée  
**19.50** Henri Guillemin raconte Jeanne d'Arc. [6/13]. Reims. Histoire

**19.55** Parole à la musique. Texas. Odysée  
**20.00** Living Stones. Le dessous des pierres. Voyage  
**20.00** Hollywood Stories. Jim Carrey. Paris Première  
**20.30** Les Charmeurs de serpents. [10/13].  
Nager avec les serpents de mer. National Geographic  
**20.40** Le Procès d'Oussama Ben Laden. toute l'HISTOIRE  
**20.50** Zita Cabello, une femme contre l'oubli. Odysée  
**21.00** Témoignages autour du cas Pinochet. [4/5]. La justice. Histoire  
**21.45** Les Chicanos à Los Angeles. Planète  
**23.00** Découvrir le monde. Irlande : l'île verte. Voyage  
**23.00** Jean-Loup Longnon, une trompette dans la nuit. Mezzo  
**23.00** La Jeune Fille afghane. National Geographic  
**23.15** Robert-Houdin. Une vie de magicien. Odysée

## SPORTS EN DIRECT

**16.00** Golf. Circuit européen. Trophée Lancôme (1<sup>er</sup> jour). Canal + vert  
A Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).  
**18.00** Basket. Championnats d'Europe. 3<sup>e</sup> quart de finale : Espagne - Israël ; suivi à 21.00 par le 4<sup>e</sup> quart de finale : Grèce - Italie. Sport+  
**20.00** Volley. Championnats d'Europe messieurs. Tour préliminaire : Allemagne - Italie. Eurosport  
**22.00** Canoë-kayak. Championnats du monde de course en ligne. A Gainesville (Géorgie). Eurosport

## MUSIQUE

**18.00** L'Ensemble Vivete Felici. En 2001. Mezzo  
**19.00** Ooleya Mint Amartchitt. Mezzo  
**20.45** Rock Masters. Carlos Santana. Hammersmith Odeon de Londres, en 1977. Planète  
**21.50** Les Quatre Ballades de Frédéric Chopin. En 1988. Mezzo  
Avec Krystian Zimerman (piano).  
**1.00** Patrick Saussois et Alma Sinti. New Morning, à Paris, en 2002. Mezzo

## TÉLÉFILMS

**20.40** Une preuve d'amour. Bernard Stora. Festival  
**22.25** Marilyn et ses enfants. Charli Beléteau. Festival  
**22.35** Le Dernier des Templiers. Jean-Marc Piché ♦. TF 6

## SÉRIES

**18.55** Le Caméléon. Le miroir recomposé (S2). Série Club  
**19.55** Arabesque. Meurtre à La Nouvelle-Orléans (saison 1, 12/21). TV Breizh  
**20.25** Les Compagnons de Jésus. Le Serment. [13/13]. Histoire  
**20.50** Homicide. Canicule. La Veuve noire (saison 1, 3 et 4/9) ♦. 13<sup>ème</sup> RUE  
**23.25** New York District. Le Pari (S4, 18/22) ♦. 13<sup>ème</sup> RUE  
**23.35** Haute tension. (saison 1, 1 et 2/10, v.o.). Jimmy  
**1.00** Mission impossible. Combats [2/2] (S3, 3/25). TMC

## VENDREDI 12 SEPTEMBRE

## TF1

**13.55** Les Feux de l'amour Feuilletton. Avec Robert Colbert ♦ **14.45** Cruelle justice Téléfilm. Gregory Goodell. Avec Nicki Lynn Aycox (EU, 1995, ♦) ♦ **16.25** Invisible Man Série. Légende ou imposture ? **17.15** Beverly Hills Série. Ode à la joie ♦ **18.05** Le Bigdil **19.00** Star Academy **19.45** Laverie de famille Série **19.50** Météo, Journal **20.40** C.L.A.C. c'est l'actualité des coulisses **20.45** Météo.



**20.50** MIEUR EUROPE 2003 Présenté par Jean-Pierre Foucault, Estelle Lefebvre. Invités : Hélène Segara, Ricky Martin, Eros Ramazzotti, Jean Alesi. 66016015

**23.10 SANS AUCUN DOUTE** Présenté par Julien Courbet, avec la participation de Gérard Michel, Eric de Caumont, Nathalie Felloneau et Bernard Sabbah. 4345657

**1.30** Star Academy 3803145 **2.15** Les Coups d'humour 17916503 **2.50** Météo **2.55** Traffic infos Magazine. 37588955 **3.00** Reportages Le Bonheur des dames ♦. 5208077.

**3.25** Aventures asiatiques [2/2]. Aux Philippines. Documentaire. 2407313 **4.15** Musique ; 76958597 **4.50** Très pêche Des belles scènes de pêche. Documentaire. Claude Cailloux (1999, 60 min). 9240110.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.15** Jin-Roh ■■■ Hiroyuki Okiura (Japon, 1998, v.m., 98 min) ♦. **TPS Home cinema**  
**14.35** Loulou ■■■ Maurice Pialat (France, 1980, 105 min). **TPS Cinéculte**  
**14.40** I Vitelloni ■■■ Federico Fellini (Italie - France, 1953, N., 100 min). **TPS Cinétoile**  
**16.20** American Graffiti ■■■ George Lucas (Etats-Unis, 1973, v.m., 115 min). **TPS Cinéculte**  
**16.50** Dodes' kaden ■■■ Akira Kurosawa (Japon, 1970, v.o., 135 min). **cinecinema Classic**  
**19.05** Panique ■■■ Julien Duvivier (France, 1946, N., 100 min). **cinecinema Classic**  
**21.00** Le Dernier Métro ■■■ François Truffaut (France, 1980, 130 min). **cinecinema Succès**  
**21.00** La Strada ■■■ Federico Fellini (Italie, 1954, N., v.m., 115 min). **TPS Cinétoile**  
**21.00** Abyss (version courte) ■■■ James Cameron (Etats-Unis, 1989, v.m., 135 min). **TPS Cinéstar**  
**22.35** 1984 ■■■ Michael Radford (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 105 min) ♦. **cinecinema Premier**  
**22.45** Violent Cop ■■■ Takeshi Kitano (Japon, 1989, v.o., 105 min) ♦. **cinecinema Auteur**  
**22.55** Betty ■■■ Claude Chabrol (France, 1991, 115 min). **TPS Home cinema**  
**23.10** Les Valseuses ■■■ Bertrand Blier (France, 1973, 115 min) ♦. **cinecinema Succès**  
**0.30** Ran ■■■ Akira Kurosawa (France - Japon, 1985, v.m., 155 min). **cinecinema Auteur**

## FRANCE 2

**13.46** Inspecteur Derrick Témoignage oculaire **14.50** Un cas pour deux L'Ange de la mort **15.55** Brigade des mers Dernier chapitre **16.40** Un livre Clandestin, d'Éliette Abecassis **16.50** Des chiffres et des lettres **17.15** Rayons X **17.25** Tout vu, tout lu **18.05** Qu'est-ce qui se passe quand...? **18.55** On a tout essayé **19.46** Météo **19.50** Un gars, une fille Série. A Hong-kong 6 ♦ **20.00** Journal, Météo ♦.



**20.55** UNE SOIRÉE DE POLARS LA CRIM<sup>e</sup> Mort d'un héros. Série (saison 8) Laurent Lévy. Avec Isabel Otero, Jean-François Garreaud, Didier Cauchy ♦. 1409102 **21.55** Les Enquêtes d'Éloïse Rome Série. Le Protecteur. Christophe Douchand. Avec Christine Citti ♦. 9238676 **22.55** Avocats et associés Série (S4, 6/6) Quinze ans et demi. P. Tribouit ♦. 1987676

**23.50 CONTRE-COURANT** VINGT ANS, LE BEL ÂGE [3/3] : Notre quartier. Documentaire. Rémi Lainé. Magazine présenté par Stéphane Paoli (2003, ♦). 1180589

**0.55** Journal de la nuit, Météo **1.14** CD'aujourd'hui 468474481 **1.15** Contre-courant Tatami. Documentaire. Camille de Casabianca (2003). Magazine. 3623058.

**2.15** Envoyé spécial Magazine. Au sommaire : Les flics du ciel ; Paroles de New-Yorkais ; Duo Tonic ♦. 6287348 **4.10** 24 heures d'info, Météo **4.30** Des mots de minuit Magazine (100 min). 5524085.

## FRANCE 3

**13.30** C'est mon choix **14.30** Corky, un enfant pas comme les autres La grande question ♦ **15.20** L'Homme aux deux épouses Téléfilm. Peter Werner ♦ **16.50** TO3 **17.35** Mon kanar **17.50** C'est pas sorcier ♦ **18.15** Un livre, un jour **18.25** Questions pour un champion ♦ **18.50** Le 19-20 de l'information **19.55** Le Fabuleux Destin de... **20.25** Météo, Tout le sport, les dix ans **20.40** Le Journal des journaux.



**20.55 THALASSA** ESCALE À PONDICHÉRY Présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Femme de la mangrove : les femmes d'une caste ; Pondichéry, la petite France ; La côte des catamarans ; Les perles de Mandapam, l'espoir au fond de la mer ; L'érosion de la plage de Pondichéry ; Pour la peau d'une raie ; Sacré coquillage ♦. 2091909 **22.40** Météo, Soir 3.

**23.10 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE** Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet et Alexis Trégarot. 4339096

**1.25** Cold Squad, brigade spéciale Série (saison 2, 10 et 11/15, Etats-Unis ♦). Marilyn Marson ♦. 1935874 ; Le Petit Kowalchuck ♦. 2400400 **3.00** Hit Story Jeu. 5290058.

**3.20** Un livre, un jour. 13460961 **3.25** Case de l'oncle Doc Cuba, une famille. Documentaire. Anna-Laura Bode. 2492481 **4.15** Echappées sauvages Sur la piste du mammoth [2/3]. La licorne des neiges (55 min, ♦). 1315435.

## CANAL+

**13.30** La Grande Course **14.00** La Prison de verre ■■■ Film. Daniel Sackheim. Avec Leelee Sobieski ♦ **15.45** Le Journal des sorties **15.55** Etre et avoir ■■■ Film. Nicolas Philibert. Avec Alizé, Axel **17.35** C du sport ▶ *En clair jusqu'à 20.05* **18.34** Résultats et rapports Quinté + **18.35** La Météo, Journal **18.45** Le Zapping **18.50** Merci pour l'info **19.50** La Météo **19.55** Les Guignols **20.05** 20 h 10 pétantes Invité : Bruno Solo.



**21.00 L'ADVERSAIRE** ■■■ Film. Nicole Garcia. Avec Daniel Auteuil, Géraldine Pailhas, François Cluzet, Emmanuelle Devos, Bernard Fresson. *Drame* (France - Suisse - Espagne, 2002, ♦) 4440183 *Reconstitution d'un fait divers. Un chômeur fait croire à son entourage qu'il est médecin.*

**23.05 LES AUTRES** ■■■ Film. Alejandro Amenábar. Avec Nicole Kidman, Alakina Mann, James Bentley, Fionnula Flanagan. *Fantastique* (Esp. - EU, 2001, ♦). 6314299 *Une jeune femme et ses deux enfants atteints d'une grave maladie assistent à d'inquiétants phénomènes dans leur maison.* **0.45** Fastlane Série (S1, 21 et 22/22, v.o.) [1 et 2/2] Contre la montre ♦ ♦. 9465597-3720868.

**2.10** Golf Circuit européen. Trophée Lancôme (2<sup>e</sup> jour). A Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines). 94673042 **4.15** Swing ■■■ Film. Tony Gatlif. Avec Oscar Copp, Lou Rech (France, 2002, 100 min, ♦). 9175874.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.50** Le Journal de la santé **14.15** 100 % Question **14.50** Les Martin [6/6]. 1969 / 1975 ♦ **15.45** Vol au-dessus des caribous ♦ **16.45** Dans le sens du poil Documentaire. ♦ **17.38** Gestes d'intérieur **17.45** Météo musicale **17.50** C dans l'air Magazine **19.00** Flash info **19.01** Tracks Techno Freaks : Hardcore ; David Bowie **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Hollywood à Babelsberg.



**20.40 RETOUR À LA CASE DÉPART** Téléfilm. Andi Rogenhagen. Avec Robert Glatzeder, Dieter Pfaff, Lilia Lehner, Alexander Strobele, Steffen Schull (Allemagne, 2002, ♦). 196183 *Un père séquestre son fils, petit dealer qu'il croit dépendant des drogues, dans une cage. Sa petite amie et ses « collègues » le recherchent.*

**22.15 LA VIE EN FACE** CHILI, LES HÉROS SONT FATIGUÉS Documentaire. Marco Enriquez-Ominami (France, 2002). 7110893 *Les héritiers de Pinochet et d'anciens militants de gauche exercent conjointement le pouvoir au Chili,*

## Le juge Courroye va lancer un mandat d'arrêt international contre le fils de Charles Pasqua

Les soupçons portent sur une commission occulte

**LE JUGE** Philippe Courroye, qui enquête sur une série de commissions versées par la Sofremi, une société d'exportation de matériels liée au ministère de l'intérieur, a informé mercredi soir 10 septembre le procureur de Paris, par une ordonnance de soit-communié, de son intention de délivrer un mandat d'arrêt international à l'encontre de Pierre-Philippe Pasqua. Dès réception mercredi après-midi du parquet – qui devraient être favorables –, M. Courroye délivrera officiellement le mandat d'arrêt, qui vaut mise en examen.

### PLUSIEURS REFUS

Le fils de l'ancien ministre de l'intérieur, qui réside en Tunisie, sera de fait poursuivi pour «*recel d'abus de biens sociaux*», incrimination que le juge Courroye entendait lui signifier mercredi après-midi dans son bureau du pôle financier, où il l'avait convoqué. M. Pasqua ne s'étant pas présenté, le magistrat, qui avait déjà essuyé plusieurs refus, a estimé qu'il était inutile de lui adresser une nouvelle convocation. Ainsi, M. Pasqua ne s'était pas présenté le 18 juin dans le bureau du juge où il devait être interrogé dans l'enquête sur les commissions versées par la Sofremi.

Auparavant, Pierre-Philippe Pasqua avait déjà été sollicité en vain à trois reprises par les policiers de la brigade financière : le 16 janvier 2002 dans l'affaire Elf, au mois d'octobre suivant dans l'enquête sur le financement de la campagne européenne de son père, et le 28 mars, une première fois dans le dossier de la Sofremi.

Pour justifier son refus de déférer aux convocations, M. Pasqua excipe de la convention franco-tunisienne d'entraide judiciaire.

Signé le 28 juin 1972, ce texte prévoit que toute convocation judiciaire doit transiter par la voie diplomatique et être présentée à l'intéressé au plus tard un mois avant la date de la convocation.

Interrogé mercredi soir par *Le Monde*, M. Pasqua a pris acte, depuis sa résidence de Tunis, de la décision du juge Courroye. «*J'ai le sentiment que le magistrat a tout fait pour en arriver à cette extrémité. S'il avait vraiment voulu m'entendre, il aurait appliqué les textes. Dans ce cas, comme je l'ai toujours dit, je serais venu sans difficulté, car je n'ai rien à me reprocher*», a-t-il assuré. Selon M. Pasqua, «*la convention franco-tunisienne prévoit que les actes de procédure tels qu'une convocation doivent être notifiés par la voie diplomatique aux autorités du pays accueillant, en l'occurrence le gouvernement tunisien. Or M. Courroye s'est contenté d'adresser ma convocation au consul général de France de Tunis*», a affirmé M. Pasqua.

Les soupçons du juge portent sur des virements suspects. En juillet 1994, la Sofremi avait versé 12 millions de francs, en Suisse, à l'homme d'affaires Pierre Falcone – personnage central dans l'enquête sur les ventes d'armes vers l'Angola. Quelques jours plus tard, une somme équivalente (1,8 million de dollars) avait été virée sur le compte Dowman Finance, ouvert à la banque IBZ de Genève. Le juge Courroye estime que M. Pasqua serait l'ayant droit de ce compte, ce que ce dernier conteste. «*J'affirme que je n'ai jamais été le titulaire ni l'ayant droit économique d'un compte bancaire en Suisse*», déclarait-il dans un entretien au *Monde* du 25 juin.

Fabrice Lhomme

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Comment joindre l'agréable à l'utile

**JEAN GIRAUDOUX** aurait sans doute suivi de près les travaux de ce congrès qui va donner, lundi prochain à Paris, ses lettres de noblesse internationales à une science toute neuve, celle de l'esthétique industrielle.

La marée de laideur qui a submergé le monde depuis l'avènement de la civilisation industrielle va-t-elle enfin refluer grâce aux efforts d'une cohorte avisée, grossissant de jour en jour et qui veut réconcilier en dépit de tous les épigones de Théophile Gautier le beau et l'utile ?

Un peu partout naissent des groupements et des instituts, s'ouvrent des expositions ou de petits congrès qui ont pour but de rechercher les normes esthétiques auxquelles doivent répondre aussi bien des objets d'utilisation courante, téléphone ou moulin à café, qu'une locomotive ou un barrage.

Aux Etats-Unis, on fait maintenant de l'esthétique industrielle comme M. Jourdain faisait de la

prose. Il n'est guère d'entreprise qui songerait à lancer un produit sur le marché sans s'être assuré le concours d'un «*styliste*».

En Europe, seuls des industriels d'avant-garde se soumettent à ces exigences, et le public est contraint trop souvent encore de vivre au milieu d'objets courants d'une laideur agressive.

Ceux qui les fabriquent se rendent-ils compte qu'ils portent la responsabilité de fausser quotidiennement le goût de leur clientèle ? En négligeant les lignes, les couleurs, les produits ou leur emballage, certains industriels espèrent rogner sur les prix de revient.

Dans la plupart des cas, il ne coûte généralement pas plus cher de faire beau que de faire laid. En outre, comme l'écrivait M. Raymond Loewy, un des pionniers du genre : «*La laideur se vend mal.*»

Pierre Drouin  
(12 septembre 1953.)

EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)



■ **Portfolio sonore** : le dernier discours du président chilien Salvador Allende, le 11 septembre 1973. La prise du palais de la Moneda et des photographies de Salvador Allende. En fond sonore, l'allocution ultime du président alors que l'armée, sous les ordres du général Augusto Pinochet, cernait le palais. En édition abonnés.

■ **Infographie** : les rouages de l'OMC. Retour sur l'histoire et le fonctionnement de l'institution alors que se tient le sommet de Cancun.

■ **La bande son du Monde.fr**. Une sélection de titres commentés par le quotidien, par *aden* et par le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr). En édition abonnés.

### CONTACTS

#### ► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télex : 202 806 F ; télécopieur : 01-42-17-21-21.

#### ► ABONNEMENTS

Par téléphone : 0-825-000-778 (0,15 euro TTC/min)

Sur Internet : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Par courrier : bulletin p. 30

Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

#### ► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Finances : <http://finance.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

Education : <http://educ.lemonde.fr>

Immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr>

#### ► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

#### ► DOCUMENTATION

<http://archives.lemonde.fr>

#### ► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI

01-44-82-66-40

#### ► LE MONDE SUR MICROFILMS

03-88-71-42-30

#### ► LE MONDE 2

Abonnements : 0-825-000-778

(0,15 euro TTC/min)

En vente : «*L'enfer de l'après-guerre*».

## M. Baudis convoqué jeudi comme témoin assisté dans l'affaire Alègre

L'ex-maire de Toulouse a versé au dossier des documents infirmant les dires d'une ex-prostituée. L'ancien substitut Marc Bourragué a aussi été entendu

**L'ANCIEN** maire de Toulouse et actuel président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Dominique Baudis, devait être entendu jeudi 11 septembre à Toulouse comme témoin assisté par le juge d'instruction Thierry Perriquet, chargé de l'information judiciaire ouverte le 15 avril pour «*viols et proxénétisme aggravé*», en marge de l'affaire Alègre.

M. Baudis est accusé par l'ex-prostituée «*Patricia*» de l'avoir violée, le 20 novembre 1990, dans un appartement toulousain, en présence du tueur en série Patrice Alègre. «*Je me réjouis que mon client soit entendu en tant que témoin assisté, a déclaré au Monde M<sup>e</sup> Francis Szpiner, l'avocat de Dominique Baudis. Si je le pouvais, je rendrais public ce dossier d'enquête, pour prouver à quel point il représente un délire, un nonsens et une manipulation.*»

Le 18 mai sur TF1, M. Baudis avait révélé que son nom était cité dans le dossier et dénoncé une «*effarante machination*». Confronté à «*Patricia*», le 26 juin, devant le juge Perriquet, il avait assuré ne l'avoir «*jamais vue*». Des registres de présence, des procès-verbaux de commission ainsi qu'une bande vidéo versés au dossier à la fin août

attestent que M. Baudis était présent à l'Assemblée nationale, les 20, 21 et 22 novembre 1990.

Jean-Armand Fabre, son ex-directeur de cabinet, et Ysabel Baudis, sa femme, ont aussi confirmé sa présence à Paris à la date des accusations de «*Patricia*». M<sup>me</sup> Baudis a déclaré devant les gendarmes, le 4 juillet, avoir passé «*la soirée et la nuit du 20 novembre 1990 avec [son] mari à [leur] domicile parisien*».

### « ACCUSATIONS DÉLIRANTES »

Egalement cité dans le dossier, le vice-procureur de Montauban (Tarn-et-Garonne), Marc Bourragué, a été entendu mercredi, en tant que témoin assisté, par le juge Perriquet. Ancien substitut du procureur à Toulouse, M. Bourragué est accusé par une autre ex-prostituée, «*Fanny*», de «*violences sexuelles*», commises pour partie dans son bureau au début des années 1990. Il avait aussi été désigné par Patrice Alègre, dans une lettre à Karl Zéro, comme l'un des commanditaires de l'assassinat de la prostituée Line Galbardi, le 3 janvier 1992, à Toulouse. Le tueur s'était ensuite rétracté dans un courrier au procureur général de Toulouse. «*Fanny*», elle, a maintenu ses propos.

«*Nous avons été entendus par le juge Perriquet à propos des accusations de "Fanny", qui apparaissent délirantes, a expliqué mercredi M<sup>e</sup> Laurent de Caunes, le conseil de M. Bourragué. Le simple fait que mon client n'ait pas été mis en examen montre que la justice n'a pas de charges contre lui. Il s'agit de simples délires, provenant de filles dont tous ceux qui les connaissent s'accordent à dire qu'elles sont des menteuses. Dans ce dossier, rien de ce qui était vérifiable n'a été vérifié, puisque cela n'existe pas.*»

M. Bourragué avait assuré, dans *Le Nouvel Observateur* du 10 juillet, «*n'avoir jamais eu de [sa] vie des rapports sexuels avec une prostituée*». Il avait, en revanche, admis avoir rencontré Patrice Alègre à son domicile, par l'intermédiaire de deux amis, Gilles Bivi et Thierry Simonnot. «*Je me souviens que cette rencontre s'est faite alors que Patrice [Alègre] était chez moi, a raconté Gilles Bivi aux gendarmes, le 13 mai. Ce fut la seule et unique rencontre à ma connaissance entre Patrice Alègre et Marc Bourragué, car le comportement de Patrice a immédiatement déplié à Marc Bourragué.*»

Gérard Davet

## Intermittents : le Syndeac appelle à renégocier

**LE SYNDICAT NATIONAL** des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac), qui regroupe 250 centres dramatiques, scènes nationales ou scènes de musique actuelle, a annoncé, mercredi 10 septembre, qu'il ne «*participera pas aux assises régionales*», organisées, via les DRAC (directions régionales des affaires culturelles), par le ministère de la culture et de la communication.

Il considère que «*la situation politique et sociale actuelle ne réunit pas les conditions nécessaires au déroulement d'un débat serein et responsable sur l'avenir des politiques publiques pour l'art et la culture*». Le syndicat réitère son appel à «*l'organisation d'un Valois de la culture*» et demande «*une nouvelle négociation du régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle*». Le Syndeac a enfin appelé à trois journées «*d'action nationale*» les 16, 17 et 18 octobre.

Par ailleurs, le Syndicat national des théâtres de ville, qui représente une centaine de théâtres majoritairement subventionnés par les collectivités locales, a affirmé le même jour son hostilité au protocole d'accord mais n'exclut pas pour autant de participer au comité d'information et de suivi de la mise en œuvre de l'accord.